

سكننا من الامم

Supplément « Livres-Idees »

Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE ★★

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14514 - 6 F. VENDREDI 27 SEPTEMBRE 1991 FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESSOURNE

Des milliers de mineurs devant le siège du gouvernement

Les manifestations populaires ébranlent le pouvoir roumain

Transition chaotique

ALIÉS d'hier, que le président Iliescu avait jusqu'à rémercier publiquement pour leur « nettoyage » de Bucarest en juin 1990, les mineurs de la vallée du Jiu se sont retournés contre le pouvoir roumain. Mercredi 26 septembre, c'est aux cris de « A bas Iliescu et Roman ! » qu'ils ont envahi la capitale avec leur barbare coutume et attaqué le siège du gouvernement, laissant destruction, morts et blessés derrière eux.

En Roumanie, plus gravement atteinte que les autres pays de l'ancien bloc soviétique, jusqu'au plus profond du tissu social, le moindre soupçon revêt des allures de violence incontrôlée depuis la chute de Ceausescu, en décembre 1989. Cette nouvelle intervention des mineurs n'aura pas failli à la règle. Pourtant, le motif original de leur mouvement de protestation n'est pas économique : la Roumanie, c'est l'un des symptômes de la transition vers l'économie de marché, un processus vécu avec plus ou moins de difficulté selon les pays, mais toujours douloureusement, par l'ensemble du peuple.

La Pologne connaît des flambées de colère payennes sporadiques et des grèves à intervalles réguliers dans de gigantesques usines devenues inertes ; les Hongrois oscillent entre la morosité et la pessimisme noir, avec de temps à autre, même chez eux, une poussée de fureur sociale comme celle de l'automne 1990 qui a vu des chauffeurs de taxi menacer la démocratie. Les divergences sur le rythme des réformes économiques et les disparités de coût social qu'elles entraînent ont exacerbé les tensions entre Slovaques et Tchèques. Dans les Balkans, cela tangue plus violemment encore.

Pour pouvoir résister à ces turbulences, à la force d'autant moins privilégiée que ces transitions sont sans précédent, les nouvelles démocraties doivent reposer sur une base politique et sociale suffisamment solide. C'est là, justement, que le bât blesse en Roumanie : malgré leur écrasante victoire électorale de mai 1990, les dirigeants roumains et leur Front de salut national (FSN) n'ont pas d'assise stable dans la société.

Le fait que des jeunes et des habitants de Bucarest se soient joints mercredi aux mineurs - ceux-là mêmes qui les frappaient violemment l'année dernière - montre à quel point leur position est fragile. Celle du premier ministre Petre Roman, qui a offert sa démission jeudi matin, l'est tout particulièrement : c'est lui qui personnifie, aux yeux des Roumains, le programme de réformes économiques mis en place au cours de l'année écoulée, et qui est donc tenu pour responsable des difficultés de la vie quotidienne et d'un taux d'inflation de 200 %, alors que le président Iliescu perdait précédemment ses distances.

Reste à savoir si l'opposition, qui a jusqu'à présent refusé les appels du chef du FSN, est disposée cette fois à collaborer avec M. Roman, ou si elle le considère comme trop proche des anciens communistes.

Plusieurs milliers de mineurs, rejoints par des manifestants hostiles à la politique d'austérité du pouvoir, étaient de nouveau rassemblés, jeudi matin, à Bucarest, devant le siège du gouvernement, protégé par des dizaines de véhicules blindés. Les affrontements de la veille avaient fait au moins quatre morts. Le premier ministre, M. Roman, a présenté sa démission pour permettre la formation d'un gouvernement ouvert à toutes les forces politiques « responsables » du pays.

BUCAREST

de notre correspondant

Après une journée et une nuit de violence qui ont fait quatre morts, dont trois policiers, et des dizaines de blessés, les Bucarestois, pleurant dans les rues noyées de gaz lacrymogène, ont découvert, jeudi 26 septembre au matin, dans le centre-ville, un spectacle de désolation. Taches de sang sur le sol, magasins pillés, vitrines brisées, rues jonchées de pierres. Les blindés de l'armée étaient toujours postés autour du siège, noirci du gouvernement ; des milliers de

mineurs, armés de gourdin, de pics, de barres de fer, se trouvaient derrière des barrières, place de l'Université, et criaient : « Nous ne partons pas ! », en promettant une nouvelle journée difficile. Les autorités roumaines, menacées aujourd'hui par la colère des mineurs qui les avaient « sauvées » il y a un peu plus d'un an, tentaient de reprendre le contrôle militaire et politique d'un affrontement explosif qui, selon le président Ion Iliescu, menace le « processus démocratique ».

JEAN-BAPTISTE NAUDET

Lire la suite page 5

Un entretien avec le ministre du travail

Chômage : M^{me} Aubry dénonce les « faux débats »

Le chômage a diminué de 0,6 % en août, soit 17 700 demandeurs d'emploi en moins : cette baisse rompt avec douze mois de hausse. Dans l'entretien qu'elle nous a accordé, M^{me} Martine Aubry, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, refuse le « faux débat » sur les « faux chômeurs » et leur nombre. Elle annonce un renforcement des contrôles et développe les grands axes de la politique du gouvernement pour favoriser l'emploi.

« Avec près de dix-huit mille chômeurs de moins à la fin août, vous enregistrez la première baisse depuis douze mois. Est-ce un renversement de tendance ou un simple répit ? »

« Le chiffre d'août est meilleur. Mais il est essentiellement dû à une baisse de l'inscription des jeunes, qui, cette année, se sont présentés à l'ANPE plus tôt que d'habitude, comme nous l'avions souligné en juin et juillet, mais nous allons encore avoir des mois difficiles. Certains secteurs réduisent leurs effectifs pour des raisons struc-

relles - je pense à l'électronique, l'automobile, le textile et l'habillement - et d'autres activités subissent quant à elles le contre-coup de la faible croissance.

« La polémique sur les faux chômeurs réapparaît et M. Michel Charasse en dénombre sept cent mille. Il n'empêche que le chômage n'a jamais atteint ce niveau... »

« Raison de plus pour ne pas baisser les bras et pour ne pas se lancer sur des faux débats. »

Propos recueillis par ALAIN LEBAUDE Lire la suite page 32

Air France supprime trois mille emplois

Le groupe Air France poursuit sa réorganisation. La marque UTA disparaît. Trois mille emplois supplémentaires seront supprimés.

page 31

Les petits actionnaires, une mine abandonnée

Au moment où le gouvernement envisage de nouvelles privatisations partielles, l'intérêt des particuliers pour la Bourse s'émousse lentement.

page 31

AFAIRES

Les stratégies agroalimentaires

■ Le choix européen ■ Viande : l'impératif de qualité ■ La réussite discrète des pâtes savoyardes ■ La percée italienne de BSN ■ Lait : une coopérative tentée par le capitalisme

pages 35 à 37

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 42

Lendemain d'émeutes à Kinshasa

Après les pillages du début de la semaine le pire, au Zaïre, est peut-être à venir

KINSHASA

de notre envoyée spéciale

Accoudés au bastingage du MS Ngabila, les bérats vers de la lagune regardent, impassibles, se rapprocher la rive d'où surgissent les immenses tours de Kinshasa. Le silence est total. Erwin, un jeune homme de vingt ans, est assis par ces quarante-huit heures de liesse destructrice. « Kin-la-Belle » semble s'être endormie. Filant sous le soleil lourd et bas, une pirogue à la coque aussi brune que les remous boueux du fleuve, glisse furtivement le long des quais déserts.

« Pas mal de gens ont essayé de passer en pirogue. Ils avaient peur. Ils espéraient se réfugier chez nous en douce », explique, souriant aux lèvres, un des officiers congolais chargés d'escorter les cent trente légionnaires français en route vers le Zaïre.

« On les a refoulés : il y a assez de problèmes chez nous ; on ne veut pas se laisser envahir ! En commettant leurs pillages, les Zaïrois ont creusé leur propre tombe - ce n'est pas au Congo d'en faire les frais », conclut, plein d'assurance, ce militaire.

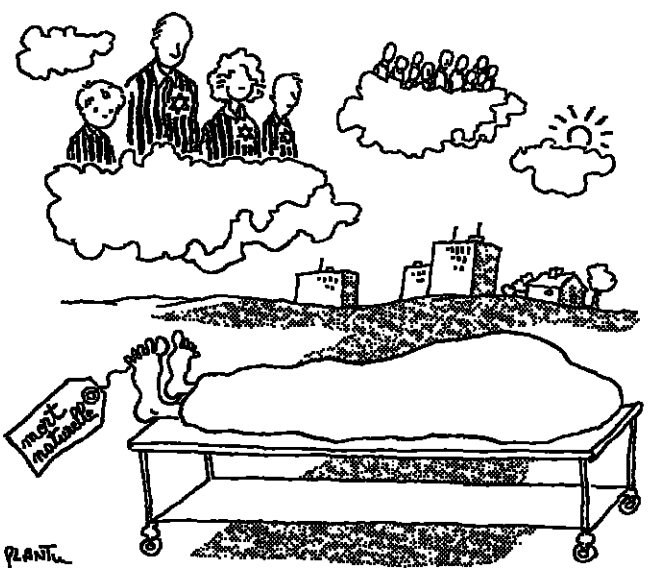
De Brazzaville à Kinshasa, la traversée dure vingt minutes à peine. Quand le bateau accoste, mercredi 25 septembre vers 9 heures, une foule de civils - une petite centaine de personnes, essentiellement des Congolais - attendent déjà en file indienne que le MS Ngabila se vide de ses passagers en treillis pour prendre place à bord et retourner à Braz-

zaville. A l'entrée du « Beach » (le port des voyageurs), sur un gigantesque panneau en bois, des slogans défilent : « Vive la solidarité africaine, la politique de bon voisinage et la coopération internationale ».

Quelques militaires zaïrois sont là aussi, l'air découragé et le regard absent. « Moi, je ne fais pas de politique, je suis un technicien ; ma spécialité, c'est les blindés », s'empresse de dire un officier, espérant couper court aux questions de la presse étrangère. Il n'en offre pas moins, avec une grande urbanité, des places dans sa voiture pour emmener le petit groupe de journalistes jusqu'au centre-ville.

CATHERINE SIMON Lire la suite page 6

La mort de Klaus Barbie



Lire page 12 l'article de JEAN-MARC THÉOLLEYRE : « La crime sans remède »

Les libraires malades de l'édition

Après la crise du printemps, le livre se porte mieux mais ce n'est qu'un nouveau répit

Les six premiers mois de l'année ont été mauvais pour l'édition française. La crise du Golfe a détourné les lecteurs de la fréquentation des librairies. Pour essayer de rétablir leur trésorerie, éditeurs et libraires ont tiré, selon leurs intérêts immédiats, en sens contraire : les premiers en augmentant considérablement leur production en mai et en juin - plus de 25 % par rapport aux mêmes mois de 1990 - les seconds en procédant à des déstockages massifs. On a pu croire alors que le livre français entrerait dans cette grande crise culturelle et industrielle annoncée depuis des années.

Pour le moment, la rentrée de septembre permet de penser que le malade va connaître un nouveau répit. Pour remplir leurs présentoirs vidés avant l'été, les libraires ont passé de nombreuses commandes ; les éditeurs paraissent avoir résisté à la tentation de faire de plus en plus de livres pour des lecteurs de moins en

moins nombreux ; le public, de son côté, attiré par une brochette de livres de qualité, semble avoir retrouvé le chemin des librairies : on a vendu en une semaine dix mille exemplaires de *Qu'est-ce que la philosophie ?* de Deleuze et Guattari, un ouvrage qui n'est pourtant pas d'abord facile.

Le risque est que cet été indien ne fasse oublier, de nouveau, les graves maladies dont souffrent l'édition et le livre français. Depuis une douzaine d'années, le lectorat a tendance à stagner, voire à reculer, lentement mais inexorablement. Pour limiter cette érosion, il serait nécessaire que les différents acteurs de la « chaîne du livre », auteurs, éditeurs, distributeurs, libraires, travaillent de concert. Pour écrire, publier, acheter et vendre de meilleurs livres.

C'est exactement le contraire qui se passe : pour survivre aux difficultés immédiates, on publie trop - et pas toujours du meilleur - on raccourcit, du même

coup, le temps d'existence des livres. Et les relations entre les éditeurs et les libraires n'ont jamais, malgré quelques exceptions notables, été aussi tendues. M. Patrice Cahat, le médiateur nommé par le ministère de la culture pour essayer de mettre d'accord les parties et de dégager une politique commune, risque de connaître encore bien des nuits blanches.

PIERRE LEPAPE

Lire notre enquête page 21

LIVRES ♦ IDÉES

■ Dossier : 1492, l'année folle. ■ Sade dans la vie. ■ En quête d'Abel. ■ Il était une fois... L'ordinaire du réel. ■ La drogue du développement. ■ Ces Catalans qu'on attend. ■ L'un était Bleu et l'autre Gris.

pages 19 et 30

ANTOINETTE VOLODINE
L'ARTO SOLO
MINUIT

A L'ÉTRANGER : Algérie, 450 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Arabie-Saoudite, 9 F ; Côte d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 14 KR ; Espagne, 190 PTA ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2,300 L ; Luxembourg, 42 F ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2,3 ; USA (autres), 2,50 \$.

حکومتنا الاصل

ÉTRANGER

IRAK : le contrôle des installations nucléaires

Le conflit avec les inspecteurs de l'ONU serait en voie de règlement

Une solution au problème des inspecteurs des Nations unies, retenus contre leur gré à Bagdad, semblait en vue, jeudi matin 26 septembre. Les émissaires de l'ONU n'avaient toujours pas retrouvé leur liberté de mouvement, jeudi en début d'après-midi, mais les irakiens semblaient devoir faire marche arrière dans cette affaire, comme ils l'avaient fait la veille au sujet des patrouilles d'inspection en hélicoptère.

NEW-YORK (Nations unies) de nos correspondants

L'ambassadeur irakien à l'ONU, M. Abdel Amir El Anbari, a réagi, tard dans la soirée, une lettre au ton conciliant au président du Conseil de sécurité, M. Jean-Bernard Mérimée. La lettre proposait une formule de règlement du conflit : « A première vue, elle n'est pas mauvaise, et il n'est pas impossible qu'elle puisse déboucher sur une solution, mais peut-être pas demain », a dit M. Mérimée. Le ministre des affaires étrangères, M. Roland Duménil, a été un peu plus réservé : « l'ambassadeur d'Irak envoie souvent des lettres ; le problème est de savoir si elles sont satisfaisantes », a-t-il déclaré. Depuis mardi, quarante-quatre inspecteurs de l'ONU sont retenus à Bagdad, empêchés par l'armée de quitter leur base tant qu'ils n'auront pas rendu aux autorités une série de

documents portant sur le programme nucléaire militaire irakien et saisi au début de la semaine dans un bâtiment du gouvernement. Les inspecteurs de l'ONU, chargés de surveiller l'application des résolutions sur le cessez-le-feu en Irak, estiment que ces documents sont essentiels à l'exercice de leur mission dont l'objet est, notamment, de s'assurer que Bagdad se détarde de toutes les armes de destruction massive encore en sa possession et ne cherche pas à en fabriquer d'autres. Selon le Washington Post, ce sont les informations fournies par un transfuge irakien qui ont permis aux inspecteurs de l'ONU de mettre la main sur cette série de documents donnant d'amples précisions sur le programme nucléaire de l'Irak. Les irakiens affirment que ces documents concernent les dossiers personnels de nombreux scientifiques et que leur divulgation pourrait mettre ces personnes en danger. Jusqu'à présent, le gouvernement du président Saddam Hussein disait ne pas vouloir négocier sur cette affaire et accusait le chef de la mission de l'ONU, M. David Kay, d'être un « agent de la CIA ».

Le contenu de la lettre irakienne n'avait pas encore été rendu public dans la nuit de mercredi à jeudi. Selon de bonnes sources, l'Irak proposait un règlement de compromis. Les parties intéressées devraient négocier sur cette affaire et faire l'inventaire de tous les documents. Après quoi, les inspecteurs seraient libres de s'en aller en emportant leur précieux matériel. Pour s'entendre sur les

détails de ce règlement, l'Irak propose que M. Rolf Ekeus, le diplomate suédois président de la commission spéciale de l'ONU sur l'application du cessez-le-feu, se rende dans les quarante-huit heures à Bagdad. Le Conseil de sécurité devrait incessamment étudier la proposition irakienne.

Préparatifs militaires américains

Quel que soit son sort, elle manifeste un changement de ton à Bagdad, comme si le régime baasiste avait décidé de céder devant la détermination du Conseil de sécurité et les gestations militaires des États-Unis. L'Irak avait effectué une première volte-face la veille en acceptant que les hélicoptères des inspecteurs de l'ONU puissent survoler tout le territoire irakien et sans condition. Américains, Britanniques et Français, notamment, ont fait savoir qu'ils considéraient que l'« acceptation » irakienne était bel et bien « inconditionnelle ». Le Conseil pourrait prochainement « tester » la bonne volonté de Bagdad en envoyant une mission hélicoptère survoler le désert irakien à l'emplacement de sites militaires.

Depuis une semaine, les États-Unis avaient haussé le ton à l'encontre du président Saddam Hussein, qui paraissait vouloir éprouver la résolution des Occidentaux sur ces deux affirmations, les hélicoptères et les documents. Mercredi, une réunion spéciale des conseillers du président George Bush pour les questions de sécurité a eu lieu à la Maison Blanche. « Toutes les options

restent ouvertes » pour faire face à la situation, a averti le porte-parole de la présidence, M. Martin Fitzwater. Les forces américaines dans la région - 27 bâtiments dont un porte-avions, près de 40 000 hommes - peuvent entrer en action « à très bref délai » et pour des missions les plus diverses, avait expliqué le général Colin Powell, chef d'état-major interarmes.

Pour donner un peu plus de crédibilité encore à ces mises en garde lancées avant que Bagdad ne commence à faire marche arrière, des sources officielles américaines ont fait savoir que le général Charles Horner, l'homme qui commanda la flotte de 1 200 avions mobilisée lors de l'opération « Tempête du désert », pourrait être renvoyé en Arabie saoudite si nécessaire.

Comme prévu, un pont aérien a été mis en œuvre depuis une base américaine en Allemagne pour acheminer une centaine de missiles anti-missiles Patriot en Arabie saoudite ainsi qu'un contingent de 1 300 hommes destinés à servir ces batteries. Y a-t-il eu débat, désaccord, au sein de la hiérarchie saoudienne à ce sujet ? La question relève encore de la spéculation, mais nombre de commentateurs ont noté que le prince Khalid Ben Sultan Ben Abdolaziz, chef des forces aériennes royales, a annoncé sa démission dès que fut connue la décision américaine sur les Patriot.

ALAIN FRACHON et SERGE MARTI

La réunion du « Parlement » de l'OLP à Alger

Deux personnalités palestiniennes des territoires occupés appellent à participer à la conférence de paix

ALGER

de notre envoyée spéciale

Le Conseil national palestinien (CNP, ce parlement en exil) a vécu un grand moment, dans la nuit du mercredi 25 au jeudi 26 septembre, avec l'audition de M. Fayyad Hussein et M. Hanneh Ashraoui, les deux personnalités des territoires occupés par Israël qui négocient depuis le début de l'initiative de paix américaine avec le secrétaire d'État, M. James Baker et qui ont lancé un vibrant appel pour une participation palestinienne à la conférence de paix.

S'il fallait encore une preuve que ces derniers sont bien mandatés par l'OLP et paient en son nom, elle a ainsi été donnée. Même si, pour les protéger formellement des rigueurs de la loi israélienne - qui interdit sous peine de prison tout contact avec une « organisation terroriste » (ce qu'est l'OLP pour Israël) - personne, hormis les membres de la commission politique du Congrès n'a pu les voir et donc apporter la preuve tangible de leur présence.

Pour respecter cet article qui a été négocié, selon toute vraisemblance, avec l'administration américaine et qui ne manquera pas de déclencher quelques polémiques en Israël, M. Arafat avait demandé des strictes consignes de discrétion aux membres de la commission et, au milieu de la nuit, rares étaient ceux qui acceptaient même de confirmer le fait.

Le choc et l'émotion visibles sur les visages en étaient toutefois la meilleure preuve, et, semble-t-il, plus que l'exposé des deux personnalités sur leurs diverses rencontres avec M. Baker, c'est leur témoignage du vécu de l'initiative qui a bouleversé les délégués. Le secret de la venue de M. Hussein et de M. Ashraoui avait été en effet bien gardé, et, alors même que l'information de leur arrivée à Alger, venant de Paris, était confirmée de très bonne source, la plupart des parlementaires palestiniens ont été surpris.

Cette présence est un grand coup politique pour M. Arafat, qui n'aurait pu faire mieux pour convaincre les opposants à la participation à la conférence de paix. Les nouveaux arrivants leur ont permis d'entendre le seul témoignage de première main

qu'ils peuvent avoir sur l'état des négociations, et surtout sur le climat dans lequel celles-ci se déroulent, donc ce que les Palestiniens peuvent en espérer.

Déjà le chef de l'OLP était lui-même monté au créneau mercredi en fin de matinée pour répondre à huis clos aux partisans de la non-participation, en leur faisant valoir que les États-Unis avaient, au fil des rencontres et des négociations, amélioré les conditions de la participation palestinienne. M. Arafat avait notamment fait état de quatre « progrès » dans la lettre d'assurances américaine. Le mot « peuple » a ainsi été ajouté. Cette revendication était fondamentale pour l'OLP car elle déconstruit les droits d'une nation.

Deuxièmement, la question de Jérusalem pourra être soulevée par le ou les représentants palestiniens dès le début de la négociation et non plus dans sa deuxième phase. Troisièmement, les tractations finales sur le statut des territoires occupés par Israël auront lieu non pas trois ans après l'octroi de l'autonomie, mais dès la fin de la deuxième année. Enfin, pour répondre à l'exigence de l'OLP de voir reconnaître le droit à l'autodétermination ou au minimum que rien ne ferme la porte à cette revendication, - les États-Unis ont accepté une formulation qui accorde aux Palestiniens la possibilité de gérer leurs affaires et de contrôler leurs ressources naturelles.

M. Arafat avait, d'autre part, souligné que les négociations se poursuivent toujours, laissant ainsi entendre que d'autres améliorations étaient possibles. M. Hussein et M. Ashraoui doivent d'ailleurs se rendre « très prochainement » à Washington ou à New-York. En fait, s'il ne semble plus faire de doute que le CNP va adopter des résolutions qui permettront à une délégation palestinienne, quelle que soit sa forme, de participer à une conférence de paix, la difficulté va consister maintenant à rédiger celles-ci de telle manière qu'elles puissent recevoir la plus large adhésion possible.

FRANÇOISE CHIPAUX

M. Lévy estime avoir dissipé la tension entre Israël et les États-Unis

Après un entretien à New-York avec le secrétaire d'État américain, M. James Baker, le ministre israélien des affaires étrangères, M. David Lévy, a estimé, mercredi 25 septembre, avoir considérablement atténué la tension entre Israël et les États-Unis au sujet de la convocation d'une conférence de paix au Proche-Orient. « Nous pouvons dire que toutes les ombres qui planaient entre nous et les États-Unis ont été dissipées et qu'un meilleur climat s'est dégagé de ces discussions », a déclaré M. Lévy. Plus réservé, un haut responsable américain qui a requis l'anonymat a

affirmé que la rencontre avait « probablement contribué à détendre l'atmosphère », sans fournir d'indication concrète sur les progrès accomplis.

M. Lévy a confié à des journalistes israéliens qu'il avait obtenu du secrétaire d'État la promesse que ce dernier ne prendrait pas le gouvernement de Jérusalem par surprise en lançant des invitations à la conférence tant que la « lettre d'assurances » américaine à Israël ne serait pas prête. Ce document pourrait être transmis dans les tout prochains jours. - (AFP)

ISRAËL : les tractations sur les échanges de prisonniers

Jérusalem met en cause l'attitude de l'Iran

JÉRUSALEM

de notre correspondant

L'homme-clé pour l'éventuelle libération d'un nouveau groupe de prisonniers chiites libanais par Israël se nomme Ron Arad. Il est l'un des sept soldats disparus ces dernières années dans des opérations israéliennes au Liban sud et le seul, croit-on, savoir les autorités de l'Irak j'ai à être encore en vie. Des informations sûres quant au sort de ce jeune aviateur de trente-trois ans pourraient ouvrir la porte à certains des trois cent et quelques prisonniers chiites libanais

qu'Israël détient. Le premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, l'a répété, mercredi soir 25 septembre, à Jérusalem : « Il n'y a pas le moindre doute : dès que nous aurons obtenu les informations que nous avons demandées sur le sort de nos disparus, nous libérerons tous ceux que nous avons promis de libérer. » En attendant, comme le laisse entendre M. Uri Lubrani, le négociateur israélien des affaires délicates, « la balle est aujourd'hui dans le camp des prisonniers d'otages ». Discretion oblige, il est bien évidemment difficile de savoir où en est exactement la médiation entreprise par

le secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar, à propos des otages, des disparus et des prisonniers du Proche-Orient. Les négociations continuent dans la coulisse.

La libération mardi de l'ancien pilote britannique Jack Mann avait pu donner l'impression que le processus général d'échanges, après un temps d'arrêt, était reparti dans la bonne direction (le Monde du 26 septembre). Et M. Shamir lui-même se montrait assez confiant, allant jusqu'à déclarer publiquement, le même jour, son espoir de « pouvoir annoncer très bientôt une bonne nouvelle au pays ». Et puis, mercredi

après-midi, nouveau temps d'arrêt : « rien ne bouge », se plaint le chef du gouvernement devant la presse. « Un peu plus tôt dans la journée, c'est M. Danny Naveh, porte-parole du ministère de la défense, qui a mis les points sur les : le blocage, selon lui, vient « de l'Iran, qui, malheureusement, n'a pas encore tenu son engagement de nous fournir des informations claires et non équivoques sur le sort d'un de nos disparus, Yossi Fink ».

Le fantassin en question était tombé dans une embuscade en février 1986, dans le sud du Liban, avec un compagnon, le soldat Rahamim Al Sheikh. Pour ce dernier, pas de doute, Israël a reçu les preuves de sa mort. Pour Yossi Fink, en revanche, « l'Iran (en tant que protecteur-inspireur du Hezbollah libanais, dont les maquisards étaient à l'origine de l'embuscade tendue aux deux soldats israéliens) a transmis des informations insuffisantes pour établir son sort avec certitude », a affirmé M. Naveh. Or, selon lui, Israël a déjà en quelque sorte « payé d'avance » pour ces informations avec, entre autres, la libération de 51 prisonniers chiites libanais le 11 septembre dernier.

PATRICE CLAUDE

A TRAVERS LE MONDE

HAÏTI
Le Père Aristide propose aux Nations unies « dix commandements démocratiques »

Le nouveau président haïtien, le père Jean-Bertrand Aristide, a proposé mercredi 25 septembre à l'ONU « dix commandements démocratiques » qu'il a appelés « les dix jalons lumineux ». Du haut de la tribune de l'Assemblée générale de l'ONU où il s'exprimait pour la première fois depuis son élection en décembre dernier, le Père Aristide s'est voulu le chantre de la liberté, de la démocratie, de la défense des droits de l'homme, du droit de « manger et de travailler », mais également de la défense de la diaspora haïtienne.

A cet égard, il a accusé la République dominicaine de pratiquer des « violations flagrantes »

des droits de l'homme à l'égard des Haïtiens. Plus jamais, nos seurs et frères haïtiens ne seront vendus pour transformer leur sang en sucres amers », a-t-il lancé. Quelque cinquante mille Haïtiens ont été expulsés de la République voisine, a-t-il dit, expulsion pour laquelle il demande réparation.

SALVADOR
Signature de l'accord de paix entre le gouvernement et la guérilla

Le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, a conclu avec succès, mercredi 25 septembre, ses efforts de médiation entre le gouvernement et la guérilla salvadoriens, avec la signature d'un large accord jetant les bases pour mettre rapidement un terme à la guerre civile qui a fait environ soixante-quinze mille

morts dans ce pays en onze ans (le Monde du 26 septembre).

Le document, signé au siège de l'ONU, comprend des accords sur la réduction et l'épuration des forces armées, sur la création d'une police nationale civile, sur divers problèmes socio-économiques et sur la composition d'une commission nationale de paix qui sera chargée de superviser le processus. Le document octroie en outre à la guérilla du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) des garanties pour son intégration à la vie civile. Les négociations entre le président du Salvador, M. Alfredo Cristiani, et les cinq chefs du FMLN avaient débuté il y a dix jours au siège de l'ONU. Après la signature de cet accord historique, les négociations pour mettre un terme définitif à la guerre civile reprendront à la mi-octobre au siège de l'ONU pour approuver un calendrier de cessez-le-feu et mettre au point un mécanisme de contrôle de son application. - (AFP)

EN BREF

CHINE : deux cent seize morts dans un glissement de terrain. - Des pluies diluviennes ont provoqué une gigantesque coulée de boue qui a entraîné la mort de deux cent seize personnes et entièrement recouvert une zone de 2 kilomètres carrés, lundi 23 septembre, dans la province méridionale chinoise du Yunnan. La catastrophe de lundi intervient à l'issue d'une saison des pluies particulièrement meurtrière qui a déjà fait plus de deux mille morts, essentiellement dans l'Est et le Nord-Est, selon un bilan provisoire communiqué en août par les autorités. - (AFP, AP, Reuters)

CORÉE DU NORD : un programme d'armement nucléaire serait très avancé. - Un journal sud-coréen a révélé, mercredi 25 septembre, que

la Corée du Nord avait demandé l'assentiment de Pékin pour se doter de l'arme nucléaire. Le Japon a fait savoir qu'il estimait très préoccupantes de telles informations. Washington aurait récemment envoyé à Tokyo trois experts de la CIA pour avertir les officiels japonais que la Corée du Nord était en mesure de produire actuellement l'arme nucléaire. - (AFP)

JAPON : première tournée asiatique d'un empereur nippon. - Akihito et l'impératrice Michiko ont quitté Tokyo jeudi 26 septembre pour un voyage de onze jours en Asie, la première jamais effectuée par un empereur du Japon, avec pour principal objectif de confirmer « une nouvelle diplomatie » et de faire oublier le passé de conquêtes japonaises dans cette région du monde.

L'empereur Akihito, cinquante-sept ans, qui a succédé à son père Hirohito en janvier 1989, se rendra successivement en Thaïlande, en Malaisie et en Indonésie. - (AFP, Reuters)

PAKISTAN : deux Américains condamnés pour vol seront amputés. - Deux Américains, convertis à l'Islam, vont être amputés chacun de la main droite et du pied gauche pour, selon un jugement prononcé, mercredi 25 septembre, par un tribunal spécial de Peshawar. Les deux hommes, âgés respectivement de trente-deux et de trente ans, ont également été condamnés à plusieurs peines de prison et seront expulsés du Pakistan à l'issue de leur détention, d'une durée minimale de cinq ans. - (AFP)

LA RECHERCHE

LES PREMIERS FEUX DE FORÊT • L'ÉLECTRONIQUE DANS L'ESPACE
LA CICATRISATION DES BLESSURES • L'INTELLIGENCE DES BÉBÉS



LA GÉNÉTIQUE ET L'ORIGINE DE L'HOMME

RECHERCHE

PUBLIE
DANS SON NUMÉRO
D'OCTOBRE
UN DOSSIER SUR :

LA GÉNÉTIQUE
ET L'ORIGINE
DE L'HOMME

ÉGALEMENT
AU SOMMAIRE :

- L'intelligence des bébés.
- L'électronique dans l'espace.
- La cicatrization des blessures.
- Les premiers feux de forêts.
- Le tiers monde malade du tabac américain.

N° 236 - OCTOBRE 1991 - 35F

EN VENTE EN KIOSQUE

EUROPE

Alors que la conférence de paix reprend ses travaux à La Haye

La Serbie, la Croatie et l'armée fédérale veulent consolider le cessez-le-feu

Les signataires de l'accord de cessez-le-feu conclu le 17 septembre à Igalo (Monténégro), en présence du médiateur européen lord Carrington, se sont de nouveau rencontrés, mercredi 25 septembre, à Belgrade. Le président croate, M. Franjo Tudjman, son homologue serbe, M. Slobodan Milosevic, et le ministre fédéral de la défense, le général Veljko Kadijevic, sont convenus qu'il était « indispensable d'assurer et de stabiliser la paix en Yougoslavie par un cessez-le-feu absolu, premier préalable à une issue politique de la crise yougoslave ».

Les trois leaders ont par ailleurs estimé que « la conférence de paix de La Haye contribuera à un règlement pacifique et équitable de la crise yougoslave si elle renonce à imposer par la force une solution politique ».

BELGRADE

de notre correspondante

Les trois principaux protagonistes réaffirment leur intention de régler pacifiquement la crise mais le cessez-le-feu en Croatie est loin d'être absolu. Si la trêve est

effective dans de nombreuses zones de combat, de violents affrontements se poursuivent dans plusieurs villes de Slavonie et de Dalmatie.

En dépit de l'accord de dimanche selon lequel le ministre fédéral de la défense avait ordonné à l'armée fédérale la cessation de toute attaque et de tout mouvement de troupes, le commandant de la première région militaire, (qui couvre la Serbie et l'est de la Croatie) a déclaré mercredi soir avoir pris « des mesures décisives pour libérer les unités et les casernes fédérales encerclées qui sont situées en Slavonie orientale ».

Selon le communiqué, cette décision a été prise après quarante-sept violations du cessez-le-feu par les forces armées croates. L'aviation yougoslave a été utilisée dans cette région, notamment lundi matin, contre la petite ville de Knin, qui commandait une partie de la côte dalmate, ont annoncé des mesures semblables avec l'appui de l'aviation, pour libérer les casernes de Zadar.

Alors que les conflits sanglants de ces derniers mois ont porté un coup fatal à la fédération yougoslave, les institutions de ce pays qui « n'existent plus que sur le papier », sont totalement paralysées. La présidence fédérale, la plus haute instance de l'Etat yougoslave, reste divisée par des querelles intestines et ne parvient plus à se réunir au grand complet depuis le 7 septembre.

Quant au gouvernement fédéral qui est privé d'un grand nombre de ses ministres après le départ des Sloènes, des Croates et des Macédoniens, il a perdu toute

légitimité dans le pays et continue à faire l'objet de très vives critiques.

Alors que l'un des membres du cabinet, le ministre de la défense, avait accusé le premier ministre, M. Ante Markovic, d'avoir contribué à la désintégration du pays, le vice-président du gouvernement serbe, M. Kostic, considérait mercredi que « de facto le gouvernement fédéral n'existe plus ». Plus virulent, le représentant de la Voïvodine à la présidence yougoslave, M. Jugoslav Kostic, considérait au premier ministre de démissionner, faute de quoi « il risquait d'être écarté physiquement ».

Le réveil des Albanais du Kosovo

En réponse à ces menaces le gouvernement Markovic a annoncé mercredi qu'il envisageait de quitter Belgrade, siège officiel de la Fédération.

Après un silence forcé de près d'un an, la minorité albanaise, largement majoritaire au Kosovo, lancera-t-elle un nouveau défi aux autorités serbes ? Le 5 juillet 1990 le pouvoir central de Belgrade avait dissous le Parlement du Kosovo qui venait de promulguer sa propre Constitution, donnant à cette province du sud de la Serbie un statut pratiquement semblable à celui des autres Républiques de la Fédération.

Depuis le Kosovo a opté pour la résistance passive, évitant ainsi pendant près d'un an les violentes représ-

sions policières qu'il avait connues durant près d'une décennie. Dans le plus grand secret, le Parlement désormais clandestin, votait, dimanche 22 septembre, « une résolution sur la souveraineté et l'indépendance de la République du Kosovo » et décidait d'organiser un référendum visant à la légitimer.

Dans la journée de mercredi, tous les partis albains de Yougoslavie ont approuvé la résolution du Parlement local et appelé leurs adhérents à se rendre aux urnes. L'Union des syndicats indépendants albains a soutenu cette initiative tout en mettant en garde contre des risques de répression de la part des autorités serbes. Entre mercredi 26 et lundi 30 septembre les habitants du Kosovo, dont 92 % sont de souche albanaise, devront se prononcer pour ou contre « la souveraineté et l'indépendance de la République du Kosovo en tant qu'Etat qui pourra, en toute liberté et en toute égalité de droit avec les autres Républiques, s'associer à une alliance d'Etats souverains dans le cadre de la Yougoslavie ». Selon les organisateurs de ce référendum, les bulletins ont été imprimés en albanais, en serbo-croate et en turc. Ils ont par ailleurs prévu le vote à domicile en présence d'observateurs étrangers, si les autorités serbes venaient à interdire la consultation.

Bien qu'il n'y ait pour l'instant aucune réaction officielle, les milieux serbes et monténégrins, minoritaires au Kosovo, estiment que cette nouvelle résolution prise par un Parlement illégal, relève soit de l'illusion, soit de la provocation.

FLORENCE HARTMANN

Après la proclamation de l'indépendance de la Macédoine

La Grèce, inquiète des tensions dans les Balkans, cherche des alliés

ATHÈNES

de notre correspondant

Le premier ministre bulgare, M. Dimitar Popov, a achevé, jeudi 26 septembre, une visite de travail de trois jours à l'invitation de son homologue grec, M. Constantinos Mitsotakis, au cours de laquelle ont été réaffirmées « les étroites relations d'amitié gréco-bulgares ». Samedi dernier, une réunion régionale quadripartite (Grèce, Bulgarie, Roumanie, Serbie) destinée à examiner les évolutions de la crise yougoslave, avait été reportée sine die.

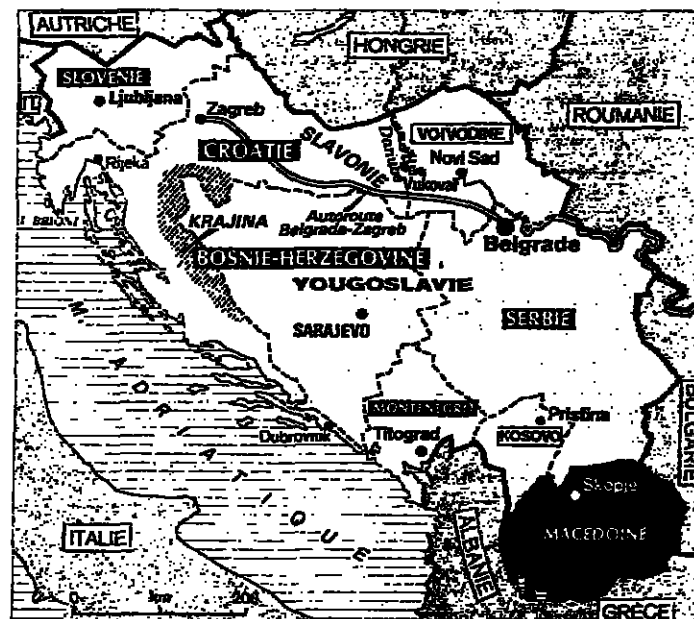
Alors que la région est en ébullition, MM. Popov et Mitsotakis ont tenu à remettre les pendules à l'heure et à réaffirmer que l'axe Sofia-Athènes représente un « facteur de stabilité ». Ils ont décidé « de travailler ensemble pour assurer la coopération et la paix dans la région » et sont convenus de signer tout prochainement à Sofia, lors d'une visite du chef du gouvernement grec, « un accord de coopération, de bon voisinage et d'amitié ».

Cette mise au point était nécessaire à Athènes où le report de la réunion de samedi, à la demande de la Bulgarie, a laissé un goût amer. Cette rencontre se tiendrait à un moment opportun et sera élargie à d'autres pays des Balkans, ont affirmé sans plus de détails les deux chefs de gouvernement.

La Bulgarie, selon des sources grecques, a demandé le report de la réunion à la suite de pressions exercées par l'Italie et l'Allemagne, désireuses toutes deux de jouer un rôle dans la région, et qui n'estimaient pas opportun que soit offerte une telle tribune à la Serbie. La présence du président serbe, M. Slobodan Milosevic, à la même table que M. Dimitar Popov aurait également été néfaste pour les dirigeants bulgares à la veille des élections du mois d'octobre et le président Jelio Jeleu a donc préféré reporter la réunion.

La Grèce, seul pays de la Communauté européenne membre de la péninsule balkanique, « doit conserver le droit de prendre des initiatives pour la paix dans la région ». Ces initiatives sont « nécessaires », ont souligné les membres du gouvernement grec à l'adresse de la CEE. Concernés au premier chef par la crise yougoslave, ils se sentent dans cette affaire relégués au rang de parents pauvres par la Communauté.

Déjà confrontée à la pression de la Turquie sur sa partie orientale (le différend porte sur la minorité musulmane de Thrace), la Grèce se



sent maintenant directement menacée à sa frontière nord par les visées nationalistes des slavo-macédoniens de Skopje qui revendiquent l'existence d'une « nation macédonienne » présente, selon eux, en Bulgarie et Grèce.

« Une invention »

A Athènes, on rappelle que la République yougoslave de Macédoine a été créée de toutes pièces en 1943 par Tito comme Etat-tampon visant à limiter la puissance de la Serbie vers le sud. En 1944, Skopje a créé une langue écrite slavo-macédonienne, faite de bulgare et de serbe, soulignant les experts du ministère grec des affaires étrangères.

Pour les Grecs, la Macédoine yougoslave (composée notamment de Slavo-Macédoniens, d'Albanophones, de turcophones, et de Serbes) est « une invention ». Elle ne peut en aucun cas revendiquer une partie du territoire grec. Le chef de la diplomatie hellène, M. Antonis Samaras, a clairement signifié qu'il n'était pas question que son pays reconnaisse un Etat « portant le nom historique grec de Macédoine ». Ce serait, a-t-il ajouté, « une altération de notre histoire et de notre culture ».

Sofia, de son côté, qui voit d'un mauvais oeil la possibilité d'extension de la Serbie vers le sud, a reconnu immédiatement l'indépendance de la République de Macé-

doine, proclamée le 15 septembre, sans toutefois accepter la notion de « nation macédonienne ». Une large majorité de Bulgares considèrent que les « Macédoniens » sont en fait des Bulgares et beaucoup d'entre eux sont favorables à une unification entre la Bulgarie et la République de Macédoine.

« Depuis le dix-neuvième siècle, la question macédonienne a bouleversé la région, on a peur que ça recommence », s'inquiètent les diplomates grecs. Conscient des dangers, Athènes cherche donc des amis en voulant impulser un dialogue régional avant que les mèches de la poudrière ne se rallument.

DIDIER KUNZ

Plus vite, moins cher !
1000 véhicules en stock permanent.
Ne commandez pas votre PEUGEOT
sans nous avoir rendu visite !

NEUBAUER

vend et loue des PEUGEOT

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21

29, bd des Batignolles 75008 PARIS ☎ 42.93.59.52

• 8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎ 42.61.15.68 • 4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34

QUOI DE NEUF à 10 ?
un regard unique sur les faits divers
par Claude SERILLON

avec la chronique d'André BALLAND (les années 60) et la chronique politique de Kathleen EVIN

France inter

ÉCOUTEZ, ÇA N'A RIEN À VOIR.

QUOI DE NEUF à 10 ?
9h
Claude Sérillon

هكذا من الأصل

سكننا من الاجل

EUROPE

Malgré les critiques concernant l'accord sur le Haut-Karabakh

M. Levon Ter-Petrosian est largement favori pour l'élection présidentielle du 16 octobre en Arménie

EREVAN
de notre envoyé spécial
Les élections sont finies. Quelques jours seulement après le formidable succès du référendum du samedi 21 septembre - plus de 99 % des suffrages en faveur de l'indépendance - les Arméniens se sont vite retrouvés plongés dans une autre campagne électorale, celle du scrutin présidentiel du 16 octobre prochain.

Une campagne qui tournera essentiellement autour de la question « nationale », à savoir l'avenir qui sera réservé à la région du Haut-Karabakh, région rattachée à l'Azerbaïdjan mais peuplée dans sa très grande majorité d'Arméniens. Les partis d'opposition n'ont, en effet, pas attendu pour critiquer le protocole d'accord mis au point ce week-end à Jeleznovodsk, en Russie, à l'issue d'une longue négociation entre les présidents arméniens, Levon Ter-Petrosian et azérbaidjanais, Ayaz Moutalibov, sous l'égide et la présence assidue et musclée de Boris Eltsine et du leader du Kazakhstan, Noursoultan Nazarbayev.

Cet accord, qui prévoit notamment (le Monde du 25 septembre) l'instauration d'un cessez-le-feu au

Haut-Karabakh et la restauration des autorités légales de la région - pour le moment, celle-ci est sous administration militaire - est vivement critiqué par l'opposition « nationaliste ». Cette dernière estime notamment que ce compromis, s'il préconise le retrait de toutes les forces armées du Haut-Karabakh, sauf celles des ministères de l'intérieur et de la défense soviétiques, ne fait aucune référence aux forces spéciales azérbaidjanaises qui ont été souvent le fer de lance de la répression contre les Arméniens.

Pour Parouy Haykian, une des figures marquantes de cette opposition puisqu'il a été l'un des premiers opposants au régime soviétique, « l'essentiel reste le droit à l'indépendance des populations du Haut-Karabakh : c'est à eux de décider de leur avenir. Chaque fois que nous faisons une concession sur ce choix, nous courons à l'échec ».

Une autre critique de l'opposition touche un point important, mais pour le moment insoluble, du débat en cours sur l'avenir de la Fédération soviétique. « Mais que dire soviétique ? interroge crûment Parouy Haykian. Lorsque l'accord prévoit que seules les troupes soviétiques pourront demeurer dans le

Haut-Karabakh, n'y a-t-il pas un moyen d'intervenir sous couvert soviétique pour les troupes d'azérbaidjan ? »

Autorité légale
Le président Levon Ter-Petrosian sait bien que le compromis de Jeleznovodsk comporte un certain nombre de concessions. Notamment sur les forces spéciales azéres, puisqu'il a baillé des heures durant pour que leur évacuation soit mentionnée par le communiqué. En vain.

« Mais, ajoute-t-il, la commission de contrôle russo-azébaï qui va être instituée devra décider du caractère légal ou non des formations armées dans le Haut-Karabakh. Pour le président de la République, l'essentiel reste que le Haut-Karabakh, « qui n'avait plus aucune garantie de sécurité, qui était soumis à un pouvoir militaire dépendant de l'azérbaidjan, retrouve une autorité légale ».

Levon Ter-Petrosian précise qu'il avait lui-même demandé à Boris Eltsine de conduire une mission de médiation avec le président du Kazakhstan car, « d'un point de vue

psychologique », il était important qu'un Etat chrétien (la Russie) et un Etat musulman (le Kazakhstan) aident les Arméniens (chrétiens) et les azéris (musulmans) à s'entendre.

Quant à son avenir présidentiel, Levon Ter-Petrosian semble l'envisager avec confiance, au vu des résultats du référendum. Indéniablement, sa popularité est considérable et on le voit mal, pour le moment du moins, trébucher lors de l'élection présidentielle. D'autant plus que celui qui passait pour son principal concurrent, le premier ministre, M. Vazgen Manoukian, a décidé mercredi, à la surprise générale, de démissionner de son poste et de reconvenir à briguer la magistrature suprême.

« Des passions malsaines, a-t-il expliqué, s'exacerbent et cela peut avoir des conséquences fatales pour les destinées de l'Arménie. Nous ne sommes pas encore arrivés au point où nous pouvons mener une lutte civilisée pour le pouvoir ».

Quant à sa démission, il la justifie par son désaccord avec le président Ter-Petrosian sur la nature des liens, trop étroits selon lui, que ce dernier entend conserver avec l'URSS.

JOSÉ-ALAIN FRALON

Membres d'un « comité politique consultatif » auprès de M. Gorbatchev

MM. Chevardnadze, Iakovlev et Sobtchak vont mener les négociations avec les Républiques baltes

M. Edouard Chevardnadze, l'ancien ministre des affaires étrangères, a été nommé membre d'un « Conseil politique consultatif » auprès du président soviétique par un décret qu'a signé, mercredi 25 septembre, M. Gorbatchev, a rapporté l'agence Tass.

Fout également partie de ce nouvel organisme, sur lequel aucune précision n'est fournie, MM. Andreï Sakharine, le président du KGB, Alexandre Iakovlev, l'ancien conseiller de M. Gorbatchev qui avait abandonné ses fonctions quelques jours avant le putsch d'août dernier, Gavrill Popov et Anatoli Sobtchak, maires de Moscou et de Saint-Petersbourg, Egor Iakovlev, président de la radio-télévision soviétique, Evgeni Velikhoi et Nikolai Petrakov, anciens conseillers du président soviétique, et Iouri Rykov, président de la commission scientifique du parlement fédéral.

Trois membres de ce comité ont

été nommés le même jour à la tête des délégations qui vont se constituer pour régler avec les pays baltes « les problèmes liés à la reconnaissance de leur indépendance », annonce l'agence Tass. Ces trois personnalités, qui devront « présenter dans un délai d'une semaine des propositions sur la composition des délégations, les modalités et la tenue des négociations », sont MM. Iakovlev pour la Lettonie, Sobtchak pour l'Estonie et Chevardnadze pour la Lituanie.

L'ancien ministre des affaires étrangères, qui a pris la parole mercredi devant quelques milliers de personnes venues soutenir M. Gavrill Popov, a dénoncé « les magazines vidés » et « l'inflation de 3 à 3,5 % par semaine ». « Je ne veux pas dramatiser, mais ce qui se passe aujourd'hui m'inquiète... Des épreuves difficiles nous attendent », a dit M. Chevardnadze, avant d'appeler « tous les démocrates à se rassembler autour d'une plate-forme unique » (AFP, Tass).

Le pouvoir roumain est ébranlé...

Suite de la première page
Après d'inefficaces appels à la raison de la part du chef de l'Etat et une condamnation « formelle » mais sans effet par le Parlement, la radio et la télévision ont annoncé jeudi, peu après 1 heure du matin, que le Conseil suprême de la défense réunit d'urgence par M. Iliescu, venait d'autoriser l'intervention de l'armée aux côtés des forces du ministère de l'Intérieur pour rétablir l'ordre, « assurer la défense des objectifs importants du pays, des citoyens et de l'Etat de droit ».

Contre-attaquant sur le terrain politique, le président Iliescu et son premier ministre, M. Petre Roman, qui a vu, mercredi, son palais attaqué par près de quatre mille mineurs en grève de la vallée du Jiu (dans le centre du pays), ont annoncé qu'ils « déclencheraient les procédures nécessaires pour former un nouveau gouvernement, d'ouverture nationale ». Ce nouveau cabinet, encore hypothétique, devrait assurer « dans de meilleures conditions la paix publique, l'ordre de droit, et la poursuite du processus de démocratisation et de réformes », précise le communiqué officiel.

Un gouvernement, aux contours encore flous, dont MM. Iliescu et Roman ont toujours rêvé mais dont l'opposition, violemment réprimée en juin 1990 par les mêmes mineurs - qui « défendaient » alors le pouvoir - n'a jamais voulu faire partie. Elle exigeait, comme le font aujourd'hui les « gueules noires » du Jiu, mécontentes de la nouvelle politique d'austérité du premier ministre, le départ de M. Roman.

Dans le centre de Bucarest, criant : « Nous ne partons pas », « à bas Iliescu et Roman ! », des centaines de mineurs en vêtements de travail noircis par le charbon, lampe et casque de fond sur la tête, soutenus par de jeunes manifestants anticomunistes (ceux qu'ils avaient sauvagement matraqués en juin 1990...), continuaient de tenir des barricades de fortune. Les ennemis mortels d'hier avaient sympathisé pendant les affrontements sur la place de l'Université - cette place qui fut occupée l'année dernière pendant plus de cinquante jours par des manifestants antigouvernementaux et que les mineurs avaient sauvagement « nettoyée » à la demande du président Iliescu.

pièces avant de partir terminer la nuit sur le stade de la Jeunesse, à quelques kilomètres de là, d'autres ont dormi à l'hôtel Intercontinental, plus confortablement. Certains ont pillé quelques nouveaux magasins de produits occidentaux.

En fin d'après-midi, mercredi, la police avait réussi, au prix de nombreux blessés, à dégager le siège du gouvernement de M. Petre Roman, place de la Victoire, attaqué par les mineurs, qui ont tenté de l'incendier, tentant de confisquer des jerricans d'essence dans les voitures qui passaient. Ils ont essayé de pénétrer dans le bâtiment en arrachant les grilles de protection à l'aide d'un camion.

Arrivés vers 14 heures à Bucarest, dans des trains « réquisitionnés », non sans avoir dévasté deux gares, frappé quelques policiers, un préfet, un général et violé une femme - mais « payé leurs billets », - les mineurs, excédés par deux heures d'attente sous le soleil, excités par quelques bouteilles de cognac local, et encouragés par quelques milliers de jeunes manifestants antigouvernementaux qui scandaient des slogans anticomunistes, ont lancé vers 16 heures un premier assaut sauvage, mais vain, contre le palais-blockhaus.

Au-dessus de « l'Etat de droit »
Le leader de la Ligue des mineurs du Jiu, M. Mircea Cosma, qui - après avoir été reçu par M. Petre Roman - est apparu en direct à la télévision pour justifier l'action de ses hommes, a promis au président Iliescu le départ, dans la nuit, des mineurs de la capitale. Mais, jeudi matin, alors qu'un nouveau train de près de deux mille mineurs arrivait à Bucarest, les « gueules noires » venues la veille erraient, toujours incontrôlables, sans autre but que de se battre, dans les rues désolées de Bucarest.

Comme en juin 1990, lorsque les mineurs du Jiu, appelés par le président Iliescu, logés et nourris par le gouvernement, étaient restés, au grand embarras des autorités, plus de deux jours à Bucarest, dévastant les sièges de l'opposition, matraquant les passants et les supposés opposants à un régime qu'ils adoraient alors et qu'ils veulent brûler aujourd'hui.

Parce qu'il n'a pas tenu ses démocratiques promesses financières électorales, parce que, comme Nicolae Ceausescu en 1977 (qui avait alors connu l'un de ses plus mauvais moments), M. Petre Roman ne s'est pas déplacé dans la vallée du Jiu, parce qu'ils n'ont jamais été poursuivis par les autorités pour leurs violences contre l'opposition en juin 1990, les mineurs se sentent aujourd'hui au-dessus de « l'Etat de droit » - selon l'expression de M. Iliescu - et d'une « démocratie originale » qui vacille.

JEAN-BAPTISTE NAUDET

Violents affrontements
Jusqu'à tard dans la nuit de mercredi à jeudi, de très violents affrontements ont opposé les mineurs et les jeunes aux forces anti-émeutes du ministère de l'Intérieur. Chargeant, derrière leurs boucliers de Plexiglas, dans la frange des détonations, des tirs tendus de grenades lacrymogènes, les forces de l'ordre se sont heurtées aux manifestants armés de bâtons, de barres de fer et de haches.

Beaucoup répliquaient à coups de bouteilles incendiaires et de

Cette semaine

L'EVENEMENT

CES FRANÇAIS QUI ONT REUSSI AILLEURS

Un livre et une émission de télévision vont témoigner hélas de la résurgence du vieux démon à travers le monde

LE RETOUR DE LA HAINE ANTISEMITE

FRANCE: L'ENQUETE QUI RASSURE

Non, nous ne sommes pas nuls...

Assurances SOMMES-NOUS TROP COUVERTS

LA VÉRITÉ SUR LA POLYGAMIE EN FRANCE

No rien exagérer

Champollion
Une vie de lumières

STEINER
LE TRANSPORT DE A.H.

MAHFOUZ
LE JARDIN DU PASSÉ

Le LIVRE de POCHES

Littérature générale

JEAN LACOUTURE Champollion
Une vie de lumières

STEFAN ZWEIF Amok

ERIC SEGAL Docteurs

CAVANNA Vignonne, allons voir si la rose

MADELINE CHAPSAL Si aimée, si seule

DIDIER ERIBON Michel Foucault

PIERRE-JEAN REMY Toscane

SELMA LAGERLOF Le Merveilleux voyage de Nils Holgersson à travers la Suède

PATRICIA HIGHSMITH Carol - Les eaux dérobées

SUZANNE PROU La Terrasse des Bernardini

CLAUDE KLOTZ Killer Kid

RENE-VICTOR PILHES La Médiatrice

DANIEL RONDEAU Les Tambours du monde

ALAIN BOSQUET Un besoin de malheur

Classique

BARREY D'AUREVILLY Le Chevalier Des Touches

Classique de la philosophie

EMILE DURKHEIM Les Formes élémentaires de la vie religieuse

Biblio / Romans

GEORGE STEINER Le Transport de A.H.

NAGUIS MAHFOUZ Le Jardin du passé

LEONARDO SCIASCIA Monsieur le député

Biblio / Essais

EM. CIORAN Sur les cimes du désespoir

CAHIER DE L'HERNE Carl Gustav Jung

Policiers

AGATHA CHRISTIE Associés contre le crime

PATRICK RAYNAL Fenêtre sur femmes

Thrillers

MARY HIGGINS CLARK Dors ma jolie

JACK CURTIS Le Parlement des corbeaux

Science-fiction

ROBERT FORWARD Le Vol de la Libellule

KURT STEINER Les Enfants de l'histoire

Langues modernes

Vocabulaire de l'allemand d'aujourd'hui PAUL THIELE et MARTINE DINARD

Méthode 90 CORINNE COHEN-COUDAR et BRIGITTE LUMBROSO

Anglais junior BILINGUE

Historias maravillosas / Contes merveilleux

LIRE EN ANGLAIS

RAY BRADBURY A Story of love

CAMILO JOSÉ CELA La Familia de Pascual Duarte

Pratiques

MARINA DE BALEINE et ANDRÉE MURAT Votre enfant et la musique

BERTRAND CRAMER Profession bébé

AFRIQUE

Les troubles au Zaïre et l'évacuation des ressortissants étrangers

Quatre jours après le début des troubles qui ont fait plusieurs morts et des centaines de blessés à travers le pays, les opérations d'évacuation des ressortissants étrangers à Kinshasa ont repris, jeudi 26 septembre, après une nuit calme (1). Mais la situation dans la capitale zaïroise, où les troupes françaises contrôlent les principaux points stratégiques, reste chaotique : des stocks d'armes et de munitions ont été pillés et des soldats mutins ont vendu leurs armes à des civils. D'autre part, des militaires français et belges sont arrivés, mercredi, à Kolwezi, dans la province du Shaba, toujours en proie à des troubles, selon le Quai d'Orsay. Les soldats belges ont déclaré à un photographe de Reuters que les militaires zaïrois avaient tiré sur une foule qui manifestait à Kins-

hasa pour demander le départ du président Mobutu. Selon ces soldats, la foule s'est éparpillée et a ensuite commencé à se diriger vers l'ambassade de Belgique.

Après le Portugal, la Suisse, l'Afrique du Sud et l'Italie, les États-Unis devaient entamer, jeudi, l'évacuation de leurs ressortissants ainsi que celle de la centaine de ressortissants israéliens, à la demande de Jérusalem. A l'issue d'une réunion présidée par le maréchal Mobutu, le gouvernement a décrété le couvre-feu à Kinshasa, ajourné la rentrée scolaire, et reporté la hausse prévue du prix de l'eau et de l'électricité. Il s'est aussi prononcé pour une reprise des travaux de la conférence nationale sur l'avenir du pays. Le président de l'« union sacrée » qui groupe les partis d'oppo-

sition, M. Nguz A Karl I Bond, a réclamé mercredi la « convocation immédiate » de cette conférence, en suggérant de placer à sa tête Mgr Laurent Mosengwo Pasinya, archevêque de Kisangani, une « personnalité capable et neutre ».

L'ambassadeur de France à Kinshasa, M. Henri Réthoré, a insisté auprès du président Mobutu sur « la nécessité de poursuivre le mouvement de réformes et de démocratisation qui s'impose », a déclaré un porte-parole du Quai d'Orsay. Pour sa part, le Parti socialiste, a estimé, mercredi, dans un communiqué, que « le principal obstacle à un redressement durable du Zaïre est le refus du président Mobutu de mettre fin à un régime autoritaire et corrompu ».

A l'issue du conseil des ministres, le porte-parole

du gouvernement a affirmé, mercredi, que la mission des troupes françaises était « d'assurer la sécurité des civils et rien d'autre » et qu'il n'était « pas question pour le gouvernement français de s'immiscer dans les affaires africaines ni de décider des régimes constitutionnels qui conviennent aux pays africains ». M. Jack Lang a précisé que MM. Bush et Mitterrand s'étaient entretenus au téléphone et avaient « longuement évoqué l'actualité en Irak, en Yougoslavie et au Zaïre ». « Sur tous ces sujets, a-t-il dit, (ils) se trouvent sur la même longueur d'onde et s'épaulent mutuellement ».

(1) Une cellule d'information a été mise en place au quai d'Orsay. Le numéro de téléphone est : 45-50-34-10.

Le pire est peut-être à venir

Suite de la première page

L'immense majorité des Kinois doivent, quant à eux, marcher à pied : les autobus et les taxis ont disparu.

Sur le boulevard du 30-Juin, où fonce, comme si de rien n'était, Mercedes et Toyota, quelques grappes de retardataires fouillent les débris des magasins. On découvre encore, ici ou là, de petits trésors oubliés. Un vieil homme déambule, une scie toute neuve à la main, tandis que, dans les gravats du Copy Center Sanyo, des gamins en guenilles ramassent des classeurs en plastique.

« Tout le monde a peur »

Hormis quelques rares commerces, comme le café l'Orange-rouge, propriété, dit-on, d'un proche du régime, ou l'agence de voyage Zaire Travel Service, également miraculée, la plupart des vitrines ont été saccagées. Les trottoirs sont jonchés de débris : frigos éventrés, éclats de verre, bouts de câbles électriques... Pas un quartier de la ville n'a été épargné. « Regardez, cette rue, l'avenue du Marais, c'était le Wall Street de Kinshasa... », s'exclame avec emphase un commerçant d'origine libanaise. « Et vous voyez ce qu'il

en reste ! » ajoute-t-il, la voix soudain brisée.

Une fumée noire monte des entrepôts aux façades effondrées. La rue n'en est plus une, c'est un cloaque, un fouillis de débris indéchiffrables où flotte l'odeur tenace du plastique brûlé. « Il ne me reste plus rien, sauf ma voiture », ajoute un commerçant. Le carburant ? « Pour ça, pas de problème ! Ils se sont bien servis de nous, alors moi maintenant, je m'en sers ! », lance-t-il comme par défi. La plupart des automobilistes kinois font de même. Les stations d'essence, curieusement, n'ont pas subi la foudre des émeutiers : chacun « se sert » ou se débrouille au marché noir.

En moins de vingt-quatre heures, les prix ont doublé. Et sans doute n'est-ce qu'un début. Le butin des pillages soigneusement stocké, sera vraisemblablement écoulé au prix fort dès que les pénuries se feront trop criantes. Pour beaucoup, le pire semble très proche : « En temps normal, Kinshasa dispose d'environ quatre jours de stocks de nourriture. Mais, avec les pillages, il ne reste plus rien. D'ici deux ou trois jours, le gros de la population va commencer à avoir faim », prédit le Père Paul Vandereede.

« Si tôt que les troupes françaises et belges auront quitté le pays, ce

sera le début du brigandage total et absolu, le début de la grande famine... et des tueries ! » insiste le religieux. « Tout le monde a peur : celui qui dit qu'il n'a pas peur est un menteur ! » insiste-t-il. Pas question pourtant pour les quelques quatre mille à cinq mille membres de sa congrégation, installés souvent depuis deux ou trois décennies au Zaïre, de plier bagages. « On vit aux côtés de la population : on connaît les gens : on ne peut pas les lâcher comme ça », explique le Père Vandereede.

La filière angolaise

La majorité des expatriés occidentaux ne partagent pas ces scrupules ni ces états d'âme. Frank, trente-six ans, a pris sa décision : « Je renvoie ma femme et mes enfants en Belgique, je règle ce qui peut encore être ici, et je m'en vais ! Pour de bon », dit-il. Travaillant comme intermédiaire pour la vente de voitures japonaises, il dit avoir subi « pour environ 600 000 dollars de pertes ». Les bureaux de sa société ont été mis à sac. Et quatorze de ses voitures ont disparu dans la tempête. « Je sais qu'elles sont déjà en route pour le bas Zaïre et l'Angola, précise-t-il. Les filières sont connues ».

Le désastre, pour lui, est pourtant limité. L'assurance « anti-émeutes » qu'il a eu la bonne idée de souscrire, il y a huit mois, devrait lui permettre de ne pas se retrouver sur la paille, mais cela n'entame pas sa résolution de quitter le pays. « On a connu trop de problèmes. Ce qui vient de se passer, c'est la goutte qui fait

déborder le vase. Qui voudra investir ici à l'avenir ? »

Les deux journées d'émeutes qui viennent de secouer le Zaïre ont fait fondre le maigre crédit dont jouissait encore le pays, qui risque fort de se retrouver, à brève échéance, tragiquement isolé et livré à lui-même. Certes, l'ancien Congo belge n'est pas le Libéria. Mais, il n'est pas certain que l'attrait exercé jusque-là par ses exceptionnelles richesses naturelles suffise à compenser le sentiment de méfiance et de crainte qu'inspire nécessairement une situation politique de plus en plus instable.

Les ventres creux de Kinshasa — comme ceux de Kisangani, de Kolwezi ou de Lubumbashi — risquent de payer cher ces deux jours de folie. A l'hôpital Mama-Yemo, où une centaine de blessés auraient été conduits (victimes de balles perdues mais, plus souvent encore, de rixes entre pillards et de blessures accidentelles), une femme prend la presse à témoin : « Il n'y a pas de cachets, pas de seringues, rien ! Et ce n'est pas à cause du pillage : ça a toujours été comme ça. Et c'est ça la souffrance du peuple ! », lance-t-elle à la cantonade.

Personne, parmi les miséreux de l'ex-Kin-la-Belle, ne semble regretter ces deux jours de liesse et d'émeutes. Pour autant, personne n'est dupe. Sur une des rares vitrines encore intactes du centre-ville, une main anonyme a soigneusement bombé : « Merci pour la fête ».

CATHERINE SIMON

Menacé d'un effondrement économique

Le pays est privé des ressources du FMI

Le temps est lointain — 1985 — où le Fonds monétaire international (FMI) félicitait le Zaïre d'avoir « respecté scrupuleusement les critères de performance auxquels il a souscrit dans le cadre de son programme d'ajustement ». Depuis le début du mois, le conseil d'administration du FMI a déclaré ce pays « inéligible à l'utilisation des ressources du Fonds ».

Moins que l'arriéré de paiement du Zaïre, d'un montant somme toute modeste de 81 millions de dollars (486 millions de francs), c'est l'incapacité de ce pays à honorer le déclin rapide de son économie qui a motivé la décision du FMI. S'il ne peut satisfaire à ses obligations les plus élémentaires, cela signifie que les perspectives d'un écoulement, annoncé par de nombreux rapports depuis un an, sont indéterminées.

Plongé, avant même les événements récents, dans une crise financière qui se traduit par une croissance inférieure à 0,5 %, une inflation spectaculaire doublée d'une forte érosion monétaire (la valeur de la monnaie est passée en deux ans de 500 zaïres à 15 000 zaïres par dollar), le pays connaît une profonde paralysie. Inefficacité, fuite de capitaux, sous-investissements dans le secteur minier, tout concourt au marasme. Les réserves en devises ne permettent plus, désormais, de satisfaire les importations pétrolières et,

fin août, les stocks de brut du Zaïre représentaient seulement 5 jours de consommation...

Cette dégradation tient largement à l'effondrement de l'appareil productif, en particulier de la firme nationale d'extraction du cuivre et du cobalt, la Gécamines. En 1991, les perspectives de production sont d'environ 250 000 tonnes, au lieu de 450 000 tonnes en 1989 et 350 000 tonnes l'an passé. Pourtant, le Zaïre, cofort du continent (avec l'Afrique du Sud) est riche en ressources naturelles.

Sixième producteur mondial de métal rouge, il est le premier pour le cobalt, le second pour le diamant dont une bonne partie qu'il est vrai le pays par contrebande, la production officielle étant écoulée par la firme sud-africaine De Beers à des tarifs jugés insuffisants par Kinshasa. Mais, en plus de trente ans, les infrastructures minières et ferroviaires n'ont pas reçu l'attention qu'elles méritaient. Le régime a laissé se dégrader le capital minier du Shaba.

Endetté à hauteur d'environ 8,4 milliards de dollars (50 milliards de francs), le Zaïre a perdu toute crédibilité internationale auprès des institutions financières. Cette position l'exposait, depuis quelque temps, à ne plus compter que sur ses forces. Elles n'ont pas résisté.

E. F.

Le pari de Hassan II sur le Sahara occidental

Reçu à la Maison Blanche, le souverain chérifien se présente en médiateur pour le Proche-Orient afin de mieux plaider la « marocanité » de l'ancienne colonie espagnole

RABAT

de notre envoyé spécial

Gagner la partie haut la main ? « C'est un pari fou », confie ce haut fonctionnaire qui, comme la quasi-totalité de ses compatriotes, croit pourtant dur comme fer à la « marocanité » du Sahara occidental. A l'approche du référendum d'autodétermination, toute la classe politique est à cran. Elle fait le compte des « incertitudes » qui pèsent sur cette consultation, dresse la liste de ceux qui méritent leur soutien à cette « cause sacrée ».

C'est dire l'importance que revêt, aux yeux des Marocains, le nouveau voyage de Hassan II aux États-Unis, sachant que ce pays, depuis la guerre du Golfe, fait un peu la pluie et le beau temps aux Nations unies, lesquelles ont la charge d'organiser le référendum au Sahara occidental. Le tout, pour le souverain chérifien, est donc d'obtenir que la Maison Blanche, où il devait être reçu jeudi 26 septembre, joue de son influence pour qu'en cette affaire, M. Javier Perez de Cuellar et les siens ne lui compliquent pas la tâche. A chacun de se tenir à sa place : « Nous sommes le pays-hôte, souligne-t-on à Rabat. L'ONU est en position d'obligé ».

Sur le devenir des « provinces sahariennes », Hassan II mise très gros — peut-être même son propre sort et celui de son régime. Aussi est-il tenté de faire valoir à

Washington que les pays occidentaux, et singulièrement les États-Unis, n'ont pas intérêt à le déstabiliser. Ne se présente-t-il pas comme un élément modéré au sein du monde arabe, qui a joué et peut encore jouer un rôle d'utile entremetteur dans les négociations de paix au Proche-Orient ?

Tout le monde politique marocain a fini par comprendre que la ligne de partage du « patriotisme » ne passait pas entre ceux qui acceptent le jugement des urnes et ceux qui le récuse. Ce référendum « confirmatif », le Maroc, alors en mauvaise posture militaire et diplomatique, l'avait accepté en 1981. Il ne lui est plus possible de revenir sur sa parole : la communauté internationale lui en tiendrait rigueur. « Il faut éviter d'adopter, en la matière, une attitude à l'indienne », reconnaît M. Nadir Yata, rédacteur en chef du quotidien pro-communiste, *Al Bayane*.

Est-ce à dire que le processus référendaire sera mené à son terme ? Les autorités marocaines feront en sorte, jouant sur les lacunes et les ambiguïtés du plan de paix de l'ONU, de s'entourer de toutes les « garanties » propres à leur assurer un résultat conforme à leurs espérances. Il sera toujours temps, le cas échéant, de faire porter à d'autres la responsabilité d'éventuels dérapages qui pourraient aboutir à un report sine die de la consultation.

De tous bords, l'heure est donc à

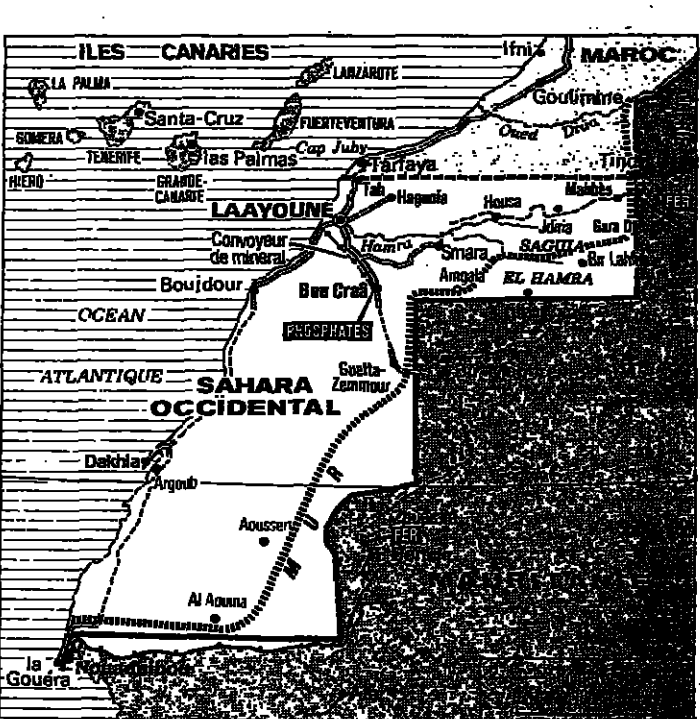
la « vigilance » pour débusquer les pièges d'un référendum dont le déroulement, pour les Marocains, est connu d'avance. Début août, l'armée de Sa Majesté a ainsi entrepris de ratisser, de fond en comble, le no man's land qui s'étend entre le mur de sable et la frontière algéro-marocaine et dans lequel le Front Polisario avait décidé de renouer sa présence avant l'entrée en vigueur, le 6 septembre, du cessez-le-feu.

Quatre mois de retard

Va-t-il falloir refaire le « ménage » ? Dans un message adressé à M. Perez de Cuellar, Hassan II s'est déjà plaint de la présence de « 25 engins blindés » dans ce no man's land. La presse locale, de son côté, dénonce les « infiltrations de bandes armées » et somme l'ONU d'y mettre bon ordre. Pour le moment, l'aviation marocaine exécute des missions de surveillance — dénoncées par le Front Polisario comme des « violations du cessez-le-feu » — au lieu et place des « escadrons bleus » de l'ONU, encore trop peu nombreux et mal équipés pour repérer les va-et-vient suspects dans ces territoires dits « libérés ».

Vigilantes, les autorités de Rabat le sont aussi sur le point-clé de l'identification des Sahraouis appelés à se rendre aux urnes. A cet égard, l'ONU n'a pas respecté le calendrier qu'elle s'était fixé. Quatre mois de retard à rattraper pour respecter l'échéance, à savoir l'organisation de la consultation à la fin du mois de janvier 1992. Aussi longtemps que ce travail de recensement n'aura pas été mené à bien, le Maroc n'entend pas autoriser le déploiement complet de la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) aujourd'hui réduite à quelques trois cents hommes, soit le dixième seulement de l'effectif total prévu.

Le Maroc a annoncé très tôt ses prétentions en présentant à l'ONU des listes sur lesquelles figurent plus de cent vingt mille personnes, présentées comme des Sahraouis qui



ont trouvé refuge, à différentes époques (de 1958 à nos jours) et sous différents prétextes (guerres et sécheresses), dans le royaume chérifien. A la lumière du plan de paix des Nations unies, Rabat a jugé que le recensement effectué, en 1974, par le colonisateur espagnol, servait de simple base de calcul. L'avenir dira, une fois fixés les critères d'identification, si ses exigences se réduisent à une opération dilatoire.

Pour le reste, les autorités locales comme les milieux de l'opposition ne cessent d'affirmer, en chœur, le droit inaliénable du Maroc d'exercer au Sahara occidental, aux différentes étapes du processus de paix, « tous les attributs de sa souveraineté ». Le parti de l'istigal, par la voix de M. Mohamed Louafa, chargé de ses relations extérieures, rappelle « l'obligation constitutionnelle qui est faite à l'armée de défendre le territoire dans ses fron-

tières internationales ». Sans défier ouvertement l'ONU, chacun, ici, s'efforce de la tenir en respect. « Nous n'avons aucune confiance dans les Nations unies », affirme M. Mohamed Elyazghi, adjoint au premier secrétaire de l'Union socialiste des forces populaires (USFP). Leur ignorance peut les conduire au soutien des thèses séparatistes ».

Un climat de suspicion

Dans ce climat de suspicion, les « hommes bleus » de M. Perez de Cuellar font le dos rond, évitent de répliquer aux multiples tracasseries dont ils sont l'objet sur place, sachant qu'un mot de trop ou un geste de travers leur vaudrait, de la part de leurs interlocuteurs marocains, une volée de bois vert. N'ont pas discrètement conseillé au personnel de l'ONU de ne pas por-

ter sur eux, dans les rues de Laayoune, la principale ville du Sahara occidental, macarons et autres brassards des Nations unies car « cela risquerait d'exaspérer la population ».

Pour obtenir l'agrément de Hassan II, l'ONU a dû reconnaître, notamment, le rôle du Maroc comme puissance administrante au Sahara occidental, accepter la présence de soixante-cinq mille soldats de Sa Majesté, postés le long du mur de sable. Maîtres du terrain, les autorités locales disposent ainsi d'un avantage décisif sur leurs adversaires sahraouis et entendent bien l'exploiter à fond, au risque de bafouer l'esprit du plan de paix qui prévoit un référendum « sans aucune contrainte ».

Parmi les défenseurs de la « marocanité » du Sahara occidental, il se trouve des esprits ouverts pour inviter les responsables locaux à manœuvrer finement, à user de la voie politique, plutôt que de la voie policière, afin d'élucider les électeurs à faire le bon choix. « Du côté de Laayoune, l'animosité est très forte vis-à-vis des gens du Nord, spécialement à l'encontre des agents du ministère de l'Intérieur qui ont la main lourde, raconte un vieil habitué des lieux. Le slogan de l'indépendance, surtout dans l'environnement international d'aujourd'hui, peut être encore mobilisateur. Il faut donc, dès à présent, promouvoir aux Sahraouis une large autonomie ».

Quoi qu'il en soit, Hassan II entend, coûte que coûte, forcer le destin. Il a déjà dit aux responsables des partis politiques son intention de se rendre, de nouveau, au Sahara occidental, début novembre, à l'occasion du 16^e anniversaire de la « Marche verte ». Le Maroc vient, en outre, de lancer l'idée de « rassembler au Sahara occidental tous ceux qui s'estiment Sahraouis ». Pour faciliter le travail d'identification de l'ONU ou pour lui forcer la main ?

JACQUES DE BARRIN

INSEE
la référence au bout des pages...
ANNUAIRE RETROSPECTIF DE LA FRANCE 1948-1988
• 670 pages - Prix 550 F
En librairie et dans les Observatoires Economiques Régionaux de l'INSEE



حکذا من الاجل

AMÉRIQUES

BRÉSIL : réformes bloquées, grèves, inflation proche de 20 %

Les croisades du président Collor sont au point mort

Des réformes constitutionnelles bloquées, des grèves qui menacent de s'étendre, un taux d'inflation de nouveau proche de 20 % : des scandales en série : les croisades du président Fernando Collor de Mello, au pouvoir depuis dix-huit mois, paraissent au point mort.

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

L'agitation qui règne en ce moment dans les milieux politiques et économiques brésiliens cache une situation de déprime généralisée dans le pays. « Nous traversons une période de transition », dit le président de la banque centrale, M. Francisco Gros, et donc de confusion générale. Engagé dans une politique de modernisation sans précédent, le Brésil a en effet du mal à réussir ces transformations. Symbole le plus éclatant de ce climat, le « ratage », mardi 24 septembre, de la privatisation de l'entreprise sidérurgique Usiminas.

Le programme de privatisation, annoncé par le président Collor de Mello dès sa prise de fonctions en mars 1990, devait débiter avec la mise aux enchères, à la Bourse de Rio-de-Janeiro, de cette entreprise florissante de 14 000 employés, la septième du monde dans sa catégorie en termes de productivité. Un fleuron de l'industrie brésilienne dont la vente devait rapporter à l'Etat un peu moins de 2 milliards de dollars. En butte depuis plusieurs semaines à des actions judiciaires de parlementaires de l'opposition, l'opération, conduite par la Banque nationale de développement économique et social (BNDES), a finalement été repoussée à une date indéterminée. Plusieurs décisions de justice interdisent en effet aux acheteurs éventuels l'utilisation de titres - ceux de la dette, par exemple - comme moyens de paiement.

Ce grave revers - même s'il n'est que temporaire - s'ajoute à une liste déjà bien longue. Le contrôle de l'inflation, toujours objectif prioritaire du gouvernement, marque aussi le pas, et l'inflation devrait friser les 20 % pour le mois de septembre, environ deux fois plus qu'au mois de juin.

La modernisation des structures fiscales qui régissent les rapports entre le pouvoir fédéral et les vingt-sept Etats ou territoires, et la réforme du régime de retraite, qui font l'objet d'amendements constitutionnels, sont pour l'instant bloquées. Cette réforme constitutionnelle, proposée à la fin du mois dernier par le chef de l'Etat et maintes fois remaniée depuis, est aujourd'hui devant le Congrès, où elle a peu de chances d'être adoptée dans sa forme actuelle, malgré les multiples consultations qui ont précédé son dépôt. La convocation, au début de la semaine, du Conseil de la République - un comité consultatif de quatorze membres réunissant les dirigeants parlementaires et une partie de l'exécutif - pour la première fois depuis l'adoption de la Constitution de 1988, n'avait déjà pas abouti. La mise au point d'un projet éventuellement acceptable par les députés et sénateurs, pour éviter, selon le terme du président, le « collapsus » du pays, a même provoqué une cacophonie qui a parfois frisé le ridicule. Les différents gouvernements consultés se sont ainsi accusés mutuellement de vouloir profiter de ces consultations à des fins électorales ou personnelles.

Méthode Coné

Dans ce contexte, les chefs d'entreprise, ne se font guère d'illusions. 94 % d'entre eux, selon une enquête réalisée par la chambre de commerce américaine, pensent que l'inflation va encore augmenter, et 80 % s'attendent à la mise en œuvre prochaine d'un nouveau

plan de choc. Un pronostic que réfute bien évidemment le ministre de l'économie et des finances, M. Marcilio Marques Moreira, même s'il estime que l'on ne peut laisser la situation se détériorer. Il affirme « vouloir éviter l'application de plans aux effets de plus en plus courts » et fait preuve d'un optimisme que les mauvaises langues assimilent à la méthode Coué, tout en prédisant deux années de croissance zéro. Les autorités brésiliennes auront aussi beaucoup de mal - comme le reconnaît M. Marques Moreira en parlant de « négociations très difficiles » - à obtenir de la mission du Fonds monétaire international le prêt stand-by de 2 milliards de dollars dont elles ont le plus grand besoin. Et cela même si certaines entreprises brésiliennes performantes, comme la compagnie d'Etat des pétroles Petrosbras ou la fabrique de cellulose Amarcruz, sont parvenues à trouver d'importants financements sur les marchés internationaux.

Un « scandale du café »

A cette crise économique et politique qui frappe le pays, s'ajoute une crise morale. Les affaires de corruption se multiplient et touchent de très près le pouvoir central. La première dame du pays est toujours sous le coup de graves accusations touchant son rôle à la tête de l'organisation caritative LBA (Légion brésilienne d'assistance). Un épisode rocambolesque a récemment aggravé ce dossier, le propre frère de Rosane Collor ayant tenté d'assassiner un maire d'une ville de l'Etat d'Alagoas, dont sa famille est originaire, sous prétexte qu'il avait fourni des indications sur les malversations de la LBA.

Aujourd'hui confortablement installé en prison - cellule privée, télévision et visites permanentes - à la suite de tractations entre la famille et la police de l'Etat, Joaozinho Malta attend le résultat d'une demande de mise en liberté.

Et un autre membre de la famille, José Herculino Alcantara Carvalho, à la tête de la LBA de São Paulo, est aussi sous le coup d'une inculpation.

Plus grave encore, des proches de l'ancien ministre de l'économie et des finances, M. Zelia Cardoso de Mello, et du frère du président, M. Leopoldo Collor, sont mêlés au « scandale du café ». Un petit nombre de personnes, dont M. M. Pedro Henrique Mello et Guilherme Ribeiro, ont à l'évidence eu accès à des informations concernant la décision du Brésil de suspendre ses exportations de café en mars dernier. M. Mello, qui n'était auparavant jamais intervenu sur ce marché, a ainsi réalisé un profit de 168 000 dollars (1 million de francs environ) en six jours à la Bourse de New York, grâce à la divulgation d'informations qui devaient rester confidentielles.

Comme le souligne le sénateur Frédérique Henrique Cardoso (Parti socialiste brésilien), « toutes ces affaires, qui s'ajoutent aux rumeurs vraies ou fausses, sont désastreuses et diminuent considérablement la crédibilité du gouvernement ». Même si ces scandales sont condamnés par des politiciens qui sont loin d'être au-dessus de tout soupçon, le gouvernement a grand-peine à endiguer la montée des mécontentements et le blocage de son action qui en résulte. Le personnel de la banque centrale et des établissements bancaires nationaux est en grève depuis une dizaine de jours, et le mouvement, qui a pour but la revalorisation des salaires, pourrait s'étendre à d'autres domaines d'activité.

« Le manque de coordination à la tête de l'Etat est évident », dit M. Cardoso. Une affirmation que le directeur de la banque centrale ne dément pas : « Il est vrai qu'il n'y a même pas de consensus au sein du gouvernement ». La prestation du vice-président Itamar Franco, qui s'est déclaré, il y a quelques jours, contre le plan de

privatisation, n'a pas fait meilleur effet que les accrochages répétés, et le plus souvent publics, entre plusieurs ministres. A tel point que le président Collor a récemment demandé à ses ministres de se « comporter en machos », estimant que « ceux qui ne se sentaient pas capables de défendre le gouvernement devaient le quitter ».

Le chef de l'Etat, qui n'a pas encore atteint la moitié de son mandat, a beau affirmer qu'il ne souhaite pas procéder à un remaniement ministériel, la crise est patente et l'issue incertaine. « En fait, dit un diplomate, la mise en œuvre de deux plans conjoncturels aurait pu permettre de gagner du

temps pour engager des réformes de structures, mais ce répit n'a pas été mis à profit. Avec la précédente équipe économique, la politique extérieure était négligée au profit de l'action à l'intérieur du pays. On assiste pratiquement à l'inverse aujourd'hui ».

Pour l'heure, les oligarchies, qu'elles soient économiques ou politiques, jouent leur propre jeu d'influences et ne s'accordent que sur la gravité de la crise. Si elle ne se résout pas, le pays, reconnaît le ministre de l'économie, « pourrait plonger dans une seconde décennie de médiocrité ».

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

NORD - SUD

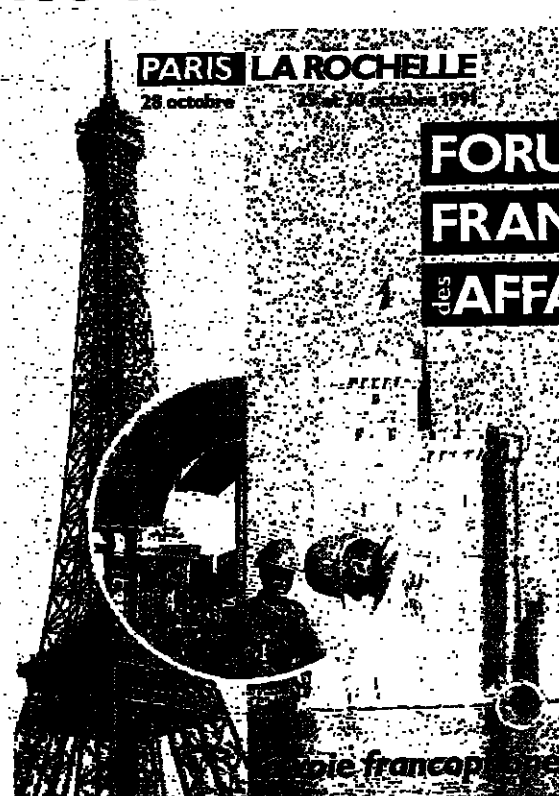
JEAN-CHRISTOPHE RUFIN
L'EMPIRE
ET LES NOUVEAUX
BARBARES

Un livre d'histoire et de stratégie qui fait beaucoup parler de lui (...) Et à juste titre.

Bernard Frank - Le Nouvel Observateur

99 F 252 p.

la langue française vous ouvre les marchés internationaux



PARIS LA ROCHELLE
28 octobre 1991 - 29 novembre 1991
FORUM
FRANCOPHONE
DES AFFAIRES

Le 3ème Forum Francophone des Affaires, organisé en préambule au Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement des pays francophones, offre aux entreprises françaises un espace privilégié d'échanges et de partenariats.

Rencontrez les entreprises venues de 30 pays (Amérique, Asie, Afrique, Europe de l'Ouest et de l'Est) pour vous proposer :

- des opportunités d'investissement,
- des débouchés commerciaux,
- des complémentarités industrielles.

Renseignements
OCETOUR-CONGRES
14, COURS DES DAMES
17 025 LA ROCHELLE CEDEX

TELEPHONE (16) 46 41 58 88
TELECOPIE (16) 46 41 15 90



On peut encore lancer en France un mensuel qui ne copie pas les autres.

UN TEMPS POUR L'ESSENTIEL

Mêmes papiers, mêmes photos, même ton : beaucoup trop de canards ont des airs de perroquets. C'est à peine si leur couleur les distingue. SENS MAGAZINE apporte une voix originale à la presse française. Celle de l'humanisme. Mensuel, il se donne le temps de la réflexion pour juger, commenter. Et pas cocommenter.

Sens Magazine
8 bd Bonne-Nouvelle
75010 PARIS.
Tél. (1) 42 46 27 28



حکومت من الاصل

DIPLOMATIE

POLITIQUE

Aux Journées parlementaires du PS

Le premier ministre n'a pas réussi à dissiper la morosité des socialistes

Les députés et les sénateurs socialistes se sont réunis, mercredi 25 septembre à l'Assemblée nationale, pour leurs journées parlementaires, qui devaient se poursuivre jeudi matin. Le premier ministre, M^{me} Edith Cresson, est venue leur présenter les grandes lignes de son «programme Maitignon», en incitant les socialistes à ne pas «laisser les bras» même si, a-t-elle observé, «la situation économique et sociale est difficile». Dans la matinée, le premier secrétaire du PS, M. Pierre Mauroy, avait, lui aussi, appelé les parlementaires à la «mobilité» en les mettant en garde contre la «tentation de la critique permanente ou du repli sur soi». Les députés et les sénateurs ont également débattu du projet de loi de finances pour 1992, en présence de M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, et de M. Michel Charasse, ministre du budget. M. Bérégovoy s'est indigné des critiques récemment formulées par les amis de M. Lionel Jospin à l'encontre de sa politique économique, en indiquant que cette fois, «la ligne jaune a été franchie». En dépit des avertissements de M^{me} Cresson et de M. Mauroy, l'ambiance était morose chez les parlementaires socialistes à quelques jours de l'ouverture de la session d'automne.

Selon un sondage BVA

Les cotes de M. Mitterrand et de M^{me} Cresson à la baisse

Selon un sondage réalisé du 13 au 18 septembre par BVA auprès de 995 personnes, le président de la République, M. François Mitterrand, et M^{me} Edith Cresson perdent respectivement 5 et 7 points en septembre par rapport à juillet. Le chef de l'Etat ne recueille que 46 % de bonnes opinions (contre 51 % en juillet) tandis que 45 % des personnes interrogées (contre 40 %) déclarent en avoir une mauvaise. Le président de la République obtient ainsi son plus mauvais résultat depuis mars 1986 (45 % de bonnes et de mauvaises opinions). De son côté, M^{me} Edith Cresson recueille 28 % de bonnes opinions (contre 35 % en juillet) et 47 % de mauvaises (contre 45 %).

En cas d'élections législatives anticipées, le rapport gauche-droite reste stable par rapport à juillet, 38 % des personnes interrogées voterait en faveur de la droite (-1,5) contre 33 % pour la gauche (-1,5). Le RPR est crédité de 24 %, le PS de 16 %, le MRC de 21 %, les écologistes de 16 %, le Front national de 13 %, l'UDF de 11 %, le PCF de 7 % et l'extrême gauche de 2 %. Ces questions sur les intentions de vote ont été posées à 3 790 personnes du 2 au 5 et du 13 au 18 septembre.

Des parlementaires socialistes qui n'ont pas le moral, c'est devenu classique. Mais des parlementaires socialistes qui trouvent à peine la force de s'exprimer dans les couloirs, c'est grave! Il semblerait que le discours fleuve du premier ministre, mercredi 25 septembre, n'a pas contribué à leur insuffler l'espoir et la mobilisation auxquels, pourtant, il les appelait. Comme le confiait, fatigué, un député : «Les têtes de chapitre étaient bien...» Mais il ajoutait : «On ne peut même plus critiquer, car nos électeurs ne comprendraient pas que l'on continue à voter avec la majorité! Alors, on rentre la tête dans le sable et on attend que la vague passe».

Heureusement pour l'hygiène mentale des socialistes, il leur restait tout de même une bonne petite polémique en stock : celle suscitée, dimanche dernier, par les amis de M. Lionel Jospin à l'encontre de la politique économique et budgétaire conduite par MM. Pierre Bérégovoy et Michel Charasse. Au cours de cette réunion des partisans du courant (celui de MM. Jospin, Mauroy, Mermaz), certains proches du ministre de l'éducation nationale s'étaient en effet violemment attaqués à la «référence Poincaré» qui, selon eux, détermine la philosophie monétaire de M. Bérégovoy, au détriment de la lutte contre le chômage (le Monde du 24 septembre).

La contre-offensive, curieusement, est venue des amis de M. Pierre Mauroy, qui pourtant se retrouvent au sein du même courant que ceux de M. Jospin. M. Jean Le Garrec a ainsi pris sévèrement à partie ceux qui «vivaient croire qu'il existait une voie royale, une recette miraculeuse pour sortir d'une situation économique difficile et qui s'amusaient à manier le ne sais quelle dévaluation ou quel déficit». «Si nous n'avons pas le courage de franchir cette ligne entre nous, le débat sera toujours biaisé!», s'est exclamé le député du Nord. Quant à la proposition de M. Emmanuel concernant les privatisations, M. Le Garrec l'a qualifiée sans ménagement d'«erreur économique, stratégique et industrielle».

Le député mauroyste ne s'est toutefois pas privé d'alerter lui aussi le gouvernement sur les «vraies questions» qui restent selon lui à aborder : celle de la fiscalité du patrimoine et des collectivités locales, celle du travail et de l'aménagement du territoire. «Il y a des choses qui ne passeront pas, malheureusement», a-t-il lancé à l'adresse de M^{me} Cresson, en l'appelant notamment à tenir «un discours très rude envers le patronat, car il n'est pas acceptable que la seule variable de gestion soit la variable sociale».

Après ce sévère règlement de comptes, l'intervention de M. Emmanuel est apparue plutôt prudente. Le président de la commission des finances s'est contenté de déplorer quelques-unes des dispositions contenues dans le projet de budget, comme la baisse du taux de l'impôt sur les sociétés, qu'il aurait souhaité progressive, afin de «traiter les petites et moyennes entreprises de façon différenciée», tout en précisant qu'il parlait de ce vote «à l'imparfait» et qu'il n'y avait pas, sur ce sujet, à craindre un quelconque «dérèglement» entre le groupe et le gouvernement.

Autre divergence devenue soudainement mineure : les dérogations à la taxation des plus-values accordées dans certains cas aux chefs d'entreprise, qui ne paraissent pas «justifiées» aux yeux de M. Emmanuel. A propos des privatisations, il a observé en souriant qu'on lui avait suggéré de «prendre un rendez-vous» avec le premier personnage de l'Etat, seul à même de trancher cette question. M. Emmanuel, à ce stade, a répliqué, insisté sur un point, qui pourrait d'ailleurs recueillir l'aval du gouvernement : instituer un moratoire sur l'annonce des licenciements dans les entreprises publiques. Quant aux reproches qui lui avaient été adressés, le président de la commission des finances s'est contenté de souligner qu'il ne mettait «pas en cause la solidarité avec le gouvernement» et qu'il regrettait seulement la «confusion entre la liberté de penser et le droit de méditer...».

M. Bérégovoy, assis à la tribune aux côtés de M. Charasse, pouvait donc se sentir partiellement rassuré. Mais une nouvelle offensive allait venir, par la voix de M. Paul Lorient, sénateur de l'Essonne. «Ne me-t-on pas un peu trop loin dans la rigueur? s'est-il interrogé. L'autosuffisance a des limites. Et la première d'entre elles est malheureusement patente. Nous n'avons pas, tant s'en faut, jugulé le problème du chômage. Après dix ans de gouvernement socialiste, peut-on en conscience affirmer que l'important est avant tout de contenir l'inflation ou le déficit budgétaire?»

«La solidarité devrait s'imposer»

L'accusation portée par M. Lorient sur les «tabous conservateurs» auxquels, selon lui, cède le gouvernement, et surtout ses deux représentants de Bercy, allait réinstaller d'office M. Bérégovoy dans le rôle qu'il semble goûter entre tous, celui de la ci-devant assésée et lui rendre, directe, toute sa capacité d'indignation. «Quand j'en tends dire dans une

réunion socialiste que Bercy est responsable du chômage, je dis que la ligne jaune a été franchie et que l'important est de prendre un coup!», s'est-il exclamé. «Une fois que la liberté d'expression a été utilisée, a ajouté M. Bérégovoy, la solidarité devant les difficultés devrait s'imposer. Quand on a des responsabilités, il est important de pouvoir compter sur la solidarité de ses amis et sur leur compréhension».

M. Bérégovoy n'a notamment pas apprécié du tout que l'on qualifie le projet de loi de finances pour 1992 de «budget de Bercy». «Il est celui du gouvernement avant de devenir, amendé, celui de la majorité tout entière». Quant à la «référence Poincaré» dont on l'avait gratifié, elle l'a proprement indigné : «Les deux seuls hommes politiques dont je m'inspire sont François Mitterrand et Pierre Mendès France», a lancé le ministre de l'économie, avant de mettre en garde certains de ses collègues socialistes : «On ne construit pas la justice et le progrès social à crédit».

Selon M. Bérégovoy, le projet de loi de finances est «le meilleur budget possible dans la conjoncture actuelle et les priorités du gouvernement ont été respectées». S'il admet que quelques «légères inflexions» peuvent être apportées au cours du débat parlementaire, le ministre de l'économie et des finances s'est toutefois gardé de donner son sentiment sur une proposition présentée par M. Raymond Douyère, au nom des députés socialistes de la commission des finances, qui instituerait une cotisation minimale de taxe professionnelle, assise sur la valeur ajoutée, pour certaines catégories socio-professionnelles telles que les artisans, les commerçants, les banques et les compagnies d'assurances, qui en sont aujourd'hui exemptées. Cette proposition, déjà défendue avec acharnement l'année dernière par le groupe socialiste, n'avait pas été retenue par le gouvernement. Elle devrait faire partie des ultimes négociations, avant l'ouverture du débat budgétaire.

«Pierre, la politique est excellente, mais on souhaiterait pouvoir l'améliorer encore un tout petit peu», a osé conclure, du bout des lèvres, M. Emmanuel.

PASCAL ROBERT-DIARD

« Il est temps de se ressaisir »

déclare le chef du gouvernement

La sienne pour faire progresser la société française.

Le premier ministre a développé un programme en six points : créer des emplois, muscler l'industrie, organiser l'espace rural, promouvoir l'écologie, développer la cohésion sociale, et «faire de la France le cœur de l'Europe de 1993». Après avoir rappelé le «plan Maitignon PME-PMI» et le «plan Maitignon apprentissage», M^{me} Cresson a levé un coin du voile sur le «plan Maitignon emploi» en annonçant des mesures d'insertion des jeunes sans qualification dans le milieu professionnel.

Avertissement aux agriculteurs

Ces mesures, qui seront présentées à la mi-octobre, concerneront cent mille jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans et viseront à inciter les employeurs à recruter ce type de personnel. Parallèlement, des dispositions seront prises pour développer les emplois de proximité et des propositions seront faites pour aider, a-t-elle dit, les personnes «marginalisées», qui sont des «chômeurs plus ou moins faux, à devenir de vrais travailleurs».

Le premier ministre a annoncé, d'autre part, que «le gouvernement est prêt à ouvrir, dans les prochaines semaines, une large concertation sur l'avenir du monde rural, à laquelle il associera l'ensemble des partenaires concernés». «J'ai dit concertation, je n'ai pas dit affrontement», a ajouté M^{me} Cresson, et, sur ce point, chacun devra prendre ses responsabilités. Le gouvernement assurera intégralement les «sennes». Elle a lancé un avertissement aux agriculteurs avant la manifestation du 29 septembre. «L'Etat fera preuve de la plus grande vigilance et prendra toutes les dispositions nécessaires pour que l'ordre soit maintenu, a-t-elle dit. Tout débordement sera, évidemment, sanctionné».

Elle a annoncé, enfin, qu'elle présidera, cet automne, un comité interministériel d'aménagement du territoire consacré à l'espace rural et que le mécanisme de solidarité financière entre collectivités rurales sera mis au point en octobre.

Le premier ministre a critiqué les propos de M. Valéry Giscard d'Estaing sur l'immigration, en déclarant que l'ancien chef de l'Etat «commet mal son dossier». «Le droit du sang n'a jamais été le nôtre, le droit du sol est le fondement de la République», a souligné M^{me} Cresson, en précisant que les étrangers arrivant en France cherchent un travail et non pas à acquérir la nationalité française. M. Giscard d'Estaing, a-t-elle dit, a «utilisé à des fins politiques des arguments qui n'ont rien à voir avec la réalité».

L'effet Cresson

par Patrick Jarreau

M^{me} EDITH CRESSON n'a pas encore convaincu les socialistes qu'il y ait un premier ministre à l'hôtel Maitignon. Leur premier secrétaire, M. Pierre Mauroy, a au beau leur rappeler, mercredi, que «le gouvernement de M^{me} Cresson est en place» et qu'ils en sont «coresponsables», ils ne sont pas sûrs que ce gouvernement, certes, soit bien celui de M^{me} Cresson. Quant à en être coresponsables, ils savent bien que, comme l'a dit encore M. Mauroy, «c'est, en tout cas, la manière dont les Français voient les choses». Et plus d'un d'ajouter, in petto : «Hélas!».

Il suffirait d'entendre certains ministres s'amuser du sous-titre du Monde du jour - «M^{me} Cresson voudrait affirmer son autorité sur le gouvernement...» - pour prendre la mesure du problème. Les socialistes ont le sentiment d'avoir affaire à un premier ministre en surdité, le seul qu'ils se posent étant celle de la durée de celui-ci : jusqu'aux élections régionales et cantonales de mars prochain? Ou avant? A moins que, pensée effrayante, cet intérim ne soit destiné à durer jusqu'aux élections législatives de 1993. En toute hypothèse, l'objet de leurs réflexions est moins la conduite à tenir vis-à-vis du chef du gouvernement que la manière dont chacun, les choses étant ce qu'elles sont, doit préparer l'avenir.

L'effet Cresson existe : c'est le réveil, au sein du PS, d'une combativité interne que la trêve conclue en juillet dernier était censée mettre en sommeil. Les socialistes ont pris sur ce terrain, lors de la réunion du 22 septembre à Alfortville, une longue d'avance, que les autres fabulistes leur envieraient presque s'ils n'étaient exposés à en faire eux-mêmes les frais à travers la mise en cause de deux de leurs, MM. Pierre Bérégovoy et Michel Charasse. Prêts à considérer le cas du second, réputé «atypique», M. Bérégovoy a prêté l'oreille à ses collègues, les amis du président de l'Assemblée nationale estiment inévitable, en revanche, de faire leur la cause du ministre de l'économie. Retrouvant ses collègues, mercredi, au conseil des ministres, M. Charasse faisait preuve d'une verve un peu grincante en apostrophant les ministres présents à Alfortville : «Tu y étais, toi? Ça fera moins...» (ici un chiffre en millions de francs, se rapportant aux crédits budgétaires du ministère concerné). M. Bérégovoy a pris les choses avec moins de bonne humeur et exprimé, l'après-midi, devant les parlementaires, sa tristesse de «l'amitié blessée» par les propos entendus à Alfortville.

Le ministre d'Etat y a insisté d'autant plus qu'il était sans doute informé, aussi, des inquiétudes exprimées, la veille au soir, par les responsables départementaux fabulistes réunis à l'hôtel de Lassay. Certes, les camarades de courant de M. Bérégovoy ne remettent pas en cause le gouvernement, ses choix fiscaux, et ils s'affirment convaincus qu'une stricte discipline budgétaire est plus que jamais nécessaire, mais l'insuffisance des crédits affectés, globalement, à l'emploi les

préoccupe autant que les autres socialistes.

Le risque de contagion du découragement et de l'amertume qui s'étaient donnés cours à Alfortville a amené M. Mauroy, après ses entretiens du mardi avec le premier ministre et le président de la République, à se gendarmier. Le premier secrétaire a appelé les socialistes à ne pas «oublier» l'œuvre accomplie depuis dix ans et à ne pas «rougir» de leur bilan. Ses proches, MM. Gérard Collomb et Jean Le Garrec, ont déploré les «interventions intempestives» du 22 septembre et mis en cause précisément M. Henri Emmanuel, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, pour ses propos sur le projet de budget et pour son argumentation en faveur de privatisations intégrales plutôt que partielles (le «tout ou rien»).

LE LIVRE DU JOUR
MARABOUT
50 ans de la culture générale contemporaine
Bibliographie et commentaires
Maurice Maugé

Le Monde
26 novembre 1991
4^e séminaire Sciences Po - Le Monde
ENTREPRISES, MÉDIAS
des liaisons dangereuses ?
I. - La communication dans l'entreprise : avec ou sans les médias ?
II. - Le recours aux médias : du narcissisme à la domestication ?
III. - Les médias face aux entreprises : une information sous influence ?
IV. - Situation de crise : les médias, instruments de guerre ?
Pour tous renseignements : Institut d'Études Politiques de Paris, Service Formation Continue, 215, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris.
Tél. : 45-49-11-76/45-49-51-94/Fax : 42-22-60-79.

POLITIQUE

La réunion, à Saint-Ouen, des députés, sénateurs et députés européens du PCF

La contestation s'étend chez les parlementaires communistes

La journée parlementaire qui a réuni, à huis clos, mercredi 25 septembre, à Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), les députés, les sénateurs et les députés européens du PCF, a donné au porte-parole de l'état-major communiste, M. André Lajoinie, l'occasion de dénoncer une nouvelle fois la politique menée par le gouvernement de M. Edith Cresson. Mais elle a surtout confirmé que les groupes parlementaires du PCF ne sont plus épargnés par le vent de fronde permanente qui secoue désormais le parti.

Le président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, M. Lajoinie, était venu à Saint-Ouen avec un rapport rituel (1). Première de ses cibles: le projet de budget du gouvernement pour 1992. « Il s'agit, a-t-il rapporté lui-même à la presse, d'un budget d'austérité, d'injustice sociale, d'aggravation du chômage et de surarmement qui sera combattu avec la plus grande énergie. »

Le député de l'Allier a surtout déploré la baisse des dépenses publiques, qui, en représentant que 20 % du produit intérieur brut, régresse, selon lui, à un niveau équivalent à celui de 1947. Il a aussi exprimé ses inquiétudes sur les conséquences de l'unification allemande pour une France coincée dans « un piège infernal » et soumise via les taux d'intérêt à « la domination de la Bundesbank ». « Les Français, a-t-il souligné, paient pour la réunification allemande, on fait travailler les Français pour le roi de Prusse. » Cela dit, M. Lajoinie a admis que les contestations du parti avaient suscité des « débats vifs » en reprenant les critiques qui s'étaient exprimées lors du comité central des

3, 4 et 5 septembre, à la suite du coup d'Etat manqué en URSS. C'était peu dire. Selon les témoignages de plusieurs participants, cette réunion à huis clos a donné lieu à un débat « sans précédent », qui a mis en évidence l'écartèlement du front contestataire opposé aux orientations de la direction du parti.

« Se tromper d'époque »

Plusieurs des huit députés qui avaient ouvertement pris leurs distances avec la ligne représentée par MM. Marchais et Lajoinie en dénonçant, le 1^{er} septembre, « le sérieux déficit démocratique du PCF » — MM. François Assens, Marcelin Berthelot, Jean-Pierre Brard (Seine-Saint-Denis), Jacques Brunhes (Hauts-de-Seine), Guy Hermier, Jean

Tardito (Bouches-du-Rhône), Robert Montdargent (Val d'Oise), Théo Vial-Massat (Loire) — sont revenus à la charge.

M. Brunhes, le premier, a vivement critiqué l'attitude de la direction du parti au moment de la tentative de coup d'Etat contre M. Mikhaïl Gorbatchev ainsi que son « inaptitude » à proposer aux militants et au pays « un projet fort ». M. Berthelot a souligné les ambiguïtés des prises de position de la direction du parti en matière d'immigration. Renvoyant, sur ce point, au point de vue de M. Valéry Giscard d'Estaing, M. Assens a affirmé que, si d'aventure l'opposition déposait une motion de censure contre le gouvernement, il ne joindrait pas son vote à celui d'un homme qui estime que treize millions de Français ont du sang impur dans les veines. Il a ensuite reproché à la

direction du parti d'entretenir « une illusion » en menaçant de façon quasi systématique de censurer le gouvernement « comme s'il pouvait suffire de renverser le gouvernement pour résoudre les problèmes du pays ».

Mais d'autres voix contestataires se sont élevées, en particulier celle du maire de Martigues, M. Paul Lombard, député des Bouches-du-Rhône, qui s'est montré très sévère, lui aussi, à propos de l'attitude de l'état-major de la place du Colonel-Fabien lors de la tentative de putsch en Union soviétique, et celle du maire de Thionville, M. Paul Souffrin, sénateur de la Moselle. Le chef de file des économistes du PCF, M. Philippe Herx, est intervenu, pour sa part, pour faire entendre sa différence dans le droit fil de ses déclarations au Monde du 24 septembre.

M. Marchais, apparemment embarrassé, s'est borné à insister, en conclusion, sur la nécessité, pour les parlementaires communistes, de savoir écouter les uns les autres. « Il n'y a pas de discipline de vote appliquée mécaniquement par les députés », a assuré, pour sa part, M. Lajoinie au terme de ces échanges de vues, avant d'ajouter que le poids actuel de son groupe au Palais-Bourbon, compte tenu de la majorité relative dont disposent les socialistes, était, selon lui, « subordonné » à son unité. M. Lajoinie a ajouté que l'émergence de votes divergents « ferait le jeu du gouvernement qui en profiterait pour aggraver sa politique » et que, bien entendu, « les électeurs ne pourraient que prendre en compte ces attitudes ».

GILLES PARIS
et ALAIN ROLLAT

(1) Le groupe communiste de l'Assemblée nationale compte vingt-cinq membres et un apparenté. Celui du Sénat en compte quinze, plus un apparenté. Il y a enfin sept députés communistes au Parlement européen à Strasbourg.

La commémoration des exécutions de Châteaubriant

Le bureau politique du PCF plaide pour « l'union la plus large »

Le bureau politique du PCF a appelé, mercredi 25 septembre, à « l'union la plus large » pour célébrer le cinquantième anniversaire, le 20 octobre, à Châteaubriant (Loire-Atlantique) de l'exécution dans cette ville, en 1941, de vingt-sept résistants par les occupants nazis. Sa déclaration, publiée par l'Humanité, souligne que « les fusillés de Châteaubriant ont donné jusqu'à l'ultime moment leur loi dans la liberté, la justice, la paix, dans l'avenir d'une France indépendante et dans l'espérance d'un monde meilleur » et que « jusqu'à leur dernier souffle [ils] ont mêlé ces valeurs humanistes à la confiance inébranlable qu'ils avaient dans le Parti com-

muniste français ». Alors que certains anciens résistants communistes dévient à M. Georges Marchais le droit de les représenter au cours de cette cérémonie (le Monde du 20 septembre), le bureau politique précise que, « en cette année 1991, au nom des communistes animés aujourd'hui par les mêmes valeurs, c'est Georges Marchais, secrétaire général, qui leur rend hommage qu'appelle ce cinquantième anniversaire ». Il rappelle les communistes à être très nombreux à cette cérémonie et à favoriser la participation des hommes et des femmes de toutes opinions, des patriotes, des anciens résistants et victimes du nazisme, des jeunes.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Le conseil de surveillance de SOVAC, réuni le 24 septembre 1991 sous la présidence de M. Michel DAVID-WEILL, a pris connaissance du résultat consolidé du premier semestre ainsi que de l'évolution de l'activité au cours des huit premiers mois de 1991, qui lui ont été présentés par le Directoire.

Activité commerciale

L'activité commerciale du groupe SOVAC a été marquée par un net ralentissement dû à la conjonction et à une sélection renforcée des financements. Ces évolutions sont constatées dans l'ensemble de la profession. Les financements nouveaux consentis au cours du premier semestre 1991 par les sociétés du groupe se sont élevés à 13.328 MF en diminution de 19 % par rapport à la période correspondante de 1990 et de 3 % par rapport à celle de 1989.

Au 30 juin 1991, les encours consolidés s'élevaient à 47.244 MF et les encours gérés à 63.477 MF, en progression de respectivement 7,7 % et 6,9 % sur les chiffres correspondants au 30 juin 1990.

Activité des huit premiers mois

Les évolutions constatées au cours du 1^{er} semestre 1991 se sont poursuivies sur juillet et août. A fin août 1991, les financements nouveaux distribués par le groupe SOVAC s'élevaient à 17.443 MF, en diminution de 20 % par rapport à la même période de 1990 et de 6 % par rapport au 31 août 1989. Ils sont analysés dans le tableau ci-dessous.

	(en millions de francs)		Pourcentages d'évolution			
	8 premiers mois de 1991	31 08 91	8 premiers mois de 1990	31 08 90	31 08 89	31 08 89
SOVAC et filiales en participations directes	6.828	33.754	-21 %	-10 %	+3 %	
- Participations	2.572	10.807	-40 %	-35 %	-2 %	
- Entreprises	1.531	4.479	-12 %	+3 %	+6 %	
- Immobilier	2.725	16.468	+4 %	=	+8 %	
CREDIPAR et filiales	8.464	23.517	-22 %	-8 %	=	
Partenariats France	965	3.038	+39 %	+5 %	+13 %	
Partenariats Etrangers	618	1.395	n.s.	n.s.	n.s.	
Filiales d'Outre-Mer	470	1.320	-13 %	-33 %	-6 %	
TOTAL GENERAL	17.443	63.024	-20 %	-6 %	+4 %	

* Provisions ne sont significatives ni non applicables

Résultat consolidé du 1^{er} semestre 1991

Pour le premier semestre 1991, le résultat d'exploitation net consolidé, part des tiers exclue, s'élève à 188 MF. Il est en diminution de 16 % par rapport à celui du 30 juin 1990 et de 6,5 % par rapport à la moitié de l'ensemble du résultat d'exploitation de l'année 1990.

Cette différence s'explique autant par :

• la dégradation des résultats du second semestre 1990 par rapport à ceux du premier ;
• que par l'amélioration progressive, au cours du premier semestre 1991, des conditions d'exploitation : restauration des marges, effets favorables d'une sélection renforcée des risques, stabilisation des frais généraux.

Le plein effet de ces facteurs positifs a toutefois été pour partie atténué par le secteur du financement des entreprises, dont les résultats ont été compromis par les conséquences du ralentissement de l'activité économique et l'accroissement du nombre des défaillances d'entreprises.

En outre, les comptes à fin juin 1991 s'entendent après un supplément, de 10 MF net, dans les provisions pour frais d'émission d'obligations à émettre sur le second semestre 1991 par rapport aux provisions correspondantes au 30 juin 1990.

Le résultat hors exploitation est caractérisé par l'amortissement des survalues, principalement les survalues relatives aux sociétés de financements installées en Espagne dont le groupe a pris le contrôle au tout début de 1991 ; le résultat hors exploitation de 1990 incluait une plus-value exceptionnelle réalisée sur la cession de titres de participation.

(en millions de francs)	Exercice 1990	1 ^{er} semestre 1990	2 ^e semestre 1990	1 ^{er} semestre 1991
Produit net d'exploitation bancaire	2.731	1.365	1.366	1.486
Résultat net d'exploitation	454	245	209	211
dont : part SOVAC	402	221	181	188
part des intérêts minoritaires	52	24	28	23
Résultat net hors exploitation	23	1	22	(4)
Résultat consolidé total	477	246	231	207
dont : part SOVAC	425	222	203	184
part des intérêts minoritaires	52	24	28	23

Capitaux propres du groupe

Le 30 juin 1991, a été achevée une opération de restructuration immobilière dans le groupe SOVAC. Les sociétés du groupe qui possédaient des immeubles d'exploitation les ont apportés à un sous-groupe de sociétés immobilières ; les valeurs d'apport ont été retenues avec une grande prudence, en tenant compte à la fois de la situation internationale et de la conjonction du marché immobilier à Paris. Elles ont conduit à dégrader des plus-values qui, dans le cadre des règles comptables, ont été exclues du résultat consolidé.

Conformément à la réglementation applicable aux établissements de crédit et en accord avec les dispositions prises par la Commission Bancaire, ces plus-values ont été directement incluses dans les capitaux propres à hauteur de 782 MF, après réfaction d'une provision pour impôt latent de 281 MF.

Par ailleurs, le Directoire a décidé de compléter le dispositif adopté au cours des exercices antérieurs, relatif aux charges futures liées au régime de retraite complémentaire propre au personnel du groupe. Afin que la couverture soit intégrale, une provision a été constituée par prélèvement sur les réserves, pour un montant de 125 MF net d'impôt différé.

En définitive, les capitaux propres, part du groupe, sont passés de 3.837 MF au 31 décembre 1990 à 4.494 MF au 30 juin 1991, compte tenu des opérations décrites ci-dessus et des autres opérations liées à la consolidation, mais avant prise en compte du résultat du premier semestre 1991.

Au 30 juin 1991, le ratio de solvabilité européen du groupe SOVAC s'élevait à 12, contre 10,5 au 30 juin 1990 et contre 10,3 au 31 décembre 1990.

Devant le bureau politique de l'Union pour la France

M. Giscard d'Estaing reproche à M. Chirac de « surestimer le risque du Front national »

« Si vous aviez été petite souris, vous n'auriez entendu aucune divergence. » Avec un rare aplomb, M. Valéry Giscard d'Estaing commentait en ces termes, jeudi matin sur France-Inter, la réunion du bureau politique de l'UPF du mercredi 25 septembre au siège de l'UPF. Officiellement aucune divergence en effet, puisque, à en croire plusieurs participants, cette réunion, consacrée essentiellement au dossier de l'immigration, fut d'une grande civilité, noyant toutes les aigreurs nées de l'article du président de l'UPF au Figaro-Magazine, MM. Balladur, Pasqua et Séguin s'étaient dispensés d'assister à ce bureau politique qui n'avait pas été convoqué depuis juillet. Et comme M. François Léotard n'est plus membre de cette instance, la querelle s'est poursuivie au dehors. Accusé par M. Giscard d'Estaing de s'être livré avec d'autres à des « invectives », M. Léotard a répondu, mercredi sur Radio-Shalom, que personne n'avait le monopole de la vertu, de la morale ni celui du bon sens. M. Giscard d'Estaing a rétorqué sur France-Inter qu'il ne s'occupait pas de l'opinion des uns et des autres (...), que chacun réagissait à sa manière et que l'opinion jugera la réaction de chacun.

Bien forcés de se livrer à cette parodie d'union et de concertation, les dirigeants de l'opposition présents se sont une fois de plus contentés d'apporter quelques points et virgules au communiqué préparé par avance par M. Alain Juppé et « exigeant », comme M. Giscard d'Estaing l'avait d'ailleurs souhaité dès lundi, que le gouvernement inscrive à l'ordre du jour de la session parlementaire d'automne un texte reprenant les conclusions de la commission Marceau Long sur le code de la nationalité. Mais sur le fond, la

confusion n'est pas dissipée. « Nous réaffirmons que notre corps de doctrine sur l'immigration, c'est Villepinet, tout Villepinet », a certifié M. Juppé. Quelques instants plus tard, M. Alain Madelin, giscardien zélé, répétait que les récentes propositions de M. Giscard d'Estaing sur l'immigration « étaient dans le droit-fil de celles de l'UPF... ».

Pour le reste, M. Chirac a livré maints détails sur le dispositif mis en place par la Ville de Paris pour la manifestation des agriculteurs du dimanche 29 septembre. « Se déclarant solidaire de la protestation des agriculteurs et du monde rural devant l'abandon dont ils sont victimes », l'UPF a incité ses élus à marcher aussi derrière vaches et tracteurs. Comme M. Chirac, M. Giscard d'Estaing a confirmé également, jeudi, qu'il serait aux côtés des manifestants d'Auvergne.

Concernant l'organisation interne de l'UPF, il est acquis que la première rencontre entre le RPR et l'UPF pour les investitures aux élections cantonales et régionales s'engagera sous la responsabilité de M. Juppé et de M. François Bayrou. M. Longuet a souligné cependant que le secrétaire général de l'UPF « soit entouré ». La mise au point du système des primaires pour l'élection présidentielle paraît toutefois plus laborieuse. Le RPR entend qu'un comité d'organisation puisse voir le jour à la mi-octobre, mais M. Giscard d'Estaing semble toujours moins diligent. « Ces primaires, a pourtant insisté M. Chirac, sont notre seule garantie pour éviter que Le Pen ne soit présent au second tour. » « Je pense, lui a répondu M. Giscard d'Estaing, que vous surestimez le risque du Front national. » Mais chacun en est resté là !

D. C.

Conséquence de la polémique entre les députés du PS et ceux du RPR

Les auditions de la commission d'enquête sur le financement des partis sont reportées

A la suite de la polémique qui a opposé, mardi 24 septembre, les députés de l'opposition à ceux du groupe socialiste, membres de la commission d'enquête sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales, les auditions publiques prévues mercredi ont été reportées. M. Pierre Mazeaud (RPR), vice-président de la commission d'enquête, avait en effet décidé, mardi, de lever la séance pour protester contre un communiqué diffusé le même jour par le président du groupe socialiste, M. Jean Auroux, qui accusait l'opposition de « jouer la carte de l'obstruction » (le Monde du 26 septembre).

Dans une lettre adressée au président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius, M. Mazeaud demande la convocation de M. Auroux devant le bureau de l'Assemblée, avant de décider de la reprise des travaux de la commission.

Intervenant à ce sujet, M. Jean Le Gecq (PS), rapporteur de la commission, s'est interrogé, devant les parlementaires socialistes réunis en journées d'études, sur « la capacité de fonctionnement » de cette commission. « D'incidents en incidents, de

rappels au règlement en rappels au règlement, je crains que l'on n'arrive à rien », a observé M. Le Gecq, en rappelant que les auditions publiques de la commission avaient été suspendues « comme par hasard, au moment où devaient être entendus les témoins de campagne de Jacques Chirac et de Jean-Marie Le Pen ».

Au cours de cette réunion avec les parlementaires socialistes, le premier ministre, M. Edith Cresson, a estimé, pour sa part, qu'il était « scandaleux que la commission s'arrête de fonctionner alors qu'on compte d'occuper des affaires de la droite ». « Je suis prête à apporter mon concours pour que tout se remette en place », a ajouté M. Cresson. Les Français ne comprendraient pas qu'une commission qui a été créée pour faire toute la lumière sur un certain nombre d'affaires n'aille pas jusqu'au bout », a-t-il dit avant de proposer la mise en place d'une commission d'enquête « sur les revenus d'un certain nombre de responsables et de commentateurs de la presse ».

JOURNÉE DU LIVRE POLITIQUE AU SÉNAT

PALAIS DU LUXEMBOURG SAMEDI 28 SEPTEMBRE 1991
10 h - 18 hCEUX QUI GOUVERNENT, PENSENT, ÉCRIVENT
LE MONDE VOUS ATTENDENT.
DÉBATS

11 h : « Pouvoir intellectuel - Pouvoir Politique »

Avec la participation de Pierre BERGÉ, Olivier DUHAMEL, Laurent FABRIS, Julia KRISTEVA, Bernard-Henri LEVY, Charles PASQUA, Jacques RIGAUD.

15 h : « A l'Est, rien que du nouveau »

Avec la participation de Youri AFANASSIEV, Elena BONNER, Vladimir BUKOWSKI, Bronislaw GEREMEK, Bernard GUETTA, Marek HALTER, Alain MINC, Heberto PADILLA, Guy SORHAN, Peter SCHNEIDER, Francis SEJERSTED, Vladimir VOLKOFF.

SIGNATURES

10 h - 18 h à L'Orangerie : plus de 130 écrivains consacreront leurs ouvrages avec notamment :

Jorge AMADO, Lucien BODARD, Patrick BESSON, Jérôme CHARRON, André CHOURAQUI, Hélène CARRERE D'ENCAUSSE, Jacques FAIZANT, André FONTAINE, Amin MAALOUF, Vladimir MAXIMOV, Rachid MIMOUNI, Jean PLANTU, Léonide PLOUCHTOFF, René REMOND, Claude SARRAUTE, François-Henri de VIEUX, Pierre VIDAL-NAQUET.

PORTES OUVERTES

Avec la participation de RTL et ELF AQUITAINE INTERNATIONALE

Pour tout renseignements :
Direction de la communication du SÉNAT
Tél. : 42-34-25-81 - 42-34-20-21

هكذا بن الأصل

مكتبة من الاصل

• Le Monde • Vendredi 27 septembre 1991 11

Capital
L'essentiel de l'économie

enfin un mensuel économique qui se lit comme

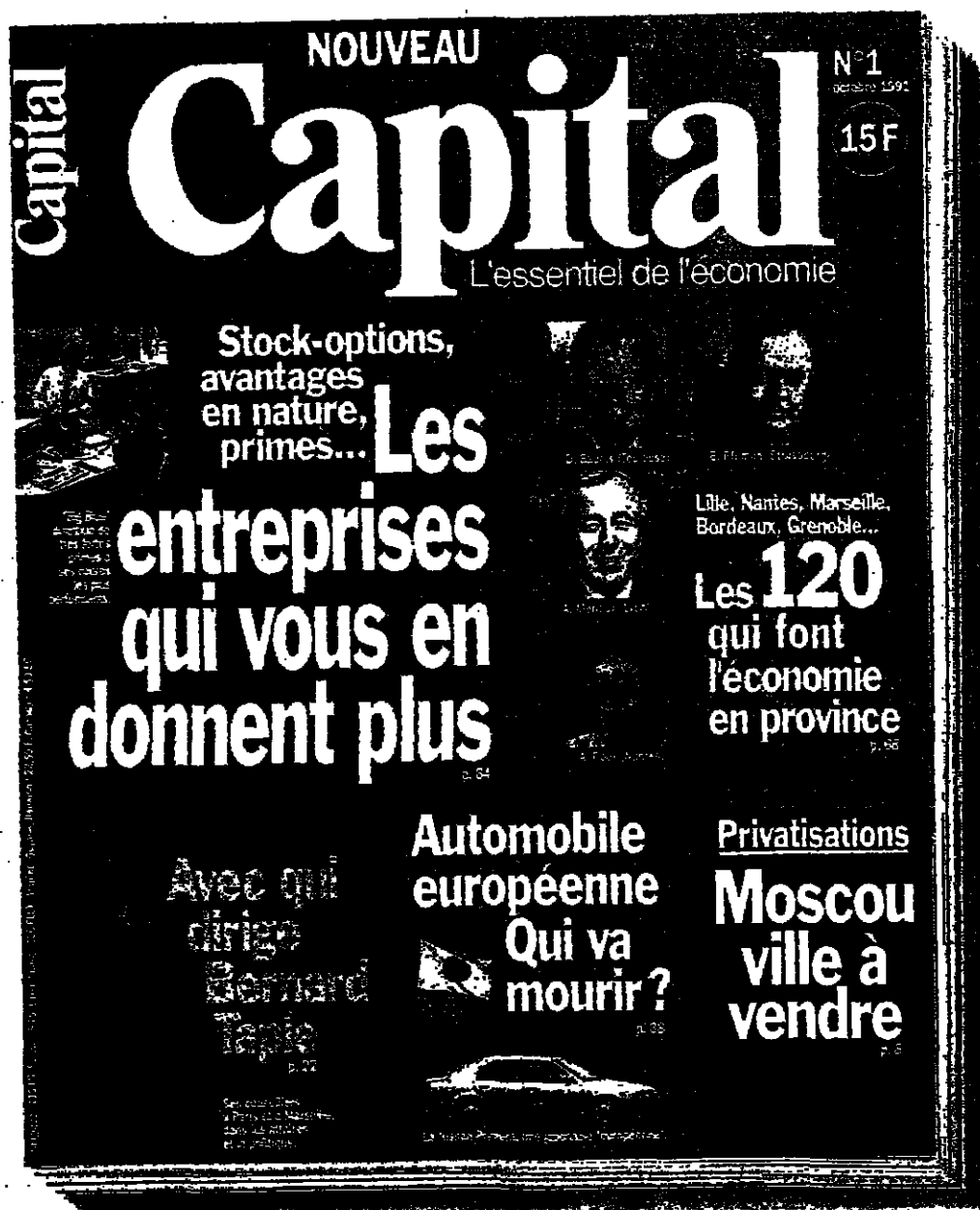
un magazine.

N°1 DES AUJOURD'HUI. 15 F

Chez votre marchand de journaux

seulement

• 18 milliards risquent de partir en fumée. Les déboires du Crédit Lyonnais à Hollywood. Révélation dans **Capital**.
• Avec la récession, l'impôt revient. Toutes les explications dans le N°1 de **Capital**.
• Industrie automobile : les Japonais attaquent l'Europe. Qui va mourir ?
• Les bons managers sont-ils de mauvais pères ?
• Où se faire tailler un costume de 2.300 F à 35.000 F ?
• Les 120 leaders qui font l'économie en province ne sont pas forcément ceux que vous croyez. Sondage exclusif dans **Capital**.
• Recrutement : ce qui peut vous éliminer... Quelques sujets parmi 60 autres, à découvrir sans attendre...
• **Capital**, vivant, documenté, pratique, une nouvelle presse économique naît aujourd'hui.



SOCIÉTÉ

Klaus Barbie, ou le crime sans reniement

Mort le 25 septembre en prison, l'ancien « boucher de Lyon » n'avait jamais regretté ses actes. Son procès, en 1987, avait permis aux rescapés de redire l'horreur du système nazi

par Jean-Marc Théolleyre

De tous les accusés allemands condamnés en France depuis la Libération pour des actes commis pendant l'Occupation et qualifiés alors « crimes de guerre », Klaus Barbie, condamné à la réclusion criminelle à perpétuité depuis le 4 juillet 1987 pour crimes contre l'humanité, aura été, à notre connaissance, le seul à mourir détenu.

Il pourrait donc apparaître que s'exerça jusqu'au bout sur lui une rigueur qui fut épargnée tant aux hommes et officiers de la SS et de la Wehrmacht impliqués dans des massacres divers – Asoq, Oradour-sur-Glane – ou dans les actions d'une politique beaucoup plus générale de répression contre les juifs ou les résistants, tels Otto Abetz, ambassadeur du III^e Reich à cette époque, ou Carl Oberg, chef suprême de la police allemande et des SS, et son adjoint Helmut Knochen. Ceux-là, en général les deux derniers en particulier – bien que supérieurs de tous les Barbie de ce temps-là – devaient bénéficier de mesures de grâce suivies au bout d'un certain nombre d'années de libérations discrètes qui leur permirent de finir leurs jours au pays ou de s'y préparer.

Il faut d'urgence corriger cette impression hâtive. Au temps où ces dignitaires ou exécutants éprouvèrent en France les rigueurs de la justice et d'un système carcéral sans complaisance ni faveur, Klaus Barbie, lui, avait échappé à la protection américaine pour raisons de guerre froide aidant – à toute poursuite et trouvé dans les années 50 un refuge en Amérique latine où de pérégrinations en pérégrinations, il devait s'assurer en Bolivie une tranquillité cossue sous le pseudonyme de Klaus Altmann, négociant.

Il n'en fut dérangé qu'à partir de 1972, lorsque Beate Klarsfeld identifia en ce ressortissant bien établi l'ancien chef de la section IV du SIPO-SD de Lyon, dont la IV B dite « anti-juive ». La France demandera bien alors au gouvernement bolivien l'extradition de ce nazi auquel elle a quelques comptes à demander et dont elle connaît l'existence depuis longtemps. Ce sera en pure perte. Il faudra attendre la nuit du 4 au 5 février 1983 pour que le gouvernement bolivien, qui a récemment changé, décide d'expulser Barbie-Altman, dont l'avion viendra atterrir en Guyane française. Il sera alors tout simple de lui notifier le mandat d'arrêt dont il fait l'objet.

Sur les conditions et les dessous de cet événement, que l'on peut tenir pour la conséquence du retour au pouvoir à La Paz, après le règne du général Banzer, de M. Siles Suazo, les discussions pourront encore se poursuivre. Résultat d'un marchandage pour une extradition déguisée ? Ce qui est sûr, c'est que l'annonce de l'arrestation de Klaus Barbie, son embarquement immédiat à desti-

nation de Lyon, son incarcération à la prison Montluc, celle-là même où, de 1942 à 1944, juifs et résistants se trouvaient rassemblés par les adjoints ou auxiliaires du SIPO-SD au sortir des salles de torture, connut un retentissement considérable. De la presse écrite à la radio et à la télévision, ce fut une débâcle d'articles, de reportages, d'entretiens où se mêlaient, au point de se confondre, toutes les questions que permettait l'affaire.

L'arrestation de Jean Moulin

Dans le même temps apparaissent en filigrane les interrogations sur les conditions dans lesquelles Barbie avait pu ordonner le 21 juin 1943, à Caluire, dans la banlieue de Lyon, Jean Moulin, l'unificateur des mouvements de résistance, et ses compagnons. Qu'allait dire sur ce sujet brûlant l'ancien SS ? Vers quelles mises en cause allait-on ? Ainsi s'accroît l'idée que Barbie était plus encombrant que dans son exil bolivien et que finalement les autorités françaises se seraient trouvées bien aises d'un décès naturel. La suite devait montrer que c'était là à fabriquer à bon compte.

La situation n'était pas simple pour des juristes soucieux de respecter les exigences d'un état de droit. La loi, rien que la loi : telle était la règle fixée, à l'encontre de cet homme dont il fallait aussi reconstituer la vie, l'itinéraire dans cette Allemagne dominatrice des années 30 et 40.

« Un SS qui va droit au but »

Il était né le 25 octobre 1913 à Bad-Godesberg, non loin de Bonn d'un père et d'une mère instituteurs. Le premier avait été un combattant de la première guerre mondiale et devait mourir des suites de blessures alors reçues. On ne saura jamais si cette circonstance contribua à nourrir chez le fils un ressentiment particulier envers la France. Les années d'enfance furent banales. Une fois achevées des études classiques dans un lycée de Trèves et obtenu l'Abitur, équivalent du baccalauréat, le jeune Klaus Barbie aurait souhaité faire son droit à l'université de Bonn. C'est le décès du père, privant la famille de ressources suffisantes, qui contraria ce projet.

Le voici vers la même époque témoin de la naissance du III^e Reich et engagé dans le « service du travail », Arbeitsdienst. Dans ce milieu où se côtoient étudiants et « emmentis », il construisait des digues. Dès 1933, il avait adhéré aux Jeunesses hitlériennes. Chef de patrouille, il avait com-

mandé un groupe de cent vingt garçons. Ses relations avec un responsable nazi de la section de Trèves l'amènent à rencontrer un membre du SD (Sicherheitsdienst), le service de sécurité. Le SD manquait de bras. Il a besoin de bacheliers comme le jeune Klaus.

Il y a évidemment les conditions : des capacités physiques, une bonne présentation. Et bien sûr, il faut avant tout être de « pure race », établir une filiation aryenne incontestable. Klaus Bar-

Reich fut l'un de ces deux mille. La section IV qu'il dirigea au SIPO-SD de Lyon était la plus importante des six que comptait le service. Elle était chargée de la « répression des crimes et délits politiques » et divisée en cinq sous-sections, dont la IV B dite « anti-juive ». Les milieux de la Résistance et de la clandestinité en connaissaient l'existence et la redoutaient. Comme ils connaissent le nom de Klaus Barbie. Si l'homme se trouve hiérarchique-

ment, juridiquement, il était significatif à Klaus Barbie d'avoir commis ces crimes contre l'humanité « en prenant part à l'exécution d'un plan concerté pour réaliser la déportation, la réduction en esclavage et l'extermination de populations civiles ou des persécution pour des motifs politiques, raciaux ou religieux, se rendant complice dans les faits qui ont préparé ou facilité leur action des auteurs des meurtres ».

Ces faits, Klaus Barbie les niait ou, pour le moins, assurait n'en avoir gardé aucun souvenir. Comme il affirmait n'avoir été mêlé ni à la rafle des juifs de la rue Sainte-Catherine ni à l'arrestation des enfants d'Izieu, on lui opposa, outre des témoignages, des documents signés de lui, deux rapports adressés l'un le 11 février 1943, l'autre le 6 avril 1944, jour de l'expédition à Izieu. De ces pièces qui décrivait les opérations accomplies, comptabilisaient les personnes arrêtées, annonçaient leur « acheminement », il devait dire avec le soutien de son défenseur, M. Jacques Vergès, qu'il s'agissait de faux. Or un homme comme Knochen, invité à les examiner et à donner son avis car il en avait été le destinataire, les déclara sans discussion authentiques.

La définition du crime contre l'humanité

Le procès de Klaus Barbie allait avoir, toujours sur le plan juridique, une autre conséquence. Il devait amener la Cour de cassation, en l'espèce sa chambre criminelle, à donner une définition du crime contre l'humanité au regard de la loi française. C'est que des courants étaient apparus, s'opposant presque en antagonisme, pour certains, dont les représentants des organisations juives, et au premier rang M^{re} Serge Klarsfeld, le crime contre l'humanité ne pouvait être continué que par les arrestations, les déportations et les exterminations consécutives des juifs, ceux-ci n'ayant été mis à mort que pour le seul fait qu'ils étaient juifs et que là se trouvait tout le crime. Ce point de vue avait d'ailleurs été celui du juge d'instruction de Lyon, M. Christian Riss.

La chambre d'accusation de la cour de Lyon, suivant en cela les réquisitions du procureur général en exercice, M. Pierre Truche, avait d'ailleurs entériné cette conception du crime contre l'humanité en déclarant irrecevables contre Barbie tant les associations d'anciens résistants que certains résistants eux-mêmes qui avaient voulu se constituer partie civile.

Sollicitée à son tour, la cour suprême allait donner du crime contre l'humanité une définition qui permettrait de retenir au rang de victimes tant les juifs, que les résistants.

Dans l'arrêt rendu le 20 décembre 1985, il est dit que les crimes contre l'humanité « sont constitués par des actes inhumains et des persécution, au nom d'un État pratiquant une politique d'hégémonie raciale, ont été commis de façon systématique, non seulement contre des personnes en raison de leur appartenance à une collectivité raciale ou religieuse, mais aussi contre les adversaires de cette politique, quelle que soit la forme de leur opposition ».

Le procès s'ouvrit dans ces conditions et sur ces bases-là le 11 mai 1987, devant la cour d'assises du Rhône. Pour la circonstance, la salle des pas perdus du palais de justice de Lyon avait été aménagée en prétoire. On put y accueillir sans mal les centaines de journalistes venus de tous les pays du monde ou peu s'en faut suivre un débat promis à un grand retentissement. Mais chacun ne venait pas pour entendre la même chose.

Dans l'esprit du ministère de la justice et de bien des politiques, il s'agissait à travers la carrière et les activités de Klaus Barbie de montrer à ceux qui n'étaient pas nés en 1940 ou étaient sortis de l'Occupation à l'âge de la succion ce qu'avait été le nazisme, et plus particulièrement son antisémitisme poussé jusqu'à la définition en 1942 d'une « solution finale », c'est-à-dire de l'extermination délibérée d'un peuple.

Mais bien plus excitant pouvait paraître à d'autres l'espoir d'entendre « parler » Klaus Barbie, c'est-à-dire celui de le voir se faire accuser et raconter on ne sait trop

quoi sur la façon dont lui aurait été livré Jean Moulin. M^{re} Vergès aidant, n'était-ce point ce que – côté Barbie – on nous promettait : la version selon laquelle un chef de la Résistance serait mort non plus des tortures gubies mais avait décidé de mettre fin à ses jours, désespéré d'avoir découvert qu'il avait été livré par un Judas ? C'est en vain pourtant que l'on attendit le scandale et le soufre.

Récits de l'enfer

Au contraire, en un temps où le bon ton voulait – et veut encore – que la France ait été délatrice et auxiliaire zélée de son occupant, il fut donné durant plusieurs semaines d'entendre à Lyon des hommes et des femmes raconter avec ou sans colère, avec ou sans fierté particulière la façon dont, quarante-cinq ans plus tôt, ils avaient souffert et vu souffrir, ce que signifiaient les mots « crématatoire » et « transport », « Nuit et brouillard » et « sélection ». Les uns après les autres, au bout de l'émotion, restant dans un décor de justice vite oublié et abolissant l'humanité à laquelle ils avaient été réduits, et un auditoire anéanti retenait ses larmes à ces récits qu'il leur fallait faire de nouveau.

Ainsi, le procès qui se voulait historique parvint à l'être. Même si Klaus Barbie, qui avait choisi de ne point paraître mais y fut contraint, lorsque vint le tour des victimes de se faire entendre, se borna alors à faire savoir qu'il n'avait « rien à dire » à tout ce que l'on produisait contre lui. De l'avis général, ce qui compta alors fut ce rappel des heures sombres. Sans doute pouvait-on savoir, par bien des documents et bien des livres de ce qu'avait été la réalité de l'Occupation, ombres et lumières mêlées. Mais qui avait lu ces livres depuis trente ans et plus ? Qui avait connu ces documents ? Après le défilé de Lyon, chacun disposait d'un nécessaire contrepois pour être en mesure de tenir à sa juste valeur ce qu'il est convenu d'appeler le « révisionnisme ».

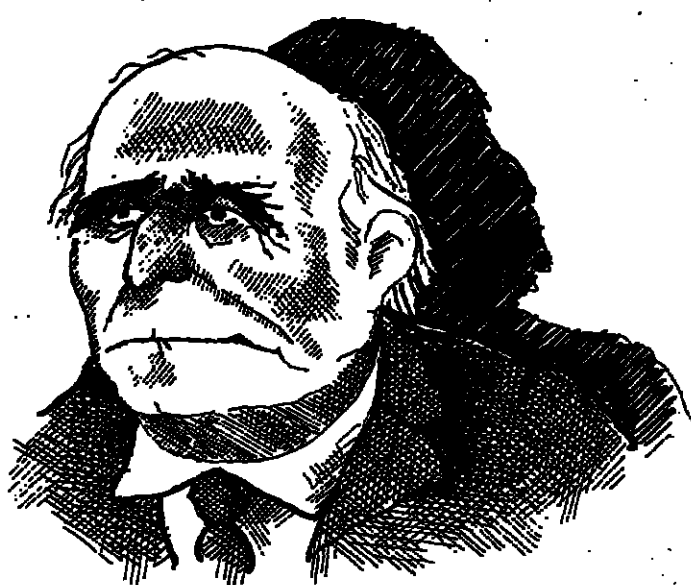
En décidant de se retirer du prétoire dès le troisième jour de son procès, Klaus Barbie lui-même avait finalement aidé et facilité cette entreprise. Celles et ceux qui par lui avaient été arrêtés, torturés, déportés avaient été privés de la tentation de l'investiver et du même coup d'affaiblir la portée de leur déposition.

Certes, du côté des avocats des parties civiles, on put ressentir au moment de leurs plaidoiries une certaine division entre les tenants d'une notion restreinte du crime contre l'humanité et les autres ; il n'y eut rien de tel du côté des témoins. Simone Kadosh et Geneviève de Gaulle, la juive raflee et la résistante trahie, celle d'Auschwitz et celle de Ravensbrück, pour être revenues de l'innommable, par une chance qui n'était pas encore, demeuraient sœurs. L'une comme l'autre étaient attendues au bout de la rampe de Birkenau ou au portail de Buchenwald par les SS et leurs chiens.

A l'une comme à l'autre, peu importait ce que la justice des hommes déciderait du cas Klaus Barbie. Lorsque dans la nuit du 4 juillet 1987 la cour d'assises du Rhône, au terme d'un procès qui sut toujours maltraiter les tenants André Cardini, déclara Barbie coupable de tous les crimes contre l'humanité retenus à sa charge et le condamna à la réclusion criminelle à perpétuité, il n'y eut ni surprise ni colère. Mais, avec un temps de retard, vint une saute d'applaudissements qui n'était pas de mise. Pour l'ancien chef de la section IV du SIPO-SD de Lyon, ce fut le dernier écho exprimé contre lui, en approbation d'une décision qui le retranchait de la communauté des hommes.

Au moment de ce procès, un sondage IPSOS réalisé pour le Monde apprenait que les Français, dans leur majorité, déclaraient s'y intéresser et considéraient que la justice devait l'emporter sur l'oubli.

Aujourd'hui, il reste à oublier Barbie – peut-être était-ce déjà fait – mais non pas ces journées au cours desquelles fut donné un aperçu du bilan de la doctrine dont il avait été un serviteur aussi zélé qu'impénitent.



Croquis d'audience par JEAN PLANTU (Lyon, 1987).

bie réunis ces dispositions et ces « vertus ». Il devait dire que cet engagement n'avait pas d'autre objet que de s'assurer un emploi de fonctionnaire avec les avantages ordinaires. Il admettait pourtant que l'idée de pouvoir « faire du renseignement » n'était déjà pas pour lui déplaire. Sa candidature fut acceptée. Le 1^{er} octobre 1935, à Berlin, il prêtait le serment de la SS. Durant deux ans, il reçut une formation bientôt suffisante pour une affectation à la direction régionale du SD de Düsseldorf. À sa tête, un homme qui fera aussi parler de lui en France, Helmut Knochen, futur adjoint de 1942 à 1944 du chef suprême de la police pour le territoire français.

En cette même année 1937, Barbie adhéra au Parti national, socialiste ouvrier allemand (NSDAP), parti unique dans l'Allemagne hitlérienne. La boucle était bouclée. L'engagement ne pouvait plus être que total, tandis qu'approchait le temps de guerre. Le 25 avril 1940, à quelques jours du déclenchement de la guerre éclair, il avait le grade de SS Untersturmführer. Son dossier exprimait la confiance qu'il inspirait : camarade irréprochable, des performances dans le service excellentes, un comportement de SS exemplaire tant dans le service qu'en dehors. Une phrase était ajoutée : « son opinion relative à la conception du monde nazi est considérée comme affirmée ».

Au printemps 1940, la Hollande réduite, il était affecté à Amsterdam au groupe d'intervention de la police de sécurité. Il devait affirmer qu'il ne fit là que rechercher des renseignements sur des questions de politique intérieure et extérieure. Et sur des juifs ? « Il ne pouvait s'agir alors que de personnes coupables d'actions illégales ».

Tel était l'homme qui, à vingt-neuf ans, arrivait à Lyon en 1942. On est en novembre. Depuis le 20 avril – date anniversaire de la naissance de Hitler –, il portait le grade de SS Untersturmführer. Ses chefs le présentaient comme « un SS qui va droit au but et qui aime l'action ». Ils relevaient aussi « un don marqué pour le travail d'information ». Ils portaient son crédit « le démantèlement de nombreuses organisations ennemies ». Au total, « une personne sur laquelle il est permis de compter ».

Il ne devait pas décevoir. Après novembre 1942, l'emprise de la police allemande sur la France est devenue totale. De son côté, la Résistance a pris corps et bientôt viendra le temps des maquis et celui des expéditions impitoyables et conjuguées de la SS et de la Milice. La France de novembre 1942, c'est deux mille policiers nazis spécialistes du renseignement mais qui ont tous le même objectif : une lutte sans merci contre « les ennemis du

ment soumis à l'autorité du commandeur Hollert auquel succédera le lieutenant-colonel Werner Knab, c'est de lui que se souviendront toujours ceux qui connaissent l'infortune de l'arrestation.

Les procès de 1952 et 1954

De ce que fut son activité entre novembre 1942 et août 1944, tant à Lyon et ses environs immédiats que dans les dix départements que contrôlait son Einsatz-Kommando, deux procès dans lesquels il se trouvait accusé par contumace, d'abord en 1952 puis en 1954, avaient présenté un tableau effrayant. Arrestations, tortures, pillages, exécutions massives d'otages, déportations avaient été énumérés et détaillés.

Il était évident que le seul Klaus Barbie n'avait pu être l'auteur de tant de crimes de guerre. D'autres Allemands, ses collaborateurs immédiats, y avaient pris leur part. Des Français aussi, ceux-là arrêtés en leur temps, jugés, condamnés, avaient chargé Klaus Barbie l'absence. Mais des témoins aussi, des rescapés avaient, dans une égale constance, dénoncé son zèle et surtout sa propension à la violence irraisonnée, à la torture systématiquement infligée, ce qui lui avait valu le surnom de « boucher de Lyon ».

De ces faits-là, la justice, soudain en possession et en charge de Barbie en février 1983, ne pouvait juridiquement plus connaître. Plus de vingt ans s'étaient écoulés depuis les condamnations à mort prononcées successivement par contumace en 1952 et 1954, et la prescription se trouvait acquise. Il fallait rechercher dès lors d'une part si d'autres faits avaient pu exister qui auraient échappé à la connaissance des juges des années 50, d'autre part, si ces faits pouvaient être qualifiés crimes contre l'humanité, ce qui seul pouvait les rendre « imprescriptibles par nature », c'est-à-dire permettre d'en juger encore les auteurs au-delà de l'impossible oubli, quel que soit le temps écoulé.

En définitive, Klaus Barbie se vit accusé de la liquidation du complot younais de l'Union générale des Israélites de France (UGIF) après une rafle opérée le 9 février 1943, rue Sainte-Catherine, à Lyon : de la déportation des enfants juifs de la colonie d'Izieu dans l'Ain, tous arrêtés avec cinq adultes le 6 avril 1944 ; de la déportation d'environ 650 personnes parties vers l'Allemagne le 11 août 1944 par le dernier train qui quitta Lyon sous escorte allemande ; de la mort présumée de tortures du professeur Gompel, de la déportation de M^{re} Lise Lesèvre, de celle de son mari et de son

Les derniers grands criminels de guerre encore en vie

Après la mort de Klaus Barbie, trois importants criminels de guerre nazis sont encore en vie, dont un a, jusqu'à présent, échappé à la justice : Alois Bruner, l'ancien chef du camp de Drancy, dans la banlieue parisienne. L'ancien lieutenant d'Eichmann, qui vit à Damas, en Syrie, sous un pseudonyme arabe, est accusé de la déportation de plus de 100 000 juifs autrichiens, allemands, grecs, français et slovaques. Il a été condamné à mort par contumace par deux fois en 1954, par le tribunal permanent des forces armées de Paris et par le tribunal militaire de Marseille. Damas n'a jamais donné suite aux différentes demandes d'extradition de la France, de l'Allemagne et d'Israël notamment.

Un autre criminel de guerre, Ivan Demjenjuk, soixante-treize ans, a été condamné en 1988 en Israël à la prison à vie pour crime contre l'humanité. Il a été identifié par des rescapés de l'Holocauste comme un des bourreaux du camp de la mort de Treblinka (Pologne), où quel-

que 800 000 juifs avaient été exterminés par les nazis. Un ancien officier SS, Josef Schwammberger, soixante-dix-neuf ans, comparait actuellement devant le tribunal de Stuttgart, en Allemagne. Il doit répondre du meurtre de 45 juifs et de complicité dans l'assassinat de plus de 3 000 autres dans trois camps de concentration en Pologne. Réfugié en Argentine après la guerre, il a été extradé l'année dernière.

Actuellement, reste en France Paul Touvier, soixante-seize ans, ancien chef de renseignement de la milice de Lyon. L'ancien collaborateur de Barbie a été arrêté le 28 mai 1989 après près de quarante ans passés dans la clandestinité. Remis en liberté le 11 juillet dernier, il devrait être jugé pour l'assassinat, en 1944, de l'ancien président de la Ligue française des droits de l'Homme, Victor Basch, de son épouse, de sept otages juifs dans la banlieue de Lyon et pour la déportation d'un couple de gardiens de la synagogue de Lyon avec 57 réfugiés politiques espagnols.

مكتبة ابن الأصل

LES JOU

هكذا من الامم

niement

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Malgré les propositions de la chancellerie

Le mouvement de protestation des surveillants de prison se durcit

Déçu par les propositions du ministère de la justice, les syndicats de surveillants ont haussé le ton, mercredi 25 septembre. Le statut spécial des surveillants leur interdit de faire grève, mais les autonomes de l'UAP, qui se disent « prêts à l'épreuve de force », appellent désormais à la « mobilisation générale ». Le syndicat Force ouvrière, de son côté, demande aux surveillants de venir travailler en civil, un brassard noir au bras gauche.

Depuis le 19 septembre, un mouvement de blocage « perle » et « tournant » lancé par l'Union fédérale autonome pénitentiaire (UFAF) touche une à une toutes les prisons de France. Un blocage de portes ici, des retards de service là, une occupation du rond-point central de l'établissement ailleurs : ce mouvement de colère n'a pas partout la même allure. Mais les conséquences sur la vie en détention, elles, sont souvent les mêmes : des parloirs avec les familles ont été supprimés, les aides et visites en détention sont plus rares, et la plupart des activités ont été suspendues.

Les revendications de l'UFAF, qui est devenue le premier syndicat des surveillants en 1991 avec 35,35 % des voix, sont ambivalentes : la création immédiate de mille postes, l'amélioration du système de retraite et l'octroi d'une prime de spécificité équivalente à un treizième mois. Son langage est à la mesure de ses revendications : la responsabilité de l'UFAF, M. Gilles Sicard, dénonce volontiers la « pourriture » de l'administration pénitentiaire.

Depuis le début du conflit, Force ouvrière, qui s'est vu ravir la première place syndicale au début de l'année, multiplie les déclarations « responsables ». La CGT et l'USP (11,55 et 10,80 % des surveillants) ne sont guère

plus tendres avec les « actions commandos » de l'UFAF. Autant dire que l'unité syndicale n'est pas à l'ordre du jour. Tous, pourtant, s'accordent sur un point : l'insuffisance des créations d'emplois envisagées par le ministère de la justice (1). Un souci visiblement partagé par la plupart des surveillants : les mots d'ordre de l'UFAF sont plutôt bien suivis.

Le terrain, de plus, est fragile. Les établissements pénitentiaires, souvent surchargés, ne peuvent supporter indéfiniment un mouvement qui perturbe la vie des détenus.

« Obsoles » et « chantage »

Après avoir tâté le terrain du côté de Maignon, la chancellerie avait donc convoqué les syndicats à des réunions de travail, mercredi. Le directeur de l'administration pénitentiaire, M. Jean-Claude Karsenty, leur a fait deux propositions : une augmentation de l'ordre de 7 francs des primes de nuit, qui sont actuellement fixées à 31,40 francs, et la création d'une « indemnité différentielle pour charge de détention », réservée aux surveillants travaillant en détention.

La réaction des syndicats a été vive. Force ouvrière, qui souhaite la création d'une prime exclusive « pénitentiaire », a immédiatement dénoncé l'augmentation « lamentable » de l'indemnité de nuit, la CGT a refusé d'embrasser le « chantage » de l'administration, et l'USP a jugé ces propositions « plus que légères ».

L'UFAF s'est montrée plus sévère encore : le syndicat de M. Gilles Sicard, indigné par la « démission » de la chancellerie, a refusé d'un revers de main les « obsoles » de l'administration.

Tous appellent donc maintenant à un durcissement des actions. La CGT propose des rassemblements afin de mettre au point des « plates-formes revendicatives », et

l'USP souhaite mettre en place des « intersyndicales solides ». Force ouvrière se contente pour le moment de demander aux surveillants de travailler en civil, avec un brassard noir au bras gauche, et de déposer symboliquement leurs uniformes à la préfecture.

L'UFAF, quant à elle, se lance sans hésitation dans la « mobilisation générale ». « Il faut maintenant refuser de prendre le service », lance M. Sicard. « Ils veulent l'affrontement ? Ils l'auront. »

Si le mouvement se durcit malgré les propositions avancées mercredi, la chancellerie n'hésitera sans doute pas à faire preuve d'une certaine fermeté. Les surveillants sont soumis à un statut

spécial qui leur interdit le droit de grève, et, en cas de refus de service, le ministère, qui ne veut pas prendre le risque d'une explosion pénitentiaire, se chargera sans doute de le leur rappeler.

ANNE CHEMIN

(1) Le projet de budget 1992, qui prévoit la création de 571 emplois, accorde 400 postes à l'administration pénitentiaire : 208 pour l'achèvement du programme de construction de 13 000 nouvelles places de prison lancé sous Alain Chalon, 72 pour l'ouverture du centre de détention de Borgo, en Haute-Corse, et 120 pour renforcer les équipes des établissements pénitentiaires existants. A ces 400 postes, s'ajoutent 200 emplois en « surnombre » qui constituent une « avance » sur le budget 1991.

EN BREF

□ L'affaire Boulin renvoyée devant la cour d'appel. — La famille de Robert Boulin a fait appel, mercredi 25 septembre, de l'ordonnance de « non-lieu à poursuivre » rendue par le juge Laurence Vichnievsky, qui a conclu au suicide de l'ancien ministre en 1979 (le Monde daté 22-23 septembre). Selon M. René Boyer, conseil de la famille, cette thèse, « fondée essentiellement sur des lettres dont l'authenticité est suspecte », est contredite par des éléments tels que la position du corps, des fractures faciales et l'absence de vase sur les chaussures de l'ancien ministre, alors qu'aucune reconstitution de la « noyade » n'a été effectuée.

□ Une publicité de Marie Brizard interdite. — M. Patrice Maynial, vice-président du tribunal de Paris, statuant en référé à la demande de l'Association nationale de prévention de l'alcoolisme (ANPA), a interdit, mardi 24 septembre, à la société bordelaise Marie Brizard et à trois magazines, Paris-Match, Télérama et le Nouvel Observateur, de poursuivre la diffusion d'une publicité pour

cer alcool. Le juge des référés a assorti cette interdiction d'une astreinte de dix francs par exemplaire publié à compter de sa décision.

□ Le père d'un cascadeur de huit ans condamné à trois mois de prison avec sursis. — La cour d'appel de Nancy (Meurthe-et-Moselle) a condamné, mercredi 25 septembre, à trois mois de prison avec sursis et 3 000 francs d'amende M. Luc Appourchaux, trente et un ans, un cascadeur dont le fils Mikael, âgé de huit ans, avait, en août 1990, réalisé un numéro très périlleux. Poursuivi pour « exécution d'un travail dangereux par enfant de moins de seize ans et travail clandestin », M. Appourchaux avait été condamné, en première instance, à un mois de prison ferme, par le tribunal correctionnel de Verdun (le Monde du 18 août 1990).

□ Le procureur de Paris demande la dissolution de l'association Mater Cordis. — M. Jean-Claude Lautru, substitut du procureur de la République de Paris, a demandé, mercredi 25 septembre, au tribunal de grande instance de Paris de prononcer la dissolution

Pour avoir refusé d'inscrire des enfants d'immigrés en maternelle

Le maire de Montfermeil condamné à 20 000 francs d'amende

M. Pierre Bernard, maire (divers droite) de Montfermeil (Seine-Saint-Denis), a été condamné, mercredi 25 septembre, à 20 000 francs d'amende par la dix-septième chambre du tribunal correctionnel de Paris pour avoir refusé l'inscription d'enfants d'immigrés à l'école maternelle lors des rentrées de 1988 et 1989. M. Bernard, qui avait déjà été condamné pour discrimination raciale pour des faits comparables, devra aussi payer 2 000 francs de dommages-intérêts à chacune des six associations antiracistes qui s'étaient portées partie civile (le Monde du 5 juillet).

Le parquet avait requis deux mois de prison et une amende. Le

tribunal a jugé qu'il existait « un droit à la scolarisation pour les enfants des classes maternelles » et précisé que « le maire d'une commune n'apprecie pas librement l'opportunité d'accepter ou de refuser l'inscription des enfants en classe maternelle ».

Le maire, qui avait justifié son attitude par la volonté de « casser un ghetto », a décidé de faire appel. Deux députés RPR de Seine-Saint-Denis, MM. Robert Pandraud, ancien ministre de la sécurité, et Eric Raoult, ont tenu à lui réaffirmer leur soutien et ont proposé de lancer une souscription pour régler l'amende de 20 000 francs ainsi que les dommages et intérêts.

de l'association Mater Cordis, créée, le 30 mai dernier, dans le but d'aider les couples sériles qui ont choisi la maternité de substitution comme moyen de procréation. Le tribunal, présidé par M. Jacqueline Cochard, rendra son jugement le 23 octobre. Le Parquet de Paris a requis cette dissolution suivant la demande faite par le ministre de la justice le 26 juillet dernier (le Monde du 27 juillet).

□ Remise en liberté de plusieurs clandestins. — Le tribunal correctionnel de Versailles a remis en liberté, jeudi 26 septembre vers 2 heures du matin, seize des vingt-neuf immigrés illégaux qui comparaissaient depuis la veille au soir après l'opération de contrôle menée l'avant-veille dans les foyers Sonacotra de La Verrière et d'Elancourt (Yvelines) (le Monde du 26 septembre). Les avocats de Versailles réunis en collectif pour défendre les immigrés en situation irrégulière ont soulevé plusieurs cas de nullité. Huit prévenus ont ainsi bénéficié de la disposition du code de procédure pénale, qui, dans le cadre de la comparution

immédiate, oblige à juger le jour même fixé par le procès-verbal de comparution, soit le 25 septembre avant minuit. A 0 heure, le tribunal n'était plus saisi pour huit prévenus qui ont été libérés, comme l'avaient été huit autres personnes pour défaut d'interprète ou parce qu'ils présentaient des garanties suffisantes de représentation.

□ L'éviction du secrétaire général du SNIP des CRS. — Le tribunal des référés de Paris a jugé irrégulier, le 24 septembre, le récent congrès extraordinaire du Syndicat national indépendant du Professionnel (SNIP) des CRS, affilié à la Fédération autonome des syndicats de police (FASP, majoritaire dans la police en tenue), à l'occasion duquel le secrétaire général de ce syndicat, M. Elie Puigmal, avait été évincé (le Monde du 14 septembre). C'est ce qu'a indiqué ce dernier le 25 septembre. M. Puigmal, auquel il avait été reproché par ce congrès « de mélangier le corporatif et le politique » et d'être trop proche du directeur du service central des CRS, avait été remplacé M. Joaquim Massanet.

TOUT EST PERMIS



GAGNER DES VACANCES A VIE* ET DES MILLIERS DE CADEAUX, PROFITER DE SUPER REPRISES ET DE CREDITS EXCEPTIONNELS, NOCTURNES JUSQU'A 22 H LE JEUDI 26 SEPTEMBRE.

*Une période de vacances en multipropriété pendant 99 ans pour partir chaque année en famille pendant 2 semaines sur la côte Sud espagnole (valeur 100 000 F).



CITROËN

LES JOURS FOUS CITROËN DU 26 SEPTEMBRE AU 7 OCTOBRE

UN HORS-SERIE DE

le nouvel Observateur LA CIVILISATION DU SEX-SHOP

Où le sexe est-il libéré, où est-il réprimé ?

Plus que jamais le sexe est au cœur des combats politiques et des bouleversements de société.

Vingt ans après la libération de la femme et après dix ans de sida, les plus grands écrivains et journalistes dressent l'état des mœurs sous toutes ses latitudes et révèlent les nouvelles guerres du sexe.

EN VENTE PARTOUT 40 F

SOCIÉTÉ

Dans un rapport

Le Conseil économique et social préconise une réforme des allocations familiales

Le Conseil économique et social, il y a dix ans (le Monde du 3 juin 1981), préconisait déjà une politique familiale liée à l'enfant lui-même (et reposant sur des aides destinées à compenser la charge qu'il procure) confirme ses options. Dans un rapport rendu public, mercredi 25 septembre, il plaide, notamment, pour un aménagement et une réévaluation des allocations familiales à partir d'un indicateur social (coût moyen d'entretien et d'éducation de l'enfant) qu'il suggère de créer. Il souligne également, avec insistance, la nécessité de prendre de nouvelles mesures permettant de concilier vie familiale et vie professionnelle : un nouveau congé parental à la naissance du troisième enfant, un congé paternité rémunéré, une modulation de l'allocation parentale d'éducation.

Le CES, à qui le gouvernement a demandé de vérifier « la cohérence et l'efficacité » du dispositif d'aide aux familles, reconnaît l'importance des prestations visant une redistribution sociale et liées à des conditions de ressources, comme l'aide aux parents isolés ou le revenu minimum d'insertion. Il suggère toutefois une modification de leur mode de calcul.

Actuellement, les allocations familiales sont prises en compte dans l'évaluation des ressources de la famille et le montant des prestations varie selon la taille de celle-ci. Le Conseil économique et social propose de ne plus inclure les allocations familiales dans les ressources et de ne pas tenir compte du nombre de personnes au foyer.

Les propositions du CES peuvent être regroupées en quatre catégories : celles qui visent à compenser les charges familiales, celles qui aident à concilier la vie familiale et la vie professionnelle,



les aides au logement et, enfin, les modes de financement.

Pour mieux compenser les charges familiales, le Conseil estime qu'il faudrait revoir complètement le mode de calcul des allocations familiales et créer un indicateur social appelé « coût moyen d'entretien et d'éducation de l'enfant » qui tiendrait compte de l'âge de l'enfant, de son rang au sein de la famille (le deuxième enfant coûtant relativement moins que le premier et le troisième bien plus que les deux autres), et du revenu des parents.

Extension du congé parental

Le CES pense qu'il serait possible, à court terme, d'harmoniser les conditions d'accès à l'allocation rentrée scolaire (ARS), à l'allocation pour jeune enfant (AJE) et au complément familial en alignant le plafond de ressources exigé pour l'ARS à celui fixé pour les deux autres prestations. Il demande de repousser à vingt ans le limite d'âge pour le versement des allocations familiales quand l'enfant n'est toujours pas inscrit dans la vie active et vit dans sa famille. Et il réclame une réévaluation de l'allocation de soutien familial pour bénéficier beaucoup de parents isolés. Il estime, en revanche, qu'il ne faudrait pas compter une demi-part supplémentaire dans le calcul des impôts des parents isolés (sauf en cas de veuve, séparation judiciaire et abandon). Le Conseil considère en effet que cette possibilité favorise le concubinage au détriment du mariage quand il y a des enfants.

A moyen terme, le Conseil propose que les majorations en fonction de l'âge soient appliquées à l'aîné d'une famille de deux enfants, ce qui n'est pas le cas actuellement; que le versement des allocations familiales continue avec le dernier enfant; que le complément familial soit transformé en majoration des allocations familiales pour les familles de trois enfants ayant plus de trois ans; et, que le montant et les

conditions d'accès aux bourses d'étudiants soient réévaluées.

La conciliation entre la vie familiale et la vie professionnelle passe, aux yeux du CES, par le maintien intégral du salaire des femmes pendant leur congé maternité (ce qui n'est pas encore le cas) et par l'extension du droit au congé parental d'éducation à toutes les entreprises de plus de cinquante salariés. Le Conseil considère qu'il faudrait accorder au père ou à la mère un congé pouvant s'élever à six jours par enfant pour gérer ces derniers lorsque les parents sont malades. Enfin, constatant que les familles rencontrent un nombre croissant de difficultés avec l'activité du troisième enfant lorsque les deux parents travaillent, il plaide pour la création d'un congé parental de six mois ajoutant au congé maternité mais pouvant être pris aussi bien par le père que par la mère.

Rappelant que la plus forte demande des parents concerne la garde des enfants après l'école, les rapporteurs soulignent une intensification de la campagne en faveur des contrats enfance (soutien de la Caisse nationale des allocations familiales aux projets de modes de garde) et un « développement » des aides individuelles compensant les frais de garde. Ils se déclarent également favorables aux actions menées en direction des entreprises pour inciter à aider leurs salariés pour la garde de leurs enfants (création de tranches ou d'un « crédit mode de garde » que l'entreprise remettrait aux salariés).

En ce qui concerne les aides au logement, et plus particulièrement à l'accès à la propriété, le CES préconise pour une suppression de l'APL (aide pour le logement) qui est dépendante de l'évolution des revenus de la famille ainsi que du nombre et de l'âge des enfants. Il propose en remplacement, une bonification des taux d'intérêts des emprunts.

Les membres du Conseil invitent les pouvoirs publics à développer un partenariat entre les différents financeurs possibles, publics ou privés. Ils rappellent également que, selon le dernier rapport de la Commission des comptes de la Sécurité sociale, l'excédent de la branche famille serait de l'ordre de 6 milliards en 1991 et de près de 11 milliards en 1992. Ils demandent que cet excédent soit réellement attribué à la famille et ne serve pas, comme c'est le cas actuellement, à couvrir des frais qu'ils qualifient d'« autres ».

Le Conseil ne manque pas de rappeler, en conclusion, qu'une véritable politique familiale touche tous les domaines de la vie quotidienne et qu'elle a été donnée à la mission qui lui a été confiée, à la réalisation des équipements sociaux.

CHRISTIANE CHOMBEAU

NUCLÉAIRE

Dans le Haut-Rhin

Découverte d'une anomalie « importante » sur un réacteur de la centrale de Fessenheim

Un défaut a été constaté sur un réacteur de la centrale de Fessenheim (Haut-Rhin), dans une soudure du circuit secondaire reliant un générateur de vapeur à la turbine de production d'électricité. Cette canalisation, dans laquelle circule de la vapeur à une pression de 80 bars (quatre-vingts fois la pression atmosphérique), présente une fissure de 11 cm de long, s'enfonçant de 3 cm dans l'épaisseur (8 cm) de la conduite.

Découvert le 13 septembre à l'occasion d'une visite annuelle et du rechargement en combustible du réacteur, ce défaut a surpris par son ampleur les autorités de sûreté qui, lors d'un contrôle effectué en 1986, n'avaient pas détecté d'indice net de fissuration dans cette partie de l'installation. Cette aggravation a donc conduit la Direction de la sûreté des installations nucléaires (DSIN) à demander, outre le remplacement im-

diat de la section de tuyauterie suspecte, une inspection de l'autre réacteur de Fessenheim, Fessenheim-2, que la direction de la centrale a, par prudence, arrêté.

Bien qu'« importante », cette anomalie reste classée au niveau 2 de l'échelle de gravité nucléaire par la DSIN (1) parce qu'elle n'affecte que la troisième barrière de sûreté de l'installation. Mais les autorités de sûreté n'excluent pas que cet incident ne conduise à une réévaluation des dispositions de sûreté prises, en particulier en ce qui concerne la périodicité des inspections sur ce type de centrales. Sont notamment concernées par ces mesures les réacteurs de Bugey 2, 3, 4 et 5, les autres tranches du parc français étant d'une sûreté comparable.

(1) L'échelle de gravité comporte six niveaux. Le dernier correspond à l'incident le plus grave: celui de Tchernobyl.

M. Lalonde la mise en

ite varois ar une petit

IES PAR

PARLEMENT

MISE A PRIX

PARIS 15e

PARTEMENT

IMPORT

61, avenue P

PARTEMENT

MISE A PRIX

مكتبة ابن الأصيل

هكذا من الواجب

SOCIÉTÉ

ENVIRONNEMENT

Les assises nationales des déchets industriels

M. Lalonde veut taxer la mise en décharge

LA BAULE

de notre envoyé spécial

Les industriels et les professionnels du déchet gémissent, l'Etat menace, mais les décharges continuent à se remplir et aucune solution n'apparaît à l'horizon. Les huit cents congressistes réunis à La Baule, les 24 et 25 septembre, se sont d'abord étonnés de se retrouver si nombreux pour les premières assises nationales des déchets industriels. S'ils étaient tous au rendez-vous, c'est que la situation est devenue insupportable : sur les douze décharges de classe 1 habilitées à recevoir des déchets industriels spéciaux en France, l'une est fermée depuis 1988 pour mauvaise gestion (Montchanin, en Saône-et-Loire) et les onze autres sont au bord de la saturation. En outre, une seule (Bellegarde, dans le Gard) se trouve au sud de la Loire. « La situation est mauvaise », a reconnu M. Brice

Lalonde, ministre de l'environnement, en conclusion des assises. Pour éviter « l'asphyxie », son ministère prévoit un ensemble de dispositions qui vont être prises « avant la fin de l'année » : un décret va fixer le cadre des « plans régionaux d'aménagement », visant à créer dix centres de traitement avant l'an 2000 et à obtenir une réduction de la production de déchets industriels de 5 % par an.

Un arrêté, actuellement soumis à la signature, va interdire l'admission en décharge de classe 1 des déchets en vrac et non prétraités. Des mécanismes de compensation financière dédommageront les communes acceptant l'implantation d'une décharge de classe 1 sur leur territoire. Enfin, une taxe sera instaurée sur la tonne mise en décharge, à l'exemple de plusieurs partenaires européens.

ROGER CANS

Déclenchement du plan Polmar en Méditerranée

La côte varoise a été touchée par une petite marée noire

TOULON

de notre correspondant

La nappe d'hydrocarbure repérée dans la soirée du 21 septembre au large de Saint-Rémy a atteint, mercredi 25 septembre, les rivages de Saint-Tropez, Sainte-Maxime et Les Issambres. Compte tenu des effets du courant littoral et des prévisions météorologiques annonçant un vent d'est dominant, cette pollution menace les îles de l'Hyères et la presqu'île de Giens. Dans le même temps, des plaques d'hydrocarbure ont été repérées à 60 kilomètres au large du cap Corse, également menacé par cette marée noire. Devant la gravité de la situation le préfet maritime de la Méditerranée,

M. Michel Tripier, a annoncé le déclenchement du plan Polmar qui permet la mise à disposition de toutes les administrations travaillant en mer ainsi que le déblocage rapide des crédits pour une lutte rapide. En ce qui concerne les origines de cette pollution, l'amiral Tripier exclut tout déversement volontaire d'un pétrolier, mais retient l'éventualité d'une fausse manœuvre. Il insiste cependant sur les possibilités d'une pollution résiduelle en provenance du *Hamon* qui s'était échoué le 13 avril dernier au large du golfe de Gênes : « Les travaux de récupération de pétrole en cours ont pu, incidemment, soulever des nappes de résidus qui ont été entraînés jusqu'à nos côtes par le courant littoral. »

J. L.

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66
MINITEL 36.15 CODE A3T puis OSP

VENTE sur saisie immobilière, au Palais de Justice à PARIS
le JEUDI 10 OCTOBRE 1991, à 14 h 30 - EN UN LOT
UN APPARTEMENT de 5 P.P. à PARIS (16^e)
34, AVENUE DU PRÉSIDENT KENNEDY
et 2, avenue du Parc-de-Passy - au 1^{er} étage, droite, escal. A
UNE CHAMBRE au 1^{er} étage - CAVES au 1^{er} étage
MISE À PRIX : 4 000 000 de F
S'adresser à : M^{rs} GASTINEAU, MALANGEAU, BOITTELLÉ-COUSSEAU,
avocats associés, 2, carrefour de l'Odéon - 75006 PARIS
Tél. : 43-26-82-98 de 9 h à 12 h - Ts avocats T.G.I. PARIS

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS
le JEUDI 3 OCTOBRE 1991 à 14 h, en un SEUL LOT
APPARTEMENT de 4 P. Palais
situé au 4^e étage droite
à PARIS 15^e - 180, rue Blomet
et 35, rue Saint-Lambert
composé de : minichambre, salon, salle à manger, deux chambres, salle de bains, cuisine, débarras, W.C. - CAVES
Mise à Prix : 751 000 F
S'adresser pour renseignements à : M^{rs} François MOCCAFICO, avocat de la
SCP CONSTANS-MOCCAFICO, avocats à Paris 7^e, 4, av. Sully-Prudhomme - Tél. : 44-18-00-18 - A tous avocats près le Tribunal de Gde Inst.
de PARIS où le cahier des ch. est déposé, et sur les lieux pour visiter

Vente après liquidation au Palais de Justice de PARIS
le Jeudi 17 octobre 1991 à 14 h 30, en un seul lot,
IMPORTANTES
LOC. COMMERCIAUX 200 m² env.
à l'entresol
« boutique au rez-de-chaussée »
« PARKING au sous-sol et dans la cour »
à PARIS 11^e

61, avenue Philippe-Auguste
LIBRE - Mise à Prix : 3 000 000 de F
M^{rs} Yves TOURAULT, avocat à Paris 9^e, 45, rue de Cléry, Tél. : 48-74-45-83 -
M^{rs} Antoine CHEVRIER, liquidateur à Paris 9^e, 16, rue de l'Abbe-de-l'Épée -
M^{rs} L. BELHASSEN, liquidateur à Paris 14^e, 144, rue de Rivoli
visites : les 8, 10 et 15 octobre de 14 h à 15 h 30

Vente sur liquidation au Palais de Justice de PARIS,
le LUNDI 14 OCTOBRE 1991 à 14 heures
EN UN SEUL LOT
APPARTEMENT de 4 PIÈCES
principales, entrée, cuisine, salle de bains avec W.C., loggia
au 8^e étage du bâtiment A, à droite en arrivant par l'escalier 1 en face
CAVE - PARKING SOUS-SOL
dans un ensemble immobilier sis à
PARIS (11^e) - 55 à 59, bd de Charonne
MISE À PRIX : 850 000 F
S'adresser à : M^{rs} SAULNIER-ARRIGHI, avocats à Paris 8^e, 92, rue de Mirameil, Tél. : 43-62-17-67 - M^{rs} Roger J. CEVEAER, avocat à Paris 7^e,
13, boulevard Raspail - La SCP GASTINEAU, MALANGEAU,
BOITTELLÉ-COUSSEAU, avocats à Paris 6^e, 2, Carrefour de l'Odéon.
Sur les lieux pour visiter le VENDREDI 11 OCTOBRE 1991 de 11 h à 12 h.

RELIGIONS

Accusé de mêler les dogmes et la psychanalyse

Le théologien allemand Drewermann en procès

Marc et l'enfance de Jésus dans Luc, où l'interprétation faisait appel à la psychanalyse et à la mythologie égyptienne. Mais la controverse a publiquement éclaté en 1989 avec l'exceptionnel succès de *Kleriker* (« Clercs »), un ouvrage de 900 pages, réédité à huit reprises par la maison suisse Walter, déjà vendu à plus de 100 000 exemplaires et en cours de traduction en France.

Peur et culpabilité

Kleriker est une tentative d'explication par la psychanalyse de la vocation sacerdotale, dont Drewermann décrit le lien avec l'anxiété de la petite enfance et le rôle protecteur et maternel joué par l'institution ecclésiastique. Il touche à un sujet tabou : celui des motivations inconscientes qui président à la vocation du prêtre.

Plus largement, au nom de ce

qu'il appelle lui-même « une psychothérapie de l'ensemble du système ecclésial » (p. 854), il s'attaque, exemples à l'appui, aux vœux d'obéissance et de chasteté et critique la totale « dépersonnalisation » des clercs. Ce qui fait dire au théologien Kurt Koch, de Lucerne, que « si le magistère de l'Eglise devait retirer à Drewermann son habilitation à enseigner ou le suspendre de son office de prêtre, cela ne ferait que confirmer les thèses du livre ».

Cette mise en cause radicale de la discipline sacerdotale et d'une Église que paralyseraient les réflexes de peur et de culpabilité pose à nouveau, comme dans l'affaire Küng, la question de la liberté de parole et d'interprétation du théologien. L'enjeu de la polémique est le droit pour un théologien d'utiliser les écoles de psychanalyse dans l'interprétation de la Bible et l'interprétation des dogmes. Ainsi pour Drewermann, la virginité de

Marie n'est-elle qu'un « symbole », dont « la science ne peut tirer des conclusions biologiques ou historiques », écrivait-il à son évêque le 10 septembre dernier.

Lecteur de Freud, Jung et Kierkegaard, Eugen Drewermann n'hésite pas à dire que la plupart des dogmes reposent sur les grands symboles ou mythes produits par la conscience psychologique de l'humanité, celle-ci devenant une sorte de creuset commun à toutes les religions et facilitant leur dialogue (Drewermann recevait il y a quelques jours le dalaï-lama). En introduisant dans la science religieuse le rôle des symboles et de l'imaginaire, en proposant une formulation moins abstraite des règles de doctrine, le théologien allemand manie la poudre.

HENRI TINCO

(1) Son premier livre traduit et paru en France en 1990 est *La Parole qui tue*. Cert. 350 pages, 168 F.

Formation aux métiers de la Communication, l'Amérique en plus.

RSCG CAMPUS A SAN FRANCISCO!

Aujourd'hui la formation est une priorité économique.
Comment réagit la société civile face à ce problème :
en misant sur l'International et en jouant la Carte de l'Entreprise.

Jacques SEQUELA Président de RSCG CAMPUS et Jack FORGET de INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA (IUA) à San Francisco ont signé un accord qui donne sa vraie dimension à la formation des métiers de la Communication en France et en Europe : les étudiants de RSCG CAMPUS après leurs trois années en France peuvent dès octobre 1991 poursuivre leurs études universitaires à San Francisco avec :

L'INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA

California State Approved University-ACBSP-Public Benefit
Corporation, pour obtenir le

M.B.A. Master of Business Administration

Cet accord répond à l'ambition de RSCG CAMPUS, créé à l'initiative du groupe RSCG en 1988, de former des consultants généralistes à tous les métiers de la communication : la communication d'entreprise, la communication globale, la communication publique et les médias, mais l'Amérique en plus.

Les étudiants de RSCG CAMPUS reçoivent une formation complète et de haut niveau pendant trois ans, encadrés par des universitaires, des experts et des professionnels. Les stages sont obligatoires pour une durée totale de sept mois chez les annonceurs ou en agences tant en France qu'à l'étranger. Pour RSCG CAMPUS, cet accord avec les États-Unis est l'indispensable ouverture au monde professionnel de demain, où seules la symbiose et la complémentarité entre l'université et l'entreprise seront un gage de succès.

INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA se félicite de cet accord exclusif avec la première Université de Communication en Europe et accueillera en octobre 1991, dans ses locaux du MILL'S BUILDING situé dans le centre financier de San Francisco, le premier groupe de dix étudiants sélectionnés parmi les diplômés de RSCG CAMPUS.

Le programme de M.B.A. de L'International University of America est spécialisé en management international, tous les candidats d'Amérique, d'Asie et d'Europe doivent être titulaires d'un diplôme d'enseignement supérieur et justifier d'une expérience professionnelle ou de stages.

Diplômés de l'Enseignement Supérieur :
Informations et Sélections :
IUA

INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA
INFORMATION CENTER
17-25 RUE DE CHAILLOT
75116 PARIS TEL : (1) 40.70.14.21

La rentrée RSCG CAMPUS
a lieu en Octobre 91 :
pour tout renseignement
sur les conditions d'admission,
téléphonez au :
(1) 45.29.27.47
ou mieux, venez nous voir.



INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA
CALIFORNIA STATE APPROVED UNIVERSITY - A.C.B.P.
MASTER OF BUSINESS ADMINISTRATION
with an emphasis in International Business Management
220 Montgomery St. SAN FRANCISCO, CA. 94104

RSCG CAMPUS



RSCG CAMPUS
145 RUE JEAN JACQUES ROUSSEAU
92138 ISSY LES MOULINEAUX CEDEX

CULTURE

MUSIQUES

L'Alsace des réconciliations

Croisement sans précédent de styles et de nationalités
au Festival Musica qui pratique la continuité dans la diversité

STRASBOURG

de notre envoyée spéciale

Le Festival Musica est un grand machin qu'on aurait tort de limiter, malgré son nom, à la seule musique et, malgré sa réputation de nouveau « Royan », à la seule avant-garde « savante ». Quand nous quittons provisoirement, lundi 23 septembre, l'Antenne Bouchérie, où les bureaux se sont installés cette année, un débat y réunissait le chorégraphe Mark Tompkins, l'écrivain et metteur en scène de théâtre Anne Torrés, le musicien Marc Monnet et le peintre François Martin.

Tompkins occupe depuis trois semaines le Palais des fêtes pour y trouver l'élan d'une nouvelle « Plaque tournante », cycle itinérant et européen pour lequel une étape strasbourgeoise s'imposait. Avec les cent guitaristes électriques de Rhys Chatham, avec John King et son trio rock, avec Carole Laure (pour un unique récital), le performer américain représente l'allemande de la programmation, le pied de nez stratégique aux croulants de la musique.

Pour Anne Torrés et son *Exercice de la bataille* - réflexion sur l'art martial et le temps théâtral, pour Marc Monnet, auteur de la musique de scène, pour François Martin, scénographe du spectacle, un nouveau lieu, le Mailon, a été passagèrement colonisé. Et ce théâtre, dont une nouvelle direction (celle de Claudine Girone) entend faire un lieu régulier de création, vient s'ajouter aux églises, aux salles diverses (du conservatoire, du TNS), à l'Antenne Laiterie de Strasbourg, au

Musée des chemins de fer de Mulhouse, aux discothèques, aux appartements particuliers, à tous ces séjours que le festival gourmand investit chaque année pour multiplier ses publics et marquer sa diversité.

Et voici, cas unique de régénérescence spontanée, que Jean-Dominique Marco succède à Laurent Spielmann (qui avait lui-même succédé à Laurent Bayle) à la barre d'un festival si jeune - neuf ans ! Et voici que Spielmann, jeune homme dans le vent, mine d'idées, ancien jazzman, succède à René Terrasson aux commandes du vieil Opéra du Rhin. Et voici même coup jette une nouvelle antenne vers les plus enviables institutions : elle permettra à Musica de produire dès 1993 de l'opéra contemporain au rythme d'un ouvrage par an ; peut-être Staatsoper de Mauricio Kagel, un « projet de ville » qui impliquerait Jean-Marie Villégier et son Théâtre national. Dominique Marco parle de « l'effet multiplicateur de la musique dans la vie culturelle de la cité ».

Des dés pipés

Laurent Bayle en parlait déjà, qui réunit dès 1983 un premier réseau de partenaires solides, au service de la modernité. Successeur de Pierre Boulez à l'IRCAM depuis cet été, Laurent Bayle, après une période d'observation (on le disait brouillé avec Spielmann), s'est rendu à Strasbourg le week-end dernier. Amorce d'une antenne parisienne ? Geste évident de réconciliation.

La modernité ? Un mot sur le

papier. A Strasbourg comme ailleurs, les dés sont depuis longtemps pipés entre les néoclassiques et les postmodernes, entre l'écotisme à l'ancienne et la nouvelle simplicité.

Le programme de ce premier week-end signalait cruellement ces ambiguïtés : le *Concerto pour piano* de Bruno Maderna date de la fin des années 60. Dédié à David Tudor, il oppose côté cour, un immense jazz-band (six cors, cinq trompettes, un tuba, quatre trombones) aux cordes et aux percussions péloponnésiennes. Le pianiste déploie au milieu tout un attirail très daté d'effets spéciaux, chaque coup de couteau, de maillet, plonge dans les cordes entre deux accès de virtuosité. Debussy et Scriabine sont cités dans le mouvement lent et ses mélodies de timbres. C'est d'un jazzisme survolté et d'un impressionnisme au second degré. C'est écrit à la diable, délicieux, étonnamment inaudible. C'est guerrier, provocant, façon années 60. Jay Gottlieb peut encore y prendre au clavier un plaisir d'enfant. C'est moderne, on en jurerait.

Inscrit au même programme de l'Orchestre de Katowice, allié pour l'occasion au jazz de la Radio hollandaise, *Nekus* (composé en 1981, créé l'année suivante) montre un Xenakis toujours fidèle à sa thématique - tragique sacrificiel, références mythologiques - mais un Xenakis désireux d'émouvoir et de convaincre, démontant systématiquement par rapport aux grandes œuvres architecturales, multidimensionnelles et non narratives, des années 60-70. Qui a dit que le désir de connivence avec l'auditeur était « en guise d'humanité » un signe d'académisme ? Adorno, le marxiste. Démoté.

ANNE REY

► Prochain week-end : Klaus Huber au Musée du chemin de fer de Mulhouse (samedi 28, 21 heures) ; Amy et Radulescu à l'église Saint-Paul de Strasbourg (dimanche 29, 17 heures). L'Exercice de la bataille d'Anne Torrés au théâtre du Mailon (du 30 septembre au 6 octobre). Tél. : 88-75-19-88.

CINÉMA

Hollywood, à la folie

Triple lauréat au dernier Festival de Cannes, un film vertigineux et décapant

BARTON FINK
de Joel et Ethan Coen

Cela avait pu paraître exorbitant, l'aine d'or, prix de la mise en scène, prix d'interprétation masculine. A Cannes, au mois de mai dernier, Barton Fink des frères Coen écrasait ses concurrents, certains forts conséquents, avec une hauteur désinvolte. Plus la peine, aujourd'hui, de le comparer à d'autres, de s'attarder pour d'autres. Il est temps de juger seul, pour ce qu'il est, unique.

Barton Fink de Joel et Ethan Coen ressemble à un joyeux toboggan de fête foraine qui larguerait son passager dans une flaque de larmes, au cauchemar décapant d'un fornicateur impuissant, à un drap de satin saupoudré de poil à gratter, à tout ce qui fait rire un initié juste après son délire, à tout ce qui fait pleurer un petit garçon dans le noir. Barton Fink est un film sur la peur, sur le cinéma, sur la solitude, sur l'échec, sur Hollywood, sur la peur. C'est une comédie mortellement drôle pour qui a le bon goût d'en rire, surtout lorsque ça n'est pas drôle.

Les Coen, surdoués indépendants, ont écrit, dit-on, Barton Fink, leur quatrième long-métrage, pendant qu'une intempestive panne de créativité bloquait la réalisation de leurs deux précédents, *Milky Way* et *Red State*, deux films rodés où le chapeau d'un gangster mélancolique s'obstinait à voler entre les arbres. Bénie soit cette panne qui a permis la naissance d'un remarquable exorcisme contre la panne.

Barton Fink est un jeune dramaturge new-yorkais des années 40, qu'une pièce à contenu « social », une pièce sur « l'homme de la rue », style *Mori d'un commis voyageur* bientôt en vogue, a propulsé vers le succès. Hollywood l'appelle, désormais « le comte de sa tête appartient à Capitol Films », il est chargé d'écrire un sujet pour Wallace Beery, « social, hein, surtout social ! », et qui se passe dans les milieux du catch.

C'est tout, et il n'y arrive pas. Seul, terriblement seul avec son Underwood, Barton Fink descendra un à un tous les degrés de l'angoisse, nous entraînant doucement avec lui.

Tout est contre lui, son hôtel dont le groom a une tête de destin et le litier une tête de zombie, sa chambre dont la fenêtre ne donne sur rien, dont le papier peint est vivant et se décolle en grands lambeaux gluants, les moustiques gros comme des vampires, son ami voisin qui sanglote éperdument mais ne peut-être les femmes et lui confie une boîte qui contient, qui sait, la tête coupée d'une dame. Tout est contre lui, bientôt contre nous, tant sa paranoïa nous atteint, la lumière aveuglante de la Californie et son lit qui gémit, le producteur qui l'insulte (Michael Lerner) et le grand scénariste déchu qu'il consulte. Celui-là, (John Mahoney, qui s'est fait l'heure de William Faulkner), Hollywood l'a tué avant qu'il ne se suicide, il déguise son âme dans des chiotas de rêve, agenouillé sur un mouchoir fin. La seule qui le comprend, c'est celle qui ne dit rien, la pin-up en maillot de bain accrochée sur le mur. Lorsqu'il la regarde, il entend la mer...

Comment sortir de là ?

Comment sortir de là ? Comment écrire ? Comment vivre ? Il faut mieux mettre le feu à l'hôtel, puisque Hollywood, on l'a bien compris, c'est l'enfer ! Après ça, tout est possible, n'est-ce pas. Même que la pin-up du mur descend de la photo. Alors Barton Fink marcherait sur la plage, elle viendrait vers lui, il l'interrogerait, « Vous faites du cinéma ? », elle répondrait, « Non, non, vous êtes bête ». A ce moment précis un comédien tombe dans l'eau comme une pierre. Les meilleurs cauchemars ont une fin.

Ce n'est pas la première fois que le cinéma montre un écrivain asservi par sa machine à écrire (cf Jack Nicholson dans *Shining*, de Stanley Kubrick, auquel Barton

Fink se réfère d'ailleurs révérentieusement). Ni la première fois qu'il montre un producteur escavagiste arrimé à son cigare (de Rod Steiger dans *Le Grand Caillou*, de Robert Aldrich, à Jack Palance dans *Le Mépris*, de Nino dans *Le Dernier Nabab*, d'Elia Kazan). Ni la première fois qu'il montre les affres déprimantes d'un scénariste mercenaire : William Holden dans *Sunset Boulevard*, de Billy Wilder ne se retrouve-t-il pas carrément mort, flottant dans la piscine ? Mais l'originalité tonique des frères Coen est dans l'appropriation des archétypes, dans leur caricature nobilitée par un style visuel superbe.

Barton Fink baigne dans une lumière dorée, à la fois sinistre et allégre, tout est en même temps naturel et exagéré, les bruits amplifiés, les couleurs désertes de l'hôtel se peuplent au matin de paires de chaussures par dizaines, posées devant les portes tels des oiseaux morts, la réalité dérape en douceur comme si un somnambule glissait longuement sur une peau de banane métaphysique. Les scènes se succèdent, très décrites, très dialoguées, en un jeu de ping-pong parfaitement maîtrisé. Il n'y a jamais de foule. Il n'y a personne, en fait, que Fink face à lui-même, face aux différentes incarnations de sa frustration.

John Turturro, dans ce grand rôle de laupiste universel, rétréci comme un rat de laboratoire juvénile, les cheveux littéralement dressés sur le crâne en signe de tourmente terror, est formidable. Mais sans doute plus étonnant encore, opaque et attendrissant, son partenaire John Goodman, le voisin trop affable aux grosses mains d'étranger. Avec Barton Fink, fable fantastique, parabole drôlesque, et tout ce qu'on voudra encore extrapoler, les frères Coen, scénaristes (inspirés), producteurs (avisés), réalisateurs (combés) sont devenus grands. Le grand méchant Hollywood ne les a pas mangés.

DANIEL HEYMANN

Mozart cornélien

IDOMÉNÉE
à l'Opéra Bastille

De simples marches délimitent des espaces abstraits sur l'immense plateau. Des panneaux coulissants figurent allusivement les ruines de Troie, un plan de palais crétois. Leur rapprochement, dans l'allégresse du premier tableau, pourrait évoquer l'harmonie du monde, harmonie immédiatement fracassée par la perfidie du destin. D'immenses voiles gonflées par le vent suffisent à la fantasmagorie, monstres et ouragans. Les sujets du roi Idoménée portent perçues grand sceau, manchettes et jabots. Seul un fauteuil doré meuble l'intérieur du palais. Abondance de figurants mais (à part le ballet) pas de mimiques redondantes ni gesticulations vaines. Noblesse, hiérarchie, solennité. Le ton de cet *Idoménée* est à la tragédie, au drame cornélien.

Classique ainsi qu'on l'attendait, un rien doctoral - mais quel métier pour occuper la scène et circonvenir l'essentiel - Jean-Pierre Miquel mène son projet de début à la fin sans dévier, sans la moindre ambiguïté. Le directeur du Conservatoire d'art dramatique, qui signe pour la Bastille sa première mise-en-scène d'opéra (et qui n'a presque recueilli que des applaudissements à l'issue de la première, mercredi 25 septembre) s'est pourtant arrêté sur le personnage d'Idoménée. Peut-être poussé par la stature mythologique de Thomas Moser, par cette magnifique voix sans faiblesse ni tendresse, jamais croulée par la tristesse - voix de demi-dieu,

en vérité, - il semble avoir gommé l'aspect « père souffrant » du personnage pour le pousser vers la violence, la monstruosité cachée de quel-que Saturne dévorant ses enfants.

Jamais on n'aura vu à la Bastille distribution d'un tel niveau, aussi homogène, d'une telle solidité, d'une telle force dramatique à l'arrivée. Les timbre d'Idamante (le ténor Donald Kaasch) ne dit peut-être pas assez la jeunesse, l'intrépidité, la passion, l'abandon. Mais Ila (Nicola Focile) et Electre (Inga Nielsen) sont bien deux rivales, voix immatérielles pour la première, voix passant avec duplicité de l'innocence à la noirceur pour la petite sœur d'Oréste. Arabe (le très jeune Marcus Haddock) est le confident d'Idoménée. Ténor comme lui, il parvient - et ce n'est pas facile - à exister à ses côtés. Tout n'est pas également habité dans ce que fait Thomas Moser, mais ses vocalises sont impeccables (c'est la version viennoise, la plus ornée, que l'on joue ici). Et le phrasé belcantiste de son premier récital accompagné restera inoubliable.

Le chef - Myung-Whun Chung en sa maison - est l'autre héros de cette production. Quelle besogne accomplie, en effet, pour que les cordes chantent (presque) à l'unisson, pour que les chœurs tiennent de tels pianissimos ! Les solos de hautbois, de cor, de basson, réjouissent l'âme. Tempos lents, pour une direction amoureuse de l'œuvre mozartienne.

ANNE REY

► Onze représentations jusqu'au 26 octobre, 19 h 30. Tél. : 47-42-53-71.

CALENDRIER
DES ADMINISTRATEURS
DE CONCERTS

ABBAYE DE ROYAMONT (Val-d'Oise)
Samedi 22 septembre à 20 h
Rena : (1) 34-85-05-50 (p. Mandel Musique)

PERGOLESE
LO FRATO
'NNAMORATO
Orchestre Baroque de la Communauté européenne dir. R. Goodman

DEMAN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde SANS VISA

ORCHESTRE NATIONAL
BORDEAUX-AQUITAINE
ALAIN LOMBARD

SAISON 91/92 AU THÉÂTRE
NATIONAL DE CHAILLOT
6 octobre 1991 - 15 heures
LOMBARD/R. PASQUIER

Berg
Concerto à la mémoire d'un ange
Mahler : Cinquième symphonie

RENSEIGNEMENTS : 47 27 81 15

DANSE

Au septième ciel

Soirée de rêve avec Lucinda Childs

Décollage en douceur avec *Rhythm Plus*, création toute fraîche, sur des pages pour claviers de Ligeti et de Ferrarini joue à gauche de l'avant-scène, tout feu tout flamme, Elisabeth Chojnacka (elle est russe, et après ?). Des danseurs turquoises, légers, décidés. Des enchaînements fluidissimes de mouvements simples, empruntant souvent au vocabulaire classique (mais qui, aujourd'hui, résiste à cette tentation ?) ; des lignes élémentaires qui vont bientôt s'enchevêtrer sans cesse d'être lisibles.

Et Lucinda, belle comme un bouquet russe sous la neige, énigmatique comme un chat égyptien. Lucinda, son mini-chignon décalé sur la nuque et son dos triangulaire, quelle nous laissera longuement admirer, à la fin, immobile sous l'évanouissement de la lumière, Lucinda ou la marche considérée comme un des beaux-arts.

Septième ciel avec *Dance*, qui fut créé en 1979 et que la Biennale de Lyon 90 (« An American Story ») a gratifié d'une bande-son toute neuve. La perfection absolue et le ravissement que procure sa contemplation : pas un geste, pas un son, pas une seconde à retrancher ou à ajouter - pendant cinquante-cinq minutes. Comment élaborer-ton, à trois ou quatre, un chef-d'œuvre ? Enfantin : Phil Glass compose une musique répé-

litive, radieuse comme lui seul sait en écrire. Sol Lewitt filme les danseurs et les projette sur un écran de tulle tendu au premier plan ; Christina Ginnail les a vêtus de T-shirts et pantalons tout blancs. Et Lucinda Childs construit sa chorégraphie sur une seule cellule de base (des petits sauts sur un pied puis d'une jambe sur l'autre, en tournant, bras souplement arondis ou étendus à l'horizontale), limitant rigoureusement les trajectoires à des traverses frontales du plateau dans la première partie, des diagonales et des cercles dans les deux suivantes.

Mais sous l'apparence d'une répétition infinie, hypnotisante, se cachent mille nuances, variations infinitésimales trop rapides et subtiles pour qu'on puisse jurer les avoir remarquées, perceptibles cependant dans une semi-conscience et tenant le spectateur en haleine. La danse mène avec son image un dialogue volubile, le film montrant les danseurs à des échelles ou sous des angles variés. Dans leurs parcours géométriques, ces blanches mouettes fantomatiques nous rappellent quelque chose... Ne sont-elles pas les sœurs modernes des Ombres de la Bayadère, des Willis de Giselle ou des cygnes du Lac ?

SYLVIE DE NUSSAC

► Théâtre de la Ville, jusqu'au 28 septembre, 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77.

Le Monde
PHILATELISTES SEPTEMBRE 1991
L'Officiel de la philatélie
LE TRENTIÈME ANNIVERSAIRE
DU TRAITE SUR L'ANTARCTIQUE
• France : tous les timbres de la rentrée.
• Cartes postales : les poubelles.
• Histoire postale : le travail.
• Télécartes et cinécartes.
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Dans la tête de Turturro

Pour composer son personnage de Barton Fink, John Turturro s'est inspiré d'un livre de Michael Gold écrit dans les années 30, les *Juifs désargentés*, et a pris pour modèle Clifford Odets, dramaturge politiquement engagé, cofondateur du Group Theatre, scénariste à Hollywood qui a tiré de son expérience le *Grand Caillou*, mélo social des années 50.

« Il n'avait pas fait sa première communion, mais son père avait pris des photos « comme si », explique John Turturro. Il a fait partie de la gauche radicale, jusqu'au moment où il a coopéré avec la Commission des activités anti-américaines. C'est ainsi, il l'a fait. Barton Fink en sera peut-être capable. »

Le scénario sur lequel s'écrit Barton Fink - une histoire pour Wallace Beery - John Turturro l'a écrit, lui-même donné un titre : *The Bury Man*, (« le Maître ») ; par amour, son héros, un catcheur trop sensible, devient champion. Il se marie, mais sa femme le trompe. Le cœur brisé, il lui tord le cou : « D'abord, dans un long monologue il accuse sa femme de ne l'avoir jamais compris. Un physique de brute ne signifie pas que l'on n'a rien d'autre à donner. »

Un statut de salaud idéal

Etre dépassé par son image, John Turturro connaît. Né à Brooklyn, élevé à Queens, fils d'un mignon italien et d'une chanteuse de jazz, son type méditerranéen allié à son accent des faubourgs de New-York le cantonne d'abord dans les rôles « ethniques » : il est chef indien dans *Vol au-dessus d'un nid de coucou*, mafioso pour Michael Cimino dans *Le Scorpion*, comique trouper d'un cabaret mexicain pour Susan Seidelman - Recherche Susan désespérément - joueur de billard pour Scorsese - le *Couleur de l'argent*. Le théâtre lui offre des rôles plus intéressants. Doubleur de John Malkovich dans *Le Mort d'un commis voyageur*, d'Arthur Miller, il joue

ensuite *Des souris et des hommes*, de Steinbeck (pièce qu'aurait pu écrire Barton Fink) et *Danny and the Deep Blue Sea*, de John Patrick Shanley, scénariste de *Clair de lune*.

Son rôle de psychopathe amoureux de Jodie Foster dans *Five Corners* lui apporte un statut de salaud idéal. Il devient un des acteurs-fétiches de Spike Lee, qui l'engage dans *Do the Right Thing*, *Jungle Fever*, *Mo'Better Blues*. Plus les frères Coen le choisissent pour être le gangster juif, homosexuel et geignard, de *Miller's Crossing*.

Avec Spike Lee, Turturro dit qu'il improvise du dialogue, avec les frères Coen, qu'il avance des idées. Et, de l'avis de tous, il est, parmi les acteurs américains, celui qui saisi le mieux les caractères physiques - coiffure, démarche, attitudes - de ses rôles. Normal qu'il vienne de jouer *Arturo Ui* - la prise de pouvoir par Hitler, transposée dans le Chicago des gangsters - puisque, en effet, Brecht signale l'évolution des personnages par des changements progressifs de comportements. Mais il a mis du temps, dit-il, pour arriver à Barton Fink.

« J'ai moi-même écrit, je sais ce que c'est de s'enfermer quatre mois dans une pièce, d'avoir mal au crâne, de s'étendre à même le plancher. On ne se rend pas compte à quel point c'est déshabillant. La tête domine le corps, qui se recroqueville, s'efface. Pour Barton, les choses ont commencé à se mettre en place pendant les répétitions. Je me suis trouvé marchant les pieds en dedans, le reste a suivi ; les épaules se sont effaissées, je n'étais plus qu'un front. »

HENRI BÉHAR

هكذا من الامل

CULTURE

CINÉMA

Une Mongolie en or



Urga, de Nikita Mikhalkov. Les paysages sont superbes, les enfants sont beaux et les adultes aussi, et les costumes tout autant : le souffle des grands espaces et l'exotisme sont les meilleurs atouts de la fable racontée par le cinéaste des Yeux noirs. A partir d'une anecdote de comédie (comment le berger des steppes mongols s'en fut à la ville acheter des préservatifs), Mikhalkov trouve la formule magique qui mêle intimisme et écran large, chronique et onirisme. Elle lui a valu le Lion d'or au récent Festival de Venise. Narquois souvent, sentimentalement parloir, toujours habile, il tire de la rencontre entre une famille asiatique près de quitter son mode de vie traditionnel et un brave chauffeur russe toutes les ressources d'un face-à-face souriant, émouvant et métaphorique.

THÉÂTRE

« En voilà du propre ! »

Genèse d'une pièce de Genet, reprise par Alain Ollivier

LES BONNES au Studio-Théâtre de Vitry

« J'en ai assez d'être la religieuse sordide et sans Dieu, sans famille. J'en ai assez d'avoir un journeau comme autel », dit Claire.

Claire et Solange sont les Bonnes, de Jean Genet. C'est la nuit, Madame est dehors, les deux domestiques apprennent par un coup de téléphone que le bon ami de Madame vient de sortir de prison. Claire et Solange vivent un délire, une cérémonie sauvage, revêtent des robes d'apparat de Madame, l'imitent, puis lui préparent une tasse de tilleul empoisonné pour la tuer lorsqu'elle rentrera.

La pièce de Genet, les Bonnes, fut créée par Louis Jouvet le 19 avril 1947. Tous les caractères décrits par Genet, jusqu'à cette date, dans le Condamné à mort, l'Enfant criminel, Haute Surveillance, Notre-Dame-des-Fleurs, etc., l'auteur les connaissait, avait partagé leurs jours. Mais des « Bonnes », il n'avait eu l'occasion d'en rencontrer ni à l'Assistance publique, ni chez ses parents nourriciers du Morvan, ni dans les casernes, ni dans les prisons.

La source la plus probable des Bonnes est le fait divers, qui occupa beaucoup la « une » des journaux en 1933, des sœurs Papin, Christine et Léa Papin, deux sœurs de vingt-huit et vingt et un ans, étaient bonnes chez une femme seule, fortifiée. Le soir du 2 février 1933, Madame et sa fille étaient sorties, l'une des deux sœurs eut un faux mouvement qui

fit sauter les fusibles : elles se retrouvèrent dans le noir. Ce qui déclencha une crise. Quand la mère et la fille rentrèrent, les sœurs Papin en firent un carnage, commençant par leur arracher les yeux, puis les seins, le ventre. Plus tard, elles nettoyaient soigneusement les outils de l'assassinat, et allèrent se coucher l'une dans les bras de l'autre en se répétant : « En voilà du propre ! »

Ces mots « en voilà du propre ! » pourraient être de Genet, cela ressemble tout à fait à des phrases échappées aux garçons qui bavent Notre-Dame-des-Fleurs et Miracle de la rose. Bien des éléments du crime des sœurs Papin se retrouvent dans les Bonnes, mais en fin de compte, c'est l'une des Bonnes qui boit la tasse empoisonnée : suicide, et non meurtre.

Jean Genet a suivi, comme tout le monde, l'histoire des sœurs Papin. Il a probablement lu, entre autres, les reportages du journal Détective, dans la pièce, Solange dit : « J'ai vu Madame découvrir que nous faisions Détective. » Et pourquoi Genet, qui lisait beaucoup, dans toutes les circonstances, n'aurait-il pas lu l'article de Jacques Lacan dans la revue Minotaure de 1933 : *Motifs du crime paranoïaque* ? Lacan y dit notamment que « les délirés de deux sont parmi les formes les plus anciennement reconnues de psychoses ».

L'autre source des Bonnes, c'est Jean Cocteau. La pièce est entièrement infusée des idées et des paroles de Jean Cocteau. Un détail : Genet connaissait la chanson de Cocteau, *Anna la Bonne* :

« Et moi, je suis Anna la Bonne, Je suis Anna, celle qu'on sonne. »

Lorsque Jean Genet rencontra, pour la première fois Jean Cocteau, le 15 février 1943, à l'Hôtel du Louvre, il lui récita entièrement le poème *Le Fil de l'air*, qui n'existait pas inconnu, mais que Cocteau avait enregistré sur un disque Ultraphone. Cocteau y dit par exemple :

Il dort. Il rêve. Il tombe au fond d'un encier. Il se réveille, et croit que c'est un autre rêve.

Deux vers qui évoquent de très près la conscience de Jean Genet écrivant poèmes et romans en prison, « contre » et « par » la prison.

Un feu essentiel

Enfin, la structure particulière des Bonnes, le choix d'un théâtre de signes non naturalistes, d'un théâtre de cérémonie, doit beaucoup au passé lointain d'enfant de chœur de Genet. C'est dans une lettre accompagnant la réédition des Bonnes en 1958 chez Barbezat que Genet écrit : « Le plus haut drame moderne s'est exprimé pendant deux mille ans et tous les jours dans le sacrifice de la messe. Sous les apparences les plus familières — une croûte de pain, on y dévore un dieu. Théâtralement, quand le prêtre, ayant dans la patène découpé l'hostie, la reconstruit et la mange, dans sa bouche l'hostie craque. » Or les fidèles, dans la nef, sont trop loin, mais les enfants de chœur, agenouillés dans le dos du prêtre, entendent distinctement, c'est vrai, l'hostie

craquer. Et ce signe concret, profane, et très frappant, ce signe de la « représentation » d'une pensée et d'un acte millénaires, est l'exemple même, pour Genet, du signe théâtral.

Les Bonnes sont jouées à présent sous la direction d'Alain Ollivier dans son Studio-Théâtre de Vitry. L'interprétation de Genet implique des choix de transfert, de décalage. Par exemple, Jean-Marie Patte, en 1971, fit jouer Solange et Claire par deux garçons aux crânes rasés vêtus, « en bas », en parachutistes, et, « en haut », en religieux. A Vitry, Alain Ollivier a choisi de faire interpréter les Bonnes par deux très jeunes femmes qui n'ont pas une pratique longue de la scène et qui accomplissent un jeu savant de transpositions de voix et de gestes avec une fraîcheur qui a une allure de culte primitif : c'est très beau, et cela ressemble beaucoup à Jean Genet lui-même, à sa gentillesse simple, pure.

Ce Studio-Théâtre d'Alain Ollivier à Vitry est aujourd'hui l'un des peu nombreux foyers spirituels de l'art du théâtre, qui maintient, envers et contre tout, un feu essentiel, comme est celui, justement, des petites lampes rouges au-dessus de l'autel. Longue survie, longue vie, à ce lieu, d'une architecture simple, chaleureusement habitée !

MICHEL COURNOT

Studio-Théâtre de Vitry-sur-Seine, 18, avenue de l'Insurrection. Tél. : 46-81-75-50. Jusqu'au 28 septembre.

Au carrefour des mondes

Niels Arestrup nous fait découvrir un auteur et un conte philosophique surprenant

ÉCRIT SUR L'EAU au Théâtre de la Renaissance

Dans un grand manteau de peintre, un homme, plutôt avenant même s'il peut être parfois autoritaire, dessine. Gardien, guide d'un monde entre deux mondes, ni tout à fait la terre ni tout à fait le ciel, sorte de pinguin suspendu, qu'il commande sans partage, il accueille de très jeunes gens qui viennent de quitter la vie et doivent pourtant commencer à vivre. Ensemble, ils viennent de partout : une Japonaise, une Africaine, une métisse canarienne, une Française, un Arabe, un Indien. Ils parlent chacun leur langue, les autres pourtant les comprennent. Tous s'apprennent à vivre, en tableaux qui se succèdent sur un rythme rapide, les principaux moments de leur vie terrestre, ceux qu'ils ont vraiment vécus et ceux qu'ils auraient pu vivre.

Le peintre-gardien met en scène leur petite enfance, leur adolescence, la découverte qu'ils ont faite du désir, de la haine, de la colère, de l'amour, de la maturité, de la vieillesse qu'ils n'ont pas eu le temps de connaître. Entre quelques rochers, un point d'eau, sous les coups d'un temps capricieux,

ces jeunes gens découvrent enfin que le monde, l'histoire des sœurs Papin, il a probablement lu, entre autres, les reportages du journal Détective, dans la pièce, Solange dit : « J'ai vu Madame découvrir que nous faisions Détective. » Et pourquoi Genet, qui lisait beaucoup, dans toutes les circonstances, n'aurait-il pas lu l'article de Jacques Lacan dans la revue Minotaure de 1933 : *Motifs du crime paranoïaque* ? Lacan y dit notamment que « les délirés de deux sont parmi les formes les plus anciennement reconnues de psychoses ».

Écrit sur l'eau est un spectacle qui réunit toutes les possibilités du théâtre : un texte, des voix, une musique, une chorégraphie dans des décors et des lumières irréprochables. A chaque poste, Niels Arestrup, interprète principal, metteur en scène et producteur, s'est entouré des meilleures compétences. L'auteur, qui a travaillé avec le metteur en scène et les acteurs au fur et à mesure de l'élaboration du spectacle, s'appelle Eric-Emmanuel Schmitt. Philosophe diplômé de Normal Sup, il livre ici un premier texte qui s'attache aux situations les plus simples pour les transfigurer aussitôt en théâtre de la pensée, sans peur aucune du mythe, de la référence savante. C'est souvent très beau, même si le texte ouvre tant de portes en même temps qu'il nous donne parfois le vertige et l'impression d'être confrontés à un précis de vulgarisation philosophique un peu bâtif.

Niels Arestrup a retrouvé pour l'occasion une fraîcheur, une attention à ses partenaires, une efficacité de jeu qu'on ne lui avait pas

connues de longtemps. Anti-Faust qui aurait offert son âme au Bon Dieu, il est le chef de troupe qui donne à des comédiens pour la plupart peu expérimentés et très différents (Passas Diop, John Arnold, Karim Troussi, Tomoko Yokomitsu, Belinda Becker et Eva Jonesco) un relief surprenant, une cohésion indéniable. Cohésion encore renforcée par le travail des gestes et des corps mené avec la chorégraphe Karine Saporta. Quand les mots n'y suffisent plus, les acteurs s'animent sur les rythmes et les sons créés par Jean-Jacques Lemêtre (excellent compositeur des musiques des *Atrides*, d'Ariane Mnouchkine). Ils paraissent alors voler au-dessus du décor minéral de Daniel Sciara, dont le bel onirisme est subtilement éclairé par André Diot.

Écrit sur l'eau, éloge de la différence, conte de la tolérance, spectacle atypique et risqué, est l'une des bonnes nouvelles de la rentrée sur les scènes privées. Il ne ressemble à rien. Enfant du théâtre d'images, c'est une sorte de réplique moderne, actuelle, naïve au fil des Jos de Sartre, intrusion de la

world culture à un endroit où on ne l'attendait pas.

OLIVIER SCHMITT
Théâtre de la Renaissance.
Du lundi au samedi à 21 heures.
Tél. : 42-08-18-50. Durée : 1 h 25. De 70 F à 180 F.

Opéra comique
ALBERT SARFATI présente
du 16 au 27 OCT. 1991
Opéra de Chambre de Moscou
Direction et mise en scène BORIS POKROVSKI
en alternance
"LE NEZ" de GOGOL
Musique de CHOSTAKOVITCH
SOIRÉE MOZART
Le Directeur de Théâtre Bastien et Bastienne
Location Opéra Comique rue Marivaux
FNAC • VIRGIN MEGASTORE • AGENCES • 36 15 CODE THEA
et par tél. 42 86 88 83

DANSE
MATHILDE MONNIER
LOUIS SCLAVIS
FACE NORD
création pour 8 danseurs et 4 musiciens
LOC. 42 74 22 77
2 PL. DU CHATELET PARIS 4^e

GRAND PALAIS
avenue Winston-Churchill
FIGURATION CRITIQUE 91
de 11 heures à 19 heures jusqu'au 30 septembre
DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde SANS VISA

L'ASTRADUL
Association des Traducteurs
Diplômés de l'Université de Londres
Vous propose une équipe de traducteurs
FRANÇAIS et ANGLAIS
Tél. : 45-79-41-66 - 45-55-92-94 - 45-78-75-80
B.P. 225.07 - 75327 Paris Cedex 07
Siège social : Institut britannique de Paris

FIAC 91
5/13 OCTOBRE
PARIS-GRAND PALAIS
MICHEL COURNOT
Studio-Théâtre de Vitry-sur-Seine, 18, avenue de l'Insurrection. Tél. : 46-81-75-50. Jusqu'au 28 septembre.

FESTIVAL D'AUTOMNE A PARIS
LUCINDA GILDS
JE SUIS VALERE NOVAKOVA
PÈRE UBU
BORISLAV TCHAKUNOV
LES ENFANTS TANNER
AGOTA KRISTOF
JEANNE CHAMPAGNE
THÉÂTRE GÉRARD PHILIPS SAINT-DENIS

AGENDA

PARIS EN VISITES

VENDREDI 27 SEPTEMBRE

« Sept des plus vieilles maisons de Paris », 10 h 30, métro Hôtel-de-Ville, 2, rue des Archives (Paris Aurore).

« Hôtels et église de l'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Pont-Marie (M-C. Lasserre).

« Jardins et hôtels de la rue du Bac », 14 h 30, métro Rue-du-Bac (Paris pittoresque et insolite).

« Promenade dans le quartier chinois », 14 h 30, métro Porte-de-Chaillot (M-C. Lasserre).

« La cathédrale Notre-Dame. Histoire et symboles de l'architecture et de la sculpture gothique », 14 h 30, devant le portail central (Arts et casters).

« Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Réunion du Passé).

« Le quartier de la plaine Monceau », 14 h 45, métro Monceau (V. de Langlade).

« Appartements royaux du Louvre et vie quotidienne des rois et reines de France », 14 h 45, métro Palais-Royal, terre-plein central (M. Banassat).

« Saint-Denis-du-Saint-Sacrement, une « basilique romaine » au cœur de Paris », 15 heures, 68 bis, rue de Turenne (Monuments historiques).

« Les salons de l'Arsenal », 15 heures, 1, rue de Sully (D. Bouchard).

« La franc-maçonnerie », 15 heures, 16, rue Cadet (P-Y. Jasson).

« Saint-Roch et son quartier », 15 heures, métro Pyramides (Ludovic-Visites).

« Le Panthéon », 14 heures, entrée, place du Panthéon (Paris et son histoire).

« Patricia Brignone », 19 heures, Musée national d'art moderne (Centre Georges-Pompidou).

CONFÉRENCES

11 bis, rue Kepler, 20 h 15 : « Les pouvoirs dynamiques de la pensée ». Entrée gratuite (Loge unie des théosophes).

LE MONDE diplomatique

Septembre 1991

- **LA FIN DU POUVOIR COMMUNISTE EN URSS** : Reconstruire, par *Ignacio Ramonet*. - Les batailles à venir, par *Jean-Marie Chauvier*. - M. Gorbatchev et l'essence de la perestroïka, par *Moshe Lewin*. - M. Boris Eltsine et l'ordre nouveau, par *Amnon Kapeliouk*. - Le chaudière des nationalismes, par *Marc Ferro*. - Sous l'œil de Washington, par *Paul-Marie de La Gorce*.
- **CHINE** : A Pékin, ruraux et citadins en quête d'enrichissement, par *Jean-Louis Rocca*.
- **ÉCONOMIE** : BCCL, la banque à abattre, par *Frederic F. Clairmonte*. - Comment éviter la mondialisation de la pauvreté ?, par *Michel Chossudovsky*. - L'évangile de la compétitivité, par *Riccardo Petrella*.

En vente chez votre marchand de journaux : 18 F

Le Monde PLANTU

LE PRÉSIDENT HIP HOP!



L'ALBUM 91

La sélection de ses meilleurs dessins

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX OU PAR CORRESPONDANCE

BON DE COMMANDE : PLANTU

NOM _____ PRÉNOM _____

ADRESSE _____

CODE POSTAL _____ LOCALITÉ _____

PAYS _____

FRANCE (métropole uniquement) _____ Nombre d'ex. : _____ X 52 F (port inclus) = _____ F

DOM-TOM et ÉTRANGER _____ Nombre d'ex. : _____ X 57 F (port inclus) = _____ F

Bulletin et règlement à retourner à :
Le Monde - Service vente au numéro - 15, rue Falguère, 75001 PARIS CEDEX 15 - FRANCE.

SPECTACLES

JEUDI 26 SEPTEMBRE

EXPOSITIONS

Centre Georges-Pompidou

Place Georges-Pompidou (42-77-12-33). T.J. et mar. de 12 h à 22 h, sam., dim. et jours fériés de 10 h à 22 h.

OUVRAGES EDF : DESIGN INDUSTRIEL ET PAYSAGES. Centre d'information CCI. Jusqu'au 27 octobre.

LA PHOTOGRAPHIE EN MIETTES II. Photographie masquée. Galerie du Forum - rez-de-chaussée. Jusqu'au 3 novembre.

RIEDEL DE PARADE DE PICASSO. Salle d'actualité jeunesse. Jusqu'au 18 novembre.

ALDO ROSSI PAR ALDO ROSSI. Galerie du CCI. Jusqu'au 30 septembre.

Musée d'Orsay

1, rue de la Harpe (40-49-49-14). Mar., ven., sam., mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 21 h 45, dim. de 9 h à 18 h. Fermé le lundi.

CARPELUX : DESSINS DES COLLECTIONS DU MUSÉE DE VALENTIEN. Salle d'actualité jeunesse. Jusqu'au 15 octobre.

GRAVURES SCANDINAVES DE LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 15 octobre.

MUNCH ET LA FRANCE. Entrée : 30 F. Du 26 septembre au 5 janvier 1992.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris

11, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. et lun. et jours fériés de 10 h à 17 h 30, mar. jusqu'à 20 h 30.

EL ISSITZKY. Entrée : 30 F. Jusqu'au 13 octobre.

Musées

L'ATELIER D'ARY SCHEFFER. Musée de la vie romantique - maison Rongier-Schneider, 16, rue Chapultepec (45-74-85-38). T.J. et lun. de 10 h à 17 h 45. Entrée : 18 F. Jusqu'au 5 janvier 1992.

LA BELLE ÉPOQUE DES UNIFORMES 1880-1900. Musée de l'armée, hôtel national des Invalides, salle d'honneur, place des Invalides (45-56-37-70). T.J. de 10 h à 17 h. Entrée : 27 F (prix d'entrée du musée). Du 29 septembre au 25 octobre.

CHEFS-D'ŒUVRE RETROUVÉS. Monnet, Monistrol et Renard. Musée Marmonat, 2, rue Louis-Boilly (42-24-07-02). T.J. et lun. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 30 septembre.

DE L'IMAGE À L'IMPRIMERIE. Palais de la Découverte, pourtour de la rotonde, av. Franklin-Roosevelt (43-55-18-21). T.J. et lun. et jours fériés de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 30 novembre.

DES VESSIES ET DES LANTERNES. Centre national de la photographie, Palais d'Orsay, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J. et mar. de 10 h à 18 h.

9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. Du 26 septembre au 5 novembre.

EN BATEAU. 150 ans de photographie de batailles, activités navales et vie maritime. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (43-55-18-21). T.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Jusqu'au 14 novembre.

PARIS-HAUSMANN. Le pari d'Haussmann. Pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Morland (42-76-33-97). T.J. et lun. de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 5 janvier 1992.

PICASSO, JEUNESSE ET GENÈSE. Dessins 1893-1905. Musée Picasso, hôtel Selé, 5, rue de Thorigny (42-71-25-21). T.J. et mar. de 9 h 15 à 17 h 15, mar. jusqu'à 22 h. Entrée : 33 F. Jusqu'au 26 novembre.

REPARAIRE DE RÈVES. Myrtil et Gilles Anouilh, Isaac Fomosa, Bruno Carret. Musée Rodin, hôtel Biron, 77, rue de Varenne (47-05-01-34). T.J. et lun. de 10 h à 17 h. Entrée : 20 F. Du 1^{er} octobre au 28 décembre.

RETROSPECTIVE GARY WINOGRAND. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Du 26 septembre au 5 novembre.

JEAN-MARC TINGAUD, INTÉRIEURS. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Du 26 septembre au 5 novembre.

TREMPLIN POUR DES IMAGES. N. TREMPIN, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J. et mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F. Du 26 septembre au 5 novembre.

Centres culturels

GUILLAUME APOLLINAIRE, SES LIVRES ET SES AMIS. Bibliothèque historique de la Ville de Paris, hôtel de Lamolins, 24, rue Paré (43-55-44-44). T.J. et dim. et jours fériés de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 10 octobre.

ART SESSION 91. 40 artistes et la lutte contre le sida. Espace Glauser, 35-71. T.J. de 11 h à 20 h. Jusqu'au 30 septembre.

LE CADRE ET LE BOIS DORÉ À TRAVERS LES SIÈCLES. 160^e photographie, bois de Boulogne, route de Stains (45-01-20-10). T.J. de 11 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 10 novembre.

DIVERSITÉ LETTRISTE. Galerie 1900-2000, 8, rue Bonaparte (43-25-84-20). Jusqu'au 28 septembre.

BERNARD DUFOUR. La Belle Nullesse. Galerie Beaubourg, 23, rue du Renard (42-71-20-50). Jusqu'au 12 octobre.

RAOUL DUFY. Galerie Fanny Guillon-Lafayette, 4, avenue de Messine (45-63-62-00). Jusqu'au 10 octobre.

VIRGINIA DWAY. New York, les années 60 et 70. Galerie Montalme, 38, avenue Montaigne (47-23-32-35). Jusqu'au 16 novembre.

EXPOSITION DE PEINTURE PAR TEMPS DE CRISE. Galerie Di Meo, 43, rue de Saintonge (43-54-10-58). Jusqu'au 16 novembre.

SEAMUS FARRELL. Galerie Sylvana Lorenz, 13, rue Chapon (48-04-53-02). Jusqu'au 10 octobre.

FRANÇOIS FIEDLER. Galerie Adrien Mesquita, 42-48, rue du Bac (45-48-48-99). Jusqu'au 12 octobre.

JOSEPH KURHAJEC. Galerie du Jour (42-53-43-40). Jusqu'au 19 octobre.

GARY HILL. 3, rue Houdart (40-33-95-55). Jusqu'au 19 novembre.

JOSEPH KURHAJEC. Galerie des Arcs (42-78-05-77). Jusqu'au 19 octobre.

GUTTFRIED HONEGGER. Galerie Gilbert Brownstone et Cie, 9, rue Saint-Gilles (42-78-43-21). Jusqu'au 14 octobre.

ALAIN JACQUET. Galerie Jousse-Seguin, 32-34, rue de Charonne (47-00-32-33). Jusqu'au 19 octobre.

DONALD JUD-FREDERICK MATYS. Galerie Lelong, 13, rue de l'Écluse (45-63-13-18). Jusqu'au 26 octobre.

ANSELME KIEFER. Galerie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple (42-71-05-30). Jusqu'au 22 octobre.

JÜRGEN KLAUKE. Galerie Claudine Papillon, 59, rue de Turenne (40-29-86-90). Jusqu'au 19 octobre.

GEORGES KOSKAS. Galerie Jean Rancart, 16, rue de Seine (43-25-63-93). Du 26 septembre au 23 novembre.

JOSEPH KURHAJEC. Galerie Caroline Corra, 14, rue Guénégaud (43-54-57-57). Jusqu'au 12 octobre.

EUGÈNE LEROY. Galerie Profès, 38, rue de Seine (43-25-21-45). Du 26 septembre au 24 octobre.

FRANÇOIS LETAILLEUR, GÉRARD PHILIPPE BROUIN, ROLAND SARTRE. Galerie de Paris, 5, rue du Pont-de-Lodi (43-25-42-53). Jusqu'au 5 octobre.

THOMAS LOCHER. Galerie Anne de Villepion, 11, rue des Tournelles (42-78-32-24). Jusqu'au 12 octobre.

26 septembre au 9 novembre.

ARCHÉOLOGIE CHINOISE ET LIVRES DE WU DE CHUN. Galerie Jacques Barère, 13 et 36, rue Mazarine (43-26-57-51). Jusqu'au 30 octobre.

ART CONTEMPORAIN SOVIÉTIQUE. Galerie Fardeh-Cadot, 77, rue des Archives (42-78-08-36). Jusqu'au 14 octobre.

ARTE CONCRETO INVENCIÓN ARTE MADR. Peintures - sculptures (1945-1953). Galerie Lahumières, 88, bd de Courcelles (47-53-03-95). Jusqu'au 2 novembre.

BAROU. Galerie Krier, 50, rue Mazarine (43-26-57-51). Jusqu'au 14 octobre.

MICHAËL BASTON. Galerie Alain Blondel, 4, rue Aubry-le-Boucher (42-78-06-57). Jusqu'au 19 octobre.

FRANÇOIS BERTHAULT. Galerie Sylvie Bruley, 27, rue de l'Université (40-15-00-53). Du 26 septembre au 26 octobre.

DIDIER BOUSSARIE. Galerie Guy Crété, 121, rue Vieille-du-Temple (42-72-52-52). Du 1^{er} octobre au 18 novembre.

GILBERT BOYER. La collection de peintures. Galerie du Centre, 14, rue Beaubourg (42-78-06-62). Jusqu'au 12 octobre.

MARTIN BRADLEY. Galerie Samy Vargès, 5, rue Saint-Amand (42-77-19-07). Jusqu'au 30 octobre.

COLETTE BRUNSWIG. Galerie Chaperon, 13, rue de la Harpe (42-73-05-05). Jusqu'au 19 octobre.

BERNARD DESCHAMPS. Galerie La Galvayrolle, 18, rue Keller (48-07-44-41). Jusqu'au 18 octobre.

MARC DEVADE. Galerie Jacques Bailly, 38, avenue Montaigne (43-55-09-18). Du 26 septembre au 10 novembre.

DIVERSITÉ LETTRISTE. Galerie 1900-2000, 8, rue Bonaparte (43-25-84-20). Jusqu'au 28 septembre.

BERNARD DUFOUR. La Belle Nullesse. Galerie Beaubourg, 23, rue du Renard (42-71-20-50). Jusqu'au 12 octobre.

RAOUL DUFY. Galerie Fanny Guillon-Lafayette, 4, avenue de Messine (45-63-62-00). Jusqu'au 10 octobre.

VIRGINIA DWAY. New York, les années 60 et 70. Galerie Montalme, 38, avenue Montaigne (47-23-32-35). Jusqu'au 16 novembre.

EXPOSITION DE PEINTURE PAR TEMPS DE CRISE. Galerie Di Meo, 43, rue de Saintonge (43-54-10-58). Jusqu'au 16 novembre.

SEAMUS FARRELL. Galerie Sylvana Lorenz, 13, rue Chapon (48-04-53-02). Jusqu'au 10 octobre.

FRANÇOIS FIEDLER. Galerie Adrien Mesquita, 42-48, rue du Bac (45-48-48-99). Jusqu'au 12 octobre.

JOSEPH KURHAJEC. Galerie du Jour (42-53-43-40). Jusqu'au 19 octobre.

GARY HILL. 3, rue Houdart (40-33-95-55). Jusqu'au 19 novembre.

JOSEPH KURHAJEC. Galerie des Arcs (42-78-05-77). Jusqu'au 19 octobre.

GUTTFRIED HONEGGER. Galerie Gilbert Brownstone et Cie, 9, rue Saint-Gilles (42-78-43-21). Jusqu'au 14 octobre.

ALAIN JACQUET. Galerie Jousse-Seguin, 32-34, rue de Charonne (47-00-32-33). Jusqu'au 19 octobre.

DONALD JUD-FREDERICK MATYS. Galerie Lelong, 13, rue de l'Écluse (45-63-13-18). Jusqu'au 26 octobre.

ANSELME KIEFER. Galerie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple (42-71-05-30). Jusqu'au 22 octobre.

JÜRGEN KLAUKE. Galerie Claudine Papillon, 59, rue de Turenne (40-29-86-90). Jusqu'au 19 octobre.

GEORGES KOSKAS. Galerie Jean Rancart, 16, rue de Seine (43-25-63-93). Du 26 septembre au 23 novembre.

JOSEPH KURHAJEC. Galerie Caroline Corra, 14, rue Guénégaud (43-54-57-57). Jusqu'au 12 octobre.

EUGÈNE LEROY. Galerie Profès, 38, rue de Seine (43-25-21-45). Du 26 septembre au 24 octobre.

FRANÇOIS LETAILLEUR, GÉRARD PHILIPPE BROUIN, ROLAND SARTRE. Galerie de Paris, 5, rue du Pont-de-Lodi (43-25-42-53). Jusqu'au 5 octobre.

THOMAS LOCHER. Galerie Anne de Villepion, 11, rue des Tournelles (42-78-32-24). Jusqu'au 12 octobre.

32-24). Jusqu'au 12 octobre.

ROBERT LONGO. Galerie Gordon Pim & fils, 1, rue Keller (47-00-21-98). Jusqu'au 16 octobre.

MARCELLE LOUBCHANSKY. Galerie Carole Brimont, 25, rue de Valenciennes (42-56-40-90). Jusqu'au 26 octobre.

MAX NEUMANN. Galerie Vidal-Saint-Pierre, 10, rue du Trésor (42-78-05-03). Jusqu'au 17 octobre.

ANTON OLSVANG. Galerie Fardeh-Cadot, 77, rue des Archives (42-78-08-36). Jusqu'au 14 octobre.

ED PASCHKE. Galerie Derrins Sponer, 6, rue Jacques-Callot (43-54-78-41). Jusqu'au 2 novembre.

MICHAËL PELONIE. Galerie Berny-Fugère, 27, rue de Charonne (48-07-07-78). Jusqu'au 15 octobre.

ANTON OLSVANG. Galerie Fardeh-Cadot, 77, rue des Archives (42-78-08-36). Jusqu'au 14 octobre.

PORTAIT DE L'ARTISTE. Images des peintres 1800-1890. Galerie Hebdot & Co, 137, rue du Faubourg-Saint-Hippolyte (42-88-54-53). Jusqu'au 9 novembre.

FRANÇOIS QUARDON. Galerie Pradel, 10, rue de Lappe (45-08-52-50). Jusqu'au 19 octobre.

BERNARD QUESNIAUX. Galerie Guyenc Bailly, 47, rue de Lappe (47-00-52-10). Jusqu'au 19 octobre.

RENCONTRES. 50 ans de collages. Galerie Claudine Lussman, 11, rue Quincampoix (42-77-78-03). Du 26 septembre au 31 octobre.

GERHARD RICHTER. Galerie Durand-Jodet, 28, rue de Lappe (45-08-52-50). Jusqu'au 12 octobre.

DAVID ROBBINS. Galerie Claire Burris, 16, rue de Lappe (43-55-36-90). Jusqu'au 12 octobre.

DAVID ROW. Galerie Thaddeus Roper, 7, rue Delbellemme (42-72-06-00). Jusqu'au 18 octobre.

TOMMY SEIKE. Galerie Agathe Gaillet, 3, rue du Pont-Louis-Philippe (42-77-36-24). Jusqu'au 12 octobre.

CHRISTOPHE CUIZIN. Galerie Bernard Deschamps, 18, rue Keller (48-07-44-41). Jusqu'au 18 octobre.

MARC DEVADE. Galerie Jacques Bailly, 38, avenue Montaigne (43-55-09-18). Du 26 septembre au 10 novembre.

DIVERSITÉ LETTRISTE. Galerie 1900-2000, 8, rue Bonaparte (43-25-84-20). Jusqu'au 28 septembre.

BERNARD DUFOUR. La Belle Nullesse. Galerie Beaubourg, 23, rue du Renard (42-71-20-50). Jusqu'au 12 octobre.

RAOUL DUFY. Galerie Fanny Guillon-Lafayette, 4, avenue de Messine (45-63-62-00). Jusqu'au 10 octobre.

VIRGINIA DWAY. New York, les années 60 et 70. Galerie Montalme, 38, avenue Montaigne (47-23-32-35). Jusqu'au 16 novembre.

EXPOSITION DE PEINTURE PAR TEMPS DE CRISE. Galerie Di Meo, 43, rue de Saintonge (43-54-10-58). Jusqu'au 16 novembre.

SEAMUS FARRELL. Galerie Sylvana Lorenz, 13, rue Chapon (48-04-53-02). Jusqu'au 10 octobre.

FRANÇOIS FIEDLER. Galerie Adrien Mesquita, 42-48, rue du Bac (45-48-48-99). Jusqu'au 12 octobre.

JOSEPH KURHAJEC. Galerie du Jour (42-53-43-40). Jusqu'au 19 octobre.

GARY HILL. 3, rue Houdart (40-33-95-55). Jusqu'au 19 novembre.

JOSEPH KURHAJEC. Galerie des Arcs (42-78-05-77). Jusqu'au 19 octobre.

GUTTFRIED HONEGGER. Galerie Gilbert Brownstone et Cie, 9, rue Saint-Gilles (42-78-43-21). Jusqu'au 14 octobre.

ALAIN JACQUET. Galerie Jousse-Seguin, 32-34, rue de Charonne (47-00-32-33). Jusqu'au 19 octobre.

DONALD JUD-FREDERICK MATYS. Galerie Lelong, 13, rue de l'Écluse (45-63-13-18). Jusqu'au 26 octobre.

ANSELME KIEFER. Galerie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple (42-71-05-30). Jusqu'au 22 octobre.

JÜRGEN KLAUKE. Galerie Claudine Papillon, 59, rue de Turenne (40-29-86-90). Jusqu'au 19 octobre.

GEORGES KOSKAS. Galerie Jean Rancart, 16, rue de Seine (43-25-63-93). Du 26 septembre au 23 novembre.

JOSEPH KURHAJEC. Galerie Caroline Corra, 14, rue Guénégaud (43-54-57-57). Jusqu'au 12 octobre.

EUGÈNE LEROY. Galerie Profès, 38, rue de Seine (43-25-21-45). Du 26 septembre au 24 octobre.

FRANÇOIS LETAILLEUR, GÉRARD PHILIPPE BROUIN, ROLAND SARTRE. Galerie de Paris, 5, rue du Pont-de-Lodi (43-25-42-53). Jusqu'au 5 octobre.

THOMAS LOCHER. Galerie Anne de Villepion, 11, rue des Tournelles (42-78-32-24). Jusqu'au 12 octobre.

Périphérie

CHATELAIN-MALABRY. Chateaubriand et le Sentiment de la nature. Maison de Chateaubriand - la Vallée-aux-Loges, 97, rue Chateaubriand (47-02-58-51). T.J. et lun. de 14 h à 17 h. Jusqu'au 22 décembre.

CLAMART. Ruggero Pazzi, Gertrude Schenck. Galerie (45-34-22-53). Ven., sam., dim. de 14 h à 18 h et sur rendez-vous. Entrée : 20 F. Jusqu'au 12 janvier 1992.

CORBEIL-ESSONNES. Gérard Duchêne. Centre d'art contemporain, 15, rue Ferry (60-88-92-00). T.J. et lun. de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 18 h 30, dim. de 18 h à 19 h. Du 29 septembre au 10 octobre.

ÉBLOUEN. Livres du comté, bibliothèque d'Anne de Montmorency. Musée national de la Renaissance, château d'Écouen (39-90-04-04). T.J. et mar. de 9 h 45 à 12 h 30 et de 14 h à 17 h. Jusqu'au 16 décembre.


IVRY-SUR-SEINE. Anne et Patrick Poirier. Chapelle de l'hôpital Charles-Fabry, 7, av. de la République (49-60-25-09). Ven. de 18 h 22 h, sam. de 13 h à 20 h. Du 27 septembre au 29 septembre. Daniel Pomeroy. Salle Voltaire, 5, place Voltaire (49-60-25-06). Ven. de 17 h à 22 h, sam. et dim. de 13 h à 20 h. Du 27 septembre au 29 septembre. Ernest Pignon-Ernest. Théâtre d'Ivry, 1, rue Simon-Denis (49-60-25-06). Sam. de 17 h à 22 h, sam. et dim. de 13 h à 20 h. Du 27 septembre au 29 septembre.

LEVALLOIS-PERRET. Sergel Volkov. La Base, 6 bis, rue Vergniaud (47-58-43-00). Ven. de 18 h 22 h, sam. de 13 h à 20 h. Du 27 septembre au 29 septembre.

NEUILLY-SUR-MARNE. Anselme Box-Vives. L'Arcane, château Guérin, 48, av. du Général-de-Gaulle (43-60-62-73). T.J. et lun., mar., de 14 h à 18 h. Du 26 septembre au 2 décembre.

SAINT-REMY-LES-CHEVREUSE. Genèse d'une sculpture. Le monument dédié à Michel Servet par Joseph Bernard, 1905-1911. Fondation de Coubertin, domaine de Coubertin (30-55-59-55). T.J. et lun. et mar. de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 11 novembre.

FORMIDABLE !



LE PRESTIGIEUX CABARET DE PARIS

30 H DINER CHAMPAGNE ET REVUE 160 F
22 H ET 24 H CHAMPAGNE ET REVUE 430 F
PRIX NETS - TAXES ET SERVICE COMPRIS

MONTMARTRE • PLACE BLANCHE
82 BOULEVARD DE CLICHY • 75018 PARIS
RESERVATIONS : 01 44 00 00 15 ET 01 44 00 00 16
FAX : 42 23 02 00

➔ ANNUAIRE ÉLECTRONIQUE 11

فكرنا من الأصل

ÉCONOMIE

M^{me} Aubry dénonce les « faux débats »

Suite de la première page

« Ce n'est pas le moment de diviser les Français comme le font certains avec l'immigration ou d'autres sur les faux chômeurs. Nous devons au contraire nous mobiliser dans la lutte contre le chômage et tout faire pour créer des emplois nouveaux.

Il est inadmissible de faire porter la suspicion sur des centaines de milliers de chômeurs qui vivent des situations difficiles, en faisant un amalgame avec des situations qui n'ont rien à voir.

En France, pour être inscrit à l'ANPE, il faut être disponible et à la recherche effective d'un emploi. C'est le demandeur lui-même qui en fait la déclaration. Or il y a des gens qui ne remplissent pas ces deux conditions, soit qu'ils travaillent en fait, soit qu'ils ne veulent pas travailler et refusent l'emploi ou le stage qui leur est proposé, pour continuer à bénéficier de l'indemnisation. Ceux-là sont des fraudeurs, il faut les sanctionner. C'est ce que j'ai décidé de faire, en renforçant les effectifs de contrôleurs qui en sont chargés et en incitant les agents de l'ANPE à la vigilance.

Il y a ensuite des insuffisances propres au système. Ainsi, il y a des demandeurs d'emploi qui travaillent de temps en temps, quelques jours dans le mois, et qui ne déclarent pas de peur de perdre leur indemnité ou leur inscription à l'agence. Nous devons améliorer les règles concernant ces activités réduites, pour qu'elles favorisent

mieux qu'aujourd'hui ceux qui travaillent, même à temps partiel, par rapport à ceux qui restent au chômage. Il faut également simplifier les procédures de déclaration. L'Etat et les partenaires de l'assurance-chômage y travaillent.

De même, certains s'inscrivent au chômage dans l'espoir de bénéficier d'avantages sociaux particuliers : leur inscription n'est pas justifiée d'abord par la recherche d'un emploi. A nous de veiller à ce que les dispositifs sociaux ne passent pas par une inscription préalable comme demandeur d'emploi.

Amalgame inadmissible

Enfin, il y a tous ceux qui ne recherchent plus véritablement d'emploi, parce qu'ils sont découragés, qu'ils sont en plein désarroi, et n'ont plus confiance dans leur capacité à en trouver. Ce sont les plus fragiles. Les agents de l'ANPE doivent les conseiller, les mobiliser, pour qu'ils prennent des initiatives, qu'ils reprennent activement leurs recherches. On doit faire en sorte que le demandeur d'emploi soit un véritable chercheur d'emploi : il faut parfois même le bousculer pour cela, mais c'est lui rendre service.

Il est inadmissible de faire un amalgame entre ces différents demandeurs d'emploi. Pour ceux qui fraudent, nous devons appliquer les règles du contrôle avec rigueur, sans état d'âme, et dans le strict respect de la loi. Dans

d'autres cas, ce sont les règles qu'il faut améliorer pour les rendre plus claires et incitatives. Enfin, pour tous les autres, qui sont les plus nombreux, il faut les aider comme nous aidons tous ceux qui cherchent chaque jour effectivement un emploi.

Mais comprenons-nous bien : on n'aura pas fait un pas supplémentaire pour lutter contre le chômage parce que l'on aura radié ceux qui ne remplissent pas les critères d'inscription comme demandeurs d'emploi. On aura simplement appliqué les règles sans lesquelles aucun système de solidarité ne peut exister : c'est pourquoi nous nous devons d'être fermes.

On aura ainsi fait la preuve que l'immense majorité des demandeurs d'emploi le sont réellement, que la mobilisation de tous doit se faire en leur faveur et que les efforts demandés aux salariés et aux entreprises pour financer leur indemnisation sont justifiés.

Il n'en reste pas moins que la situation de l'immense majorité des chômeurs s'explique tout simplement par la difficulté de trouver du travail. Que comptez-vous faire pour les différentes catégories d'entre eux ?

Pour ceux-là, nous avons une véritable politique de l'emploi. Nous n'avons pas perdu de temps depuis l'annonce, le 3 juillet, des grands axes de notre politique de l'emploi.

Notre priorité est tout d'abord de rechercher partout où ils existent, les emplois disponibles. Cet été, nous nous sommes attaqués au fameux problème moineaux évoqué de l'inadéquation entre l'offre et la demande d'emploi, qui provoque des difficultés de recrutement dans les entreprises. Département par département, les pré-

fets ont travaillé avec les professions pour connaître les emplois disponibles, par métier et par qualification. Nous les cernons mieux maintenant, mais il reste beaucoup à faire dans certains secteurs pour les recenser précisément. Dès octobre, les premières formations adaptées vont se mettre en place.

L'ANPE est mobilisée depuis la rentrée pour aider les PME confrontées à des difficultés de définition de leurs besoins et de recrutement. Plusieurs dizaines de milliers d'entreprises ont été contactées et une réponse adaptée est apportée à leur demande.



Aujourd'hui, nous devons inciter à la création d'emplois dans les services aux personnes. Chacun sait qu'il existe en la matière des besoins non satisfaits : garde d'enfants ou de malades, présence auprès des personnes âgées, personnel de maison... Ce sont de vrais emplois qui améliorent la qualité de vie des familles. Le premier ministre va prochainement annoncer les conditions d'aide financière aux ménages pour créer un maximum d'emplois.

D'autre part, le rapprochement de la formation et de l'emploi est engagé : le crédit-formation désormais consolidé conduit les jeunes vers une qualification utile à l'emploi, les formations industrielles vont se développer grâce à une meilleure prise en charge des coûts de fonctionnement et une politique de qualité de l'offre de formation est recherchée.

Les publics les plus fragiles

Dès ce trimestre, le développement de l'abandon sera relancé avec la mise en œuvre de l'accord des partenaires sociaux du 3 juillet. Nous montrons actuellement des opérations avec des professions particulières (métallurgie, bâtiment, artisanat...), avec les régions et l'éducation nationale pour lutter ensemble contre les freins à l'alternance : la dévalorisation des emplois industriels, l'absence de tuteurs suffisants dans les entreprises, la difficulté de trouver des jeunes motivés et adaptés... Nous avançons, les résultats ne vont pas tarder.

Troisième approche : une politique de l'emploi ne peut laisser au bord de la route les publics les plus fragiles ; en 1992, le programme d'insertion des chômeurs de longue durée est reconduit, tandis que les entreprises d'insertion et les associations intermédiaires seront mieux aidées pour accueillir les jeunes dans les situations les plus difficiles. Nous sommes aidés en cela par les entreprises et les professions qui se sont engagées, dans la Fondation entreprise et insertion.

Par ailleurs, nous avons fait en sorte que, pour les jeunes sans qualification, le chemin vers l'emploi ne ressemble plus à un parcours du combattant. Désormais, dans chaque bassin d'emploi - il y en a plus de quatre cents en France - existe un carrefour jeune qui accueille les jeunes, les oriente et définit avec eux, après un bilan professionnel, un parcours individualisé devant les mener à l'emploi. Beaucoup d'entre eux vont pouvoir se qualifier ; d'autres souhaitent d'abord trouver un emploi. Le gouvernement va les aider en facilitant leur embauche dans les entreprises par une exonération de charges sociales, qu'il ne faut pas confondre avec l'instauration d'un SMIC-jeunes.

En raison de l'aggravation de la situation de l'emploi, le régime d'assurance-chômage va mal. Pensez-vous devoir intervenir dans l'immédiat ?

L'assurance-chômage est gérée par les partenaires sociaux. Depuis lundi, ils discutent des solutions à

apporter au déficit prévisible du régime, environ 7 milliards de francs en 1991. Ces discussions me paraissent s'engager sur des questions de fond posées à l'UNEDIC. Je suis persuadée qu'elles permettront de rechercher la meilleure utilisation des cotisations des salariés et des employeurs et d'assurer ainsi la pérennité du régime.

Le recours systématique des « intermittents du spectacle » aux indemnités de l'assurance-chômage est-il nouveau, mis en cause, notamment par le CNPF, qui réclame un traitement particulier (le Monde du 25 septembre). Vous associez-vous au concert des critiques ?

Abordons ce sujet calmement. Les travailleurs du spectacle ont droit, comme tous les salariés, à un revenu de remplacement lorsqu'ils sont au chômage. La particularité de leur métier, et notamment le caractère d'intermittence de leur activité, justifie l'existence d'un régime particulier au sein de l'UNEDIC. Pour autant, les règles choiques, qui sont négociées par les partenaires sociaux, devraient permettre l'indemnisation des périodes réellement chômées, être socialement justes et ne pas prêter le flanc à des détournements.

Propos recueillis par ALAIN LEBEAUE

Financement du logement : le rapport Lebègue est rendu public

M. Daniel Lebègue, directeur général de la BNP, chargé au mois de février par M. Michel Rocard d'un rapport sur le financement du logement en France, a rendu public, mercredi 25 septembre, la version définitive de son travail. Ce document reprend les éléments contenus dans le pré-rapport publié au mois de juin (le Monde du 20 juin) et en approfondit d'autres : il préconise des mesures fiscales propres à relancer l'investissement locatif en France, une modulation des aides au logement social et le développement du crédit immobilier à taux variable. Nombre de ces mesures ont déjà été retenues par le ministre chargé du logement, M. Paul Quilès, dans le cadre du budget 1992 et dans celui du plan de soutien du bâtiment (le Monde du 19 septembre).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Cette annonce paraît à titre d'information

Septembre 1991



REPUBLIQUE DE FINLANDE

FRF 3,000,000,000

9,25 % à 10 ans

Prix d'émission : 98,80 %

Banque Nationale de Paris

Caisse des Dépôts et Consignations

Crédit Commercial de France
Dresdner Bank
Morgan Stanley International
Société GénéraleABN AMRO
Crédit Agricole
Daiwa Europe Limited
IBJ International LimitedCrédit Lyonnais
J.P. Morgan & Cie S.A.
Paribas Capital Markets Group
UBS Phillips & Drew Securities LimitedBanque Bruxelles Lambert S.A.
Crédit Suisse First Boston France S.A.
Deutsche Bank
Nomura International

Swiss Bank Corporation



DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS
Tél. : 48 00 20 20 - Téléc. : DROUOT 642 260
Informations téléphoniques permanentes
en français et anglais au : 48 00 20 17
Compagnie des commissaires-priseurs de Paris
Sauf indications particulières, les expositions auront lieu
la veille des ventes, de 17 h à 19 h. * Exposition le matin de la vente.
Régles D.S.P., 64, rue La Boétie, 75008 PARIS. 45 63 12 66.

LUNDI 30 SEPTEMBRE

S. 3 - 11 h et 14 h Estampes. - M^{me} MILLON, ROBERT. M^{me} WILKES et M^{me} Bonafous-Murat, experts.
S. 4 - Estampes modernes. - M^{me} PESCHETEY-BADIN, FERRIEN.
S. 10 - Tab., bib., mob., ARCOLE (M^{me} OGER, DUMONT).

MARDI 1^{er} OCTOBRE

S. 9 - Tableaux, meubles, objets d'art. - M^{me} LENORMAND, DAYEN.
S. 11 - Tab., bib., mob. - M^{me} BOISGIRARD.
S. 15 - Tableaux, bibelots, mobilier. - M^{me} ROGÉON.

MERCREDI 2 OCTOBRE

S. 7 - Tableaux anciens, objets d'art et de très bel ameublement. - M^{me} DE CAGNY.

JEUDI 3 OCTOBRE

S. 1 - Tableaux et mobilier anciens. ARCOLE (M^{me} OGER, DUMONT).
S. 13 - Tableaux, bibelots, meubles. - M^{me} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
S. 14 - Monnaies, objets d'art d'Extrême-Orient, mobilier, bijoux. - M^{me} DELORME.
S. 16 - Bons meubles. Objets mobiliers. - M^{me} ADER, TAJAN.

VENDREDI 4 OCTOBRE

S. 2 - Tab., bib., mob. ARCOLE (M^{me} OGER, DUMONT).
S. 4 - Archéologie. - M^{me} BOISGIRARD.
S. 13 - Affiches d'Océ-Mer. - M^{me} LENORMAND, DAYEN.

ADER, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.
BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.
DE CAGNY, 4, rue Drouot (75009), 42-46-00-07.
DELORME, 14, avenue de Messine (75008) 45-62-31-19.
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (société) 42-81-50-91.
LENORMAND, DAYEN, 12, rue Hippolyte-Louis (75009), 42-81-50-91.
MILLON, ROBERT, 19, rue de la Grange-Batelière (75009) 48-00-99-44.
OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 42-46-96-95.
PESCHETEY-BADIN, FERRIEN, 16, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-88-38.
ROGÉON, 16, rue Milton (75009), 48-78-81-06.

HIPPODROME DE VINCENNES
MERCREDI 2 OCTOBRE à 14 h 30
VENTE LE VESQUE
M^{me} MILLON, ROBERT, commissaires-priseurs.

مكتبة ابن الأصل

ÉCONOMIE

FINANCES

Les petits actionnaires, une mine abandonnée

Suite de la page 31

Au soir de ce coup d'Etat, lundi 19 août, alors que le marché avait plongé de 7,3 % durant la journée, les autorités boursières ont voulu connaître, comme elles le font de temps à autre, la réaction des petits actionnaires. Un sondage rapide auprès des différentes banques de la place révèle que les ordres collectés par les réseaux n'avaient été ni plus ni moins importants que les jours précédents. Avec en prime autant de demandes d'achat que de vente, ce qui pouvait aussi bien illustrer l'insécurité générale de ce jour-là ou le détachement indifférent des petits porteurs aux événements planétaires.

La chute des titres a en fait été provoquée en grande partie par l'incertitude des gestionnaires de portefeuilles et par leurs réactions épidermiques. Cette attitude est courante en temps de crise, car les gérants sont tenus par des obligations de performance à très court terme de leurs portefeuilles. Obligés de suivre la tendance générale, ils amplifient ainsi le mouvement, même si cela les conduit parfois à des comportements autodestructeurs. Ainsi, par exemple, lors de la tourmente boursière de 1987, le patron d'une grande banque constata avec surprise qu'une siccité du groupe vendait toutes les actions de la banque qu'elle avait en portefeuille.

Stabilité et fidélité

L'actionnaire individuel — par son calme — peut donc pondérer les excès des gestionnaires ou du moins ne pas amplifier les turbulences boursières. Pour les entreprises, cette force tranquille, peu sensible aux aléas quotidiens, offre deux avantages : la stabilité et l'apport de fonds non négligeable.

La fidélité des petits porteurs est fréquente car leurs placements s'inscrivent dans une optique de long terme, voire de très, très long terme. Il n'est pas rare de trouver dans les successions familiales des titres de sociétés cotées détenus depuis très longtemps. Cette longévité permet aux firmes de s'assurer un actionariat stable, qui parfois compose, à lui seul, l'essentiel du tour de table, comme dans le cas de L'Air liquide. Souvent, il consolide implicitement les noyaux durs d'actionnaires qui détiennent une part minoritaire du capital de l'entreprise. Aux dirigeants, alors, de renforcer leurs liens avec ces petits actionnaires pour les garder. Quant à l'apport d'argent, il est d'autant plus appréciable qu'une fois devenus actionnaires, les particuliers ne rechignent pas à participer aux augmentations de capital. Signe de leur attachement : ils sont de plus en plus nombreux, chaque année lors du paiement du dividende, à choisir de souscrire à des actions à conditions préférentielles plutôt que de recevoir un paiement en liquide. Pour une entreprise, cette source de financement est essentielle car elle restreint les emprunts bancaires à des taux élevés.

Depuis trois ans, plusieurs phénomènes se conjuguent cependant pour ralentir le débit de cette source : le développement des siccités monétaires, l'apparition du PEP (plan d'épargne populaire), la politique des banques — plus soucieuses de placer leurs produits financiers de gestion collective — et la modernisation des circuits boursiers.

L'attrait des siccités monétaires, ce placement à court terme rémunéré au prix du marché monétaire, est toujours très puissant. Les dernières statistiques mensuelles d'Européenne le prouvent. Après avoir précisé que « le mois d'août est traditionnellement un mois de

forte collecte sur les siccités monétaires », la société de notation indique que la collecte pour ce type de produit s'est élevée à 24,1 milliards de francs contre 9,7 milliards en juillet. Sur les siccités actions, la tendance à la baisse s'est poursuivie « mais s'atténue ».

L'apparition du PEP, plan d'épargne populaire, en 1990, a aussi détourné des fonds du marché boursier. Proposé à des taux garantis élevés, les montants collectés ne sont pas investis sur le marché des actions, mais dans celui des emprunts publics ou en bon du Trésor pour pouvoir garantir le taux proposé à la clientèle. Le PEP est apparu au moment où sont arrivés à terme les 5 000 francs Monory ou CEA (compte épargne actions), qui eux étaient destinés à l'épargne longue en actions. L'un et l'autre étaient attirants par la détaxation fiscale. Cet avantage a disparu depuis et aucun produit ne l'offre actuellement pour des placements en actions.

Enfin, l'informatisation et la modernisation du marché boursier, amorcées dès 1986, ont entraîné une concurrence effrénée entre établissements. Les sociétés de Bourse

et les réseaux bancaires se sont alors trouvés en situation délicate, coincés entre une augmentation de leurs coûts de fonctionnement et la nécessité de pratiquer des prix bas pour gagner des parts de marché. Dans cette bataille, les intermédiaires ont favorisé les « gros ordres » des grands intervenants au détriment de « la veuve de Carpentras ». Partout, au nom de la rentabilité, les actionnaires individuels ont été écartés de l'accès direct à la Bourse et dirigés vers des produits concoctés par leur banque. Ils ont alors choisi les plus rentables, ceux à court terme.

Un essai non transformé

Cette tendance apparaît bien dans le sondage de la SOFRES. Sur les 14 millions de porteurs de valeurs mobilières recensés en août 1991, les détenteurs de siccité ou de FCT sont au nombre de 11 millions, contre 6,3 millions en 1987 et 630 000 en 1978. Dans cette catégorie, 4 millions d'entre eux possèdent des siccités monétaires.

Les résultats de l'étude montrent aussi que sur les 6 millions d'actionnaires directs, la moitié d'entre eux possèdent « uniquement des

actions de sociétés privatisées. Parmi eux, un quart détient uniquement des actions d'une seule société ». Après avoir été conquis par le marché boursier, perçu à l'époque des privatisations en 1987 comme un lot gagnant, le petit porteur n'a pas voulu transformer l'essai. Il s'est contenté d'acheter les titres mis sur le marché mais ne s'est pas intéressé pour autant au fonctionnement de la Bourse.

« On a brisé l'élan », affirme M. Edmond Balladur pour justifier cette situation. Le krach boursier d'octobre 1987 a ralenti son programme de privatisations, et le changement de politique avec le retour de la gauche au pouvoir, en mai 1988, l'a définitivement stoppé. Outre la reprise des privatisations, l'ancien ministre de l'économie explore plusieurs voies techniques et fiscales permettant d'inciter l'épargnant à un retour vers le marché. L'objectif est de réduire ses coûts. Tout d'abord, les frais de garde des titres seraient pris en charge par le privé. Pour réduire le prix des transactions boursières, son entourage réfléchit à un traitement des petits ordres séparé de celui des grands intermédiaires. Ces derniers

seraient rassemblés et traités sur le marché au même cours, mais pas par les mêmes réseaux, à l'image de ce qui se fait déjà à New-York.

Sur le plan fiscal, M. Balladur envisage d'étendre la capitalisation autorisée aux placements collectifs en actions. Le réinvestissement des revenus dans la siccité permet à son détenteur d'échapper à l'impôt sur le revenu. Il n'est imposé qu'aux titres des plus-values lors de la revente. L'ancien ministre d'Etat souhaite aussi relancer la formule des 5 000 francs Monory, qui permet de déduire chaque année de son revenu annuel son investissement boursier des impôts. Ce montant pourrait être porté à 10 000 francs.

« Je suis pour les idées simples, car ce sont les seules qui réussissent », affirme pour sa part M. René Monory, favorable à la relance du produit qui porte son nom et qui a contribué, dès 1978, à redynamiser un marché boursier complètement atone. Conscient aussi de la nécessité d'une formation des actionnaires, M. Monory insiste sur le rôle des clubs d'investissement, ces associations d'épargnants qui gèrent en commun un portefeuille de valeurs mobilières.

Enfin, MM. Monory et Balladur sont tous deux d'accord pour supprimer l'impôt de Bourse, cette taxe sur les transactions boursières qui a rapporté 2,17 milliards de francs à l'Etat l'an dernier. Cette suppression est réclamée depuis des années, quelle que soit la majorité au pouvoir. Mais elle n'a jamais été décidée.

Les privatisations partielles seront-elles mises à profit pour faire revenir à la bourse les particuliers ? Car même si le nombre d'actionnaires (directs et indirects) a décuplé en treize ans pour s'élever à 14 millions, il reste peu élevé. Selon la Banque de France, 68 % des Français ne détiennent toujours pas de valeurs mobilières. Ils constituent « un gisement d'épargne susceptible d'être investi dans des placements à long terme favorables aux entreprises ». Le moment n'est-il pas propice pour redécouvrir cette mine abandonnée ?

DOMINIQUE GALLOIS

L'impôt de Bourse touche plus les petits que les gros

La rumeur de suppression de l'impôt de Bourse revient périodiquement chaque année à l'automne, au moment de la présentation du budget. Finalement, les ministres des finances de tous bords annoncent la fin prochaine de cet impôt, qui s'applique à tout achat ou vente d'actions effectués par une société de Bourse. Toutefois, jusqu'à présent, aucun responsable des finances de droite ou de gauche n'est passé à l'acte.

Perçu sous forme d'un droit de timbre, cette taxe a rapporté 2,179 milliards de francs à l'Etat en 1990. Ce montant est en légère baisse par rapport aux

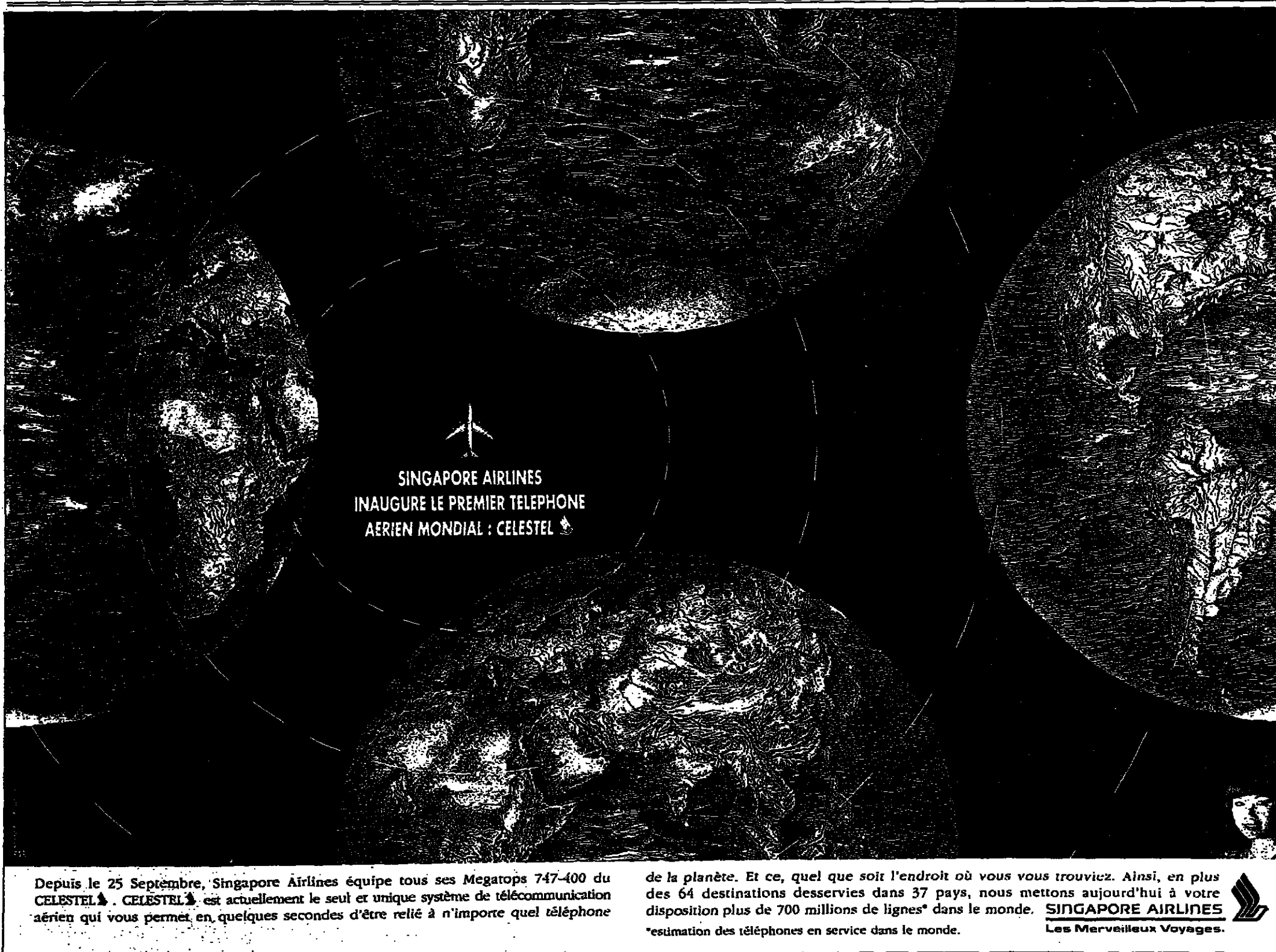
2,797 milliards collectés en 1989, et surtout par rapport au record de 1987 (2,975 milliards).

Contrairement aux idées reçues, cette taxe pénalise plus les petits intervenants que les gros. Ces derniers, pour y échapper, ont la possibilité d'acquiescer ou de vendre leurs titres sur le marché de Londres. Le flux, détourné quotidiennement de l'autre côté de la Manche, oscille alors entre 20 % et 40 % des échanges. Il concerne la quarantaine de valeurs françaises cotées simultanément en France et en Grande-Bretagne.

Cet impôt pèse donc essentiellement sur les petits actionnaires.

Une étude réalisée en 1987 auprès de 25 sociétés de Bourse révélait déjà à l'époque que 63 % des recettes de cette taxe provenaient de transactions d'un montant inférieur à 1 million de francs. La part essentielle était comprise entre 50 000 francs et 1 million. L'harmonisation européenne devrait théoriquement faire disparaître cette « gabelle d'un autre âge », comme la sommement certains boursiers.

D. G.



SINGAPORE AIRLINES
INAUGURE LE PREMIER TELEPHONE
AERIEN MONDIAL : CELESTEL

Depuis le 25 Septembre, Singapore Airlines équipe tous ses Megatops 747-400 du CELESTEL. CELESTEL est actuellement le seul et unique système de télécommunication aérien qui vous permet en quelques secondes d'être relié à n'importe quel téléphone de la planète. Et ce, quel que soit l'endroit où vous vous trouvez. Ainsi, en plus des 64 destinations desservies dans 37 pays, nous mettons aujourd'hui à votre disposition plus de 700 millions de lignes dans le monde.

SINGAPORE AIRLINES
Les Merveilleux Voyages.

Compagnie Générale des Établissements
MICHELIN

Résultats consolidés du premier semestre 1991

Les résultats du premier semestre 1991 viennent confirmer les prévisions faites lors de l'Assemblée Annuelle des Actionnaires. Les marchés n'ont pas connu la reprise escomptée et la situation s'est même dégradée. Le volume global des ventes de pneumatiques a baissé. Dans ce contexte difficile, Michelin a maintenu ses parts de marché.

LES RÉSULTATS FINANCIERS

Le Groupe Michelin a réalisé au cours du premier semestre 1991 un chiffre d'affaires net consolidé de 32,97 milliards de francs, en hausse de 21,1 % par rapport au chiffre du premier semestre 1990 (27,22 milliards de francs). Cette hausse provient essentiellement de la modification du périmètre de consolidation. A données comparables, les chiffres d'affaires seraient respectivement de 27,19 milliards de francs au premier semestre 1990 et 26,90 milliards au premier semestre 1991, soit une baisse de 1,1 %.

Le résultat consolidé est une perte de 1,32 milliard de francs. Trois raisons principales expliquent ce résultat :

- Un résultat d'exploitation de 1,25 milliard de francs contre 1,61 milliard au premier semestre 1990. A données comparables, ce résultat s'élèverait à 1,23 milliard de francs au premier semestre 1991.
- Des frais financiers en hausse, conséquence de l'augmentation de l'endettement et des taux d'intérêt. L'endettement financier passe de 28,5 milliards de francs au 31 décembre 1990 à 31,6 milliards de francs au 30 juin 1991. Pour près de 60 %, cette hausse provient des variations de parités monétaires entre ces deux dates.
- Des frais de restructuration d'un montant de 683 millions de francs, qui correspondent aux coûts entraînés par les opérations de réduction d'effectifs dans différents pays.

Il avait été indiqué, au moment de l'annonce des résultats 1990, que les montants qui viendraient grever l'exercice 1991 seraient sensiblement plus faibles que les 3,4 milliards de francs de frais de restructuration de 1990.

Pour l'ensemble de l'exercice, on peut prévoir un montant qui devrait normalement être de l'ordre du milliard de francs et qui, dans le cas le plus défavorable, ne dépassera pas 1,4 milliard de francs.

La capacité d'autofinancement, positive, s'est élevée à 1,4 milliard de francs contre 1,8 milliard pour le premier semestre 1990.

Résultats consolidés - Premier semestre 1991

(en millions de francs)	1 ^{er} semestre 1991	1 ^{er} semestre 1990
Chiffre d'affaires net	32.970	27.222
Résultat d'exploitation	1.257	1.613
Résultat financier	(1.547)	(1.065)
Résultat courant	(290)	548
Résultat exceptionnel	(632)	(402)
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	(129)	(89)
Impôt sur les bénéfices	292	446
Résultat net	(1.323)	(388)
dont part du Groupe	(1.060)	(363)
part des intérêts minoritaires	(263)	(25)

PERSPECTIVES 1991

Le plan de redressement, annoncé il y a un an, avait comme objectif le retour à l'équilibre du résultat courant dans la dernière partie de l'exercice 1991. En l'état actuel des choses, cet objectif est en voie d'être atteint, en dépit d'une conjoncture défavorable, grâce aux progrès accomplis à l'intérieur de l'entreprise dans le cadre du plan de redressement.

Les trois catégories de mesures qui avaient été décidées, étaient les suivantes :

- baisse des frais d'exploitation par une réduction des coûts et des effectifs,
- plafonnement du montant des investissements,
- réduction des stocks.

Des progrès importants sont en cours dans ces trois domaines. On peut en particulier indiquer que les objectifs de réduction d'effectifs pour 1991 seront atteints.

PUBLICIS

Le Conseil de Surveillance de PUBLICIS réuni le 20 septembre 1991 sous la présidence de Marcel BLEUSTEIN-BLANCHET a approuvé les comptes semestriels et les prévisions 1991 présentés par le Directoire, présidé par Maurice LEVY.

I - RÉSULTATS SEMESTRIELS

Avec un chiffre d'affaires consolidé de 9,3 milliards de Francs, en progression de 14,6 %, mais stable à structure comparable, le Groupe PUBLICIS a réalisé un bénéfice net consolidé, part du Groupe, de F. 74 475 000 en baisse de 17,2 %.

PUBLICIS COMMUNICATION a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 7,9 milliards de Francs (+ 19,4 %), stable à taux de change et structure comparables, et un résultat net consolidé, part du Groupe de F. 67 845 000, en retrait de 16,6 %.

La branche MEDIAS et REGIES a réalisé un chiffre d'affaires de 1,35 milliard de Francs (- 6,5 %), et un résultat net consolidé total de F. 39 157 000, F. 22 391 000 pour la part revenant à PUBLICIS.

Le secteur des AUTRES ACTIVITÉS (distribution - immobilier - informatique - financier) a représenté un chiffre d'affaires de 137 millions de Francs et un résultat net de F. 3 913 000.

II - PRÉVISIONS 1991

La communication connaît un fléchissement sur l'ensemble des marchés d'Europe. Dans ce contexte, notre chiffre d'affaires consolidé devrait être supérieur à 17,5 milliards de Francs, sa hausse étant due essentiellement aux opérations de croissance externe; notre profit net consolidé, part du Groupe, devrait alors s'établir à 150 millions de Francs.

Le résultat net total consolidé (part du Groupe et intérêts des minoritaires) serait de 300 millions de Francs et l'autofinancement consolidé s'établirait à 435 millions de Francs.

SOCIÉTÉ DU GROUPE **EXXON**RÉSULTATS DU GROUPE ESSO S.A.F.
POUR LE PREMIER SEMESTRE 1991

Le résultat courant comptable du Groupe, avant impôts, au premier semestre 1991 est un bénéfice de 695 millions de francs comparé à un bénéfice de 1285 millions en 1990 et à un bénéfice de 66 millions de francs au premier semestre 1990.

Les résultats de l'activité d'EXPLORATION-PRODUCTION se situent sensiblement au même niveau que l'an dernier pour la même période, les prix du pétrole brut légèrement plus élevés ayant compensé une baisse de production de 9 %.

Le résultat courant économique des activités de RAFFINAGE-DISTRIBUTION de 691 millions de francs est en nette amélioration par rapport au résultat de 376 millions de francs du premier trimestre, et malgré la rentabilité toujours insuffisante du réseau de stations-services. Ce niveau de résultat permettra de continuer à réaliser les investissements nécessaires à l'amélioration permanente de la qualité de nos produits et de l'environnement, notamment le projet d'alkylation de Port-Jérôme récemment annoncé.

En l'absence d'événement imprévu au cours du second semestre, les marges de raffinage devraient rester fermes sans atteindre le niveau observé au cours du premier trimestre.

RÉSULTATS CONSOLIDÉS DU GROUPE ESSO S.A.F.

(millions de francs)	1 ^{er} semestre 1991	1 ^{er} semestre 1990	1 ^{er} semestre 1990
Résultat d'exploitation	795	80	1 263
Résultat financier	(100)	(14)	22
Résultat courant comptable	695	66	1 285
Éléments exceptionnels	(15)	(109)	(284)
Participation, impôts et intérêts minoritaires	ND	ND	(484)
Résultat net du Groupe	ND	ND	527

ACTIVITÉS DE RAFFINAGE ET DE DISTRIBUTION

(millions de francs)	1 ^{er} semestre 1991	1 ^{er} semestre 1990	1 ^{er} semestre 1990
Résultat courant comptable d'ESSO S.A.F.	353	(158)	887
Élimination de l'effet net prix sur stocks	338	534	(132)
Élimination du dividende d'ESSO REP	—	—	(226)
Résultat courant économique raffinage/distribution	691	376	529
Capacité d'autofinancement hors effet prix sur stocks	874	500	650
Vente sur le marché intérieur (milliers de tonnes)	4 620	4 550	9 060

Le Monde
des
Carrières

POUR PARIS 8
Société rech. de auto
2 COMPTABLES F.

(30/35 ans)
comptab., péc. gestion.
Écrits + photo :
STE DAUPHINE Recherche
34, av. Léon-Jouhaux
SP 100, 92184 Antony Cedex
Tél. : 46-66-26-26

SOCIÉTÉ
DE COMMUNICATION
pour son service de personnel
**ASSISTANTE
DE GESTION**

— Précision, rigueur,
organisation, méthode.
— Suivi des dossiers des sala-
riés, absences, congés, etc.
— Participation au traite-
ment de la paie et déclara-
tions diverses.

Adresser CV, lettre manuscrite,
photo, références à :
MEDIAS & RECHES SERVICES
Direction du Personnel
15/17, r. du Col-Pierre-Aube
75902 Paris Cedex 15

DEMANDES
D'EMPLOISBIBLIOTHÉCAIRE-
DOCUMENTALISTE

4 ANS D'EXPÉRIENCE
J.F. 30 ans. Maîtrise infor-
mation et communication,
rech. porte prêt, quest. de la
France. 1^{er} contacte écrit
N° 83728 à PROJETS,
12, r. des Fossiles 75001 Paris

Diplômée École de Com-
merce (bac + 4), 25 ans,
passionnée de communi-
cation, expérience du dis-
cussion, maîtrise des rela-
tions publiques, marketing, en
France ou à l'étranger dans
média, show business,
cinéma, publicité. Libre de
suite.

Écrire sous n° 8088
LE MONDE PUBLICITÉ
15-17, r. du Col-Pierre-Aube,
75902 Paris Cedex 15

Juriste (30 ans) DESS
droit immobilier, exp.
souhaiterait intégrer
cabinet ou entreprise.
Tél. : 42-55-51-57

Le Monde
L'IMMOBILIERappartements
ventes

6^e arrdt
VAVIN LUXEMBOURG
67 m², asc. 2 450 000 F
82 m², asc. 3 200 000 F
Tél. : 43-64-25-70

8^e arrdt
Paris-9^e, rue La Boétie
Studio 28 m² dans imm.
clair, 1 pièce, s.d.b., w.c.,
chauff. individuel électrique,
2^e étage, ascenseur, cli-
matisé, gardien, charges peu
élevées, bon état.
Prix : 900 000 F.
Tél. : (1) 46-63-49-13
(18) 78-01-74-15 Lyon
après 20 heures.

9^e arrdt
Appart gd stand., 5^e ét.,
13, rue de Liège
175 m² rénové par architecte.
S/P, 50 m² et serv. de
11 h à 16 h. 42-72-66-04

17^e arrdt
SAINT-FERDINAND
Prestige vend apt haut
stand. Galerie grande récep.
2 chbres. 42-53-91-45

92
Hauts-de-Seine
COURBEVOIE GARE
Dans charmant imm. briqué
meublé, au 2^e et 3^e ét.,
40 et 48 m².
Au r.-de-ch. 40 et 48 m² +
gde cave. Idéal prof. lib.
Trav. à prévoir. A partir
500 000 S/P. 20 h à 20 h 30
12 h 30, 1^{er} Ruge-de-France

17^e arrdt
SAINT-FERDINAND
Prestige vend apt haut
stand. Galerie grande récep.
2 chbres. 42-53-91-45

17^e arrdt
SAINT-FERDINAND
Prestige vend apt haut
stand. Galerie grande récep.
2 chbres. 42-53-91-45

17^e arrdt
SAINT-FERDINAND
Prestige vend apt haut
stand. Galerie grande récep.
2 chbres. 42-53-91-45

17^e arrdt
SAINT-FERDINAND
Prestige vend apt haut
stand. Galerie grande récep.
2 chbres. 42-53-91-45

17^e arrdt
SAINT-FERDINAND
Prestige vend apt haut
stand. Galerie grande récep.
2 chbres. 42-53-91-45

17^e arrdt
SAINT-FERDINAND
Prestige vend apt haut
stand. Galerie grande récep.
2 chbres. 42-53-91-45

17^e arrdt
SAINT-FERDINAND
Prestige vend apt haut
stand. Galerie grande récep.
2 chbres. 42-53-91-45

17^e arrdt
SAINT-FERDINAND
Prestige vend apt haut
stand. Galerie grande récep.
2 chbres. 42-53-91-45

17^e arrdt
SAINT-FERDINAND
Prestige vend apt haut
stand. Galerie grande récep.
2 chbres. 42-53-91-45

17^e arrdt
SAINT-FERDINAND
Prestige vend apt haut
stand. Galerie grande récep.
2 chbres. 42-53-91-45

17^e arrdt
SAINT-FERDINAND
Prestige vend apt haut
stand. Galerie grande récep.
2 chbres. 42-53-91-45

17^e arrdt
SAINT-FERDINAND
Prestige vend apt haut
stand. Galerie grande récep.
2 chbres. 42-53-91-45

17^e arrdt
SAINT-FERDINAND
Prestige vend apt haut
stand. Galerie grande récep.
2 chbres. 42-53-91-45

17^e arrdt
SAINT-FERDINAND
Prestige vend apt haut
stand. Galerie grande récep.
2 chbres. 42-53-91-45

17^e arrdt
SAINT-FERDINAND
Prestige vend apt haut
stand. Galerie grande récep.
2 chbres. 42-53-91-45

17^e arrdt
SAINT-FERDINAND
Prestige vend apt haut
stand. Galerie grande récep.
2 chbres. 42-53-91-45

17^e arrdt
SAINT-FERDINAND
Prestige vend apt haut
stand. Galerie grande récep.
2 chbres. 42-53-91-45

appartements
achats

Rech. 2 P. à 4 P. PARIS 15^e arrdt.
6^e, 7^e, 14^e, 15^e, 18^e, 4^e, 5^e, 12^e.
au ou au trav. asc.
PAIE CPT chez notaire.
48-73-48-07 même soir.

VOUS DESIREZ VENDRE
un apt avec ou sans cft.
Adresser-vous à un spécialiste
Immo Marcadet, 42-62-01-62

locations
non meublées
demandées

Paris
Journaliste « Le Monde »
cherche 2 ou 3 PIÈCES
Quartier Vavin.
47, rue Verreux, Paris-7^e.
40-48-08-56

MASTER GROUP
recherche appart. vide
ou meublé du studio au 7 P.
POUR CADRES, DIRIGEANTS
DE SOCIÉTÉS ET BANQUES
47, rue Verreux, Paris-7^e.
Tél. : 42-22-98-70

locations
non meublées
offres

Région parisienne
A LOUER, MEAUX 77,
quartier du Vieux-Marché,
300 m de la gare.
GRENIER AMÉNAGÉ
dans immeuble rénové.
Pour les personnes (bonne
prestation). P1 neuve, 38 m².
(15 préférence fonctionnaires).
Tél. 64-34-22-17

locations
non meublées
offres

Région parisienne
A LOUER, MEAUX 77,
quartier du Vieux-Marché,
300 m de la gare.
GRENIER AMÉNAGÉ
dans immeuble rénové.
Pour les personnes (bonne
prestation). P1 neuve, 38 m².
(15 préférence fonctionnaires).
Tél. 64-34-22-17

locations
non meublées
offres

Région parisienne
A LOUER, MEAUX 77,
quartier du Vieux-Marché,
300 m de la gare.
GRENIER AMÉNAGÉ
dans immeuble rénové.
Pour les personnes (bonne
prestation). P1 neuve, 38 m².
(15 préférence fonctionnaires).
Tél. 64-34-22-17

locations
non meublées
offres

Région parisienne
A LOUER, MEAUX 77,
quartier du Vieux-Marché,
300 m de la gare.
GRENIER AMÉNAGÉ
dans immeuble rénové.
Pour les personnes (bonne
prestation). P1 neuve, 38 m².
(15 préférence fonctionnaires).
Tél. 64-34-22-17

locations
non meublées
offres

Région parisienne
A LOUER, MEAUX 77,
quartier du Vieux-Marché,
300 m de la gare.
GRENIER AMÉNAGÉ
dans immeuble rénové.
Pour les personnes (bonne
prestation). P1 neuve, 38 m².
(15 préférence fonctionnaires).
Tél. 64-34-22-17

locations
non meublées
offres

Région parisienne
A LOUER, MEAUX 77,
quartier du Vieux-Marché,
300 m de la gare.
GRENIER AMÉNAGÉ
dans immeuble rénové.
Pour les personnes (bonne
prestation). P1 neuve, 38 m².
(15 préférence fonctionnaires).
Tél. 64-34-22-17

locations
non meublées
offres

Région parisienne
A LOUER, MEAUX 77,
quartier du Vieux-Marché,
300 m de la gare.
GRENIER AMÉNAGÉ
dans immeuble rénové.
Pour les personnes (bonne
prestation). P1 neuve, 38 m².
(15 préférence fonctionnaires).
Tél. 64-34-22-17

locations
non meublées
offres

Région parisienne
A LOUER, MEAUX 77,
quartier du Vieux-Marché,
300 m de la gare.
GRENIER AMÉNAGÉ
dans immeuble rénové.
Pour les personnes (bonne
prestation). P1 neuve, 38 m².
(15 préférence fonctionnaires).
Tél. 64-34-22-17

locations
non meublées
offres

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde
L'IMMOBILIER

bureaux

Locations
VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
Constitution de sociétés
et services. 43-55-17-50

**fonds
de commerce**

Ventes
PART. VEND DROIT AU SAIL
Tous comm. : 380 000 F.
AUX-EN-PROVINCE
(haus de vitel) 60 m².
Loyer : 2 500 F/mois.
Tél. : (16) 90-42-48-09 ;
(16) 90-42-48-47
(le soir après 20 heures).

villas
MAROLLES-EN-BRIE
Villa 7 PIÈCES sur 900 m²
terrain, rez-de-ch. : séjour
doble, cantine, chambre,
2 chbres, salle de bns, cuis.
équipée, w.c., buanderie.
1^{er} ét. : 2 chbres, s. de bns,
dressing, garage 2 voitures,
terrasse 200 m², quartier
résident., proche commerces,
écoles, lycée, équip. sportifs,
golf, tennis, centre équestre.
Prix : 1 600 000 F.
Après 19 h : 48-58-12-78

A SAISIR
A 1 h de Paris, direct. aut.
Sud. Pros. golf et autres loi-
sirs. Région pêche et chasse.
sur SPLENDEUR VILLA sur
s/sol tot. rénové. adj. sol.
100 m² + chem., cuis. Ter-
rasses, 6 chbr., bns, w.c., Dress-
ing, Gar. atelier, S. de jeux.
Bucanderie. T1 conf.
Se voir TERNAN CLOS 2 300 m²
AFFAIRE EXCEPTION.
AU PX DE 710 000 F
Créd. 100 % poss. T. 24 h/24
(16) 38-82-72-32

A SAISIR
A 1 h de Paris, direct. aut.
Sud. Pros. golf et autres loi-
sirs. Région pêche et chasse.
sur SPLENDEUR VILLA sur
s/sol tot. rénové. adj. sol.
100 m² + chem., cuis. Ter-
rasses, 6 chbr., bns, w.c., Dress-
ing, Gar. atelier, S. de jeux.
Bucanderie. T1 conf.
Se voir TERNAN CLOS 2 300 m²
AFFAIRE EXCEPTION.
AU PX DE 710 000 F
Créd. 100 % poss. T. 24 h/24
(16) 38-82-72-32

A SAISIR
A 1 h de Paris, direct. aut.
Sud. Pros. golf et autres loi-
sirs. Région pêche et chasse.
sur SPLENDEUR VILLA sur
s/sol tot. rénové. adj. sol.
100 m² + chem., cuis. Ter-
rasses, 6 chbr., bns, w.c., Dress-
ing, Gar. atelier, S. de jeux.
Bucanderie. T1 conf.
Se voir TERNAN CLOS 2 300 m²
AFFAIRE EXCEPTION.
AU PX DE 710 000 F
Créd. 100 % poss. T. 24 h/24
(16) 38-82-72-32

A SAISIR
A 1 h de Paris, direct. aut.
Sud. Pros. golf et autres loi-
sirs. Région pêche et chasse.
sur SPLENDEUR VILLA sur
s/sol tot. rénové. adj. sol.
100 m² + chem., cuis. Ter-
rasses, 6 chbr., bns, w.c., Dress-
ing, Gar. atelier, S. de jeux.
Bucanderie. T1 conf.
Se voir TERNAN CLOS 2 300 m²
AFFAIRE EXCEPTION.
AU PX DE 710 000 F
Créd. 100 % poss. T. 24 h/24
(16) 38-82-72-32

A SAISIR
A 1 h de Paris, direct. aut.
Sud. Pros. golf et autres loi-
sirs. Région pêche et chasse.
sur SPLENDEUR VILLA sur
s/sol tot. rénové. adj. sol.
100 m² + chem., cuis. Ter-
rasses, 6 chbr., bns, w.c., Dress-
ing, Gar. atelier, S. de jeux.
Bucanderie. T1 conf.
Se voir TERNAN CLOS 2 300 m²
AFFAIRE EXCEPTION.
AU PX DE 710 000 F
Créd. 100 % poss. T. 24 h/24
(16) 38-82-72-32

A SAISIR
A 1 h de Paris, direct. aut.
Sud. Pros. golf et autres loi-
sirs. Région pêche et chasse.
sur SPLENDEUR VILLA sur
s/sol tot. rénové. adj. sol.
100 m² + chem., cuis. Ter-
rasses, 6 chbr., bns, w.c., Dress-
ing, Gar. atelier, S. de jeux.
Bucanderie. T1 conf.
Se voir TERNAN CLOS 2 300 m²
AFFAIRE EXCEPTION.
AU PX DE 710 000 F
Créd. 100 % poss. T. 24 h/24
(16) 38-82-72-32

A SAISIR
A 1 h de Paris, direct. aut.
Sud. Pros. golf et autres loi-
sirs. Région pêche et chasse.
sur SPLENDEUR VILLA sur
s/sol tot. rénové. adj. sol.
100 m² + chem., cuis. Ter-
rasses, 6 chbr., bns, w.c., Dress-
ing, Gar. atelier, S. de jeux.
Bucanderie. T1 conf.
Se voir TERNAN CLOS 2 300 m²
AFFAIRE EXCEPTION.
AU PX DE 710 000 F
Créd. 100 % poss. T. 24 h/24
(16) 38-82-72-32

هكذا من الاصل

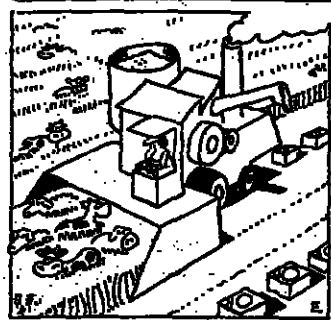
Le Monde

AFFAIRES

Les stratégies agroalimentaires

Le choix européen

Quatre mille entreprises, sept seulement parmi les cent premières mondiales, le secteur agroalimentaire poursuit avec plus de discrétion sa concentration



FRANCE, où est ton pétrole vert ? Selon le Centre français du commerce extérieur (CFCE), la balance commerciale agroalimentaire de la France se dégrade. Pour les sept premiers mois de 1991, l'excédent, en recul de 25 %, est tombé à 24,5 milliards de francs, contre 32,8 milliards lors de la même période de 1990. Les exportations ont baissé de 2 % à 107,4 milliards de francs, alors que les importations ont augmenté de 7 % à 82,9 milliards de francs.

Les responsables de cette dégradation sont les produits agricoles bruts, principalement les céréales et les oléagineux, qui font apparaître l'industrie alimentaire en difficulté. Tant chez les chefs d'entreprise que dans leurs organisations professionnelles, l'anxiété est palpable. L'agroalimentaire irrite. Pour eux, cette vision « agricole » du secteur est due à la présence massive d'agronomes dans l'administration et dans les ministères concernés. Elle répond aussi à une « stratégie de politique publique concernant les agriculteurs ».

Un léger tassement

Ainsi l'Association nationale des industries agroalimentaires (ANIA) publie-t-elle des données purement industrielles. Au cours du premier semestre, le commerce extérieur agroalimentaire a dégagé un solde positif de 15,1 milliards de francs, en légère baisse, de 6 %, par rapport à la même période de 1990 (16,1 milliards) : « Le solde positif du commerce extérieur agroalimentaire, qui a été de 15,1 milliards de francs, est en légère baisse, de 6 %, par rapport à la même période de 1990 (16,1 milliards) », observe Sylvie Serra, la déléguée générale de l'ANIA. Ce n'était pas arrivé depuis le décollage de cette industrie à la fin des années 70. Nous sommes donc sur un plateau bas pour l'activité que pour le solde ».

Rien donc de très alarmant, si le phénomène ne s'explique pas, pour le premier secteur industriel français, qui représente 17 % du chiffre d'affaires global (643,5 milliards de francs en 1990). Au sein de la Communauté européenne, la France se classe au deuxième rang de l'industrie agroalimentaire, derrière l'Allemagne, avec 21,1 % de la production des Douze. Enfin, l'Hexagone reste le premier exportateur mondial de produits alimentaires transformés, soit 10,3 % des échanges, devant les Pays-Bas (8,9 %) et les États-Unis (7,9 %).

Pour l'instant, ce tassement n'est pas le seul majeur des industriels, à côté de la porosité des frontières européennes face aux produits de

L'est, où des futurs projets de normes communautaires concernant les emballages, ou encore des relations avec la distribution. Sans oublier la poursuite de la restructuration de ce secteur, qui compte 4 000 entreprises, 45 % plus de 10 salariés et où les PME (moins de 500 salariés) représentent 63 % du chiffre d'affaires et 62 % des 397 900 salariés. Toutefois, les OPA spectaculaires des années 88 et 89 ont été abandonnées au profit de rachats importants accomplis avec plus de discrétion.

« L'industrie française est moins concentrée que celle des États-Unis, du Japon ou de la Grande-Bretagne, mais la même atomisation se retrouve en Allemagne et en Italie en raison du grand nombre de coopératives », note Gérard Thuilliez, directeur général de McKinsey. Et les plus importants de nos groupes ne sont pas très grands à l'échelle mondiale. BSN. Notre seule véritable multinationale, représentée en Italie le quart de Nestlé et le cinquième du leader mondial, Philip Morris. »

Cette complainte traditionnelle sur la taille modeste des entreprises françaises mérite d'être relativisée. Si, en 1984, seules trois sociétés figuraient parmi les cent premières firmes agroalimentaires mondiales (BSN 40^e, ULLN 86^e et Béghin Say 94^e), leur nombre avait plus que doublé fin 1989 : BSN 19^e, Perrier 64^e, LVMH 67^e, Pernod-Ricard 83^e, Sodasal 84^e, Bessier 90^e, et ULLN 94^e.

Faute d'une taille vraiment mondiale, les entreprises françaises se rabattent sur la dimension européenne, adaptée au marché que souvent elles convoitent. Et chacun d'elles a des stratégies lui permettant de s'y tailler une place convenable en se développant dans une

niche ou en dérivant vers des marchés alimentaires nouveaux au gré de l'évolution des habitudes de consommation.

Ainsi, Victor Scherrer, président de Pilsral (ex-Gringoire-Brossard), évoque dans son dernier livre, *Dans la jungle des affaires*, le redressement de la plus ancienne biscuiterie française. En 1977, il a fallu renoncer « à nous battre à la fois sur le front des biscuits - où existaient déjà de puissantes firmes comme Générale Biscuits (LU), Belin-Nabisco, Bahlsen et autres biscuiteries allemandes - et sur celui du gâteau - qui restait encore très fragmenté, - pour concentrer toutes nos forces sur ce dernier secteur de la pâtisserie ».

Des produits nouveaux

Grâce à une série d'acquisitions, la société de Pithiviers est devenue le groupe numéro un européen des gâteaux. « Toutes les entreprises sont confrontées à ce genre de défi », explique Victor Scherrer. Sur un produit, vous faites le choix d'être européen ou vous préférez rester à l'échelle locale ou régionale. Dans ce cas, si vous produisez du nougat à Montélimar, il faut être le meilleur dans un rayon de 500 kilomètres. En dehors, point de salut. » Pour être plus influent à Bruxelles, Victor Scherrer vient aussi d'unifier sept syndicats professionnels (biscuiterie, biscuiterie, céréales, chocolaterie, confiserie, aliments de l'enfance et de la diététique, et industries alimentaires diverses) sous la bannière de l'Alliance 7.

La modification des habitudes alimentaires des ménages oblige aussi les firmes à se redéployer, surtout si elles se trouvent sur des segments en déclin. Ainsi, pour pallier le fléchissement des ventes d'huile,

Astra-Calvé s'est tournée vers le tournesol, le corps gras le plus prisé. Parallèlement, cette filiale française d'Unilever étend sa diversification au marché des plats cuisinés, qui progresse de 15 % par an, où le groupe entend « utiliser le fruit de ses recherches et l'expérience acquise dans les corps gras, et notamment les allégés, dans un autre segment du marché des produits alimentaires ».

« Devant un produit nouveau, les grandes sociétés qui n'en ont pas eu l'idée ou le savoir-faire préfèrent acheter la petite société qui l'a conçu », explique Guy Nébot, président d'Idianova, une firme de capital-risque, spécialisée dans l'aide à la création d'entreprise. « Cusimer en est le cas d'école. » Début 1980, André Nollet, chanteur à Carantan, dans la Manche, décidait de s'intéresser au poisson. Idianova l'aiderait à constituer son capital et à trouver un réseau de distribution pour sa « charcuterie de poisson ». Bongrain a pris depuis le contrôle de l'affaire, et Idianova, dans cette cession, a touché quarante fois sa mise de départ.

A côté de ces acquisitions qui leur ouvrent des marchés nouveaux, certaines entreprises ont leurs propres services de recherche. Mais leur nombre est peu élevé en raison de la structure même du tissu industriel, dominé par les PME. Seules 154 firmes affirment faire effectivement de la recherche, et si, en chiffre d'affaires, elles représentent le tiers du secteur agroalimentaire, les montants consacrés à ces travaux sont peu élevés.

Globalement, ces groupes ont en 1989 affecté à la recherche 1,26 milliard de francs, soit les deux tiers de la part investie par le

seul géant suisse Nestlé (1,8 milliard de francs). L'hygiène et la sécurité alimentaires tiennent une plus grande place depuis quelques années. « Nous n'avons plus de recherche stricte sensu en hygiène, et nous avons relancé cette activité dès 1986 », reconnaît Jacques Adda, directeur scientifique des industries agricoles et alimentaires à l'Institut national de la recherche agronomique (INRA). Mais comme les vieux hygiénistes n'existent plus, nous sommes obligés de former nos chercheurs en Angleterre. »

Ces recherches sécuritaires n'empêchent pas toutefois des actes de terrorisme isolés, comme récemment l'introduction de cyanure dans une cuve de lait chez Chambourcy. En revanche, la sophistication des techniques d'analyse permet de détecter rapidement les malversations et aussi de s'adapter à l'évolution des règles européennes en la matière.

La grande distribution

L'un des principaux sujets de préoccupation reste le traitement des emballages alimentaires. Sur les 360 kilos de déchets annuels par individu, 120 kilos sont imputables aux emballages, et dans cette part 90 kilos à l'alimentaire. Le ministère de l'environnement a chargé Jean-Louis Beffa, président de Saint-Gobain, de mener une réflexion sur la reprise des emballages et son financement.

Toutefois, les Allemands ont des longueurs d'avance dans ce domaine, imposant leurs normes aux produits entrant sur leur territoire. Or, en matière d'environnement, le nivellement risque de se faire par le haut. Déjà, une société

suisse a présenté à la mi-septembre un nouveau produit d'emballage à base de maïs soufflé (comme le pop-corn) pour remplacer les coquilles de plastique.

Les Français sont donc saisis à leur tour pour les déchets du syndrome NIMBY (*not in my backyard*, pas dans ma cour). Ils sont également soumis aux importations de produits d'Europe de l'Est (lait, viandes, volailles, jus de pomme, foie gras) qui déséquilibrent chaque marché, d'autant qu'aucune règle précise n'a été élaborée en la matière. Plutôt que de laisser ces produits arriver en France, pourquoi ne pas aider leur diffusion vers d'autres pays d'Europe centrale ? « La décision de la CEE de financer sur des fonds d'aide à la Hongrie une livraison de blé hongrois à l'Albanie pourrait préfigurer un nouveau type d'aide aux pays d'Europe centrale et orientale », note l'ANIA dans sa revue de septembre.

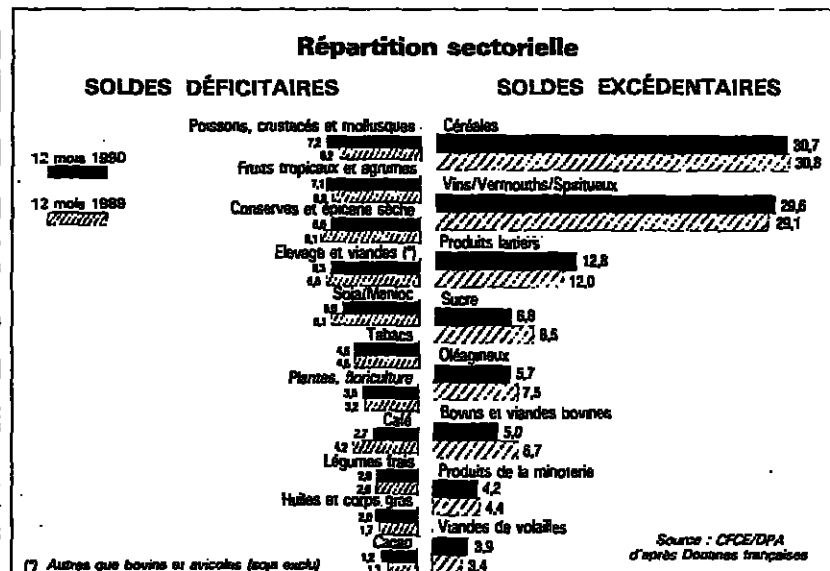
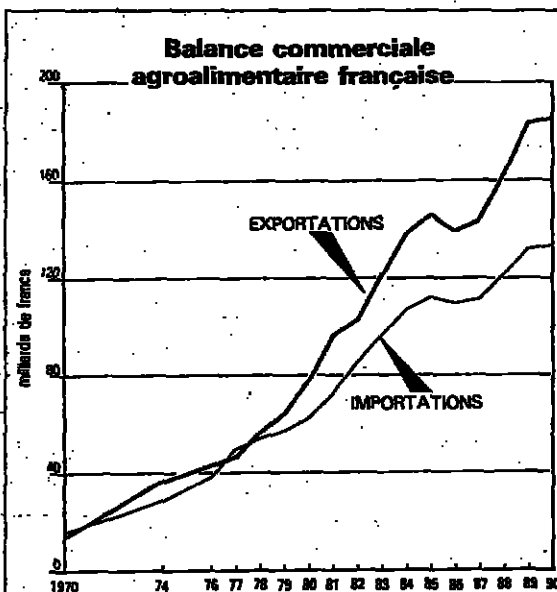
La présence de l'Est a contribué à faire chuter les prix et à rendre plus difficiles les relations avec la grande distribution. Acteurs incontournables avec 32 % du marché pour les seuls super et hypermarchés, les grands distributeurs ont imposé des délais de paiement à leurs fournisseurs allant de 30 à 90 jours. Une durée excessive pour des produits qui, du fait de leurs obligations de fraîcheur, restent très peu de temps sur les rayonnages des grandes surfaces.

« Ce n'est pas à nous, industriels alimentaires, d'assurer la trésorerie des distributeurs qui, grâce à cela, se développent sans fonds propres », entend-on de plus en plus fréquemment, d'autant plus que certaines sociétés ont laissé de solides ardoises dans les failles de Montaur et Codex. Le rapport Prada, remis en juin aux organismes paritaires (CNPF et CGPME), propose de réduire les délais de paiement, tout comme le rapport Babustiaux en septembre. L'un comme l'autre stipulent d'appliquer ces mesures en douceur pour éviter tout choc.

Malgré tous ces problèmes, l'heure n'est pas vraiment au pessimisme dans ce secteur dont chaque industriel vante le dynamisme et surtout son incroyable faculté d'adaptation. Avec le grand marché européen, qui deviendra la multitude de PME dont beaucoup d'experts annoncent depuis de longues années une concentration imminente ?

La mutation n'est pas aussi rapide que prévu par les planificateurs. Sans doute ont-ils négligé le fait que, dans le terme agroalimentaire, il y a agricole, c'est-à-dire l'attachement à la terre et à son domaine face à l'étranger, fut-il un voisin. Et même si les industriels, hormis certains, sont les premiers à rejeter ces liens avec le monde paysan, il est difficile de renier ses racines.

DOMINIQUE GALLOIS



Viande : l'impératif de la qualité

Les éleveurs limousins vendent pour l'essentiel des animaux sur pied et la plus-value se fait ailleurs, le long d'une filière-labyrinthe

L'ANNÉE prochaine, la prairie américaine vivra à l'heure limousine : à Fort Worth (Texas), se réunira le Conseil international limousin (CIL). L'exécutif de l'industrie agroalimentaire de la Haute-Vienne est le premier département français pour la production d'agneaux de boucherie - y assurent près de 50 % de la production agricole finale. Et si cette région est l'une des rares à avoir à l'exportation un solde positif (taux de couverture : 108 % ; excédent : 701 millions de francs), c'est aux bovins qu'elle le doit (+ 562 millions de francs), avant l'appareillage électrique de la multinationale Legrand (+ 383 millions de francs) et la production de papier-carton (+ 355 millions de francs).

Ces chiffres ne sont pourtant qu'appareillages flâneurs. Ils signifient que l'élevage limousin exporte pour l'essentiel ses animaux sur pied et que la plus-value se fait ailleurs : « Nous sommes dans une situation de type tiers-monde », résume Marcel Faure, éleveur en Colonne. Nous fournissons de la matière première à des prix où les éleveurs en état de crise profonde

et durable, (« Champs économiques » du mardi 24 septembre).

L'élevage est pour le Limousin un secteur économique majeur : bovins mais aussi moutons - la Haute-Vienne est le premier département français pour la production d'agneaux de boucherie - y assurent près de 50 % de la production agricole finale. Et si cette région est l'une des rares à avoir à l'exportation un solde positif (taux de couverture : 108 % ; excédent : 701 millions de francs), c'est aux bovins qu'elle le doit (+ 562 millions de francs), avant l'appareillage électrique de la multinationale Legrand (+ 383 millions de francs) et la production de papier-carton (+ 355 millions de francs).

Ces chiffres ne sont pourtant qu'appareillages flâneurs. Ils signifient que l'élevage limousin exporte pour l'essentiel ses animaux sur pied et que la plus-value se fait ailleurs : « Nous sommes dans une situation de type tiers-monde », résume Marcel Faure, éleveur en Colonne. Nous fournissons de la matière première à des prix où les éleveurs en état de crise profonde

qui se dégradent de plus en plus. Le veau maigre (qui s'exporte massivement en vit au-delà des Alpes, d'où son nom local de « veau d'Italie ») se vendait 21 francs le kilo en 1988 ; il n'est plus aujourd'hui qu'à 18 francs. Et la valeur ajoutée ne se fait pas chez les engraisseurs italiens, espagnols et portugais. Les abattoirs limousins, et à plus forte raison les ateliers de découpe et de conditionnement, ne traitent qu'une faible part de l'élevage régional.

Le déferlement des viandes venues des pays de l'Est ces derniers mois a certes brutalement aggravé la situation ; il ne l'a pas créée. Les quotas laitiers, en provoquant depuis plusieurs années un abaissement des vaches frisonnes ou montbéliardes, avait saturé le marché et rempli les frigos. Or, pour les régions laitières, la viande n'est en quelque sorte qu'un sous-produit sur lequel on peut casser les prix, alors que les éleveurs limousins sont des « usines à viande », mais ne sont que cela.

La viande limousine est structurellement plus chère que la

moyenne de la production française. Et elle est aussi meilleure. L'élevage se fait généralement à l'herbe, les animaux vivent en plein air, la pratique de la piqûre (hormones, anabolisants, activateurs de croissance) est rare. La conformation des animaux fait le reste.

Voilà plus d'un siècle déjà, sous le second Empire, qu'un certain Briot, président de la corporation des bouchers parisiens, célébrait la race limousine : « Sa réputation est assez répandue pour qu'elle n'aspire qu'à la conserver et à continuer à doter les gourmets parisiens de ces rôis qui font leur joie et leurs délices. Nous ne faisons ici que constater les éminentes qualités de cette race superbe. »

L'étude prospective « Limousin 2007 », commandée par le conseil régional voilà quatre ans pour tracer sur les deux prochaines décennies des perspectives aux initiatives publiques et interprofessionnelles de développement, reprend à son compte cette notion de qualité.

de Limoges
GEORGES CHATAIN
Lire la suite page 37

EMPLOI

Le mardi, c'est tout un Monde

8 RUBRIQUES D'OFFRES D'EMPLOI

Le Monde du Premier Emploi
Le Monde des Cadres

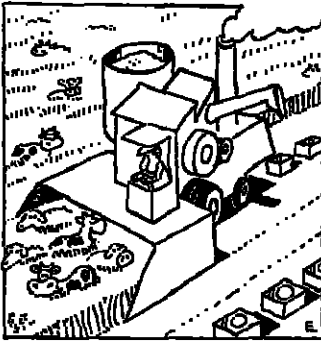
Le Monde de l'Informatique
Le Monde des Secteurs de Pointe

Le Monde de la Gestion et des Finances
Le Monde des Ressources Humaines
Le Monde des Juristes
Le Monde de la Fonction Commerciale

Le Monde
INITIATIVES

AFFAIRES

Les stratégies agroalimentaires



La percée italienne de BSN

En rachetant Galbani, le numéro un du fromage transalpin, le groupe français affine sa recherche de productivité

Le 19 juillet 1989, le groupe français BSN, présidé par Antoine Riboud, annonçait le rachat de 35 % du capital de la société Galbani, numéro un du fromage italien. Présentée d'une manière presque discrète, cette opération était, en fait, la plus brillante de celles qu'avait entreprises le groupe pour effectuer une percée décisive sur le marché de l'alimentation en Italie.

Amorcée en 1986, cette percée avait permis à BSN, déjà installé dans la brasserie avec 35 % de la consommation, de devenir chef de file dans les eaux minérales et de conquérir tout bonnement la deuxième place (11 % du marché) dans cette chasse gardée, ce véritable sanctuaire qu'est l'industrie des pâtes, dominée par le géant Barilla (25 % de la production totale). En outre, le rachat, en juin 1989, de la filiale italienne du groupe américain Nabisco confèrait à BSN le rôle de leader dans les biscuits secs.

Un monument national

Restait l'un des plus beaux fleurons de l'industrie agroalimentaire italienne, Galbani, le numéro deux de ce secteur, avec 8 milliards de francs, derrière Barilla (9 milliards). Dans la péninsule, Galbani est une véritable institution, presque un monument national. Créée officiellement il y a un siècle par Davide Galbani, puis officiellement en 1920 par son fils Egidio, la société prit vraiment son essor grâce au lancement d'un fromage à pâte molle et crue, destiné à lutter contre le camembert, le fameux bel paese.

Aujourd'hui, Galbani produit 16 % des fromages italiens devant Kraft Invernizzi (8 %) et Nestlé Locatelli (3,5 %), avec des positions dominantes dans le fromage frais (35 % de la mozzarella industrielle et 70 % du bel paese). Surtout, elle dispose d'un formidable réseau de distribution : 200 000 points de vente répartis dans toute l'Italie, du Val d'Aoste à la Vénétie et du Haut-Adige au fin fond de la Sicile, alimentés quotidiennement par 2 500 camions frigorifiques et petites voitures vertes et jaunes portant le sigle de Galbani en blanc sur fond rouge.

Les conducteurs-livreurs encaissent, non moins quotidiennement, les factures pour les produits laitiers : ce sys-

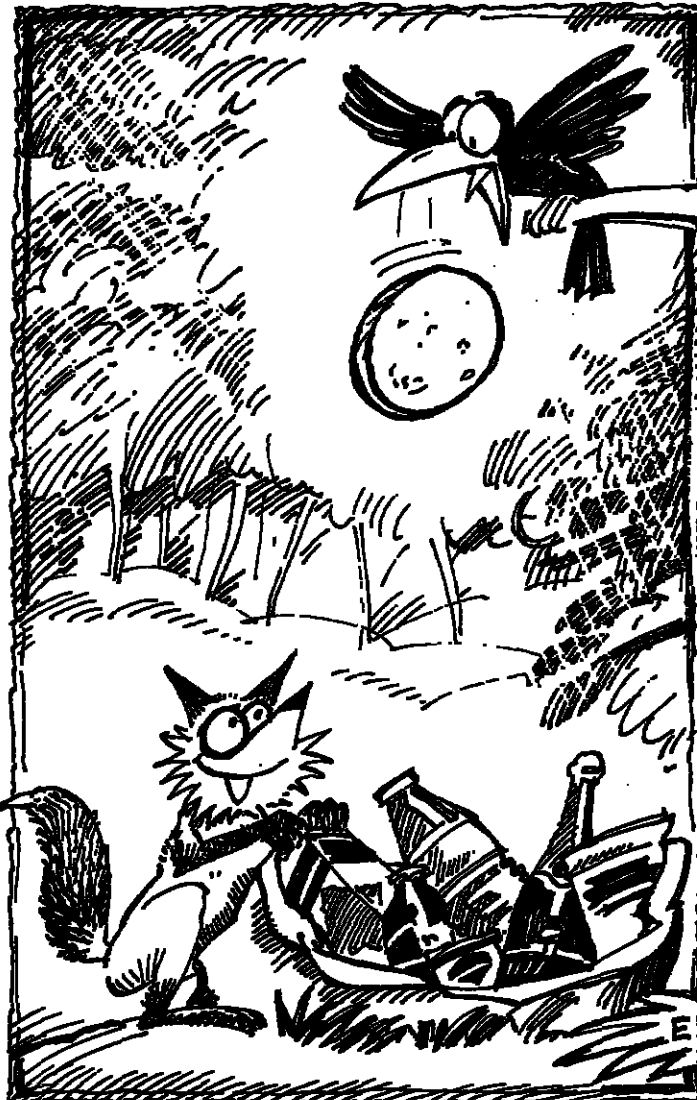
tème procure à la société, qui paie ses fournisseurs (essentiellement le lait) à 90 jours, une des plus belles trésoreries d'Italie. Le bénéfice net atteint 8,6 % du chiffre d'affaires, la quatrième rentabilité de la péninsule après Italcementi, la compagnie pétrolière Agip et IBM Semca.

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que, depuis des années, les grands crocodiles mondiaux de l'agroalimentaire, le néerlandais Unilever, l'américain Kraft-Philip Morris, le suisse Nestlé - les deux derniers présents dans le pays et désireux de se renforcer - aient tourné autour de Galbani. Si BSN, sur les rangs depuis longtemps, l'a emporté, c'est grâce à son association bénéfique avec l'IFIL, la holding du groupe Agnelli, avec laquelle le groupe français a échangé des participations et qui a été choisie comme le « parrain » indispensable dans l'inextricable jungle du monde des affaires italiennes. Sans parrain puissant, influent et bien introduit, point de percée : la leçon cuisante des pâtes Butoni, virtuellement acquises par BSN et qui leur échappèrent in extremis au profit du groupe Benedetti, a été retenue.

C'est donc l'IFIL qui a acheté Galbani - afin de ne pas égratigner la tripe nationale des vendeurs - pour en racheter 35 %, puis 50 % à BSN, en attendant d'acquiescer. Le montant de la transaction fut théoriquement de 10,5 milliards de francs, montant théorique car il a été partiellement payé avec la trésorerie de Galbani (4 milliards de francs) et une part de ses réserves. Ce montage financier permit à BSN de ne payer que 400 millions de francs pour les 15 % rachetés à l'IFIL en décembre 1990.

Des méthodes éprouvées

« Nous avons fait une acquisition superbe », pouvait, à bon droit, s'exclamer récemment Antoine Riboud. Le plus piquant, assure-t-on chez BSN, est qu'on ne connaît pas l'identité des vendeurs : la famille Invernizzi peut-être et, selon des rumeurs ultra-fantaisistes, le Vatican. En tout cas, le règlement a été effectué auprès de six banques luxembourgeoises, auxquelles rendait compte précédemment l'administrateur délégué de Galbani.



Traditionnellement, le groupe BSN, lorsqu'il procède à une acquisition, lui applique ses méthodes, longuement éprouvées : relance de la publicité, mise en place d'un plan de productivité et d'une stratégie à moyen et long terme utilisant toutes les synergies du groupe. Cela avait été le cas pour la Générale Biscuit en 1986, et Galbani n'a pas échappé à la règle, recevant dès l'automne 1989 un nouvel admi-

nistrateur délégué, Michel Cicourel (voir encadré), un haut fonctionnaire brillant, qui venait de quitter, pour raisons personnelles, la présidence de Cortal, filiale de la Compagnie bancaire, après l'avoir menée au succès.

N'emplant qu'une très petite poignée de collaborateurs importés de France, Michel Cicourel s'est appuyé sur son directeur général, Emmanuel Soarbo, et sur un nouveau directeur

La croissance externe

Si, en matière de fromages, Galbani n'a aucune leçon à recevoir de BSN, qui ignore cette technique, en revanche, la nouvelle filiale doit, dans les dix ans qui viennent, prendre un tournant décisif dans la commercialisation de ses produits, du fait de l'évolution prévisible des structures de la distribution dans la péninsule. A l'heure actuelle, les grandes surfaces ne commercialisent que 20 % de l'alimentation en Italie, contre 80 % en France, et Galbani, si fort dans des milliers de petites boutiques, y retrouve ses concurrents, avec une présence moins accentuée qu'il va donc falloir développer.

Son potentiel de croissance en Italie même, malgré une position déjà dominante dans certains segments, reste considérable, voire phénoménal, selon Michel Cicourel. Dans le fromage, les trois premiers concurrents, BSN, Cortal et Locatelli, couvrent 25 % du marché (30 % pour les cinq premiers), le reste étant fait d'une poignée de petits producteurs (2 500). Sur vingt ans, Galbani serait susceptible de porter à 50 % sa part de marché, en menant d'avantage une politique de marques, comme BSN.

La nouvelle filiale, qui consacrera aux saisons 18 % de son chiffre

d'affaires, avec une usine construite en 1986 et réputée la plus moderne du monde, tout en restant numéro un du marché avec une part de 5 %, devant Fiorucci (4,8 %) et une armée de petits producteurs, va devoir opter : arrêt éventuel de ses fabrications ou, au contraire, renforcement de ses positions par croissance interne et, surtout externe (acquisitions), cette solution devant, très vraisemblablement, l'emporter.

Cela suppose, là aussi, la mise en place d'une politique de marques, qui n'existe pas vraiment, en Italie, dans ce secteur, et surtout, un effort vers l'élaboration de produits préconditionnés pour les grandes surfaces : actuellement, 80 % de la commercialisation des saisons s'effectue « à la coupe » et non pas sous emballage.

Enfin, le groupe BSN compte jouer, dans la péninsule, l'une de ses cartes maîtresses, la fabrication de yaourts, dans laquelle il a développé une technologie de pointe, et qu'il veut diffuser dans toute l'Europe. Galbani fabrique, certes, plus de 20 000 tonnes d'un yaourt « éternisé » qui a constitué un véritable monopole avant l'apparition des yaourts fermentés, comme en France. BSN a aussi lancé la construction, par sa nouvelle filiale, d'une unité d'élaboration de yaourts selon son procédé Danone, pour 50 000 à 80 000 tonnes, soit un investissement de 175 millions de francs.

Ainsi, l'acquisition de Galbani s'inscrit dans la stratégie à long terme de l'acquéreur, à tel point qu'Antoine Riboud, président de BSN, déclarait, l'an dernier : « Si nous n'avions pas acheté Galbani, les produits frais de notre division Gervais auraient, à terme, été en danger ».

On peut ajouter que, sans BSN, la vénérable maison italienne, confrontée au changement dans les méthodes de distribution avec la montée en puissance des grandes surfaces, largement prévisible, n'aurait sans doute pas pris le virage qu'elle est en train d'effectuer. « Un nid de productivité », ajoutait Antoine Riboud : dans ce domaine, selon un bon observateur, la machine BSN est en route !

de Milan
FRANÇOIS RENARD

Le banquier et la mozzarella

Lorsque, à l'automne 1989, la communauté financière, comme l'on dit, apprit que Michel Cicourel, quarante-deux ans alors, entrerait chez BSN pour diriger la nouvelle filiale italienne Galbani, elle fut un peu interloquée. Un énarque, ancien du Trésor, puis banquier, à la tête de Cortal, filiale ultra-financière de la Compagnie bancaire, et maintenant dans le fromage italien, pour diriger la plus grosse affaire de BSN.

A contre-courant de toute la tradition du groupe, où tout membre de l'état-major fait longuement ses classes, passant de branche en branche pour acquérir la culture de cet empire de l'alimentation ? Officiellement, on « cherchait un tempérament plus qu'une compétence ». En fait, Antoine Riboud lui avait

laissé miroiter la possibilité, non la certitude, de prendre sa place à la présidence de BSN. Apparemment, il n'en est plus question, puisque Michel Cicourel a quitté le groupe pour accepter la proposition de Carlo De Benedetti et devenir PDG de Cerus.

Michel Cicourel, qui avait fort bien réussi chez Galbani, devait rentrer à Paris au bout de deux ans pour des raisons personnelles (sa famille avait dû rester dans la capitale). Mais, outre les nouveaux projets d'Antoine Riboud concernant la présidence de BSN, il semble que Michel Cicourel ait eu quelque problème « culturel » avec certains membres de l'état-major. Jean Vincent, directeur des produits frais dans le groupe, l'a immédiatement remplacé. Ce fut une belle aventure, entre le bel paese et la mozzarella.

F. R.

Lait : une coopérative tentée par le capitalisme

Sodiaal, deuxième groupe français, s'efforce de concentrer ses structures sans trahir ses principes

« Nous faisons pas d'illusion, les circonstances et l'environnement sont particulièrement difficiles. Mais nous tenons à le redire, la coopération n'est pas un système dépassé, quoi qu'en disent nos concurrents », affirmait Michel Debattise, ancien dirigeant paysan, ancien ministre de l'Agriculture, président de la Sodiaal (Société de diffusion internationale agroalimentaire), le 19 septembre, à l'issue de l'assemblée générale, la première que tenait ce groupe laitier depuis sa création en juillet 1989.

Sodiaal, peu connu du grand public, l'est davantage par ses produits commercialisés sous la marque Yoplait dans les yaourts, Candia

pour le lait, Saint-Hubert pour le beurre ou encore Riches Monts et le Rustique pour le fromage.

Ce groupe de 17 milliards de francs de chiffre d'affaires, collectant 2,65 milliards de litres de lait, se situe au deuxième rang de l'industrie laitière française, s'approchant de Benier, le numéro un, avec 20 milliards de francs de chiffre d'affaires et une collecte de lait avoisinant les 4 milliards de litres. Mais si l'un est familial et privé, l'autre est coopératif et entend le rester.

Le marché unique

La création de Sodiaal en juillet 1989 ne s'est pas faite ex nihilo. Dès 1964, six coopératives laitières s'unissent pour créer la Sodiaal, qui lançait la marque Yoplait l'année suivante et Candia en 1971. « Malgré une concurrence française vigoureuse, les six présidents et directeurs d'union régionale auraient pu vivre tranquillement encore quelques années », reconnaît aujourd'hui Michel Debattise. Mais voici deux ans, la décision fut prise de tout unifier dans la perspective du marché unique européen, afin de rivaliser avec les grands groupes laitiers de la Communauté et aussi d'être plus fort face à la distribution.

Si, dans les années 60, le rapprochement de coopératives pour développer des marques communes ne posait pas trop de problèmes, la fusion en 1990 ne s'est pas faite sans turbulences. « Il nous a fallu passer par-dessus les baronnies, les hommes, les pouvoirs, les régions, et nous l'avons fait. Quel autre groupe a fait le pari de fusionner six fois 2,5 milliards de francs de chiffre d'affaires, six fois deux mille personnes, toutes mutées avec des contrats revus individuellement ? ».

confiait l'un des dirigeants de Sodiaal à la revue *Agra Alimentation* du 19 septembre.

Manque de chance, cette réorganisation s'est déroulée dans un marché particulièrement difficile. Dès octobre 1989, les cours mondiaux de la poudre de lait et du beurre se sont inversés pour chuter en quelques mois de 25 %. Puis l'arrivée de produits en provenance d'Europe de l'Est a amplifié la dégringolade des prix. Il en est résulté une certaine grève des coopératives face à la baisse du prix du lait, rendant complexe la politique de la Sodiaal, tiraillée du fait de son statut entre la défense du revenu des agriculteurs coopérateurs et la réalisation de profits en tant que société.

Même si le bénéfice net a été de 100 millions de francs pour 1990, la conjonction des coûts de réorganisation et de la dégradation de la conjoncture ont entraîné un résultat d'exploitation négatif de 113 millions de francs. Pour cette année, les dirigeants de Sodiaal tablent sur un bénéfice juste en équilibre, car les restructurations se poursuivent, touchant en particulier la branche fromagère.

Des avantages fiscaux

La réorganisation affecte aussi la Sodiaal en tant que structure. Au départ, la société s'était subdivisée en huit filiales placées chacune sous l'autorité d'une coopérative. L'avantage était double, permettant d'éviter les mouvements d'hommes et aussi de rester fidèle à l'esprit d'autonomie de chaque région.

Au bout d'un an, ce principe égalitaire a été abandonné au nom de la rationalisation, voire d'une meilleure efficacité. Désormais, la structure est plus industrielle, se limitant à une subdivision en trois branches :

produits frais, lait de consommation et fromages.

Pour mettre un terme aux rumeurs évoquant des divergences internes et, à l'extrême, l'abandon du principe coopératif, les dirigeants de Sodiaal ont tenu à préciser que toutes les décisions lors de l'assemblée générale ont été prises à l'unanimité, notamment la fixation d'un prix unique annuel du lait sur l'ensemble du territoire français. Seule l'arrivée d'un nouveau partenaire, la coopérative Tempé-Lait, s'est vue opposer 4 abstentions sur 120 votants.

« Ce n'est pas parce que les situations se compliquent que le monde agricole entend renoncer à des outils comme Sodiaal », expliquait Michel Debattise, lors de son assemblée générale, « même si, du fait des structures, les décisions sont plus lentes à prendre ». Il n'est pas question donc d'abandonner ce principe très consultatif basé sur le traitement identique des sociétaires, même si les avantages fiscaux conférés au système coopératif se sont réduits dans le cadre de la loi de finances de 1991. Mais cette évolution est mal perçue dans le privé, où les concurrents « capitalistes » protestent toujours contre ces « avantages un peu trop importants ».

Cependant tous se retrouvent lorsqu'ils parlent de leurs relations avec la grande distribution où la pression est telle que le prix du litre de lait est parfois moins cher que celui de l'eau... Les propos sont cependant modérés, tant le pouvoir des hypermarchés est fort. Ainsi, si l'un des producteurs « défrayés » d'un grand magasin ose protester publiquement contre un retrait de ses produits, il risque de se voir bannir encore plus longuement des étagères. Entreprises coopératives ou capitalistes, les distributeurs ne font pas la différence.

D. G.

TABLES D'AFFAIRES

DÉJEUNERS RIVE DROITE

YVONNE F. ven. soir et sam. Vieille Cuisine de Tradition. Spéc. de POISSONS, Huîtres et Gibiers en saison. Foie gras 13, rue de Bassano, 16° 47-20-98-15

RIVE GAUCHE

DODIN BOUFFANT 43-25-25-14 12 h 30-14 h 30, 20 h-23 h. Ouvert le samedi. Toujours son bon rapport qualité-prix, dont le menu à 170 F. Poissons, fruits de mer et crustacés toute l'année. 25, rue Frédéric-Sauton F. dim. Park.

YUGARAJ (air climatisé) 43-26-44-91 14, rue Dauphine, 6° F. lundi

LA PERLE DES ANTILLES 45-42-91-25 36, avenue Jean-Moulin, 14° F. dim.

SPECIALITÉS INDIENNES. « De tous les indiens, celui-ci est de très loin le meilleur et le plus authentique. » Christian Millau (Gault-Millau).

SPECIALITÉS ANTILLAISES. 1 toque G. et M. Délicieuse cuisine typique. Gratins de milton, tasset de bœuf, Atmosphere des îles, accueil chaleureux.

هكذا من الاصل

AFFAIRES

Les stratégies agroalimentaires

Viande : l'impératif de la qualité

Suite de la page 35

La région doit acquiescer avec la viande « la réputation que d'autres régions ont acquise avec le vin ». Une politique d'appellation d'origine en quelque sorte, avec identification et certification de la qualité des produits.

Selon Gilles Lecourt, directeur du Groupement limousin bétail et viande (GLB), l'un des principaux groupements de producteurs de la région (800 adhérents; 25 000 animaux commercialisés chaque année, dont 45 % à l'exportation; chiffre d'affaires de 200 millions de francs), cette politique, qui passe par un « nécessaire développement des circuits identifiés » et par la labellisation des produits, est susceptible d'assurer, en période de consommation de masse, la survie et l'avenir des viandes de qualité. Moins mais mieux.

L'exemple du marché néerlandais est à cet égard significatif. Les Pays-Bas, maintenant éleveurs de la race limousine, sont assez hostiles par principe à tout ce qui est appellation d'origine, y voyant volontiers une hypocrisie protectionniste. Or l'abattoir de Maestricht vient toujours s'approvisionner au centre d'abattage du GLB, dans la banlieue de Limoges; et, selon Gilles Lecourt, « les bovins étiquetés aux Pays-Bas « Limousin-France » se vendent 10 % de plus que les bovins hollandais de la même race ». Cela représente pour l'éleveur d'ici une plus-value de près de 25 % et prouve que la notion de terroir reste encore bien réelle.

Le problème, c'est la filière. Un vin d'appellation est identifié et contrôlé dès la mise en bouteille, sur le terroir de production; la suite du voyage commercial jusqu'au lointain consommateur se fait, sauf escroquerie, sans problème. La viande, c'est tout autre chose. Entre le taurillon ou la génisse qui quitte leur élevage pour la chaîne d'abattage et le steak conditionné sous vide dans le rayon réfrigéré d'une grande surface, il y a un vrai labyrinthe.

C'est la grande distribution qui fait de plus en plus la loi sur le marché de la viande au détail. Or, souligne le rapport parlementaire Rimarais-Melvy, publié en avril dernier, sur le « fonctionnement du marché de la viande ovine et bovine », la grande distribution, « qui représente aujourd'hui plus de 60 % de ce marché, exige des produits standardisés en quantité importante et en approvisionnement régulier », une exigence banalisée au prix le plus bas.

Une organisation collective

De plus, « se situant peu à peu de leurs ateliers de découpe, activité peu rentable consommatrice de main-d'œuvre à rentabilité limitée, les grandes et moyennes surfaces recherchent des entreprises susceptibles de leur fournir des produits immédiatement commercialisables, barquettes, portions individuelles... Seules des entreprises de grande taille ayant effectué des investissements importants sont en mesure de répondre à cette évolution ».

La grande distribution impose des délais de paiement de plus en plus longs à la transformation industrielle, laquelle les représente illico en amont. Constatation désabusée d'un éleveur corrézien : « C'est nous qui sommes devenus maintenant les banquiers des grandes surfaces, ce qui nous oblige à des découverts et à des opérations de refinancement qui nous coûtent très cher ».

Seule possibilité de résistance face à cette dictature croissante des centrales d'achat : l'organisation collective des producteurs, avec en qui, voilà deux décennies, aurait encore semblé très paradoxal : l'alliance des bouchers détaillants, qui voient leur site d'activité se rétrécir sans cesse et n'ont pas d'autre issue que celle du service et de la qualité.

Un groupement apparaît à cet égard particulièrement innovant : la Coopérative des éleveurs du Limousin et de la Marche (CEL-MAR). Née (tout ce qu'une coopérative l'est) en mai 1968 avec une centaine d'adhérents, elle en a aujourd'hui mille cinq cents dans les départements de la Creuse, de l'Indre, de la Haute-Vienne.

La surface exploitée par ces adhérents représente plus de 60 000 hectares pour un cheptel bovin viande (race limousine et charolaise) de quarante mille vaches mères et vingt mille brebis, soit une moyenne de 40 hectares, vingt-huit vaches et soixante-quinze brebis

par exploitation adhérente. C'est donc une organisation de « petits », très attachés à leur structure, situation très différente des grandes coopératives de l'Ouest breton ou normand, qui apparaissent à leurs adhérents comme des technocraties identiques aux groupes privés de l'agroalimentaire.

La CELMAR doit sa réussite à une discipline de fer. Pas question d'hormones, ni d'anabolisants, même à l'époque où c'était encore autorisé. Plusieurs adhérents ont été exclus pour avoir succombé à la tentation de cette « gonflette » rapide de leurs animaux. Une maîtrise de l'élevage par la création d'une société d'intérêt collectif agricole, la SOMAFER, à Bessines-sur-Gartempe (Haute-Vienne). Puis en aval un partenariat avec plusieurs organismes intermédiaires, la société Sopacel, à Lyon, Centre Sud-élevage à Rodez (Aveyron), France-Limousin-Nederland à Rotterdam (Pays-Bas), Elfos à Emmendingen (Allemagne). A l'extrême aval, des contrats d'exclusivité avec deux cent soixante-quinze artisans dans les agglomérations de Paris, Lyon, Marseille, Lille.

« Nous sommes en mesure de garantir l'identification et le contrôle de la qualité d'un bout à l'autre de la filière », dit Claude Dauphin, président de la CELMAR, lui-même éleveur de bovins à Azerables, dans le nord de la Creuse. Avec un cahier des charges de plus en plus pointu, ascendance classée, élevage au pâturage ou en stabulation libre, alimentation contrôlée, sans antibiotiques ni activateurs de croissance, transport des animaux vivants inférieur à vingt-quatre heures, dans des conditions susceptibles d'éviter le fameux « stress » des animaux promis à la boucherie.

Sans traitement chimique

Dans le même esprit, le GLB a créé une viande biologique identifiée comme telle par Nature et Progrès. Non seulement les animaux doivent vivre leur croissance dans les meilleures conditions de bien-être, mais ils doivent être nourris sans engrais, avec des céréales elles-mêmes sans traitement chimique. Selon Gilles Lecourt, « cette discipline permet une plus-value de l'ordre de 20 % par rapport à la viande limousine classique » - au prix d'une conduite du troupeau plus complexe et d'un temps de travail plus long.

Mais, dit un de ces éleveurs « bio », « le surcoût de travail n'est pas un vrai problème : dès qu'on est dans l'élevage, de toute façon, on est lié à son exploitation pratiquement vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Le seul problème qui compte pour nous, c'est le revenu ». Là encore, l'intérêt des pays d'Europe du Nord sert d'étalon de mesure : cette viande limousine identifiée biologique a séduit le très sévère circuit hollandais Elko.

La difficulté dans toute cette politique de qualité, c'est l'identification : la race bovine limousine (comme d'ailleurs la charolaise) émerge de plus en plus hors de son terroir d'origine. Son dernier concours national s'est d'ailleurs tenu à la mi-septembre au salon Space (salon de la production agricole) de Rennes, qui est en France le deuxième en importance après Paris. Elle est aussi de plus en plus présente en Midi-Pyrénées et en Lorraine.

Faut-il réserver l'identification au « berceau » de la race ? Non, répond Louis de Neuville, éleveur à Vic-sur-Breuilh (Haute-Vienne), président du Herd-book, le grand livre généalogique de la race, et de l'Union pour la promotion de la race (UPRA). Aussi a-t-il été créée une appellation nationale, « blason-préférence », déjà bien présente dans les boucheries de quartier et de village.

Toutefois, la plupart des groupements du « berceau » limousin veulent y ajouter une dimension de terroir en créant des marques commerciales particulières, pour se défendre face à la concurrence naissante de régions mieux armées pour l'élevage. Ces marques commerciales ne sont pas toujours bien lisibles en bout de chaîne; les consommateurs s'y perdent, et il y a sans doute de la méthode à y mettre. Mais leur recherche révèle un problème vital pour le Limousin, ainsi résumé par un éleveur creusois : « La qualité, pour nous, ce n'est pas un choix. Nous y sommes condamnés ».

de Limoges
GEORGES CHATAIN

La réussite discrète des pâtes savoyardes

Alpina est à la pâte alimentaire ce qu'Opinel est au couteau de poche. Rien d'étonnant puisque ces deux PME de Chambéry ne sont distantes que de quelques kilomètres. Une solide tradition familiale, une volonté d'indépendance chevillée au corps de leurs dirigeants, une obstination toute montagnarde à ne pas se lancer dans des fuites en avant inconsidérées.

Dans l'un et l'autre cas, la recette de la pérennité a bénéficié des mêmes ingrédients. Seule différence peut-être : si l'Opinel a fait le tour du monde, Alpina, en toute discrétion, cache son patronyme, pour l'essentiel, derrière les marques de distributeurs. Carrefour, Casino, Auchan...

A l'origine, les « pâtes Léger », devenues Alpina, font leur apparition en 1850, année du rattachement de la Savoie à la France. L'influence transalpine est néanmoins restée vivace, au moins dans les habitudes alimentaires. En 1962, lorsque Claude Richard - il avait vingt-trois ans - doit succéder à son père décédé subitement, la France comptait environ cent cinquante fabricants de pâtes.

Il en reste sept. Et malgré la modestie de sa taille - un chiffre

d'affaires de 80 millions de francs avec soixante-cinq salariés, - Alpina s'octroie la place de numéro trois national. Loth de Ribère, il est vrai, Rivoire et Carré-Lustucru et surtout Panzani (groupe BSN), Claude Richard, qui, malgré les sollicitations, a conservé la maîtrise totale de son capital, doit sans doute beaucoup à Marcel Fournier, un autre Savoyard, fondateur de Carrefour.

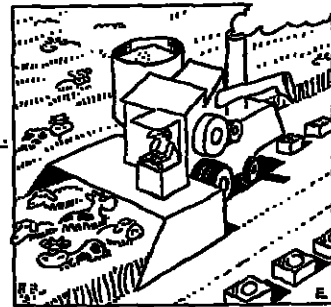
« Très rapidement, je me suis adapté aux nouvelles règles de concurrence, au commerce moderne avec l'apparition des hypermarchés. » En même temps, il s'en remet au bon sens qui lui sert de règle élémentaire de marketing : c'est à partir d'une enquête auprès de ses ouvrières que, à la fin des années 60, il « invente » les pâtes pour chiens qui continuent de dégraisser une part non négligeable de rentabilité.

En 1982, Alpina produisait 2 000 tonnes de pâtes avec quarante-cinq salariés. Actuellement, elle en fabrique 12 000 à 13 000 tonnes, « grâce aux investissements de productivité réalisés au bon moment, pour diminuer les coûts de revient ». Ce saut en avant technologique n'est toutefois pas très ancien.

Depuis 1987, l'entreprise s'est dotée d'une ligne de séchage des pâtes à très haute température. Pour un coût approchant les 10 millions de francs, cette unité prototype de 1 500 à 2 000 kg par heure, entièrement automatisée, réalise en 45 minutes une opération qui durait 4 heures sur une installation traditionnelle. En trois ans, Alpina a augmenté ses capacités de 50 %. « C'était un pari industriel, je ne suis pas joueur, mais j'aime jouer quand le suis sûr de gagner », admet Claude Richard, qui, par son héritage et sa formation, se range plus dans le camp des « bâtisseurs » que dans celui des « financiers ».

La pression des grandes surfaces

En livrant 65 % de sa production aux marques de distributeurs, la PDG d'Alpina doit, certes, se plier aux exigences des grandes surfaces. « L'allongement des délais de paiement est incontestablement un frein au développement pour financer des investissements de capacité très élevés. » Claude Richard est bien entendu partisan d'une révision des accords avec les hypermarchés. Mais il reconnaît



que travailler pour une marque de distributeur crée une relation d'une tout autre nature, « un partenariat réel » qui inscrit, dans un cahier des charges rigoureux, une « exigence permanente de qualité ».

« Les distributeurs nous ont beaucoup fait progresser », reconnaît-il. De cette expérience, la société chambérienne paraît bien décidée à tirer profit. Récemment, elle a lancé, sous son nom propre, des pâtes « bio » à partir de blés - français - qui ont germé sans engrais. Les premiers résultats, jugés encourageants, pourraient l'aider à sortir de ses frontières régionales.

« De toute évidence, l'ouverture européenne n'est pas à notre portée », note Claude Richard, avec le réalisme du patron de PME qui gère son entreprise en « bon père de famille ». Pour autant, il ne craint pas la concurrence des sociétés italiennes, toutes proches, qui détient déjà 25 % du marché. « Leur offensive publicitaire, notamment celle de Barilla, est excellente. Elle valorise la pâte alimentaire dans le public. » Ce qui n'est pas sans bénéfice pour une entreprise plus soucieuse de sa production que de son image.

de Lyon
MICHEL DELBERGHE

The A to 終 of the world.

The Economist

Traduction du texte ci-dessus : « le A à 終 du monde »

BSN

par le capitalisme

BOURSE DU 26 SEPTEMBRE

Cours relayés à 13 h 47

[illegible]

COMPTANT

1-800-451-4242

[illegible]

SICAV

Inflation

VALEURS			VALEURS			VALEURS		
	Émission Frste incl.	Rachet net		Émission Frste incl.	Rachet net		Émission Frste incl.	Rachet net
A.A.A.	1059 33	1032 52	Facilities	887 74	959 05	Pasta Group	6187 20	6187 20
Action	221 51	2005 18	Producers	27 99	27 99	Prattville City	10877 53	10869 66
Agropur	819 76	798 46	First-Prattville	10094 81	10743 46	Privco, Encomul	112 60	111 49
Ambi-gro	7648 05	7564 47	Fucose	5084 16	5084 16	Fin'Associates	27670 52	27670 52
Amphibio	646 87	628 03	Fuairbio	1348 85	1314	Probus	1106 31	1079 23
Arbitrage Court-T	6759 98	6759 98	Gaslink	13903 00	13903 03	Quartz	132 20	128 98
Astoria	1132 83	1132 83	Gen. Associations	170 26	169 50	Reinhold	850 48	867 73
Astoria	382 09	382 09	Gen. 1	1197 23	1197 23	Reinhold	159 16	159 16
Astoria	1279 52	1236 37	H.M. Marketing	13063 29	13063 29	Revenue Trust	3291 41	3294 58
Astoria	1723 25	1689 46	Isarung	111604 92	103654 29	Revenue-Tru	114 62	1130 66
Asa Capital	161 02	159 03	Interadig	13700 19	13713 74	St. Honoré St-Alain	941 94	896 23
Asa Court-Tinos	7425 30	7426 30	Intercession Fox	545 53	529 64	St. Honoré St-Alain	10683 04	10510 48
Asa Court	126 59	121 13	Jepax	149 45	144 55	St. Honoré Global	233 94	223 34
Asa Investments	123 14	117 93	Jepaxgro	272 05	268 82	St. Honoré Invest	761 27	728 76
Asa NP	118 05	112 57	Lafayette America	220 28	230 08	St. Honoré Mac Pien	201 40	192 27
Asa Petroleum	112 23	111 96	Lafayette Europe	246 35	238 31	St. Honoré Pacific	998 59	951 71
Asa Petroleum	537 19	537 19	Lafayette Inc.	250 31	249 70	St. Honoré PAC	252 34	252 34
Asa Ventures	136 72	121 26	Lafayette	314 23	301 46	St. Honoré Rev	14056 07	14030 07
BSI Asset	111 62	108 37	Lafayette Japan	229 28	219 94	St. Honoré Services	495 76	477 64
Capacitacion	5920 28	5926 34	Lafayette Iboron	414 32	37 43	Silvestre	1942 71	1642 71
Capcity	6007 25	5977 59	Lafayette Ohio	137 96	132 34	Silvestre	13175 31	12916 97
Capcity	1234 83	1216 74	Lafayette Randem	197 89	188 92	Silvestre	1309 77	1309 77
Caution Plans	28 78	28 08	Lafayette	210 03	31 92	Scanlon	712 85	702 32
Cheers	1260 84	1219 16	Lafayette	2430 94	2117 86	Scanlon Associates	1740 70	1738 08
Chenier	381 93	337 25	Leont C. C.	11623 41	11623 41	S.E. O'Connell	873 02	863 42
Comparting	361 39	347 48	Lafayette	8677 43	8492 94	S.G. F. International	1076 34	1056 72
Conquest	490 81	476 81	Associations	11538 31	11538 31	Scanlon A.O.	432 20	418 80
Credit Mutual Capital	1216 97	1190 41	Loan Incision	27795 96	27696 71	S.O.E.	1478 08	1416 20
Cross	1266 06	1254 16	Lupin	919 03	901 31	S.I. Eshen	886 89	871 43
Drouin France	876 97	839 21	Loan Trifor	2159 81	2151 41	Slam	421 41	408 16
Drouin Investor	1043 99	999 03	Loan 20 000	24750 17	24750 17	Shawcross	212 87	208 50
Drouin Société	254 38	243 43	Loan Bureau Inc.	558 34	642 08	S.M.A.	463 47	440 36
Easico	1062 42	1036 87	Loan Portland	717 86	696 76	S.N.I.	1230 25	1194 42

Conclusions

[illegible]

SLPH_____

10	S.A.C.I.	176	998	0	Tony Inc.	28 30
	Solo	328	328	0	Vallée Hémagis	3000	1120
	Solo	439	437	10	W. L. L. Inc.	1082	10 20
	Soloist	1230	1220	0	West Road Cons.	10 20
	Solomon (ex. S. S. S.)	83	80	80			
	Solofa	1820					
	Sophia	367	386	20			
	Sopra	140	140				
	Southern Atlantic	888	880				
	Stovall	354	350				
	Stovall	785	785				
	Stovall	3125	3180				
	Texas-Airline	3125	3180				
	Texas-Airline	220					
	Tyler Effort	1200	1219				
	U.S.A.	2114					
	Vent	385	385				
	Vent	868					
	Vent	330					
	Waco del S. S. S.	213	80				

External Monitoring
 External Monitoring
 External Monitoring

[illegible]

PUBLICITÉ

FINANCIÈRE
Renseignements :
46-62-72-67

COMMUNICATION

Le procès entre le Crédit lyonnais et l'homme d'affaires italien à propos de MGM

M. Giancarlo Parretti sur la défensive

Après avoir entendu les témoins cités par le Crédit lyonnais dans le procès qui oppose cette banque à M. Giancarlo Parretti à propos du contrôle de Metro Goldwyn Mayer (MGM), le tribunal de Wilmington (Delaware) a procédé mercredi 25 septembre à l'audition de l'homme d'affaires italien. Le jugement devrait être rendu en octobre. Juste avant l'ouverture d'un autre procès, au printemps 1992, à Los Angeles, intenté par M. Parretti celui-ci, qui réclame au Crédit lyonnais 1 milliard de dollars de dommages et intérêts.

NEW-YORK

de notre correspondant

« Lorsque je suis entré dans la pièce, j'avais déjà le revolver sur la table. Je n'avais plus qu'à signer sur la table couverte de documents. Mais je savais que si j'étais écarté de la MGM, l'accord me laissait le contrôle des filiales étrangères de la société. » Fidèle à la ligne de défense observée depuis le début de l'affrontement judiciaire qui l'oppose à la direction du Crédit lyonnais, son ancien allié dans l'acquisition, en 1990, des studios hollywoodiens de MGM, M. Giancarlo Parretti ne nie pas le bien-fondé de l'accord signé entre les deux parties le 15 avril dernier. Accord dont le double but était d'évincer le financier italien de la direction exécutive du groupe mais aussi d'éviter le recours au chapitre 7 de la loi américaine sur les faillites (le Monde du 9 août 1991).

Le 24 septembre, M. Parretti s'est efforcé de démontrer au juge Allen qu'il n'avait jamais eu l'intention de violer cet accord qui l'obligeait à trouver, avant le 15 décembre 1991, un acquiescement pour 40 % des actions de MGM (sans peine de voir le Crédit lyonnais bénéficier d'un mandat lui permettant de vendre 51 % du capital de la société). Mais que, pour autant, cet arrangement ne lui était nullement la responsabilité de gérer les filiales étrangères de MGM. Ce que lui conteste le Crédit lyonnais.

Parlant d'abord dans sa langue maternelle, obligé à une traduction qui traînait en longueur, puis dans un anglais approximatif, M. Giancarlo Parretti s'est employé à camper un personnage bien différent de celui d'incorrigible bretteur, toujours à la limite de l'équilibre, que lui attribuent ses adversaires. Le juge William Allen a ainsi écouté avec patience l'histoire beaucoup plus édifiante de cet ancien gargon de café, devenu directeur du légendaire palace de Venise, le Danieli, aussitôt mué en milliardaire, et qui s'est pris de passion pour le grand écran.

Les filiales étrangères

Son éviction de la direction de MGM au profit de M. Alan Ladd Jr., un homme de confiance du Crédit lyonnais, ne lui procurerait aucune amertume particulière. En revanche, le fait de se retrouver dans une salle de tribunal lui paraît d'autant plus incompréhensible que l'accord du 15 avril spécifiait que le Lyonnais s'était engagé à n'entreprendre aucune action avant le 30 novembre prochain. Omettant de préciser que cet engagement visait essentiellement l'utilisation des droits de vote du CLBN (Crédit lyonnais Bank Nederland) et le recours aux chapitres 7 et 11 de la loi américaine sur les faillites.

« Quant à la direction des filiales étrangères de MGM, j'en gardais le contrôle dans la mesure où elles n'étaient pas mentionnées dans l'accord », a expliqué M. Parretti, se référant à la loi californienne sur les sociétés, selon laquelle l'absence de mention signifie absence de compétence. Une interprétation naturellement rejetée par M. François Gille, directeur général adjoint du Crédit lyonnais et administrateur du CLBN, qui, en marge du procès, estime que le contrôle du comité exécutif sur la MGM englobe de façon tellement évidente ses filiales qu'il n'était pas nécessaire de le mentionner dans l'accord.

Mais M. Parretti n'en démord pas. « Faut de cette mention, je me suis senti libre de continuer à négocier la vente des salles de cinéma en Grande-Bretagne et de contrôler la distribution des films en Europe », a-t-il dit, les deux

témoins cités pour sa défense avaient également soutenu la bonne foi de l'homme d'affaires italien face au Crédit lyonnais qui l'accuse d'avoir réuni le 14 juin dernier un conseil d'administration extraordinaire et de s'être fait nommer président du conseil de MGM, en l'absence de quorum, de façon à détourner les termes de l'accord du 15 avril et à s'emparer dans la gestion de la société.

Selon M. Viviana Avincola qui, au moment des faits, travaillait depuis deux ans à côté de M. Parretti, il s'agissait d'une simple réunion d'information, sans vote. Pour des raisons de commodité, M. Parretti a été nommé président de séance (Chairman of the meeting) et non pas président du conseil d'administration (Chairman of the Board) comme le prétend l'accusation. Il s'agit donc d'une « simple erreur de transcription » dans la rédaction des « minutes » de cette réunion et dont la responsabilité incomberait à la secrétaire de M. Edmond Hamburger, le vice-président de Pathé Communications Corp (PCC).

Dernier reproche du Crédit lyonnais, les cessions indues d'actifs de MGM, sur lesquels M. Parretti n'avait en principe prise depuis l'accord du 15 avril. La question de la vente, au dixième de sa valeur d'après la banque française, des parts de Europe Image Distribution (EID), une filiale française de la MGM, dans la Cité du cinéma, une autre filiale, n'a cependant pas été abordée par le tribunal. M. Lawrence Hamermesh, l'un des avocats de M. Parretti, avait néanmoins préparé sa riposte. Il a affirmé que « pour réduire les dettes de MGM », son client s'était contenté de vendre ses parts dans la Cité du cinéma — et d'autres biens — au prix auquel il les avait payés un an et demi plus tôt.

M. Parretti a suivi avec attention les interventions des témoins et des avocats cités pour sa défense avant de répondre lui-même aux questions de M. Richard Holwell, l'un des avocats du Crédit lyonnais. Comparant les propos tenus la veille par M. Parretti et le contenu de sa précédente déposition, lors de la première partie du procès, M. Holwell a noté de nombreuses contradictions.

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi 25 septembre, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des délibérations, un communiqué a été publié, dont voici les principaux extraits :

- Code de la propriété intellectuelle. Le ministre de la culture et de la communication, porte-parole du gouvernement et le ministre délégué à l'industrie et au commerce extérieur ont présenté un projet de loi relatif au code de la propriété intellectuelle (partie législative). En renouvant la composition de la commission supérieure de codification en septembre 1989, le gouvernement a donné une nouvelle impulsion à la confection des codes. Le code de la propriété intellectuelle est le premier à résulter des travaux de cette commission. Il rendra plus accessibles les dispositions législatives éparpillées dans une vingtaine de lois. La première partie du code, relative à la propriété littéraire et artistique, traite du droit d'auteur et des droits voisins, c'est-à-dire des droits des artistes-interprètes, des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes et des entreprises de communication audiovisuelle. La deuxième partie du code, relative à la propriété industrielle, regroupe les dispositions relatives à la protection des inventions et des connaissances techniques, aux marques de fabrique, de commerce ou de service, aux dessins et modèles et à l'organisation administrative et professionnelle. Les travaux de codification seront vigoureusement poursuivis. Six autres nouveaux codes sont en cours d'élaboration : ils sont consa-
- Ratification d'ordonnances applicables à Mayotte. Le ministre des départements et territoires d'outre-mer a présenté un projet de loi portant ratification des ordonnances prises en application de la loi n° 89-923 du 23 décembre 1989 d'habilitation relative à l'adaptation de la législation applicable dans la collectivité territoriale de Mayotte. Entre juin 1990 et septembre 1991, sept ordonnances ont été prises en application de la loi du 23 décembre 1989, dans les domaines de la santé publique, de l'urbanisme, de la protection de la nature, du droit pénal, du droit du travail, du droit budgétaire et de l'aide sociale. Une nouvelle loi d'habilitation sera nécessaire pour achever l'œuvre entreprise.
- Lutte contre le travail clandestin et le séjour irrégulier d'étrangers en France. (le Monde du 26 septembre.)
- Le développement de l'apprentissage et de la formation en alternance. (le Monde du 26 septembre.)
- La recherche sur la ville. Le ministre d'État, ministre de la ville et de l'aménagement du territoire, le ministre de l'équipement, du logement, des transports et de l'espace et le ministre de la recherche et de la technologie ont présenté une communication sur la recherche sur la ville. Cette recherche doit permettre de mieux comprendre et de mieux maîtriser les évolutions de la civilisation urbaine. Les collectivités locales et les entreprises doivent être associées à l'effort nécessaire en ce domaine.

LE MONDE	25 SEPTEMBRE 1991
7	23
28	35
37	49
46	
20H35	
8	26
30	44
45	48
23	

CARNET DU Monde

Naissances

— Jeanne et Jean-Paul GIRARDOT sont très heureux d'annoncer la naissance de leur petite-fille.

Lou GIRARDOT.

le 14 septembre 1991.

18, avenue Debeauvoir, 78150 Le Chesnay.

Décès

— M. Paul Cléophas, M. Gislène Abensour, Corinne et Christophe Abensour, ont la très grande douleur de faire part du décès de

M. Patrice ABENSOUR,

surné accidentellement à Etretat, le 17 septembre 1991.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

17, rue Desmouettes, Paris-15.

— L'université Paris-X-Nanterre, Les enseignants et les administratifs de l'UFR d'études anglo-américaines, ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Patrice ABENSOUR,

maître de conférences, surné le 17 septembre 1991.

— M. F. Avignon, née Suzanne Le Conte des Floris, Pierre et Micha Avignon-Palsky, Antoine, Emilie et Jean-Gabriel, Emmanuelle et Patrick Avignon-Franquet, Marion, Perrine et Juliette, Catherine et Jean-Marc Avignon-Altart, Mélanie, Anaïs et Benjamin, Bernard et Régine Avignon-Vincent, Sylvain et Adeline, Vincent et Corinne Avignon-Joubert, René, Frédéric, M. Vandenboogaerde, M. Jean Avignon, Le docteur et M. Robert Le Conte des Floris.

Le docteur et M. Claude Le Conte des Floris, M. et M. Albert Pla, Le docteur et M. Claude Pla, leurs enfants et petits-enfants, M. Meunier, Et M. Salathier, Leurs parents et alliés, font part du décès de

François AVIGNON, né le 13 mars 1926, à Madagascar, ancien directeur de l'office HLM inter-départemental de la région parisienne, survenu le 25 septembre 1991, dans sa soixante-sixième année.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-Magdeleine du Plessis-Robinson, le vendredi 27 septembre, à 10 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

66, avenue de la République, Le Plessis-Robinson.

— Marie-Claire Liegeard, son épouse, Mathias et Claudine Liegeard, Fabrice Liegeard, Virginie Liegeard et Jean-Paul Grams, Thomas Liegeard, ses enfants, Tristan, son petit-fils, ont la douleur de faire part du décès de

Serge LIEGEARD,

surné à Montpellier le 15 septembre 1991.

Les obsèques ont eu lieu le mardi 17 septembre, au cimetière de Brissac.

2, la Côte, 34190 Brissac.

EN BREF

□ Accord de coopération entre l'espagnol « El País » et le japonais « Asahi Shimbun ». — Les quotidiens *El País* (Madrid) et *Asahi Shimbun* (Tokyo) ont conclu récemment un accord de coopération rédactionnelle et administrative prévoyant notamment des échanges en matière de textes et de formation des journalistes. *El País* est le principal quotidien espagnol avec une diffusion moyenne, en 1990, de 402 000 exemplaires, tandis qu'*Asahi Shimbun*, deuxième quotidien japonais après le *Yomiuri Shimbun*, diffuse plus de 12,7 millions d'exemplaires en deux éditions.

□ Les dix ans du Salon de dessin de presse et d'humour. — Le Salon international du dessin de presse et d'humour de Saint-Just-le-Martel, dans la banlieue de Limoges (Haute-Vienne), fête son dixième anniversaire du 20 au 29 septembre 1991. La première université française du dessin de presse et d'humour (*le Monde* du 7-8 octobre 1990) est inaugurée à cette occasion. Parmi les manifestations, l'exposition « Tout l'humour du monde » proposera plus de 2 000 dessins sur des thèmes d'actualité : une rétrospective « Caricatures du monde du spectacle et du cinéma. Deux hommages, l'un à Peynet et à ses « Amoureux », l'autre à l'illustrateur Ozouls, sont aussi prévus, ainsi que la célébration du bicentenaire de la naissance d'Émile Boeckhaert, inventeur de la mine de crayon noir et de la gomme.

□ Salon International du dessin de presse et d'humour, 20-29 septembre 1991, Saint-Just-le-Martel. Tél. : 55-09-26-70. Entrée : 25F.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5616
1 2 3 4 5 6 7 8 9
I
II
III
IV
V
VI
VII
VIII
IX
X
XI

HORIZONTALEMENT

1. Un bleu qui n'est évidemment pas d'Auvergne. — 2. Deviennent spéciales quand elles sont grasses. — 3. Note. Parfois qualifié d'heureux quand il prend la moitié. — 4. Des mollusques ou des citrons. Son retour est parfois redouté. — 5. Un café. Auteur d'un livre. — 6. Singe. Qui ne prendront plus rien. — 7. Grande rigueur. — 8. Perce bien quand elle est bonne. Grande, dans les Pyrénées. — 9. Chinoises, au théâtre. — 10. Qui a besoin de repos. Sans valeur. — 11. Bon quand il n'y a rien de cassé. Peut être le cri d'un arrivant.

VERTICALEMENT

1. Lucarne qui fait un effet bœuf. Quand il est bloqué, on ne discute pas. — 2. C'est le dernier avertissement. — 3. Possessif. Quand il arrive, on peut faire ce qu'on veut. On y a trouvé d'importantes archives. — 4. S'exprime poétiquement. Est noir quand il vient des champs. — 5. Un ensemble de pulsions. Des caractères d'autrefois. — 6. Certains resta de glace. On l'on peut respirer. — 7. Autrement, elles ornent les cabarets. Convient. — 8. Accessoire très utile pour les plongeurs. — 9. Atteinte. Élément d'une jupe.

Solution du problème n° 56

Horizontalement : 1. Oreilles. — 2. Râ. — 3. Echancures. — 4. Éros. — 5. Lérots. En. — 6. cœur. Due. — 7. Etat. El. — 8. Sinécure. Go. — 9. Fil. R. Verticalement : 1. Ordre. Vigne. — 2. Râ. — 3. Echancures. — 4. Éros. — 5. Lérots. En. — 6. cœur. Due. — 7. Etat. El. — 8. Sinécure. Go. — 9. Fil. R.

— Le président de la Chambre syndicale des théâtres de France. Le conseil d'administration et les membres de la Chambre syndicale, ont le regret de faire part du décès de leur collègue et ami.

Jacques MORIN.

(le Monde du 26 septembre.)

— Nous apprenons le décès, survenu lundi 23 septembre 1991, à Libourne (Gironde), du

général (CR) Camille MORIN.

[Né le 28 février 1900 à Saint-Amand, Camille Morin sert dans l'armée de 1920 et entre dans le gendarmier en 1927. Commandant la gendarmerie de l'air à Orléans en 1946, il sera affecté, entre 1951 et 1953, à la gendarmerie nationale en Algérie. Spécialisé avec le grade de général de brigade (1961), puis avec celui de général de division (1967), Camille Morin commande la gendarmerie de la 10^e région militaire à Alger au moment des opérations militaires dans les Algériennes sont exécutées des gendarmes. C'est en 1960 que le général Morin est admis dans la réserve.]

— Les Sables-d'Olonne.

M. Brigitte Prost, son épouse, Thomas, Marie-Jodite, Lucile, ses enfants, Ses frères, sœurs, beaux-frères et belles-sœurs, M. et M. G. ses beaux-parents, Toute la famille Et ses amis, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Francis PROUTEAU,

bijoutier, surné le 22 septembre 1991.

La cérémonie civile a eu lieu le mardi 24 septembre, au cimetière de la Renais, aux Sables-d'Olonne.

Cet avis tient lieu de faire-part.

26, avenue Tanchet, 85100 Les Sables-d'Olonne.

— Tous nous saluent la mémoire du peintre

Imhain SHAHDA,

qui les a quittés à soixante-deux ans, le 28 août 1991.

Son épouse, sa fille.

Remerciements

— Orléans. Dans la possibilité de répondre individuellement aux témoignages de sympathie, Catho et Hélène, Et tout leur famille, remercient tous ceux qui, partageant leur peine, leur ont manifesté soutien et affection après le décès de

Madeleine JEAN-ZAY.

6, rue Dauphine, 45000 Orléans.

45000 Orléans.

Services religieux

— homonyme sera rendu à Henri GLASBERG, box de guerre aux Palmes 1939-1945,

commandeur de la Légion d'honneur, président du Comité français d'histoire Weizmann des sciences, président des anciens combattants et volontaires juifs dans l'armée française, membre du Conseil des gouverneurs de l'université de Tel-Aviv, de l'Institut Weizmann des sciences, résidé à Paris, le jeudi 5 septembre

1991, à 18 h 30, en la synagogue de la Victoire.

2, rue de Châteaudun, 92099 Paris.

Tél. : 45-78-02-27.

Anniversaires

— Il y a quinze ans, le

docteur André GIRARD,

cofondateur, directeur scientifique de Roussel-UCLAF,

sous quittait pour entrer dans la lumière.

Une pensée, une prière, un co jour anniversaire, pour celui dont la vie et l'œuvre furent un idéal de Paix.

« Je ne le devine pas quel est ton nom, ta religion ou ta race, mais quelle est ta souffrance. »

Louis Pasteur

Pompes Funèbres

Marbrerie

CAHEN & C^{ie}

43-20-74-52

MINITEL par le 11

MÉTÉOR

Encore du Soleil à paraître



SITUATION LE 26 SEPTEMBRE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

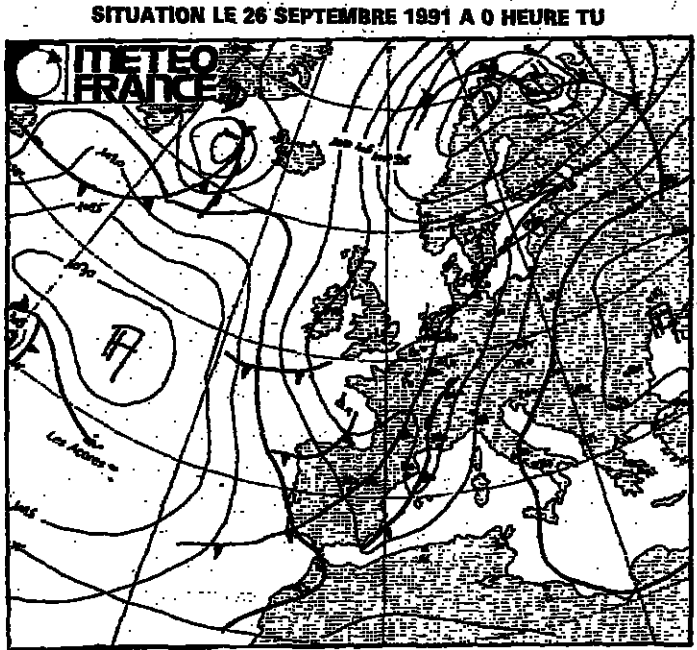
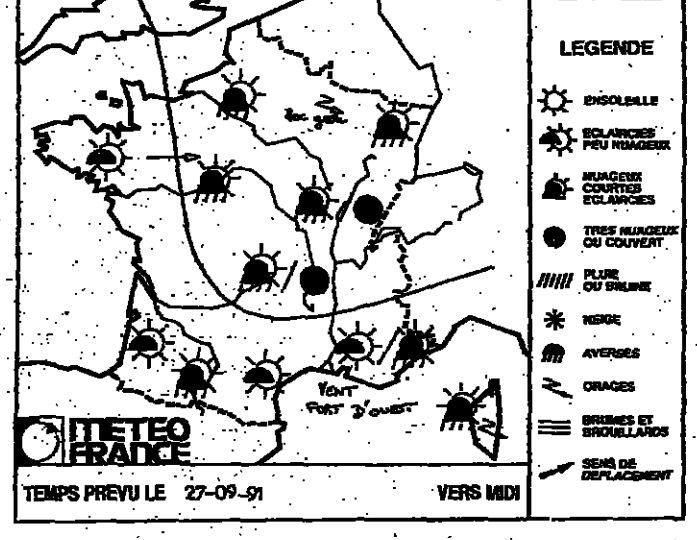
MÉTÉOR FRANCE

هكذا من الاصل

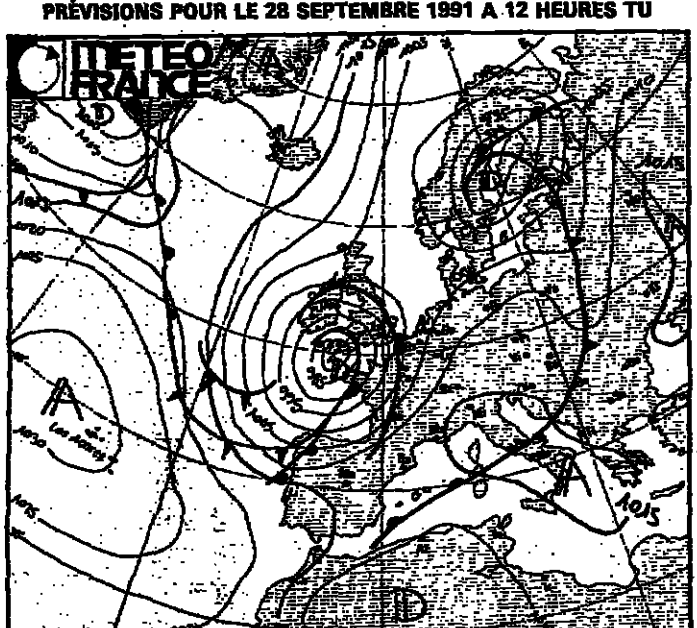
ARNET DU

MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le vendredi 27 septembre 1991
Encore des averse
Soleil à partir de l'Ouest



Samedi : pluie et orages arrivent par l'Ouest... Les températures minimales seront voisines de 9 à 11 degrés.



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé						le 26-9-91.	
Valeurs maximales, minimales entre							
le 25-9-1991 à 15 heures						le 26-1991 à 6 heures	
FRANCE							
ALGER	27	14	F	TOULOUSE	21	14	C
BARCELONE	27	14	F	TOURNAI	18	11	F
BATNA	27	16	C	STRASBOURG	18	11	F
BORDAUX	21	12	C	VAL D'AISNE	18	11	F
BRETAGNE	19	10	F	WATTELO-PIRE	32	24	D
BRUXELLES	19	10	F	ÉTRANGER			
CADIX	27	16	C	ALGER	31	19	C
CANNES	19	9	F	BARCELONE	17	13	B
CHATELAIN	26	14	F	BATNA	27	15	C
CLEMONT-FR	26	14	F	BORDAUX	24	14	C
DALON	27	16	C	BRETAGNE	16	10	F
GENÈVE	27	16	C	BRUXELLES	16	10	F
LYON	15	11	C	CHATELAIN	26	15	B
LAVAL	15	11	C	CHATELAIN	16	10	F
LAZARUS	27	16	C	LE CAIRE	16	10	F
MARSEILLE	26	15	C	CLEMONT-FR	18	12	F
MANNING	26	15	C	DALON	27	16	C
MARSA	26	15	C	GENÈVE	27	16	C
MARSA	26	15	C	LYON	15	11	C
MARSA	26	15	C	MANNING	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA	26	15	C
MARSA	26	15	C	MARSA</			

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

PIERRE GEORGES

Zap de nuit

C'EST le télé des boulangers et des vigiles, des insomniacs et des fétards. Il est 3 heures du matin, ou 4 heures, ou 5 ou 6. Il est l'heure de ne pas regarder la télé, mais de la contempler, comme un objet de compagnie, un remède contre la solitude ou le sommeil.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : > signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Jeudi 26 septembre

- TF 1**
 - 20.50 Série : Navaro. Une dispute lourde de conséquences...
 - 22.25 Magazine : Ex libris. Invités : Sébastien Japrisot (Un long dimanche de fiançailles), Jean Duroché (Portraits de femmes), Régine Deforges (Noir langa), Arthur (Mon école buissonnière), Entretien avec Katherine Hepburn (Ma vie, mes amours, mes rêves).
 - 23.30 Magazine : Télévision. 0.05 Journal.
- A 2**
 - 20.45 Magazine : Envoyé spécial. Goulg : le secret du bonheur, de Pavel Lounguine.
 - 22.05 Cinéma : Faux témoins. Film américain de Curtis Hanson (1987). Avec Steve Guttenberg, Elizabeth McGovern, Isabelle Huppert.
 - 0.05 Magazine : Mer et encore Bravo. Charlotte Couture... la tauromachie.
 - 1.05 1. 2. 3. Théâtre.
 - 1.10 Journal et Météo.
- FR 3**
 - 20.45 Cinéma : Un dimanche à la campagne. Film français de Bertrand Tavernier (1984). Avec Louis Ducas, Sabine Azéma, Michel Aumont.
 - 22.20 Journal et Météo.
 - 22.45 Téléfilm : Miracle en Alabama. Une enfant aveugle, sourde et muette reprise en main par une jeune femme.
- 0.20 Musique : Carnet de notes.**
- CANAL PLUS**
 - 20.30 Cinéma : L'Autrichienne. Film français de Pierre Granier-Deferre (1990). Avec Ute Lemper, Patrick Chesnais, Daniel Mesguich.
 - 22.00 Flash d'informations.
 - 22.10 Cinéma : Cocoon, le retour. Film américain de Daniel Petrie (1988) (v.o.).
 - 0.05 Cinéma : Pilotes de charme. Film américain, classé X, de Michael Craig (1990). Avec Ashlyn Gere, Rayne, Mike Homer.
 - 1.30 Super Model of the World.
- LA 5**
 - 20.50 Variétés : Les Grands Amis.
 - 22.35 Téléfilm : Scénario mortel. Un avocat machiavélique.
 - 0.05 Magazine : C'est tout comm.
 - 0.25 Journal de la nuit.
- M6**
 - 20.35 Cinéma : C'est pas moi, c'est lui. Film français de Pierre Richard (1979).
 - 22.15 Série : Le Voyageur.
 - 22.40 Téléfilm : L'île aux serpents. Un avocat machiavélique.
 - 0.15 Six minutes d'informations.
 - 0.20 Magazine : Dazibao.
 - 0.25 Boulevard des clips.
- LA SEPT**
 - 21.00 Magazine : Avis de tempête.
 - 22.55 Musique : Christian Zacharias joue Scarlatti à Séville.
- FRANCE-CULTURE**
 - 20.30 Avignon 91. Pop Wuh, fragments du Livre des anciens Mayas choisis et traduits par Anny Ambani, à la chapelle Sainte-Claire.
 - 21.30 Profils perdus. L'Ecole de Rochefort (2).
 - 22.40 Les Nuits magnétiques. Les noms en personne. 3. Après le nom.
 - 0.05 Du jour au lendemain. Avec Alain Bonnard (Le Malheur), Jan Voss.
 - 0.50 Musique : Coda. Textile de nuit.
- FRANCE-MUSIQUE**
 - 20.30 Concert (en direct de l'église Notre-Dame-des-Blancs-Manteaux) : Prélude, fugue et postlude pour orgue en si mineur, de Beethoven; Choral pour orgue BWV 75, de Buxtehude; Choral pour orgue BWV 727, Prélude et fugue pour orgue en si mineur BWV 544, Cantate BWV 198, de Bach, par Georges Guillard, orgue, Agnès Mellon, soprano, John Elwes, Philippe Cantor, ténors, l'ensemble vocal Camerata Sarcelle, dir. Georges Guillard et l'Ensemble baroque de Limoges, dir. Christophe Coin.
 - 23.07 Poésies d'étoiles. La Boîte de Pandora : le génie artisanal. Œuvres de Beethoven, Liszt, Schubert, Borodine, Weiss, Ives, Huma, Castillon, Cras, Nietzsche, Wiesengrund, Adorno, Boito.

Vendredi 27 septembre

- TF 1**
 - 13.35 Feuilleton : Les Feux de l'amour.
 - 14.30 Feuilleton : Côte Ouest.
 - 15.30 Feuilleton : La Clinique de la Forêt-Noire.
 - 16.15 Feuilleton : Riviera.
 - 16.40 Club Dorothée.
 - 17.30 Série : 21 Jump Street.
 - 18.20 Jeu : Une famille en or.
 - 18.50 Feuilleton : Santa Barbara.
 - 19.20 Jeu : La Roue de la fortune.
 - 19.50 Divertissement : Le Sébaste Show (et à 1.05).
 - 20.00 Journal, Météo et Tapis vert.
 - 20.45 Variétés : Tous à la Une.
 - 22.50 Magazine : Si on se disait tout.
 - 23.55 Spécial sports : Boxe.
 - 1.10 Journal, Météo et Bourse.
- A 2**
 - 13.50 Feuilleton : Des jours et des vies.
 - 14.15 Feuilleton : Falcon Crest.
 - 14.40 Série : Les Brigades du Tigre.
 - 15.40 Variétés : La Chance aux chansons.
 - 16.10 Série : Drôles de dames.
 - 17.00 Magazine : Giga.
 - 18.10 Jeu : Des chiffres et des lettres.
 - 18.35 Magazine : Défendez-vous.
 - 18.50 Série : Mister T.
 - 19.15 Jeu : Question de charme.
 - 19.45 Divertissement : La Caméra indiscrette.
 - 20.00 Journal et Météo.
 - 20.45 Jeu : Fort Boyard.
 - 22.05 Série : Pas de faire-part pour Max. Les déboires de Max, un écrivain.
 - 22.50 1. 2. 3. Théâtre.
 - 23.00 Cinéma : Les Sentiers de la gloire. Film américain de Stanley Kubrick (1956). Avec Kirk Douglas, Ralph Meeker, Adolphe Menjou (v.o.).
 - 0.25 Journal et Météo.
- FR 3**
 - 13.00 Sport : Tennis. Open de Whistpool : quarts de finale simple et double dames, en direct de Bayonne.
 - 16.00 Magazine : Zapper n'est pas jouer.
 - 17.30 Jeff.
 - 18.15 Magazine : Une pêche d'enfer.
 - 18.30 Jeu : Questions pour un champion.
 - 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.35, le journal de la région.
 - 20.00 Un livre, un jour. L'Etat du monde 1992.
 - 20.10 Divertissement : La Classe.
 - 20.45 Magazine : Thalassa. En direct de Brest, à bord du Radoubale, premier sous-marin nucléaire lanceur d'engins français. Les Radeaux du Bengale. À la pointe sud de l'Inde, une pêche dangereuse.
- 0.140 Magazine : Caractères.** Invités : Anne Edwards (Margaret Mitchell, biographie), Georges Bortoli (la Cour des grands, les Couleuvres des sommets), François Mallet-Joris (Divine), Rachid Mimouni (Une peine à vivre).
- 22.45 Journal et Météo.**
- 23.10 Magazine : Musicales.** Cycle Beethoven. Symphonie n° 5, dite « La Destinée », par l'Orchestre symphonique de la Radio bavaroise, dir. Sir Colin Davis; Variations pour violoncelle sur le thème de Judas Macchabée, oratorio de Haendel (transcription de Beethoven), par Suzanne Ramon, violoncelle.
- 0.05 Sport : Golf.**
- CANAL PLUS**
 - 13.35 Cinéma : Qui veut la peau de Roger Rabbit ? Film américain de Robert Zemeckis (1988).
 - 15.15 Magazine : 24 Heures.
 - 16.15 Cinéma : Appelez-moi Johnny 5. Film américain de Kenneth Johnson (1986).
 - 18.00 Canaille peluche. En clair jusqu'à 20.30.
 - 18.30 Le Top.
 - 19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.
 - 20.05 Sport : Football. Championnat de France : Auxerre-Marseille, en direct d'Auxerre.
 - 22.40 Sport : Équitation. Masters de Paris : Résumé de la 1^{re} journée.
 - 22.50 Flash d'informations.
 - 23.00 Cinéma : Un prince à New-York. Film américain de John Landis (1987).
- LA 5**
 - 13.20 Série : L'Inspecteur Derrick.
 - 14.25 Série : Sur les lieux du crime.
 - 15.55 Série : L'Enquêteur.
 - 16.50 Youpi ! L'école est finie.
 - 18.15 Série : Shérif, fais-moi peur.
 - 19.05 Série : Kojak.
 - 20.00 Journal et Météo.
 - 20.40 Journal des courses.
 - 20.50 Série : Les Enquêtes de Christine Cromwell. In Vino Veritas. Un cadavre dans le pressoir.
 - 22.30 Téléfilm : La proie du désert.
 - 00.00 Journal de la nuit.
- M6**
 - 13.40 Série : Murphy Brown.
 - 14.05 Film : La Dynastie des Guldenberg.
- LA SEPT**
 - 14.55 Série : Cagney et Lacey.
 - 15.40 Magazine : 8^e Avenue. (et à 17.25, 18.00).
 - 17.00 Jeu : Zygomusic.
 - 17.35 Série : Les Années coup de cœur.
 - 18.05 Série : Mission impossible.
 - 19.00 Série : La Petite Maison dans la prairie.
 - 19.54 Six minutes d'informations.
 - 20.00 Série : Cosby Show.
 - 20.30 Météo 6.
 - 20.40 Téléfilm : Meurtre en vidéo. Le caméscope indiscret de deux touristes américains.
 - 22.20 Série : Equalizer.
 - 23.15 Série : Emotions.
 - 23.45 Magazine : Culture rock.
 - 0.10 Capital.
 - 0.20 Six minutes d'informations.
 - 0.25 Boulevard des clips.
- FRANCE-CULTURE**
 - 16.00 Opéra : Luisa Miller. De Verdi, par les Chœurs et l'Orchestre de l'Opéra de Lyon.
 - 18.30 Documentaire : L'Héritage de la chouette.
 - 18.50 Flash d'informations (et à 20.00, et à la fin des programmes).
 - 19.00 Documentaire : On a raison de se révolter. 1. Vers l'engagement.
 - 20.00 Documentaire : L'Anthropographe. 3. Médiums.
 - 20.55 Cinéma d'animation : Images.
 - 21.00 Téléfilm : Boulevard et Pérouchet. (1^{re} partie).
 - 22.20 Court métrage : Le Goût amer de l'eau.
 - 22.40 Court métrage : La Fête de Neptune.
 - 23.25 Court métrage : Le Porcelet récalcitrant.
- FRANCE-MUSIQUE**
 - 20.05 Concert (donné le 17 septembre à Leipzig) : Concerto pour violon et orchestre en mi mineur op. 64, de Mendelssohn; Symphonie n° 9 en ré mineur, de Bruckner, par l'Orchestre symphonique de la radio de Leipzig, dir. Daniel Nazareth; sol. : Laïca Honda-Rosenberg, violon.
 - 23.07 Poésies d'étoiles. Pin Ups; à 0.00, Poissons d'or.

كذا من الأصل

Accusés de se livrer à un « trafic illégal »

Les responsables d'une banque de sperme veulent poursuivre M. Bruno Durieux

Les responsables de l'association marseillaise Nature et fertilité, accusés depuis plusieurs jours de se livrer à un « trafic illégal » de sperme humain, ont décidé, mercredi 25 septembre, de contre-attaquer. Ils vont engager une action judiciaire contre la décision de M. Bruno Durieux, ministre délégué à la santé, visant à interdire le fonctionnement de cette banque. Par ailleurs, ils vont porter plainte pour diffamation contre le professeur Jean-Jacques Adnet, directeur du CECOS (Centre d'études et de conservation du sperme) de Reims, ainsi que contre Jean-Pierre Elkabbach et la cinquième chaîne de télévision.

Que restera-t-il demain des accusations spectaculaires prononcées contre l'association Nature et fertilité, dimanche 22 septembre, sur la cinquième chaîne de télévision, dans le cadre de la nouvelle émission de Jean-Pierre Elkabbach (*Le Monde* des 24, 25 et 26 septembre)? Les derniers développements de l'affaire viennent confirmer qu'il sera difficile, en pratique, d'établir les accusations de « trafic de sperme » visant cette association. Comme nous l'indiquions dans nos éditions datées du 25 septembre, le professeur Jean-François Girard, directeur général de la santé, tout comme M. Bruno Durieux, ministre délégué à la santé, avaient été dûment informés dès le mois de janvier de l'existence de cette association.

Interrogé en juin dernier sur une question administrative, le professeur Girard avait d'ailleurs au docteur Jean-Pierre Defretin, directeur-adjoint du Laboratoire d'analyses et de biologie médicale, officiellement agréé depuis 1990 pour l'ensemble des activités de procréation médicalement assistée. Le docteur Defretin confirmait par écrit le 13 juillet au directeur général de la santé qu'il continuait à exercer ses activités de directeur du laboratoire situé 2, boulevard Aguilon à Marseille.

Compte tenu des courriers de janvier et de mars 1991 du professeur Jacques Lancas, président de la Fédération nationale des CECOS, mettant en garde le directeur général de la santé contre l'existence de l'association Nature et fertilité, située à la même adresse, et compte tenu, par ailleurs, des inspections déjà réalisées par les services départementaux de la santé des Bouches-du-Rhône en mars 1990, le ministère de la santé ne le soutient qu'il découvre aujourd'hui l'existence de cette association. Pourtant, après les accusations du professeur Adnet, le préfet des Bouches-du-Rhône faisait savoir dès le 24 septembre que Nature et fertilité devait immédiatement cesser ses activités.

Tous les accusés du professeur Adnet ont aujourd'hui réfuté par les responsables de Nature et fertilité. « Il est faux, ridicule et diffamatoire d'affirmer, comme cela a été fait, que nous vendons du sperme en pharmacie, que nous faisons transporter du sperme par Chronopost, nous a déclaré le docteur Defretin.

En réalité, nous travaillons selon les mêmes règles que les CECOS. Nous refusons les inséminations artificielles pour des couples de lesbiennes et nous ne les acceptons que pour les couples mariés ou vivant en concubinage dont l'homme est stérile. Nous n'achetons pas non plus le sperme. Nos donneurs ne sont pas rémunérés, mais seulement indemnisés de leurs frais de déplacement, et cette indemnité ne dépasse jamais 200 francs. Nous pratiquons le dépistage de l'infection par le virus du sida chez les donneurs et leur examen chromosomique par caryotype est effectué par un spécialiste de la faculté de médecine de Marseille. Concernant les risques génétiques, enfin, nous recusons un donneur dès lors que son sperme a permis la naissance de cinq enfants.

Selon les chiffres qui nous ont été fournis par le docteur Defretin, Nature et fertilité avait, au 20 avril dernier, recruté cinquante-neuf donneurs (sur cent dix-sept qui s'étaient présentés), à partir desquels quarante-neuf naissances avaient pu être obtenues.

o Décès de l'actrice Viviane Romance. - Viviane Romance est décédée à Nice dans la nuit du 25 au 26 septembre. Elle était âgée de soixante-dix-neuf ans. Viviane Romance, de son vrai nom Pauline Ottmann, joua dans une vingtaine de films entre le début des années 30 et la fin des années 60. Si on l'avait retrouvée dans *Métode en sous-sol*, d'Henri Verneuil, en 1962 et en 1975 dans *Nada* de Claude Chabrol, elle avait marqué le cinéma français des années 30 et 40, où elle tenait souvent le rôle de femmes sensuelles - épiques, vamps, courtisanes. On l'avait vu dans *la Barbe de Julien Duvivier* (1935), *la Belle Equipe* du même réalisateur (1936), *Naples au baiser de feu* d'Augusto Genina (1937), avec Tino Rossi, *la Maison du Malais*, de Pierre Chenal (1938), *l'Esclave blanche* de Mark Sorkin (1939), *Vénus aveugle* d'Abel Gance (1940), *l'Affaire du collier de la reine* de Marcel L'Herbier, *Panique* de Julien Duvivier (1946).

o CAMEROUN : libération de deux dirigeants de l'opposition. - Arrêtés en début de semaine à Douala, deux dirigeants de l'opposition, MM. Jean-Jacques Ekindi et Samuel Eboua, ont été relâchés, a-t-on appris, de source informée, mercredi 25 septembre, (AFP).

obtenues dans les différents centres, marseillais ou non (Strasbourg, Le Mans, Brest...), travaillant en liaison avec l'association. Les paillettes sont par ailleurs commercialisées sur la même base (environ 300 francs) que celle des CECOS et remboursées de la même façon par les caisses de sécurité sociale.

Au terme d'une inspection réalisée sur requête du préfet des Bouches-du-Rhône, la DDASS (direction départementale des affaires sociales) ne devait d'ailleurs pas conclure le 25 septembre à l'existence de fautes techniques ou éthiques. Elle devait toutefois demander aux dirigeants de l'association marseillaise d'interrompre leur activité de banque de sperme en attendant l'agrément de la commission nationale de médecine et de biologie de la reproduction.

« On nous demande, en d'autres termes, de changer d'étage, puisque l'association était située dans le même immeuble, un étage au-dessus de celui du laboratoire... », commente le docteur Defretin.

Celui-ci précise par ailleurs qu'il porte plainte pour diffamation contre le professeur Adnet ainsi que contre Jean-Pierre Elkabbach et la direction de la cinquième chaîne de télévision. Parallèlement, les dirigeants de Nature et fertilité vont engager une action judiciaire pour abus de pouvoir contre la décision prise par le ministère de la santé.

JEAN-YVES NAU

Le président de British Aerospace contraint de démissionner

Sir Roland Smith, président de la société d'armement et de construction aéronautique British Aerospace (BAe), a été contraint de démissionner par son conseil d'administration, mercredi 25 septembre. M. Graham Day, président de Rover, filiale automobile de BAe, assurera l'intérim. En place depuis quatre ans à la tête de la première entreprise industrielle et du premier exportateur de Grande-Bretagne, Sir Roland était en conflit ouvert depuis plusieurs semaines avec ses collaborateurs ainsi qu'avec la City.

C'est plutôt sa façon de conduire les affaires de BAe qui a été contestée. Il n'est pas parvenu à mener à bien la fusion qu'il ambitionnait de réaliser entre son entreprise et Trafalgar House, important groupe de bâtiment et de travaux publics britannique. Il a raté le contrat de l'hélicoptère EH101 que le gouvernement a confié à Westland et à BMB.

La goutte qui a fait déborder le vase a été le lancement raté d'une augmentation de capital de 432 millions de livres (4,3 milliards de francs). Cet appel à l'épargne a eu pour effet de faire chuter d'un quart le cours de l'action de BAe, car il a coïncidé avec l'annonce que le bénéfice attendu risquait de se transformer, après provision pour rationalisation, en une perte de 85 millions de livres, succédant à un bénéfice de 400 millions de livres au cours de l'exercice précédent.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Les vrais chiffres

C'est qu'on est bête! Non, c'est vrai, on était là, on s'interrogeait, surprise, perplexité : Combien vous dites qu'il y en a, des faux chômeurs? 700 000? Ce alors! Mais où ils sont, ces as de la resquille, ces escrocs, ces feignants, ces fraudeurs qui pointent à l'ANPE pour pouvoir bosser au noir ou pour pas bosser du tout. Et qui c'est, d'abord?

Ah! on a l'air fin, là, aujourd'hui. On ne connaît qu'eux, forcément, c'est rien que des stars! Rien que des vedettes de la chanson, du cinéma et de la télévision. C'est Nathalie Baye, qui a piqué 503 francs par jour pendant six mois. C'est Jane Manson, Annie Girardot et Michel Blanc, qui ont touché 15 000 balles par mois entre deux réchats ou deux films. C'est Mireille Darc, qui s'est fait verser ses allocations sur un compte en Suisse. C'est Fanny Cottençon. C'est Jane Birkin.

Qu'il d'autre encore? Attendez que je regarde la liste établie par le patron des Assedic, hier, dans le *Figaro*... Je vois personne... Ah! si, pardon, j'oubliais, il y a aussi Evelynne Bouix et Diane Kurys. Ça en fait combien en

tout? Ça en fait neuf! C'est colossal, d'accord, un vrai scandale, mais bon, ça me rassure quand même. Plus la peine de se casser la tête pour traquer les 699 991 faux accusés à tort par ce farceur de Michou-les-Bretelles.

T'as pas honte, dis? En voilà des façons de tricher sur le chiffre du chômage! Qu'est-ce que t'espères? Qu'on la gobe, cette énorme blague? Qu'on accorderait le moindre crédit à l'article du Point sur les mères de famille poussant leur ventre et leur mamelle devant les guichets de l'ANPE, histoire d'arrondir leurs fins de mois. Ou sur les cumulards, qu'on appelle chez eux : il est là, M'sieur Cra-foutagne, on lui a trouvé un emploi. - Papa? Non, il est parti travailler. Ou sur les intérimaires virés par leur boîte du 31 juillet au 1^{er} septembre : Si vous voulez aller en vacances, vous avez qu'à pointer au chômage, et on vous signera un nouveau contrat à la rentrée.

C'est tout des meneries. Maintenant qu'on les a débarrassés, ces neuf brebis galeuses, j'espère bien qu'on va foutre la palx aux faux-vrais adeptes du système DI.

Au-delà du soutien aux familles du quai de la Gare

Un fonds de solidarité sera créé à Paris pour le logement des plus démunis

Plus de trente mouvements dont Droit au logement, la CFDT, le MRAP, la CGT, les Verts, le PCF, SOS-Racisme, Emmaüs, et Lutte ouvrière appellent à une manifestation, samedi 28 septembre à 15 h 30, place de la République, pour soutenir les familles qui campent au quai de la Gare, dans le 13^e arrondissement, et demander l'arrêt des expulsions ainsi que le logement des sans-logis dans la capitale. Cette action, à laquelle le PS ne s'est pas associé, intervient deux jours avant l'examen, par le Conseil de Paris, du plan d'action pour le logement des personnes défavorisées.

Réunis dans les locaux paroissiaux de Notre-Dame de la Gare, à deux pas du terrain occupé depuis le 13 juillet par des familles, pour la plupart marseillaises, expulsées de leur hôtel meublé ou de leur pièce misérable, différents représentants d'asso-

ciations et de syndicats se sont interrogés, mercredi 25 septembre, sur ce « plan d'action » pour donner un toit aux plus démunis. Ce plan, destiné à coordonner et à amplifier les actions de l'Etat et du département de Paris, accorde une priorité aux personnes et aux familles sans aucun hébergement, menacées d'expulsion sans logement ou logées dans des taudis, des habitations insalubres, précaires ou de fortune, « à l'exception de celles entrées par voies de fait dans des logements vacants et y vivant ».

Pour concrétiser ces bonnes intentions, l'Etat et la ville sont tombés d'accord pour réserver aux citoyens défavorisés un nombre de logements correspondant à 10 % des logements sociaux existants, neufs ou qui changent de locataire, à condition d'habiter Paris depuis plus d'un an. Un protocole d'accord en ce sens avait d'ailleurs été signé en janvier dernier entre la mairie et la région. D'autre part, il est proposé de créer un fonds de solidarité financé à parts égales par l'Etat et la Ville pour favoriser l'accès au logement des

plus pauvres et leur maintien dans les lieux. Des bailleurs sociaux et privés pourront apporter leur contribution à ce fonds, qui sera géré par la caisse d'allocations familiales.

« Pour résister au froid »

L'association Droit au logement, qui dirige l'occupation du terrain du quai de la Gare, et la CGT ne s'intéressent guère à ce texte et réclament toujours l'application de la loi de réquisition sur les logements vacants dans la capitale. « Les comités de défense des locataires », expriment « leurs réserves les plus nettes après l'étude du plan d'action » soumis aux édiles parisiens. Ils estiment en effet qu'il ne prend pas en compte la lutte contre les évictions organisées par les marchands de biens et dénoncent à ce propos la carence des services de l'Etat et de la mairie de Paris.

L'association affirme qu'en 1990 ce sont 15 000 à 17 000 familles qui ont été évacuées de leur logement par ces marchands de biens, « vérita-

bles professionnels de la spéculation ». Les comités de défense des locataires demandent donc qu'aucune expulsion ne soit ordonnée par le préfet de police tant qu'une solution pour reloger les familles rejetées à la rue n'a pas été trouvée.

Les sans-logis du quai de la Gare, près du chantier de la Très Grande Bibliothèque, s'organisent à l'approche de l'hiver. « Nous étudions de nouvelles possibilités d'hébergement sur le terrain pour résister au froid », a affirmé l'un d'eux, avant d'ajouter que « la situation est bloquée avec les pouvoirs publics. Nous réclameons toujours un logement ».

Malgré la bête, la poussière, « nous tenons jusqu'au bout », lance cette mère de famille. A l'intérieur du camp, où vivent plus de cent familles, « la solidarité est sans faille », affirment les squatters, qui mettent en garde « les autorités chargées du maintien de l'ordre sur la lourde responsabilité qu'elles prendraient en cédant à la tentation d'empêcher la force pour évacuer le 133, quai de la Gare ».

JEAN PERRIN

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LIQUIDE

Le marché le plus actif à la Bourse de Paris?

- En 1986, une obligation CRH
- En 1987, une obligation CRH
- En 1988, une obligation CRH
- En 1989, une obligation CRH
- En 1990, une obligation CRH
- En 1991, une obligation CRH

Les obligations CRH sont les plus liquides sur le marché. Depuis sa création en 1985, la Caisse de Refinancement Hypothécaire a émis pour un montant total de 62 milliards de F d'obligations pour le refinancement des prêts au logement des banques adhérentes.

C.R.H. = LIQUIDITÉ

CAISSE DE REFINANCEMENT HYPOTHÉCAIRE

41, rue de la Bienfaisance - 75008 Paris - Tél. : 42.89.40.10 - Télex : Lurofin 818 018

CRH

Les obligations hypothécaires LIQUIDES et SOLIDES.

L'ESSENTIEL

SECTION A

La crise yougoslave..... 4

L'intervention franco-belge au Zaïre..... 6

La crise constitutionnelle au Canada..... 8

Des propositions d'Ottawa pour renouveler le fédéralisme..... 8

Le premier ministre devant les socialistes..... 9

M. Cresson n'a pas réussi à dissiper la morosité des élus de son parti..... 9

La désunion de l'opposition..... 10

M. Giscard d'Estaing pense que M. Chirac surestime l'importance du Front national..... 10

Prisons : échec des négociations..... 13

Les surveillants « prêts à l'épreuve de force »..... 13

Allocations familiales..... 14

Le Conseil économique et social préconise une réforme..... 14

Cinéma : deux grandes sorties..... 16 et 17

Sortie simultanée de la Palme d'or de Cannes, Barton Fink, des frères Coen, et du Lion d'or de Venise, Urga, de Nikita Mikhalkov : deux films qui font aimer le cinéma..... 16 et 17

« Idoménée » à l'Opéra Bastille..... 16

Une distribution sans faille et un orchestre inspiré pour le premier grand opéra de Mozart..... 16

SECTION B

LIVRES ♦ IDÉES

• Sade dans la vie • La prière de Melville • Le feuilleton de Michel Braudeau • Histoires littéraires, par François Bott • Les libraires malades de l'édition • D'autres mondes, par Nicole Zand. 19 à 30

SECTION C

La production de pétrole..... 31

Les petits actionnaires, une mine abandonnée..... 31

L'intérêt des particuliers pour la Bourse s'émousse lentement..... 31

Le Crédit lyonnais contre M. Parretti..... 40

L'homme d'affaires italien sur la défensive..... 40

Services

Abonnements..... 8
Carnet..... 40
Loto..... 40
Marchés financiers..... 38-39
Météorologie..... 41
Mots croisés..... 40
Radio-Télévision..... 41
Spectacles..... 18
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 26 septembre 1991 a été tiré à 504 975 exemplaires.

صكنا من الادب

LIVRES • IDEES

Sade dans la vie

Le temps fait son œuvre, dissolvant les fantasmes et rendant le « divin marquis » de plus en plus visible. Au-delà de la légende, voici l'homme, dans une biographie scrupuleuse de Maurice Lever

SADÉ
de Maurice Lever,
Fayard, 912 p., 198 F.

Voici comment le marquis de Sade apparaît en 1772, à trente-deux ans, aux témoins de « l'affaire de Marseille » qui lui vaudra d'être une première fois condamné à mort et exécuté en effigie puisqu'il est en fuite : « Taille moyenne, cheveux blonds, jolie figure, visage rempli, nez gris double de bleu, veste et culotte de soie couleur souci, plume au chapeau, épée au côté, une canne à pommeau d'or à la main. » Il est sur le terrain, en somme. Sa passion est le corps humain, celui des autres et le sien ; ses tableaux seront les livres les plus intraitables et les plus inspirés jamais écrits sur la jouissance que peut provoquer cette substance.

Mais laissons parler le préfet Dubois, qui a eu la chance, avant de les faire brûler, de lire les dix volumes manuscrits des *Journées de Florbelle* ou la *Nature dévolée*, écrits trente-cinq ans plus tard, en 1807, par le vieux prisonnier de Charenton devenu obèse : « On accumulerait les épithètes, les plus épouvantables qu'on ne caractériserait pas cette infernale production. » Ce monsieur d'écriture est pourtant issu d'une des plus anciennes familles de France, qui compte en son sein... *États, l'inspiratrice de Pétrarque. Voici ses armes : « De gueules à l'étoile de huit rais d'or chargée d'une aigle éployée de sable membrée, becquée, onglée, diadmée de gueules. » Tout un programme, dont le moins qu'on puisse dire, donc, est qu'il a été vertigineusement détourné.*

Un père libéral

On croit tout savoir de Sade, par réaction automatique et abstraite, effrayée ou vaguement idolâtre. Mais le temps fait son œuvre, les découvertes concrètes s'accumulent, l'histoire dissout les fantasmes et le rend, lui, de plus en plus visible et plus mystérieux. Ainsi, nous ne savions rien de son père Jean-Baptiste, amateur de littérature, libéralin achevé sous Louis XV, franc-maçon reçu en même temps que Montesquieu à Londres. Le voici ressuscité dans ses intrigues et ses liaisons multiples, adorant son fils et aimé en retour par lui.

Sade ? L'anti-Édipe radical :



« Taille moyenne, cheveux blonds, jolie figure... »

« Uniquement formé du sang de nos pères, nous ne devons absolument rien à nos mères. » Peut-on imaginer, surtout aujourd'hui, déclaration plus scandaleuse ? Déjà, voici quelqu'un d'incompréhensible, hors nature et hors société. Elevé par les maîtresses de son père, Donatien-Alphonse-François de Sade apparaît d'emblée à ces femmes vives et spirituelles (il suffit de lire leur correspondance) comme un « singulier enfant ». « Le drôle d'enfant ! » : telle est aussi l'expression spontanée de sa belle-mère, la présidente de Montreuil, sa grande persécutrice au nom des familles devenant de plus en plus matriarcales et bourgeoises, comme c'est sans doute leur destin chimérique, de haut en bas et de bas en haut. La présidente a-t-elle désiré s'occuper de son « petit gendre » ? On

ne peut s'empêcher de le penser devant un tel déploiement d'énergie face à un homme qui non seulement, malgré ses débordements, se fait aimer de sa fille (elle lui écrit : « Mon bon petit ami que j'adore mille fois », mais qui, en plus, lui emprunte son autre fille, chanoinesse de vingt ans, pour un voyage en Italie qui risque de la rendre immariable. Des aventures avec des actrices, des bordels, des débauches cruelles à blasphèmes, des perversions en tous genres, soit : cela peut toujours s'étouffer. Mais deux filles, deux sœurs ! Quelle mère s'y résoudrait ? D'autant plus que celles-ci sont consentantes, actives. Lettre de la femme du marquis : « Ce qui la pique le plus [sa mère, M^{me} de Montreuil] c'est de voir que mes idées et propos viennent de moi et non de

M^{re} de Sade qu'elle pensait qui me soufflait comme un perroquet. »

Enfermé à Vincennes puis à la Bastille, Sade écrit à sa femme les lettres les plus étourdissantes de virtuosité qu'on ait jamais lues, pleines d'imprécations, de revendications, de plaintes, mais aussi d'humour, de tendresse. Comment l'appelle-t-il ? « Ma lotte », « jouissance de Mahomet », « tourterelle chérie », « porc frais de mes pensées », « aiguillon de mes nerfs ». Et elle qui, pourtant, a été témoin des orgies du château de La Coste : « Rien ne me fera changer que le bien de mon mari. C'est mon unique but, l'univers ne m'est rien sans cela. » C'est à elle que Sade confie, le plus naturellement du monde, sa philosophie de base : « Je respecte les goûts, les fantaisies. Quelque baroque qu'elles

soient, je les trouve toutes respectables, et parce qu'on n'en est pas le maître, et parce que la plus singulière et la plus bizarre de toutes, bien analysée, remonte toujours à un principe de délicatesse. Je me charge de le prouver quand on voudra : vous savez que personne n'analyse les choses comme moi. » Et encore : « Ce n'est pas ma façon de penser qui a fait mon malheur, c'est celle des autres. »

La Bastille engendre, à travers Sade, les 120 *Journées de Sodome* ; la lettre de cachet se retourne en écriture cachée ravagante. Sade, à la lettre, fait sauter les coulisses et les caves de tous les Pouvoirs. « *Détenu sous tous les régimes* », pillé, diffamé par la presse et par l'opinion (peut-être parce qu'il n'a jamais été criminel jusqu'au bout), bouclé et jamais jugé, on peut dire que c'est la Société elle-même, dans son insupportable hypocrisie et ses formes toujours changeantes, qui a été sadique avec Sade. « Il n'y a plus que de la cruauté sans profit... Pourquoi ceux qui me persécutent me prêchent-ils un Dieu qu'ils n'imitent pas ? » Le formidable déni de justice dont il est l'objet nous renseigne à ciel ouvert sur le vrai trafic des arrangements collectifs.

« Un ricanement noir et glacé »

Un point capital : il n'est plus possible, romantiquement, surréalistement, de faire de Sade, pendant la Terreur, un militant enragé, ultra révolutionnaire. « Rien ne lui répugnait davantage, écrit justement Maurice Lever, que l'égalité des jouissances, le mépris de la culture, le terrorisme légal. » La participation de Sade à la Révolution est on ne peut plus ambiguë, pour ne pas dire comique. Ainsi de la « farce patriotique » sur fond de têtes tranchées, pour célébrer les mânes de Marat et de Le Peletier. « L'auteur des 120 *Journées*, dit encore Lever, n'a pu prononcer de telles inepties sans un ricanement noir et glacé – tout intérieur, bien entendu – qui n'appartient qu'à lui. » Il se mêle étroitement aux événements ? Il agit, il parle, il en rajoute ? Sans doute, mais il est suspect par définition. Va-t-il dénoncer les Montreuil, ses persécuteurs d'Ancien Régime ? « Un mot de moi, et ils étaient malmenés. Je me suis tu : voilà comment je me venge ! »

Philippe Sollers
Lire la suite page 22

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau

Frontières perdues

« Un livre, si triste soit-il, ne peut être aussi triste qu'une vie. » Ainsi parle Agota Kristof, née en Hongrie, exilée à vingt ans... qui écrit – directement en français – des livres d'une tristesse immense. Désillusions de la liberté, amours sans lendemain, soupçon généralisé : le *Troisième Mensonge* – son troisième roman – ne déroge pas à la règle. Un écrivain véritable pour un monde noir et violent. Page 20

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

Qu'est-ce qu'un vrai visage ?

Yves Courrière donne une – grosse – biographie de Roger Vailland. Il accomplit très bien sa besogne de détective, traquant le flagrant délit de mensonge romanesque. Mais on a trop souvent le sentiment qu'il cherche à repêcher son personnage. Sans doute la véracité biographique ne rencontre pas forcément la vérité littéraire. Page 20

DOSSIER

1492

L'année folle

Les événements se sont multipliés cette année-là : reddition de la Grenade musulmane, expulsion des juifs d'Espagne, élection d'un nouveau pape, mort à Florence de Laurent le Magnifique, etc. Mais, aujourd'hui, c'est, bien sûr, l'anniversaire de la découverte du Nouveau Monde qui occupe les esprits. Et les livres pleuvent ! Pages 24 et 25

La prière de Melville

L'auteur de *Moby Dick* fut aussi poète. Comme une offrande à un public qui, jusqu'à sa mort, lui refusa sa reconnaissance de romancier

POÈMES DIVERS (1876-1891)

de Herman Melville

Traduits et préfacés par Pierre Leyris

Gallimard, 199 p., 125 F.

Il y a un siècle tout juste, le 28 septembre 1891, négligé par une gloire qui mettra longtemps à le rattraper, obscur, voire inconnu, Herman Melville s'éteignait à New-York, où, comme Walt Whitman – qu'il devança de quelques mois dans la mort – il avait vu le jour la même année, en 1819.

Vingt ans après, la plupart des histoires de la littérature passaient son œuvre sous silence, son nom ne figurant dans les plus scrupuleuses qu'un livre de simple chroniqueur de la vie maritime, tel que l'avaient révélé ses deux premiers ouvrages, *Taipei* et

Omoo, dans lesquels Melville évoque sa vie de mousse à bord d'un baleinier des mers du Sud, passant de son aventure de déserteur qui, aux îles Marquises, tombe chez les cannibales *Taipei*, à ses mutineries à bord auxquelles succédait parfois la pendaison hâtive des responsables ; et de la chasse à la baleine à l'occupation de Tahiti par les Français.

L'inexplicable « Mardi »

Peut-être avait-il voulu, dans ces premiers récits, témoigner en toute sincérité de son expérience polynésienne, mais on ne tarda pas à y déceler la saveur du fruit défendu : la fiction. Aussi Melville renonça-t-il à poursuivre ses narrations documentaires, avançant à son éditeur que son instinct était de donner le jour au

roman – « Et laissez-moi vous dire que les instincts sont prophétiques et qu'ils valent mieux que la sagesse acquise. » Il avait trente ans, et ce fut *Mardi*, livre inexplicable – qu'on qualifie de paradis perdu du Pacifique sud évoluant au fil des pages vers la satire sociale dans la manière de Swift et du Carlyle de *Sartor Resartus* – qui lui attira l'hostilité du public qui lui avaient valu ses livres de voyages : il ne le retrouvera plus jamais de son vivant en dépit de l'intérêt suscité chez quelques lecteurs par *Redburn* et la *Vareuse blanche*, romans qui, de l'aveu même de l'auteur, selon Pierre Leyris (1), furent écrits « pour faire bouillir la marmite ».

Mais, déjà, il avait pris son parti qui était d'écrire la sorte de livres dont on dit qu'ils sont des échecs. Profession de foi dont il ne se départira pas sa vie durant :

n'affirmait-il pas encore sur le tard qu'étant donné les voies empruntées par la civilisation, la renommée, « particulièrement en matière de littérature », ne serait, et de plus en plus, qu'une « marchandise à bon marché » ?

C'est ainsi que son inspiration exaltée par la lecture assidue de Shakespeare, de Spenser, de Sir Thomas Browne, son expérience de la mer et, pour le principal, de la chasse à la baleine, atteignent dans *Moby Dick* au plus haut sommet du romantisme – le réalisme initial se transmutant en allégorie cosmique, tandis que le lyrisme bouillonnant du poète s'épanche, s'embrase et claqué au grand vent du surnaturel.

Hector Bianciotti
Lire la suite page 29

(1) D'où viens-tu Hawthorne ?, Gallimard, 1986.

BENOÎTE GROULT
PAULINE ROLAND
comment la liberté vint aux femmes

A lire
pour que
revive
celle qui
mourut
d'oubli.

BENOÎTE GROULT
PAULINE ROLAND
OU COMMENT LA LIBERTÉ VINT AUX FEMMES

ROBERT LAFFONT
ELLE ÉTAIT UNE FOIS

de Françoise Bouillot.
Maren Sell. 142 p., 98 F.

On retrouve les mêmes thèmes dans le *Troisième Mensonge*, les mêmes jumeaux, Lucas et Klaus, qui parlent tour à

ROGER VAILLAND
ou UN LIBERTIN
AU REGARD FROID
d'Yves Courrière.
Plon, 972 p., 180 F.

Après sa mort, survenue en 1965, certains commencèrent de le juger démodé. Allez savoir pourquoi ? Les décrets de la mode sont aussi capricieux qu'il-légitimes. C'est sans doute une erreur de mourir. Depuis quelques années, le cardinal Vailland se trouve donc au purgatoire de

VAILLAND se reconnaîtrait-il dans le récit que l'on fait de sa vie ? Certes, Yves Courrière a mené l'enquête la plus minutieuse et la plus scrupuleuse. Il a voulu tout explorer, tout découvrir, et rien ne semble s'être soustrait à sa curiosité. Il nous

BERENICE CLEEVE

présente les grands-parents et les parents du futur romancier. Nous avons une photo de la famille avant la naissance de Roger-François, le 16 octobre 1907 à Acy-en-Multien, près de Meaux. Voici les réveilleries et les félicités d'une enfance très protégée, durant la guerre de 1914-1918. Voici les rêveries moins raisonnables de

l'adolescence rémoise, lesquelles furent nourries et stimulées par la fréquentation de Roger Gilbert-Lecomte et de René Daumal. Les jeunes gens sont ainsi. Ils ont l'habitude d'encourager leurs utopies respectives. Ces trois forts en thème allaient constituer le groupe des « phrènes simplistes ». Surréalistes sans le

de Michel Braudeau



tour. Lucas, après un long détour par l'étranger, revient au pays. Il se souvient du centre de rééducation où on l'avait placé et qui a été bombardé. Il se souvient de sa méchanceté d'enfant quand il lisait à ses camarades illettrés les missives de leurs parents en inversant le sens de chaque phrase – « *Notre cher enfant, ne guéris surtout pas. Nous sommes très bien sans toi. Tu ne nous manques pas du tout, etc.* » – ou quand il frappait la vieille psychiatre qui tentait de comprendre l'origine de sa cruauté. Il erre, cherche à rencontrer son frère qui lui apparaît en rêve avec ses fils : « *Mes enfants ne jouent pas. - Que font-ils ? - Ils se préparent à traverser la vie. - J'ai traversé la vie et je n'ai rien trouvé.* »

Toute cette première partie du roman est bâtie en glissements successifs entre songe et mensonge, deux domaines voisins qui se chevauchent parfois sans qu'on sache toujours à quel point et à quel se parlent au même temps, celui de la première phrase du livre, le présent de l'indicatif : *« Je suis en prison dans la petite ville de mon enfance. »* L'autre moitié du roman est racontée par Klaus, le frère. Dans une des scènes

Pourquoi ce «troisième» mensonge? Tout simplement parce que c'est le troisième volet d'une longue histoire où la vérité impossible à écrire se fait et se défait. Même si chaque livre est autonome et peut être lu séparément, les liens qui se tissent de l'un à l'autre, de révélation en dénégation, dessinent un paysage de soupçon généralisé : «Ce que nous imprimons dans le journal est en contradiction totale avec la réalité. Nous imprimons tous les jours cent fois la phrase : «Nous sommes libres», mais dans les rues nous voyons partout des soldats d'une armée étrangère, tout le monde sait qu'il y a de nombreux prisonniers politiques, les voyages à l'étranger sont interdits, et même à l'intérieur du pays nous ne pouvons aller dans n'importe quelle ville. » Et qu'importe, si l'on ose dire, les bouleversements à l'Est qui font que cette vérité-là n'est plus aussi vraie qu'il y a encore peu de temps. Le mal est fait. Les personnages d'Agota Kristof sont à jamais des personnes déplacées, blessées par l'histoire au plus intime.

UNE autre cicatrice, une autre frontière intérieure tout aussi radicale est présente dans *Travesti*, le troisième roman de Françoise Bouillot. On avait remarqué son *Roman de Roberte* en 1988, raconté du masculin, dans une Amérique navrée, en petites phrases sèches (le livre se concluait sobrement : « *Ce n'est pas l'amour qui m'inspire* »), et surtout *la Boue*, paru l'année suivante chez le même éditeur. Une sombre histoire de secret dans le fin fond d'une campagne française, boueuse et dont on ne parvenait pas à sortir. Cette romancière au style très maîtrisé, tantôt dépouillé, tantôt lyrique, ne craint pas les changements de décors ni les sujets périlleux. En l'occurrence, ni plus ni moins que la fascination d'un homme pour un travesti taillé comme une armoire normande et l'aveu de ce désir. « *Je perçus à la fois pour la première fois, debout sur ce trottoir, la simplicité de l'amour : elle m'effrayait mais je le désirais, et à mon tour je voulais être aimé. Je consentais, le cœur fermé et durci se rouvrant, j'accueillais ce désir sans exiger de joutes ni d'épreuves, elle était simplement la femme que je voulais et un apaisement me venait devant le grand travesti accoudé et bavard qui ne songeait pas à tourner la tête vers moi.* » Pour écrire ainsi, il faut du talent, du courage et du panache. Françoise Bouillot a tout cela. On en reparlera.

par François Bott

Voici les débuts de Roger Vaillant à *Paris-Midi*. Il avait Robert Desnos et Pierre Lazareff comme professeurs de journalisme. Hélas ! Il serait excommunié de la famille surréaliste, à cause d'un malheureux article sur le préfet de police, Jean Chiappe... Même Dauterive et Lecomte le trahirent. Alors, vint une période sombre où Vaillant se mit à douter de sa vocation littéraire.

YVES Courrière n'omet aucun épisode. Il ne manque pas, non plus, de corriger les autoportraits de Roger Vailland chaque fois qu'il le prend en flagrant délit de mensonge romanesque. Il accomplit très bien sa besogne de détective... Mais on a trop souvent le sentiment qu'il cherche à rapetisser son personnage. Il s'efforce, en tout cas, de le faire rentrer dans l'existence ordinaire, et finit par le priver de ce romantisme qui était à la fois le masque et le secret de Roger Vailland. C'est sans doute la preuve que le soi-souci de vérité biographique ne rencontre pas nécessairement la vérité littéraire.

(1) *Les Fils de la Toussaint* (1968), *le Temps des Rhopards* (1969), *Pleure des colonels* (1970), *les Feux du désespoir* (1971). Les quatre volumes chez Fayard.

(2) *Joseph Kessel ou Sur la piste du lion*, Pion (1985).

de la première
de septembre. Le ton
de la revue de juillet a été
un mois de juin plus
sérieux, et la rentrée s'est
faite dans les couleurs plutôt
sombres de Jean Ormesson. La
revue pour ne pas parler
de Jean Guillon et
de la revue, continuant à
être une exception dans
les revues comme de

Écrivez des poèmes
 qui aiment en écouter.
 Si vous partagez
 la même passion,
 nous nous rejoindrons,
 nous nous attendrons !
 RIZ DES POÈTES
 15 JOURS SUR-MARNE
 MARNE-LA-VALLÉE
 par Wetzberg
 15 JOURS SUR-MARNE

هكذا من الامل

LIVRES • IDÉES
ENQUÊTE

Les libraires malades de l'édition

Après six mois de marasme, le livre va un peu mieux. Mais la surproduction, la baisse de qualité et, surtout, les problèmes de la distribution font craindre une rechute

C'EST devenu une sorte de rite : chaque fois que l'édition française connaît quelques mois de fléchissement dans ses ventes, il s'élève, de ses rangs généralement, quelques voix de prophètes pour proclamer que des temps terribles s'annoncent pour le livre et que la civilisation de l'écrit est en passe de s'effondrer. Ensuite, les lecteurs retrouvent le chemin des librairies ; on oublie, avec les prophéties, les problèmes réels de la lecture, de l'édition et de la librairie, jusqu'à la catastrophe suivante.

Les six premiers mois de 1991 ont été mauvais pour l'édition française. Le chiffre d'affaires des principales maisons a baissé, dans des proportions très variables : de 2 % à 35 % par rapport au premier semestre de l'année précédente. Et un vent de panique a soufflé : les éditeurs, pour essayer de se rattraper, ont sorti en mai et juin un nombre de titres beaucoup plus important que d'habitude. Pour des raisons de trésorerie identiques, les libraires ont pratiqué, dans le même temps, une réduction importante de leurs stocks. Résultat : un taux de retour des livres chez les éditeurs qui a bouleversé toutes les prévisions pour atteindre jusqu'à 60 % pour certains titres ou certaines collections dont les éditeurs accomplissent le succès.

Du même coup s'est ravivé l'antagonisme éditeurs-libraires qui continue à empoisonner le climat du livre en France : les premiers, plus exactement : certains d'entre eux, accusant les seconds de ne plus faire leur métier en vidant leurs librairies des livres qui n'ont pas trouvé acheteur au bout de trois semaines ou un mois (certains colls de livres ont même été retournés aux éditeurs sans avoir été ouverts) ; les libraires reprochant aux éditeurs de gonfler les « offices » — les livres envoyés automatiquement « pour information » aux libraires — et de pratiquer la surproduction de titres — +32 % en mai, +35 % en juin — afin d'assurer leur trésorerie sur le dos des détaillants.

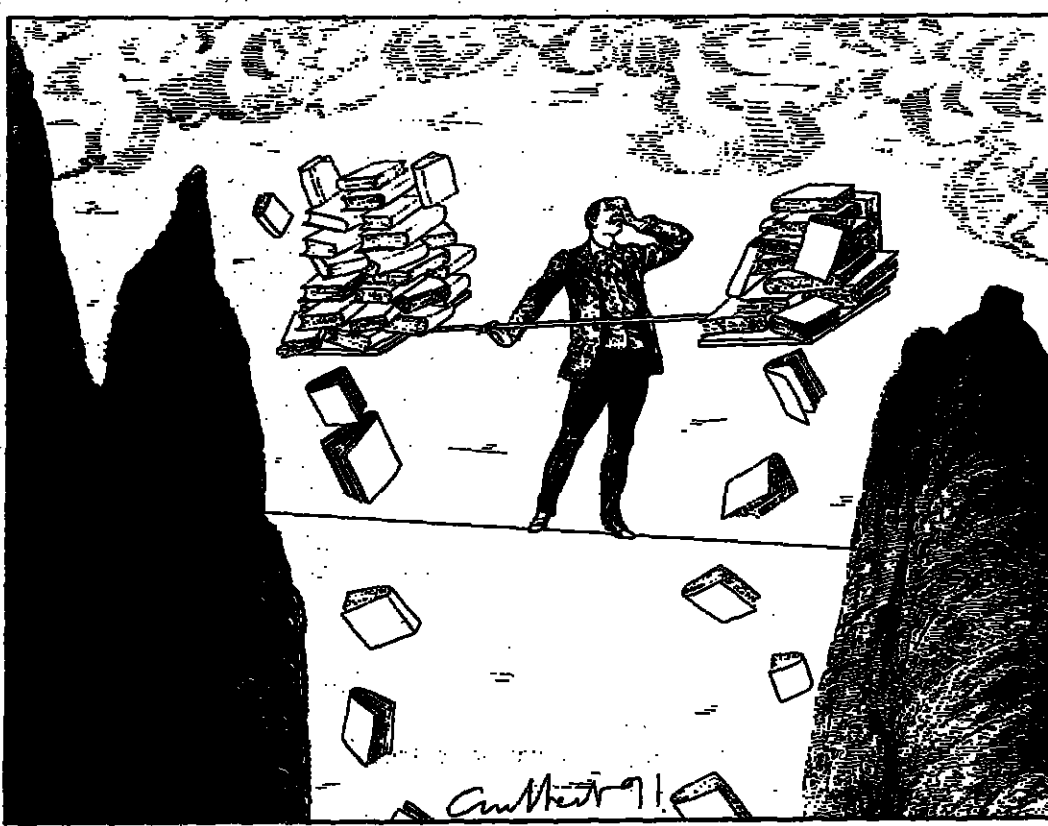
L'embellie de la rentrée

Des librairies exsangues, contraintes de se débarrasser des livres pour survivre ; des éditeurs asphyxiés par les retours, la baisse des tirages et la faiblesse des commandes : la « crise du livre », annoncée depuis des années, paraissait bel et bien s'installer. « Dans ce milieu, il n'y a plus que les transporteurs qui gagnent de l'argent », affirmait un petit éditeur. La guerre du Golfe avait servi de détonateur : en éloignant le public des librairies, en le mobilisant devant le petit écran dans un premier temps ; puis, la guerre finie, en lui faisant prendre conscience que la lecture ne lui était pas, en fin de compte, aussi indispensable qu'il le croyait.

Mais, dès les premières semaines de septembre, le ton change : le mois de juillet a été bon après un mois de juin plus que médiocre ; et la rentrée s'annonce sous des couleurs plutôt favorables : Jean d'Ormesson, Le Clézio, Duras, pour ne pas parler du best-seller de Jean Guillon et des frères Bogdanov, continuent à connaître un succès exceptionnel, cependant que certains romans de

la rentrée — signés Bodard, Raspail, Mallet-Joris ou del Castillo — n'ont pas attendu les premiers articles de presse, les premières émissions télévisées, pour rencontrer un public nombreux. Les essais et les ouvrages de philosophie et de sciences humaines ne sont pas en reste : 10 000 exemplaires de *Qu'est-ce que la philosophie ?* de Deleuze et Guattari, ont été vendus dans la semaine qui a suivi leur parution. Si cette embellie se confirme en octobre, il est même possible que l'année se

soit soldée par un bilan positif pour la plupart des entreprises. Alors, oubliée la panique de juin, écartées les prophéties de malheur, chassés les oiseaux de mauvais augure ? Il serait mauvais pour le livre et pour son avenir que s'entretienne un climat de morosité et de repli frileux. Plus que tout autre, les métiers de la chaîne du livre ont besoin d'enthousiasme, d'audace, d'investissement affectif. Mais il serait tout aussi dommageable que soit oublié le bon usage de cette crise de conjoncture.



Tout d'abord parce que la conjoncture défavorable n'aurait jamais provoqué des déséquilibres de cette ampleur si elle ne s'inscrivait pas dans une évolution qui fragilise les métiers du livre. Après une progression spectaculaire dans les années 1950-1970, le livre français connaît, depuis une quinzaine d'années, une période de stagnation. En chiffre d'affaires calculé en francs constants comme en nombre d'exemplaires produits, l'édition française, bon an mal an, est demeurée au niveau qui était le sien en 1980, l'augmentation importante du nombre de titres produits étant annulée par la baisse du tirage moyen de ces titres. Il s'agit là, très probablement, d'une évolution de société irréversible que la récente enquête sur les pratiques culturelles des Français confirme : la concurrence des autres médias culturels apparus depuis un demi-siècle, largement répandus depuis vingt ans, a été au livre la royauté absolue dont il bénéficiait.

Il est même étonnant qu'il résiste si bien, tant dans la place qui lui est réservée dans le budget culturel que dans le temps accordé aux loisirs. Cette résistance tient probablement, en France, au prestige qui demeure attaché au livre et à la production littéraire ; et elle dure tant que survivra ce prestige : tant que nos hommes politiques, par exemple, et au niveau le plus haut, continueront à écrire des livres et à s'intéresser directement aux problèmes de l'édition ; tant que des hommes d'affaires, autre exemple, seront assez séduits par l'édition pour lui apporter de l'argent qui aurait ailleurs une rentabilité beaucoup plus grande et mieux assurée. Lorsque le nouveau PDG des éditions Baland, Jean-Jacques

ché plus étroit, plus sollicité, plus difficile. La mini-crise du printemps dernier a montré comment les uns et les autres réagissent à une récession.

La première réaction est de type gestionnaire : on fait valser les têtes, on « restructure » — entendez : on licencie — on cherche à faire porter sur d'autres maillons de la chaîne le poids de ses difficultés. Chez Hachette, on se sépare du patron du groupe livre, Jean-Claude Lauth, qui venait de l'édition, pour le remplacer par un PDG, Jean-Louis Lasimachio, et par un directeur général, Jean-Claude Perrière, étrangers à l'univers éditorial ; mais on remplace aussi, à la tête de Stock, après avoir opéré une drastique compression de personnel, un gestionnaire, Alain Carrière, par un éditeur, Claude Durand, qui a, il est vrai, obtenu à la tête de Fayard les meilleurs résultats du groupe. Claude Durand va réduire sensiblement la production de Stock afin de rétablir l'équilibre financier de l'entreprise. Cet équilibre atteint, dès l'an prochain espère-t-il, il compte progressivement redévelopper cette maison prestigieuse... créée en 1708. Il constitue pour cela une nouvelle équipe éditoriale que dirigera, à partir du 1^{er} octobre, Monique Nemer qui quitte donc Flammarion où elle était en charge du secteur « documents ».

« Serrer les boulons »

Avant de se reconstruire à plein temps à Fayard — et désormais à Stock —, Claude Durand a été, pendant trois petits mois, conseiller éditorial du groupe Hachette. Avant de partir, il a remis à la direction du groupe un certain nombre de propositions visant principalement « à nourrir la réflexion en cours sur les moyens d'améliorer la fabrication, la commercialisation et la distribution du livre ». Il n'en dira pas plus : c'est désormais aux patrons de décider. Reste à savoir si Hachette est capable de sortir d'une logique purement industrielle et si, au bout du compte, les pertes de la Cité (plus de 1 million et demi de francs par jour) et l'endettement considérable du groupe (plus de 9 milliards malgré les ventes récentes d'actifs non straté-

giques) ne convaincront pas M. Lagardère d'abandonner à d'autres les secteurs les moins rentables : la littérature générale, par exemple, ou la vente par courtage.

Chez l'autre géant de l'édition française, le groupe de la Cité, on restructure aussi. Christian Bourgois concentre entre ses mains la direction des maisons littéraires des Presses de la Cité, Bourgois, 1018, Julliard, Plon, cependant que les éditions Olivier Orban et la Librairie académique Perrin sont réunies sous la direction

six syndicats de librairies spécialisées, ont refusé de signer le protocole d'accord mis au point, autour du médiateur Patrice Cahart, entre le Syndicat national de l'édition et trois groupements de libraires : les librairies Cité, l'Œil de la lettre et Majuscule. Ce « premier protocole d'accord sur les usages commerciaux de la librairie » porte essentiellement sur la question des « offices » et sur celle de la vente de livres aux collectivités que de nombreux éditeurs assurent directement, sans passer par le réseau des librairies. Au dernier moment, les syndicats de libraires ont retiré leur signature et annoncé qu'ils ne participeraient pas à la seconde phase de la négociation qui doit s'ouvrir le 3 octobre, la médiation ayant « méconnu le problème fondamental qui conditionne la rentabilité et donc l'existence même des librairies », celui de la marge que les éditeurs accordent aux libraires.

Blocage définitif ? Echec de cette médiation laborieusement mise au point à l'initiative du ministère de la culture et à laquelle ni les deux grands groupes d'édition ni la FNAC n'ont voulu participer ? On ne le croit pas, ni du côté de Patrice Cahart, qui affirme, dans un entretien à *Livres hebdo* que « cette première phase est assurément un succès », ni du côté du Syndicat national de l'édition.

Le président du SNE, M. Serge Eyrolles, tout en reconnaissant qu'il n'est pas facile de diriger une organisation « dont les deux premiers cotisants représentent plus de la moitié du chiffre d'affaires de l'édition », pense que la médiation a d'ores et déjà donné des résultats positifs : « Nous n'avons évidemment pas mandat pour parler de la question des marges qui est du ressort de la politique commerciale de chacun de nos adhérents. Mais nous avons bien avancé sur des problèmes concrets. Les discussions ont fait prendre conscience à nos adhérents d'un certain nombre de difficultés rencontrées par les libraires. Nous allons continuer, dossier par dossier. Le dialogue est noué : nous allons discuter, avec ceux qui ont signé, avec ceux qui ne manqueront pas de les rejoindre, de toutes les questions intéressant la productivité de la chaîne auteurs-lecteurs. Les solutions ne peuvent être qu'interprofessionnelles. L'interprofession a une carte essentielle à jouer : elle est condamnée à trouver des bases d'accord solides avant 1993, sinon... » On va donc poursuivre, dans les mois qui viennent, une

négociation pragmatique, à tout petits pas, toujours sous la menace d'un coup de force des « grandes puissances », Hachette et La Cité d'un côté, la FNAC et les magasins à grande surface de l'autre, que leurs intérêts à court terme incitent à mener des politiques plus agressives que consensuelles.

Il est un point autour duquel l'accord, dans les discours au moins, paraît s'être réalisé : le freinage de la surproduction. « Plus on sort de livres, moins ils vivent longtemps », souligne Jérôme Lindon, qui fait remarquer que les éditions de Minuit publieront en 1991 le même nombre d'ouvrages qu'en 1948 : une vingtaine. Même constatation chez Serge Eyrolles : « Nous devons nous adapter au marché. Il n'est pas raisonnable de faire de plus en plus de livres alors que le lectorat baisse. » Claude Durand annonce, dès cette année, une diminution de 10 % du nombre de ses parutions, l'objectif à atteindre à moyen terme étant de 25 %. Grasset annonce également une baisse de 20 % au second semestre. Mais chacun sait que ces bonnes résolutions sont fragiles. Un effort de modération a été enregistré en septembre, mais, si les résultats n'étaient pas bons, la tentation serait grande chez nombre d'éditeurs de se refaire de la trésorerie en inondant les librairies de nouveautés en janvier.

Image de qualité

Le problème n'est pas seulement économique et quantitatif. « La surproduction amène à sortir trop de bouquins qui ne sont pas bons », constate Serge Eyrolles. Trop de livres paraissent qui ne sont ni nécessaires ni même utiles. Bien d'autres, produits dans la hâte, ne sont pas finis, ni dans leur contenu ni dans leur élaboration matérielle. Consciemment ou non, les lecteurs enregistrent cette dégradation du produit-livre. Elle n'est peut-être pas étrangère à cet éloignement de la lecture qui affecte la frange du public la plus fragile, la moins accrochée au livre, et que confirment les résultats relativement médiocres de France-Loisirs. Le livre ne peut espérer résister à la concurrence des autres formes de loisirs qu'en retrouvant son image de qualité, d'excellence et, pourquoi pas, de prestige.

Pierre Lepape

(Publicité)
« VOUS AIMEZ LA POÉSIE LA POÉSIE VOUS AIME »
Vous écrivez des poèmes ou vous aimez en écouter.
Si vous partagez la même passion, venez nous rejoindre, nous vous attendons !
CLUB DES POÈTES DE CHAMPS-SUR-MARNE MARNE-LA-VALLÉE
7, rue Weczerka, 77420 CHAMPS-SUR-MARNE

RENTREE ROMANESQUE
Baltimore

Gilles Barbedette
nrf
GALLIMARD

كذا من الأصل

LA RENTRÉE LITTÉRAIRE

En quête d'Abel

Liverpool marée haute, le deuxième roman de Luc Lang : la recherche éperdue du vrai destin d'un homme, par un autre

LIVERPOOL MARÉE HAUTE
de Luc Lang
Gallimard, 318 p., 110 F.

Quel plaisir de lire de nouveau Luc Lang, dont le premier roman, *Voyage sur la ligne d'horizon* (1), marquait une entrée discrète et assurée dans le cercle de ceux qui n'écrivent pas pour des raisons plus secrètes, plus obscures, plus graves aussi. Après avoir dessiné les contours de quelques vies minuscules, dans le nord de la France, entre des champs de betteraves et une bretelle d'autoroute, Luc Lang, pour ce deuxième livre, a traversé la Manche et entraîne son lecteur, sur trois cents pages, dans une folle équipée, artistique, littéraire et policière, sur les docks et dans les musées de Liverpool.

Que peuvent bien avoir en commun les docks et les musées ? Au départ, un accident. Lors du déchargement d'un cargo, un lot d'objets d'art en provenance d'Afrique, attendus par Sir Abel Manson, directeur de la Walker Art Gallery, se fracasse sur les quais, tuant un ouvrier. Un homme coiffé d'un panama profite de la confusion pour voler quelques-uns des objets et s'enfuit.

Ultime courtoisie



Luc Lang : l'abondance et la justesse des mots

A partir de là, il faut suivre Luc Lang aveuglément, se laisser aller au mouvement qu'il souhaite donner à son roman. Si l'on aime les descriptions, le raffinement, si l'on aime à s'attarder sur les décors, les objets, les visages, bref si l'on aime quitter un moment sa triste réalité pour la vérité d'un récit, on est comblé. Même si Luc Lang, pris lui-même dans son histoire, dans sa jubilation de se sentir mieux maîtriser son talent d'écrivain, a voulu « trop en mettre », trop en dire dans ce *Liverpool marée haute*, on ne peut « décrocher », tant il a su donner à la figure absente du héros, Abel Manson, un destin mystérieux qu'on voudrait découvrir.

Abel Manson était donc le conservateur de la Walker Art Gallery et le commissaire général de l'exposition « Un siècle d'afrocanismes 1850-1950 », qui doit marquer l'ouverture de la nouvelle Tate Gallery de Liverpool, dans les docks. C'est son assis-

tant, Martin Finley, qui est le narrateur du roman. A quelques semaines de l'ouverture de l'exposition, Abel meurt dans un accident de voiture en forme de suicide. Martin Finley se retrouve soudain en charge de cette exposition dont il n'était qu'un exécutant. Il se retrouve surtout aux prises avec Abel disparu, avec un homme dont il n'avait pas soupçonné jusque-là l'importance dans sa propre vie, dont il n'avait pas mesuré à quel point il l'intriguait et le « dérangeait ».

Martin doit ainsi s'interroger sur l'attitude bizarre de l'étrange secrétaire d'Abel, sur la photo de femme collée sur le mur, qu'il découvre en voulant modifier l'agencement du bureau, sur les activités de musicien d'Abel, qui tenait l'orgue de l'église St. Andrew. Il découvre que, dans ce

qu'Abel exhibait de lui-même - un homme seul, libre, indépendant, passionné de muséologie, aimant un peu trop boire et malmenant ses nuits -, il ne fallait voir qu'une posture, une ultime courtoisie pour dissimuler les tragédies d'une existence : un enfant mort, un mariage cassé, la fuite d'une femme, une rencontre fortuite avec elle cinq ans après leur séparation et, à partir de là, une dérive définitive.

Fatigue de la vie

On accompagne Martin Finley, troublé par ses découvertes et maladroitemment désireux d'en savoir « plus long », d'église en bar, de port en musée, dans son enquête difficile et ses récits enchevêtrés. Selon son goût, on s'attache à la figure d'Abel - splendide, excessif, monstrueux parfois, déchiré, abattu, pathétique, mais jamais pitoyable -, à celle de sa femme Julia, au singulier beau-frère, le capitaine du port, Graham Griffiths - qui voit d'un mauvais œil la « colonisation » des docks, « une manière obscène de vitrifier la planète à coups de musées et d'espaces de loisirs » -, au sulfureux frère d'Abel, Jason, ou à cette exposition improbable et aux objets africains qui jalonnent et organisent le roman.

Dans ce livre qui joue sans cesse sur « enquête » et « quête », les deux se fondant dans l'embrassement final, Martin se perd et se trouve sur les traces d'Abel, se confondant parfois avec lui en se laissant aller à la même fatigue de la vie. En dépit de la profusion de ces destins croisés, de ces histoires mêlées - jamais confuses, mais dont chacune aurait pu constituer un petit roman -, on se passionne pour le destin d'Abel et pour celui de Martin qui finit par se résumer à une recherche éperdue de la vérité d'Abel Manson.

Avec Luc Lang, il est impossible de ne pas avoir du plaisir, si on est séduit avant tout par l'abondance et la justesse des mots, et par l'acharnement des écrivains à construire leurs obsessions. On est déjà impatient du prochain roman.

Josyane Savigneau

(1) Gallimard, 1988.

La vieille dame haineuse

LA VIE COMMUNE
de Lydie Salvayre
Julliard, 129 p., 80 F.

Est-il bon, est-il méchant, le talent de Lydie Salvayre ? Drôle d'affaire, le talent, quand il fouille dans les chairs gangrénées. L'année dernière, la *Déclaration* (1), son premier roman, très remarqué, avait interloqué le lecteur, littéralement. Un homme déclarait sa haine à une femme qu'il avait quittée, et cela sonnait inouï en littérature, cette violence, ce vomissement de l'autre, tant de dégoût, et si drôle. De toute évidence, un écrivain. Le livre, très court, ne soutenait pas de bout en bout l'intensité, l'originalité des premières pages. Sinon c'eût été le chef-d'œuvre, au premier essai. Rare, quand même, le coup du *Voyage au bout de la nuit*, de la *Nausée*, de l'*Atrape-cœur*. Mais, du moment qu'on la situait dans cette échelle des valeurs, on attendait Lydie Salvayre à son deuxième roman.

La *Vie commune* est encore un roman court, le sujet est mieux centré, le rythme sans défaillance (elle swingue, cette femme), le récit avance sur le tempo de la haine qui, à force de se refaire, monte jusqu'à la folie (elle est psychiatre, au civil, cet écrivain).

Mais le sentiment est moins neuf. Détester la nouvelle secrétaire, pour celle qui était première dans la place, c'est sans doute plus douloureux que, pour un homme, ne plus pouvoir souffrir l'idée d'avoir aimé une femme ; pour le lecteur c'est moins inattendu. Tempête sous un crâne, parano au bureau, avec des personnages de sitcom, c'est-à-dire nous encore.

« Je l'abhorre, je l'abhorre »

Suzanne, à qui cette horreur arrive, la raconte à qui veut l'entendre. A son voisin de palier, à son docteur, à sa fille, qui ne veut pas, à vous, en s'agrippant : elle ne supporte pas sa nouvelle collègue dans l'agence de M. Meyer, publicitaire. Cette personne est vulgaire, elle empest le vétiver, elle ne respecte pas M. Meyer (« Meyer, c'est pas un nom juif ? » me lance-t-elle brusquement), elle hait Charles Trenet (« et c'est, je ne puis le lui pardonner »), elle a un fils qu'elle appelle Steve (« à cause de Steve McQueen »). « ELLE MACHE DU CHEWING-GUM » (majuscules de l'insupportable). Le chapitre 7 tient en ces mots : « Je l'abhorre, je l'abhorre, je l'abhorre. » Chapitre 8 : « Tu l'adores ? - Ma fille ne m'écoute jamais. » Suzanne, qui hélas, sait se tenir, ira de mal en pis. Jusqu'à imaginer que c'est elle qui a servi de repoussoir pour la conception du personnage de la jeune fille éclatante dans le film publicitaire auquel l'agence vous tous ses soins.

Car elle vieillit, Suzanne. Il est temps de la mettre au rancart, après trente-deux ans de services. Elle le sait. Elle se précipite dans le piège, dans la dépression : on la vire. La *Vie commune*, son titre l'indique, est un roman social. Le talent de Lydie Salvayre est sans compassion, heureusement ; sans colère non plus. On le dira allègre et définitivement surpris devant le cruauté et la bêtise de notre monde.

Un mot de style : il est dans les trouvailles, et il y en a une par phrase ou presque. Ainsi : « La nuit venue, lorsque mes pensées remontent de leur noyade, je repasse dans ma tête tous les mots qu'elle a dits et tous ceux que j'ai dits. J'affine ma technique. Je réviserai mes plans. Je suis impitoyable. La partie sera dure, je le sais. Et chaque phrase compte. » Nous gusterons Lydie Salvayre à son troisième roman, avec un sujet plus grand, à sa mesure.

Michel Contat

(1) Julliard.

Drame aux antipodes

La sauvegarde d'une île du Pacifique contre l'avidité des hommes : un roman écologique de Bruno Racine

AU PÉRIL DE LA MER
de Bruno Racine
Grasset, 209 p., 92 F.

A l'instar de Nicolas Sandry, qui cache sous ce pseudonyme l'actuel directeur de la Monnaie, Bruno Racine, lui-même directeur des services culturels de la Ville de Paris, est un de ces « énarques » que leurs hautes fonctions ne détournent pas de la littérature. Ils y cherchent une évasion, un équilibre intérieur, un recours contre le temps, trop éniétié, où ils agissent. Plus d'un trait les rapproche : l'originalité de leurs sujets, la gravité de leurs personnages. L'Histoire les tente, mais aussi les grands problèmes du jour, qu'ils s'attachent, avec plus ou moins de bonheur, à rendre romanesques. Il en résulte des créations viriles, allégres, riches en références et opposées dans leur classicisme à toutes les modes.

Bruno Racine a été remarqué, dès ses débuts, en 1982, pour le *Gouverneur de Morée* (1). Ce premier livre, qui oscillait entre Venise et l'Argolide mettait en scène les bâtisseurs réels de la forteresse Palamède de Nauplie, au début du dix-huitième siècle. Puis, Bruno Racine s'est emparé du Père Joseph, l'étrange « éminence grise » de Richelieu, en le montrant dans les contradictions où le jetait le service de l'Etat, qui dictait la guerre, et le service de Dieu, tout de dévouement et de charité (2).

Aujourd'hui, ce romancier exigeant et peu banal rejoint le monde contemporain, quoique à nos antipodes. Il plante au cœur de son nouveau roman un flot du Pacifique, riche en phosphates, qu'une puissante société minière internationale exploite jusqu'à menacer son existence. La montagne aux trois pics qui faisait la

gloire de l'île au milieu de l'océan est en train de disparaître tant on a creusé ses flancs qui s'écroulent. Un roi-roi-souffrant-pittoresques, présentant le danger, veut faire réviser les accords, avantageux mais mortels, qui le lient à la société minière. Un expert international, juriste passionné de géologie, est désigné. Il sera le narrateur de ce roman dont l'enjeu est la sauvegarde d'une terre contre l'avidité des hommes et qui devrait faire frémir Brice Lalonde.

Contrepoint sentimental

Bruno Racine accomplit là presque une gageure : rendre poignant un drame géographique et écologique, qu'il a des stratégies employées par les puissances financières. Mais, conscient de l'ingratitude de son suspense, pourtant réel sur le lecteur se passionne lui aussi pour la survie de Soari, il imagine un contrepoint sentimental au désastre qui menace l'île.

L'arbitrage que le narrateur, avocat-écologue doit rendre nécessaire à la présence à Rome, où vit une femme qu'il a aimée puis quittée, quelque dix ans avant son mariage. Les fissures qui ébranlent le sous-sol de Soari trouvent ainsi leur écho dans le désir qu'il éprouve soudain de renouer avec son ancienne maîtresse. La géologie devient ici le symbole de la mémoire. Un duo sentimental, qui a pour cadre envoltant, poétique, Ostie, puis Rome, puis Viterbe, des cités au passé prestigieuses, s'engage entre les deux amants. Il restera sans plus d'effet sur la vie de l'arbitre que ses conclusions, pourtant solidement étayées, sur le sort de l'île.

Au péril de la mer, titre qui symbolise l'ombre du Mont-Saint-Michel, autre flot qui n'est, Dieu merci, pas menacé, tranche vigoureusement sur la production saisonnière. Il nous entraîne de l'Italie, bien connue de l'auteur, à une lointaine Océanie, où se posent les problèmes du tiers-monde. Le charme qui s'y développe vient, bien entendu, de l'amour et du vieux monde. Mais, dans son contrepoint fondamental, entre la sécheresse du droit, l'figure dramatique d'une terre et la vibration d'une tentation amoureuse, s'agit-il au roman, originaire d'une grande qualité.

Jacqueline Pélissier

(1) Grasset.

(2) Texte de production, Grasset, 1988.

Sade dans la vie

Suite de la page 19

C'est en pensant à Sade que Robespierre va attaquer l'athéisme comme « aristocratie » et tenter d'instaurer le culte de l'Être suprême (ce qui nous conduit d'ailleurs à conclure que tout athéisme qui n'est pas aristocratique n'en est pas un). Et voici une énigme résolue : si l'on n'a pas trouvé Sade le 8 thermidor à Picpus pour être mené à la guillotine sur ordre de Fouquier-Tinville, c'est tout simplement qu'il a trouvé dans l'actrice Constance Quesnet - surnommée par lui « Sensible » - une complice idéale permanente (toujours ces femmes qui aiment Sade !), laquelle a pu emprunter de l'argent et payer. La corruption se pratiquait beaucoup, bien entendu, sous le masque de l'épuration vertueuse ; elle n'a peut-être jamais si bien fonctionné que sous l'Incorruptible lui-même, ce qui permet de mieux comprendre ce mot du marquis : « Ma détention m'a ruiné. »

La Présidente, Robespierre, Napoléon : voilà la trinité refoulante qu'on pourrait dire virtuelle en tous temps. Ses employés, fonctionnaires de censure, sont ceux que Sade appelle « les scrutateurs, les abréviateurs, les commentateurs, les réformateurs ». Quelle dérision de voir l'un des plus grands écrivains français écrire à Fouché, en réclamant une

fois de plus d'être « libre » ou « jugé », cette formule terrible : « Toutes les lois de la raison sont méconvenues en ce qui me concerne. » Sade, dans le théâtre allégué de Charenton, n'est plus, selon l'expression du sinistre Barras, qu'une « anomalie au milieu de l'espèce humaine ».

Anomalie extrême parce qu'il a écrit *Justine* et *Juliette*, mais surtout, rien ne réussissant à le briser, parce qu'il continue sans fin à écrire, malgré les surveillances constantes, les délations, les vexations, les perquisitions, « les bêtises, les platitudes ». Il ne cède pas sur son désir, il utilise chaque occasion de plaisir, et même s'il se plaint (et pour cause), nous savons aussi qu'il s'amuse.

Les manuscrits sont saisis et détruits ? Tant pis, c'est comme s'ils existaient dans une autre réalité, au-delà des murs et des pages. Deux personnes l'ont rencontré vers la fin de sa vie à Charenton, un soir de spectacle donné par les fous sous sa direction. Un journaliste se rappelle « un vieillard à la tête penchée, au regard de feu... Il me parla plusieurs fois avec une verve si chaleureuse et un esprit si varié qu'il me fut très sympathique ». Et puis une jeune actrice, débutante à Paris, M^{lle} Flore : « Il avait conservé de grandes manières et beaucoup d'esprit. »

Philippe Sollers

RENTREE ROMANESQUE

Iris



Thierry Laget

GALLIMARD

Josyane Savigneau

(1) Gallimard, 1988.

LA RENTRÉE LITTÉRAIRE

Il était une foi

La Genèse à travers le destin de Joseph, juif algérien emporté par les fracas de l'Histoire : un coup de maître de Roland Doukhan

BÉRÉCHIT de Roland Doukhan. Denoël, 367 p., 120 F.

Le personnage effondré dans le cabinet d'un psychanalyste est-il Jean Attal, « israélite » d'Algérie (médecin à Paris) ou bien Joseph Aouate, son compatriote, professeur de lettres, juif lui aussi ? Et quel guérisseur de l'âme l'aidera mieux à se retrouver, le psychanalyste ou un rabbin ashkénaze qui rassure, lui aussi, la confession d'un homme révolté ? Roland Doukhan, né à Constantine, âgé de soixante-trois ans, vit en France depuis 1947 et publie aujourd'hui un premier roman, *Béréchit*, ce qui signifie en hébreu commencement, premier mot de la Genèse.

Le texte s'ouvre avec un apparent fait divers, on fait le début d'un voyage sur le chemin douloureux et ardu de la création. Joseph Aouate, veuf et athée, est trouvé en plein délire par un ouvrier devant la porte du cimetière de Saint-Germain-en-Laye. Son unique enfant, Ruth, dix-sept ans, vient d'y être enterrée. Hospitalisé, il raconte son histoire à Jean Attal, l'interne de service qui prend en charge ses déréglés. « J'ai toujours eu besoin d'inventer, de créer, un désert, un royaume, un prince, un plombier ou un médecin. Je sais bien que j'invente ce pays où je fais marcher et parler ma fille... que je la place au milieu d'autres humains, vivants et simples », avoue Joseph Aouate, porte-parole de l'auteur qui pratique le « mentir vrai » avec une maîtrise consommée.

Construction savante

Les premiers jetons sont plantés, le biographe s'efface devant l'inventeur, la distance qui donne au récit profondeur et relief est établie elle aussi. Déjà le médecin, bouleversé par le discours d'Aouate, le répète au psychanalyste, afin de mieux comprendre son étrange patient, ce double caché dans les replis de l'inconscient. L'engagement semble quel que peu compliqué mais l'écrivain a raison de faire confiance au lecteur. La confession de l'un et de l'autre se mêlent pour servir au roman de miroir grossissant, construction savante qui nous restitue la douleur d'un homme frappé du deuil de sa femme, de son enfant, l'amour sanctionné par la mort d'un homme et d'une



Roland Doukhan : le narrateur et son double

femme venus en France de très loin, enfin la nostalgie des commencements perdus dans la brume des temps.

Joseph Aouate grandit à Constantine où les communautés arabe, française et juive se côtoient sans trop se mélanger. Sa mère, sage et analphabète, l'habitué à la fréquentation des personnages bibliques et aux contes orientaux, où le sacré s'avance sur la pointe des pieds, masqué par les menus incidents quotidiens, métaphores qui s'égrenent tout au long du roman et lui donnent son incomparable saveur. L'enfant, inventif et curieux, se fait déjà surnommer par ses camarades Adonai, chez les juifs une des appellations du Créateur dont le nom ne doit jamais être prononcé. « Vivre comme Dieu en France » n'est pas un vain mot pour l'adolescent fasciné par Montaigne, Descartes et Hugo.

La seconde fissure qui lézarde la jeune existence de Joseph Aouate ne se fait pas attendre. Dans le Constantinois, soumis pendant la guerre à l'autorité de Vichy, les juifs sont exclus du lycée français. Pour l'enfant qui aimait chanter avec toute sa classe, « *Marché nous voilà* », c'est l'effondrement. Plus tard, lorsque sous le soleil de l'indépendance, il n'y aura plus de place pour les différences, ces juifs, enracinés depuis des siècles en Algérie, doivent s'enfuir tout comme les colons français. Troisième rupture, troisième rejet acceptés par l'adolescent avec davantage de sérénité car son seul ami, Kaddour, arabe, poète et révolutionnaire, lui avait enseigné les vertus de « l'internationalisme prolétarien ». En ce temps, la plupart des jeunes ne pouvaient pas encore deviner que ces grains léonistes deviendraient les grosses pierres des lapidations à venir. A Paris, Joseph Aouate demeure toujours fasciné par les

faux prophètes. C'est dans une cellule du parti qu'il rencontre Sarah, juive d'origine polonaise, sa future épouse. Elle ignore encore les circonstances de la mort de sa mère, déportée par les nazis à Maidanek. Comme Joseph, Sarah s'imagine que le communisme peut empêcher la récurrence de l'horreur. Leur amour fou, lieu magique de rencontre entre l'incandescence méditerranéenne et les neiges de l'Europe orientale, ne se laisse pas nourrir trop longtemps par cet idéal déjà devenu un tombeau vide. Car très vite la lucidité du couple l'emporte sur la mauvaise foi des manipulateurs staliniens.

Job imprécateur

Alors que Ruth, leur enfant, vient de naître, Sarah et Joseph quittent le parti. Mais quand Sarah apprend la fin atroce de sa mère dans le camp, révoltée par un survivant, elle se suicide, victime tardive des SS, autant que du messianisme mensonger. Joseph élève seul l'enfant. Pragmatique et studieuse, sans illusions mais consciente d'une identité brandie comme un étendard, Ruth entame une liaison avec Pierre, Français de vieille souche. La mort cependant viendra frapper encore, abandonnant le conteur devant le cimetière où allait reposer Ruth, emportée par une tumeur maléfique. Ainsi s'achève la confession d'Aouate.

Mais qui donc usurpe l'identité du narrateur, Aouate, Job imprécateur en quête d'une justice probable, d'un Adonai trop lointain, ou bien Attal, tourmenté par l'appel d'une genèse toujours recommencée, qui décide d'entrer en analyse comme en religion ? Pour ceux qui ne doutent pas que « je est un autre », cette question ne se pose plus : le désespéré se meurt sur un lit d'hôpital ; un être nouveau, conforté par la foi, choisit de parler dans le cabinet du médecin de l'âme, au silence tout aussi tonique que celui, fraternel, du rabbin.

Les écrivains qui arrivent à inscrire dans le mouvement convulsif de l'Histoire un destin individuel, tout en soulevant l'interrogation du commencement, ne sont pas nombreux. Parmi ces rares élus, dans le jeu incertain de la création, Roland Doukhan a réussi un coup de maître.

Edgard Reichmann

L'amour en grève

Hennebont, 1906 : les ouvriers des forges cessent le travail, Yves rencontre Fanny...

LES MAINS DE JEANNE-MARIE de Gisèle Le Rouzic. Ed. Viriane Hamy, 294 p., 119 F.

Pour son premier roman, Gisèle Le Rouzic n'a pas craint de s'écarter des modes. Optant pour une esthétique naturaliste, elle ancre son récit dans la réalité sociale d'une région ouvrière et révolutionnaire de Bretagne en 1906. Elle fait se rencontrer un homme et une femme soumis au déterminisme de leurs caractères et de leurs origines. D'un côté, l'instituteur Yves Le Braz, fils de cordier, qui, arrivant de sa campagne natale, est d'abord réticent devant « l'écarter violent et le noir funèbre » d'une cité sidérurgique qui s'accorde mal à sa sensibilité bucolique, à son goût de la rêverie et des poésies champêtres. De l'autre, Fanny Le Garrec - dont le fils, Michel, est l'élève d'Yves Le Braz, - issue du prolétariat ouvrier, « au visage d'ange et à l'âme de guerrier » qui, engagée dans l'action, « brûle les heures de sa vie » à la flamme de ses indignations.

Les grèves qui paralysent les forges d'Hennebont - l'auteur évoque avec sobriété la misère qui en résulte chez les ouvriers - exacerbent les rapports entre les deux protagonistes : Yves Le Braz, qui exerce son métier avec une « ferveur sacerdotale », croit en la capacité des maîtres à « bâtir un monde plus juste et plus harmonieux » et en l'émancipation des humbles par l'école. Fanny, emportée par sa foi de propagandiste et fidèle à son instinct de révolte, ne compte que sur la lutte immédiate, sur le terrain.

Absence de ruse

La tension entre le calme analytique, la persuasion courtoise d'Yves et la furie militante de Fanny crée la dynamique du roman. Par sa fierté railleuse, Fanny provoque sans cesse Yves, l'éprouve dans ses « ancrages les plus profonds » et parvient même à ébranler sa conviction de « l'unité de l'esprit et de l'ordre caché du monde ».

La fascination inquiète, presque japeuse, qu'il ressent devant la ferveur messianique de Fanny se transforme en amour. Mais la passion qu'ils vivent est si rapide,

si discrètement évoquée par l'auteur - en quelques scènes de sensualité furtive - qu'elle semble à peine une halte dans la confrontation de leurs idées. Après la capitulation des grévistes, Fanny partira vers une autre région - « où les hommes gagnent leur pain dans le noir de la terre » - et Yves retournera aux idéaux de son travail, à sa vision d'un monde qui serait gouverné, un jour, par « le savoir et les lumières de l'esprit ».

On pourrait sourire d'un certain schématisme sentimental, du lyrisme pédagogique dont témoigne l'écrivain. On ne le fait pas tant est grande la sincérité de Gisèle Le Rouzic. Malgré des lourdeurs dans l'exposé des théories de l'époque et une volonté trop appuyée d'une « mise au point » des sentiments, un charme frais émane de ce roman. Il vient de la modestie chaleureuse avec laquelle l'auteur suit ses personnages, de son absence de ruse littéraire, de son refus d'exploiter tout pathétique, dans un style qui vise plus à la clarté qu'à l'effet. Aussi, à l'heure où s'éteignent les idéologies des Grands Soirs, Gisèle Le Rouzic redonne un sens ardent à cet ancien besoin de justice humaine, incarné dans les mains de Jeanne-Marie - l'insurgée de la Commune, modèle de Fanny - qui tremblent d'insoumission « au grand soleil d'amour chargé », comme le chantait Rimbaud en 1871.

Jean-Noël Pancrazi

NOUVELLES
CLÉS
Dieu
c'est qui ?
c'est quoi ?
STING
HUBERT REEVES
ANDRÉ CHOLRAQUI
ANDRÉ FROSSARD
JACQUES LACARRIÈRE...
Cher votre marchand de vêtements

Cendres ardentes

La pitié magique de Tahar Ben Jelloun pour les victimes de la guerre du Golfe

LA REMONTÉE DES CENDRES de Tahar Ben Jelloun. Seuil, 144 p., 75 F.

Des milliers de victimes de la guerre du Golfe sont restées anonymes. Tahar Ben Jelloun a voulu leur rendre hommage car, pour lui, oublier, se taire, « pourrait ressembler à un délit, un crime ». Dans un poème dénué de tout ressentiment, où les strophes se développent en de lents tourbillons de mots pareils aux voiles de cendres qui se détachent de la terre calcinée et s'élèvent vers le ciel, il retrouve la trace des ensevelis, les identifie, rend une forme aux visages « annulés » par la flamme.

Puis le poète s'efface, redonne une voix aux disparus. Le poème devient un chœur où chaque victime exprime son regret de ne pas avoir eu une sépulture décente, un lieu où déposer ses dernières volontés. Ce sont des humbles qui se sentaient déjà « petits » dans leur rue, dans leur vie : l'un rappelle qu'il a jadis été heureux avec juste une fontaine, « un jardin et quelques livres », l'autre qu'il a aimé « l'arag et la fleur d'orange ».

Grâce à la pitié magique de Tahar Ben Jelloun, les morts paraissent s'animer, se lever et entreprendre un voyage qui les ramène depuis « l'arrière-pays de la démence » où ils sont tombés sous un éclat de bombe ou une balle perdue. Ils viennent offrir aux vivants les « années qui leur restèrent à vivre » et nous demandent en échange de leur dire qu'ils ne sont pas morts pour rien. Pour Tahar Ben Jelloun, ils ne forment bientôt qu'une seule silhouette : celle du martyr éternel qui a fait toutes les guerres, est « mort plusieurs fois » et ne « cesse de renaître » ; ses yeux « voient loin, au-delà des murs et des montagnes. Au-delà de tous les silences ».

Mais Ben Jelloun ne nous impose pas sa présence, ne cherche pas à éveiller notre remords, ne sombre jamais dans l'amertume de la dénonciation. Il nous fait simplement écouter la prière de l'absent. Grâce à la tristesse pacifiée du poète, à son lyrisme tranquille qui épure le désespoir de strophe en strophe, Ben Jelloun rend une dignité à toutes les victimes et assume magnifiquement son devoir de poète : ne pas laisser retomber les cendres sur les vies sacrifiées.

J.-N. P.

3^e FORUM LE MONDE - LE MANS
COMMENT PENSER L'ARGENT ?
Intervenants : J. ANDREAU, C. de BOISSIEU, H. BOURGUINAT, P. CHAUNU, D. COHEN, A. COTTA, B. COTTEREAU, J. DELASSIEUX, J. DERRIDA, P. FABRA, C. GUETTIER, B. GUIBERT, E. GUIBERT, M. GUILLAUME, M. HENRY, D. KESSLER, J. LESSOURNE, R. LION, B. MARIS, M. MENARD, A. de MIJOLLA, V. NGUYEN QUOC, E. ORSENAVA, F. RACHLINE, J.M. SERVET, M. SHELL, M.C. TAYLOR, J.M. THIEVAUD, M. UZAN, J.J. VIELLEARD-BARON
LUNDI 28, MARDI 29, MERCREDI 30 OCTOBRE 1991
PALAIS DES CONGRÈS ET DE LA CULTURE - LE MANS
Renseignements : FORUM LE MONDE - LE MANS, Palais des Congrès et de la Culture, CITE GENOVIÈSE 72000 LE MANS, tél. : (06) 43 24 24 44, télécopie : (06) 43 28 33 68
organisé par : LE JOURNAL LE MONDE, LA VILLE DU MANS, L'UNIVERSITÉ DU MAINE
Le Monde

RENTRÉE ROMANESQUE
Le donjon de Lonveigh

Philippe Le Guillou
nrf
GALLIMARD



Qui a découvert Colomb ?

Il ne fut sans doute pas le premier à aborder le Nouveau Monde.
Pourquoi, alors, a-t-il été ainsi « plébiscité » ?

1492
UN MONDE NOUVEAU ?
de Bartolomé et Lucile Bannassar,
Perrin, 273 p., 128 F.

L'immense bibliographie qui, en toutes langues, commence à être édifiée à l'occasion du cinquième centenaire est menacée de la terrible loi des rendements décroissants. Pourquoi raconter une fois encore ce qui a été si souvent ? Inquiet ou déjà lassé, le lecteur est en quête de son Amérique : les livres qui valent la peine. Celui de Bartolomé et Lucile Bannassar, qui avaient publié il y a deux ans un ouvrage superbe, *les Chrétiens d'Allah* (1), est de ceux-ci. Pour vous en persuader, allez droit au quatrième chapitre. On y trouve le morceau de bravoure obligé qu'est le récit du voyage de 1492 avec ses motifs classiques : la désespérance des équipages naviguant plus de

cinq semaines sans voir aucune terre ; la première rencontre de deux humanités lorsque le 12 octobre, sur le rivage de Guanahani, l'une des îles Molaires, les rudes marins basques et andalous sont accueillis par les doux Taïnos (« nus comme ils sont nés » écrit Colomb) ; la brouille entre l'amiral et Martin Alonso Pinzon, le commandant de la *Pinta* ; la découverte de Cuba (Cuba) et de la *Hispaniola* (Haïti) ; le retour le 15 mars 1493 à Palos, quitté le 3 août de l'année précédente (2).

Le récit est classique, mais il

n'est pas banal. Les Bannassar en font ressortir deux éléments qui troublent nos manières habituelles de concevoir la « découverte de l'Amérique ». Tout d'abord, sans la tenir pour certaine, ils présentent comme « plausible » l'hypothèse (pourtant minoritaire chez les historiens des grandes découvertes) selon laquelle Colomb aurait eu une absolue certitude dans l'existence de terres que l'on pouvait atteindre en naviguant vers l'Extrême-Occident. L'avait-il acquise lors des voyages effectués lors de ses années portugaises ? La tenait-il d'un pilote portugais ou andalous, entraîné très loin vers l'ouest lors d'un voyage de retour de la Guinée ? En tout cas, à l'appui de la thèse d'une prédécouverte, peut être invoqué le texte authentique des capitulations, dites de Santa-Fe (17 avril 1492), par lesquelles les Rois Catholiques concèdent au Génois le titre d'*amiral de la mer océane, gouverneur et vice-roi des îles et terres fermes* qu'il découvrirait. Ou, plutôt, qu'il a déjà découvertes puisque le document oppose les promesses du voyage qu'il va entreprendre (« el viaje que agora (...) ha de fazer (...) en servicio de Vuestras Altezas ») et des acquis antérieurement obtenus - « lo que ha descubierta ».

La route des Indes

Pour les Bannassar, la prédécouverte d'une terre à l'ouest (dont le secret aurait été jalousement gardé, comme il était d'usage parmi les navigateurs, les marchands et les rois) rend compréhensibles des faits autrement fort étranges : les faveurs exceptionnelles concédées à Colomb par les souverains espagnols ; son obstination à convaincre toutes les cours d'Europe qu'il était possible d'atteindre les terres orientales par la route de l'ouest ; sa certitude dans la distance à parcourir, fixée à 750 lieues ; le délai de trois jours de navigation supplémentaires vers l'ouest obtenu des frères Pinzon et des officiers des trois navires alors même que la mutinerie s'était emparée des équipages dans la nuit du 9 au 10 octobre. Par chance pour Colomb, dans la nuit du 11 au 12, Juan Rodríguez Bermejo, installé à la proue de la *Pinta*, poussait le cri de la délivrance : « Tierra ! ».

Sûr de ses calculs, Colomb l'était aussi de ce qu'il allait « décou-

vrir » : non pas un territoire ou un continent inconnu, mais une route nouvelle pour atteindre les Indes - entendez Cipango et Cathay, le Japon et la Chine. Sa conviction est telle que, lors du premier voyage, il reconnaît dans les terres qu'il aborde ces mondes connus : Cuba est Cathay, *Hispaniola*, Cipango. A ces premières identifications s'en superposent d'autres, héritées de la géographie biblique : *Hispaniola* n'est pas seulement Cipango, mais aussi Ophir, l'un des royaumes salomoniques. Colomb, le chrétien pénétré de culture biblique, qui se compare volontiers à David ou à Moïse, est persuadé d'avoir atteint au paradis, rencontré là où les théologiens l'ont situé : dans les terres merveilleuses qui sont « la fin de l'Orient ».

Bardé de telles certitudes, Colomb ne pouvait pas découvrir l'Amérique - et il ne l'a pas découverte. Pour qu'elle le fût, il aurait fallu, d'une part, que les terres qu'il avait abordées ne soient plus prises pour les Indes ; d'autre part, que soit postulée l'existence d'une quatrième partie du monde, tout à fait distincte des trois déjà connues. Dans une lettre à l'ambassadeur de Florence à Paris, publiée en traduction latine en 1503 avec l'incipit *Albericus Vesputius Laurentio Petri Francisci de Medicis salutem plurimam dicit et conne ensuite sous le titre de Mundus novus*, Alberico, ou Amerigo, Vesputius soutient, le premier, les deux affirmations. L'éditeur Martin Hylacomylus Walzermüller n'a donc pas commis une lourde et perdurable faute lorsqu'en 1507, publiant à Saint-Dié les *Quatuor Americi Vesputii Navigationes*, il propose de baptiser le nouveau continent du prénom ou de l'un des prénoms de son « inventeur ».

Les ruptures de 1520

Dès lors la « conscience de l'Amérique », tout à fait étrangère aux catégories intellectuelles de Colomb, prend corps. Elle se fortifie avec les conquêtes du Mexique et du Pérou qui révèlent l'ampleur du Nouveau Continent ; elle oblige - mais avec lenteur - à réorganiser le savoir cosmographique ; elle fonde à partir des décennies 1520-1530 une première unification du monde.

Tout entier fondé sur les déca-

tiennent Vesputi pour le découvreur de l'Amérique.

Pourtant, après les ruptures décisives de la décennie 1520 - celle qui, véritablement, inaugure un « monde nouveau », - les choses changent. Dès la mi-seizième siècle, non seulement la hiérarchie des événements de l'an 1492 devient celle qu'elle est encore pour nous, mais encore Colomb conquiert ses droits à la découverte de l'Amérique. Le livre de Bartolomé et Lucile Bannassar reste discret, trop discret, sur les raisons et les modalités de cette « invention » de Colomb. A coup sûr, il désigne un joli problème historique : comment s'est constituée, non pas immédiatement, mais tout de même assez vite, la renommée d'un marin assez chanceux pour qu'il se soit trouvé un continent inconnu là où, à tort, ses certitudes en plaçaient un autre.

R. C.

(1) Perrin, 1989.
(2) Il est dommage que l'éditeur ait cru pouvoir prendre de grandes libertés avec la graphie de la langue espagnole, ignorant systématiquement les o et les l.

Le canevas d'Attali

1492
de Jacques Attali,
Fayard, 382 p., 120 F.

Jacques Attali n'a pas le temps de s'ennuyer, et il est bien rare qu'on s'ennuie avec lui : c'est la première vertu d'une œuvre, déjà grosse aujourd'hui de seize livres, dont seulement deux, *la Vie éternelle*, roman (1) et *le Premier jour après moi* (2), sont désignés comme des romans. C'est là, sans doute, la source d'un malentendu : alors que tant d'écrivains s'efforcent d'appeler « romans » des ouvrages qui n'en sont pas, Attali procède à l'inverse et s'acharne à présenter comme des essais les plus romanesques de ses récentes intellectuelles. Simple ment, il obéit aux confidences romanesques jouant avec des personnages, des lieux, des décors, des histoires, lui se laisse guider par des concepts, des savoirs, des constructions théoriques. On le voit bien avec 1492.

Dans un premier temps, Attali a collecté la matière de son livre : tout ce qui s'est passé dans le monde - pas seulement occidental - au cours de cette année dont la découverte de Colomb n'a été que l'événement le plus spectaculaire. Dans le domaine politique, dans celui de l'économie, de la culture, des communications, des religions, de la science, de la médecine. A Venise comme à Avvers, dans les banques et dans les ateliers des peintres, chez les

imprimeurs de Salamanque ou dans les sombres palais de Pologne. De tous ces événements, il a construit un vaste canevas dont il a tiré tous les fils, parfois sur une centaine d'années, parfois jusqu'à nous. Avec une imagination, un enthousiasme intellectuel, une audace inventive, une puissance de conviction qui amènent bien vite le lecteur le plus froid à abandonner au bord du chemin les armes de la critique historique et de la discussion scientifique pour se laisser aller aux plaisirs de ce jeu, au brio des démonstrations subtiles ou cavalières, à l'ivresse des perspectives les plus inattendues et les plus risquées.

Plus effervescent que jamais, Jacques Attali s'appuie certes, dans tous les domaines qu'il prend d'assaut, sur les études scientifiques les plus solides, sur Braudel, Chaumy, Favier ou Delumeau ici, sur Yovel ou Polakoff là, ailleurs sur Métraux, Washet ou Todorov. Mais l'intérêt de 1492 est tout entier dans ce romanesque conceptuel qui permet à l'écrivain de réinventer l'histoire et de faire de cette année, certes cruciale, une manière de personnage tout à la fois nécessaire et monotone dans lequel se nouent, lèches ou serrés, tous les fils de cette crise qui annonce un nouveau monde : celui dans lequel nous vivons encore.

P. L.

(1) Fayard, 1989.
(2) Fayard, 1990.

RENTREE ROMANESQUE

Les corps



Jean-Gabriel Zufferey

nrj

GALLIMARD

مكتبة من الأصل

HISTOIRE DE LA SOCIOLOGIE

de Pierre-Jean Simon.

P.U.F., 524 p., 225 F.

L'INNOVATION DANS

LES SCIENCES SOCIALES

La marginalité «réotrice»

de Mattei Dogan et Robert Pahre.

P.U.F., 322 p., 192 F.

SCIENCES HUMAINES :

Sens social

Introduction

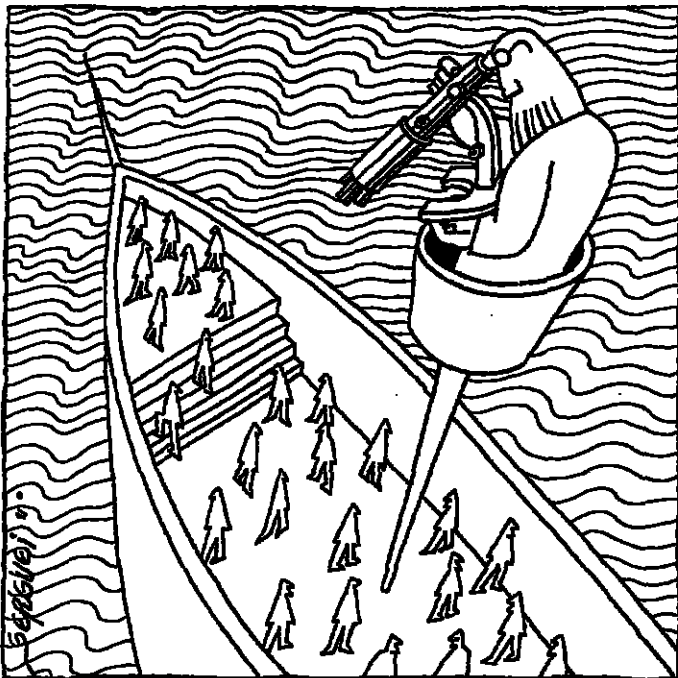
de Vincent Descombes.

Critique, juin-juillet 1991, 79 F.

SOCIÉTÉS

par Georges Balandier

Des arpenteurs du social



En ces temps d'incertitude, les savoirs eux-mêmes sont affectés par la crise d'identité. C'est le moment des mises en perspective, de la recherche d'assises plus fermes et de légitimations moins fragiles, et de la recomposition des territoires où les disciplines se rencontrent. La sociologie actuelle, dont les repères sont bousculés, peut laisser l'impression d'être « fatiguée ». Après un essor, puis un succès, qui lui ont valu d'être active en bien des lieux et de donner une teinture à la culture présente. Vue de l'extérieur, elle apparaît, selon l'humeur, comme « une science qui voudrait être » (dit Paul Veyne) ou comme une science « éternellement jeune » par l'effet du renouvellement incessant de ses problèmes (selon la formule prêtée à Max Weber).

Pierre-Jean Simon, en vingt-quatre étapes, présente son parcours de l'histoire de la sociologie — une histoire encore courte, mais appuyée sur un très long passé. C'est un itinéraire personnel, et pour cette raison d'autant plus formateur, menant à « la recherche des idées toujours vivantes », conduisant à interroger les œuvres du passé « à partir

de l'état actuel de la sociologie ». C'est une rencontre renouvelée avec les auteurs de la tradition, un dialogue avec les textes abondamment présents dans un ouvrage d'aspect trompeusement classique, une lecture qui n'exclut ni l'arbitraire — elle fait la part de l'oubli nécessaire — ni « la critique de l'héritage » indispensable à toute pensée vivante. Toujours, l'auteur se situe et pratique ce qu'il dit être « un écartisme systématique », en laissant aller son humeur dénonciatrice des amateurs, du tape-à-l'œil et des « parasociologies ».

La distinction est bien établie entre une pensée du social présente dans toutes les sociétés et de tout temps, et une pensée sociologique qui résulte de l'étude d'intention scientifique du social. Ce qui est montré, c'est comment la première prépare la seconde et a une fonction cumulative du savoir d'où naîtra une science détachée du sens commun et des dogmatismes. De l'héritage grec à celui de la Renaissance, de celui de la Réforme à celui du temps des Lumières. Chaque occasion est saisie de rappeler la force des questions fortes, de manifester ce mouve-

ment d'où surgira non pas seulement la sociologie, mais aussi l'économie (d'abord considérée comme « harmonie des intérêts ») et l'histoire (d'abord vue comme progrès et réalisation du pouvoir de la raison).

La sociologie, annoncée, désirée, apparaît avec la rupture créée par la Révolution, « dans les décombres d'un monde passé ». Elle se constitue d'abord à partir de la découverte que les sociétés ont la possibilité de « changer par elles-mêmes ». Changement que Saint-Simon — ce Jean-Baptiste de la science sociale — veut conduire par le moyen de la science des phénomènes sociaux, que Proudhon et Marx — philosophes combattants — allient nécessairement aux luttes sociales et politiques. Auguste Comte, crédité de l'invention de la sociologie, veut à la fois réformer la société et élaborer la synthèse des connaissances

particulières afin de parvenir à une « science de salut ». A sa suite, Durkheim, identifié comme « le sociologue par excellence », fait de la discipline une science autonome et aussi une pragmatique associant la science sociale et l'action sociale, la théorie et la pratique.

Après cette présentation des fondateurs d'une sociologie positive, Pierre-Jean Simon propose un double tableau : celui de la sociologie allemande au temps de Max Weber (où se reconnaît l'apport de Raymond Aron), celui de la sociologie américaine au temps de ses « riches heures ». Et puis il s'arrête là, excluant ce qui relève de l'histoire proche de la discipline, des décennies de l'après-guerre où la sociologie commence à prendre forme de métier sans exclure l'engagement militant. Son parcours est un parcours de santé : il rétablit les liaisons fructueuses constituées au long des

siècles, il révèle la formation d'un savoir cumulatif que ni l'événement, ni l'affrontement critique ou le doute, ne peuvent entièrement ravager. Il exprime sa foi en une sociologie non repliée sur elle-même, mais libérée des tutelles, des usages serviles, et capable de retrouver l'assurance à la protection de tous les parasites.

Cette profession de foi n'efface pas l'incertitude. A tel point que deux politologues et sociologues aussi, Mattei Dogan et Robert Pahre, consacrent tout un ouvrage à la recherche des voies de l'innovation et de la créativité dans les sciences sociales. Ils font leur la distinction établie par Thomas Kuhn entre « science normale » et « science révolutionnaire » ; la première garde, exploite et enrichit par apports discrets le « patrimoine » ; la seconde renouvelle, fait place à l'inédit, porte à l'avant de la scène scientifique ses créateurs. Mais les deux auteurs, guidés par le modèle des sports collectifs, valorisent l'« équipe » bien plus que ses modèles. Ils n'associent pas le progrès des disciplines à la comptabilité des citations qui font les renommées ; ils se situent plutôt du côté des anonymes.

Ce qu'ils recherchent, ce sont les processus et les conditions favorables à l'innovation, les « lieux » du savoir social où elle peut surgir. D'une part, les disciplines se sont démultipliées en spécialisations ; malgré cela, certains de leurs domaines se trouvent surcroisés, le travail scientifique relève alors de la « loi des rendements décroissants », il se routinise, et la recherche novatrice se déplace vers la périphérie, vers les zones de contact avec d'autres savoirs. D'autre part, la communication entre disciplines différentes conduit à l'échange et à une partiellement mise en commun des apports respectifs. C'est aux frontières que s'établissent les relations fécondes, et non dans une interdisciplinarité de celles-ci. Dogan et Pahre se laissent séduire par le « nouveau

kaléidoscope des sciences sociales

Il s'agit de sortir du confinement disciplinaire en célébrant la vertu des métissages ; sans toujours marquer fermement leur rejet des « hybrides » néfastes et, notamment, de ceux qui résultent d'une insémination perversive des sciences sociales par la biologie. Leur démonstration est la plus persuasive lorsque elle traite de disciplines — ainsi, l'anthropologie ou la sociologie historique — qui ont le comparatisme comme principe et les incursions en d'autres domaines comme nécessité. Les défenseurs de l'identité disciplinaire, et particulièrement les gardiens de l'héritage durkheimien en sociologie, recevront avec réticence cet éloge de l'hybridation. Ils y trouveront cependant une exploration nouvelle de l'histoire des sciences sociales, surtout conduite à partir de ses sources américaines.

DÉCIDÉMENT, la question barbare la science sociale. La revue *Critique*, sous l'impulsion de Vincent Descombes, a rassemblé une série d'études reliées par une même ambition : chercher « le sens de la vie sociale dans l'action humaine » et « dans la façon dont les acteurs eux-mêmes la comprennent et la justifient ». En cette entreprise, fondée sur des publications récentes, la science sociale et la philosophie se trouvent fermement associées. D'entrée, Kant est la référence principale pour son *Anthropologie du point de vue pragmatique* ; car Vincent Descombes, et les autres à sa suite, établissent une équivalence entre science sociale et science pragmatique.

Ce qui conduit à lier une « anthropologie générale » à une philosophie de l'action, ce qui impose d'entrer dans le jeu afin d'accéder — de l'intérieur et par comparaison — à une compréhension des pratiques humaines, de l'usage du monde qu'elles manifestent. Descombes place les repères de ce cheminement : la pensée du droit, les institutions, la justification par le discours — c'est-à-dire par les théories du social. Du vécu, il faut faire surgir du sens, tâche sans fin, mais plus que jamais nécessaire en cette époque des grands bouleversements, et du déficit d'interprétation.

Signalons une *Histoire de la sociologie*, de Friedrich Jona, aux éditions Lattès, qui fait place aux théories sociologiques récentes. Rappelons l'ouvrage de Luc Boltanski et Laurent Thévenot, *De la justification, les économies de la grandeur*, aux éditions Grasset, analysé par Paul Brousse dans « Le Monde des livres » du 23 août 1991 et par Nicolas Doffier dans le numéro spécial de *Critique* déjà cité.

ARTS

Le diamant terni

La vulgarisation en histoire de l'art ? Un exercice périlleux, très périlleux. Démonstration avec un ouvrage sur le dix-neuvième siècle où ne manque pas un cliché

L'AVENTURE DE L'ART AU XIX^e SIÈCLE

sous la direction de Jean-Louis Ferrier, avec la collaboration de Sophie Monneret. Préface de Bruno Foucart. Chêne-Hachette, 928 p., 499 F. jusqu'au 31 janvier 1992, 590 F. ensuite.

Un ouvrage qui contienne l'essentiel d'un siècle de peinture, de sculpture et d'architecture disposé en ordre chronologique, avec choix de citations et d'illustrations en abondance, qui n'en révérait ? Ce serait très commode et, probablement, très instructif. Chacun y trouverait son compte, du candidat aux jeux radiophoniques sommé de connaître la date de naissance d'Hyppolite Flandrin à l'amateur avide de sujets de méditations esthétiques. Le rêve d'un livre définitif, d'une encyclopédie qui embrasse tout, du très connu au très oublié, se réaliserait ainsi — preuve irréfutable des progrès de la science historique.

C'est sans doute à ces nobles motifs qu'ont obéi les instigateurs de *L'Avventure de l'art au XIX^e siècle*. Le premier volume de la série, consacré à notre siècle,

ayant obtenu, dit-on, un vaste succès, ils se sont lancés dans l'exploration du XIX^e, réputé foisonnant et contradictoire. De l'un à l'autre volume, le principe de présentation est demeuré le même : chaque année donne lieu à un chapitre qui rassemble des notices de longueur inégale selon l'importance des sujets, des articles façon « fait divers » et des citations qui font office de « points de vue » ou d'éditorial.

Le modèle est celui du magazine, le style celui du journalisme, journalisme rétrospectif s'entend. Journalisme racoleur, surtout. Que les auteurs — anonymes — des textes, aient cru nécessaire de feindre la stupeur ou l'émerveillement pour rapporter des événements archicélèbres, qu'ils donnent au lecteur la comédie du sensationnel quand la sensation est depuis longtemps évanescée, passe encore. Qu'ils fassent semblant de pronostiquer finement en 1890 que Van Gogh sera célèbre vingt-cinq ans après, l'artifice est un peu gros mais pardonna-ble. Mais qu'ils rivalisent de schématisme, qu'ils réduisent les débats esthétiques à des slogans sommaires, qu'ils reprennent à leur compte les mythologies les plus écoulées, c'est aller au-delà du tolérable.

Van Gogh fou et génial, Corot brave homme un peu benêt, Munch torturé et presque épileptique, Goya sourd comme un pot et possédé comme un démon : pas un cliché qui manque, pas un stéréotype qui fasse défaut. Il faudrait être simple ? Pourquoi faire simple obligerait-il à faire faux, sinon par paresse et au nom d'une conception tout à la fois méprisante et malhonnête du public ? Vulgariser, est-ce nécessairement être vulgaire ?

La « rigidité » de Seurat

Et encore... L'ouvrage n'aurait-il que ces méchants torts, on pourrait encore conseiller de le feuilleter, ne serait-ce que parce que l'illustration est pléthorique et, quelquefois, originale. Les couleurs sont douteuses de temps en temps, les œuvres reproduites datent rarement de l'année qu'elles sont censées illustrer, mais quoi ? La perfection est une chimère, chacun le sait. Seulement voilà : mal écrit, il est aussi mal informé et parsemé d'erreurs et de confusions.

Exemples, tous relevés en cinquante pages, pas davantage, selon la méthode dite des échantillons représentatifs : si les personnages des toiles de Seurat sont

dessinés avec rigidité, c'est moins pour des raisons artistiques que parce que le père de Seurat se servait à table d'un bras mécanique, modèle de rigidité bien sûr (p. 729). Si la *Vision* après le sermon de Gauguin a été refusé par le curé auquel le peintre l'offrait, c'est à cause de sa taille (p. 747). Or la *Vision* mesure 73 centimètres sur 92 ; les églises bretonnes sont-elles si exigües ? Si l'ingénieur anglais Baker a construit son célèbre pont métallique sur le Firth of Forth, c'est parce que le Tay Bridge s'est effondré (p. 772). Rappelons que le Tay et le Firth of Forth sont deux bras de mer de la côte écossaise séparés d'au moins 50 kilomètres. La proposition revient donc à écrire : on a construit un pont à Tancarville parce que celui de Nantes est tombé dans l'eau... Et que dire de ce manifeste du « néo-traditionalisme » (p. 775) ? Denis, le malheureux, avait dénommé son mouvement « néo-traditionnisme ». C'est sans doute qu'il ne fréquentait pas assez Saint-Nicolas du Chardonnet.

Dans sa préface, la seule bonne page du livre, qui en compte plus de neuf cents, Bruno Foucart surnomme le XIX^e le « siècle de diamant ». Ainsi taillé et retravaillé, le diamant n'a plus d'éclat.

Philippe Dagen

Rachid Mimouni



Roman 276 p., 120 F

Magie de l'écriture : ce prodigieux roman met à nu la machinerie du pouvoir absolu et nous rappelle l'étrange capacité de l'homme à se détourner de l'humain.

André Brincourt, *Le Figaro*

Ce portrait d'un cynique, montré dans sa cruauté, sa bouffonnerie et sa déroute intelligente font de ce quatrième roman un hymne magnifique au prix qu'exige la liberté.

Anne Pons, *L'Express*

Un baroque flamboyant.

Henry Bonnier, *Le Méridional*

Stock

La drogue

Attention, toxique !

PLANÈTE DES NAUFRAGES

Non parce qu'il s'agit d'un roman, mais parce qu'il s'agit d'un roman. C'est un roman qui se lit comme un roman, avec une intrigue, des personnages, des événements. C'est un roman qui se lit comme un roman, avec une intrigue, des personnages, des événements.

Non parce qu'il s'agit d'un roman, mais parce qu'il s'agit d'un roman. C'est un roman qui se lit comme un roman, avec une intrigue, des personnages, des événements. C'est un roman qui se lit comme un roman, avec une intrigue, des personnages, des événements.

LIVRES • IDÉES
ESSAIS

André Glucksmann éducateur

Sommes-nous tous inhumains ? Oui
Pouvons-nous devenir tous philosophes ? Peut-être

LE ONZIÈME
COMMANDMENT
d'André Glucksmann.
Flammarion, 346 p., 120 F.

Savoir que ça va mal. Ne pas détourner le regard des horreurs de la guerre. Scruter, sans ciller, lâchetés, tortures, famines, toutes formes de barbarie. Cesser d'espérer que ces blocs d'ignominie s'effacent d'un coup, par miracle, définitivement, par la grâce de Dieu, du Bien, ou de la Révolution. Voir dans l'humain le lieu de l'inhumain — chacun de nous étant éventuellement capable du pire. En être ébranlé, démonté, défilé de toutes les illusions, débarrassé des confiances, certitudes, idéaux, assurances.

Ne pas sombrer pour autant dans l'abattement désabusé, ni la crapulerie froide. Devenir solidaire des refus de l'intolérable, persister à combattre indéfiniment le pire, convaincu qu'aucun dernier massacre ne débouche sur un paradis final. Voir le mal partout, en soi-même aussi. Tenter de l'endiguer, heure par heure, comme on peut, avec les moyens du bord, sans rêver que cela cesse. Agir avec cette idée : vouloir faire régner le Bien même au pire, s'efforcer d'amoindrir le mal est la seule issue.

Telles sont, en gros, les maximes réglant la démarche d'André Glucksmann. Maximes d'un moraliste, disant la noirceur humaine, l'éclairant sans relâche, afin qu'à partir de quelques solitaires pris de vertige s'improvise peut-être une résistance générale à l'inhumain. Le moralisateur, lui, a d'autres propos : il est seulement préoccupé de mesurer l'écart entre les maux du jour et l'idéal à venir. En formulant ce « onzième commandement », (que, rien d'inhumain ne soit soit étranger), André Glucksmann donne pour tâche au philosophe de « démorceler » (à tous les sens). Ainsi pourrait s'instaurer une « éthique de la dissua-



Que rien d'inhumain ne nous soit étranger

sion». Ce sombre humanisme refuse de rassurer, de tromper, d'entretenir le confort de l'espoir et le rêve que la paix — ou le triomphe du Bien, du Beau, du Vrai... — viendra compenser demain les turpitudes présentes.

Maladie mondiale

Il s'agit de ne pas refuser l'angoisse, d'assumer la tragédie et de trouver dans le désarroi lui-même la seule lucidité qui vaille, imprévisible mais universelle. Car la tragédie, aujourd'hui, est « devenue l'affaire de tous » : ce siècle est celui des guerres. A commencer par la Grande Guerre, celle de 1914, qui ne s'achève pas en 1918 : elle ne s'achève pas du tout. Aucune paix n'a pu résorber

cette « déferlante de cruauté » où l'Europe — si cultivée, si raffinée, si polie — s'est déchirée elle-même, sans raison ni but. Tout, depuis, n'est que décombres, parmi lesquels il faut scruter l'humain en nous comme dans l'Histoire. Là réside l'interrogation de ce siècle : « Verdun, les plaines de Champagne, Guernica, les plages de Normandie, Stalingrad, Treblinka, Auschwitz sont les hauts lieux où le vingtième siècle découvre sa question métaphysique. »

A cet effondrement de l'Occident, les intégrismes de tous bords répondent malignement. Encore quelques meurtres, disent-ils, et l'humanité sera saine et glorieuse. En éliminant l'Amérique, le juif ou le bourgeois, le salut, croient-ils, rachè-

tera enfin le mal. Mauvaises farces, selon Glucksmann. Vouloir extirper le mal, le croire local, temporaire, c'est le multiplier. Mieux vaut nous rendre compte que le fléau est mondial, et n'épargne personne : « L'Occident est effectivement porteur d'une maladie mondiale, il infecte les hommes de l'évidence d'une vulnérabilité telle qu'il n'en existe pas un pour sauver l'autre. »

Sommes-nous donc tous sains ? Tous inhumains ? Oui. Pouvons-nous devenir tous philosophes ? Peut-être, si nous parvenons à nous demander en quoi nous sommes inhumains, et à le dire. Soljenitsyne, selon Glucksmann, en se demandant pourquoi il fut stalinien, en décrivant minutieusement le goulig, a plus de poids que Heidegger, qui n'écrit jamais, après le Reich nazi, « pourquoi je fus si aveuglé ».

Glucksmann pense vite. Il touche souvent juste. Ses formules, taillées à la serpe, font mouche fréquemment. Sans doute ne dit-il ici rien de très différent de ses ouvrages antérieurs. Mais nul ne saurait reprocher à un penseur d'avoir une seule idée, grande et forte, en sa vie, et de l'approfondir. D'où vient le sentiment que ce livre, tout à la fois stimulant, gouailleux, vachard et blesé, est parfois brochant ? Du curieux mélange de phrases nettes et sobres et de préciosités branchées ? Des fautes d'orthographe qui subsistent étrangement ça et là ? Peut-être. On a surtout l'impression qu'à l'essayiste au talent subtil encore un effort est nécessaire pour être ce qu'il peut : philosophe, grandement.

Roger-Pol Droit

Des siècles de prisons

HISTOIRE DES GALÈRES,
BAGNES ET PRISONS
XIII^e-XX^e SIÈCLE

de J.-G. Petit,
N. Castan, C. Faugeton,
A. Zysberg, M. Pierre.
Bibliothèque historique Privat,
368 p., 195 F.

Dans nos sociétés, la « solution carcérale » dispose d'une telle force d'évidence que citoyens et politiques, unis, y voient souvent la panacée à des problèmes aussi différents que le contrôle-élimination des pauvres, des rebelles, des malades ou des agresseurs. La tentation de l'emprisonnement se présente chaque fois qu'émerge une question insaisissable posée aux fragiles compromis culturels qui se succèdent dans le temps sous l'appellation facile d'« ordre public ». Des galères de l'inquisition aux projets de sidatorium, en passant surtout par les galères, les bagnes et les maisons centrales, c'est toujours aux murs qu'on en appelle pour résoudre une menace définie comme majeure et pour tenter d'assurer une police religieuse, politique, économique, sanitaire ou morale. L'une n'exclut jamais les autres, bien au contraire.

C'est le principal mérite de cet ouvrage de retracer pour la première fois une histoire presque continue de la « solution carcérale » sur près de huit siècles. Il fallait bien cinq auteurs pour mener à bien un tel parcours qui, par synthèses successives, rend compte de la longue histoire des exclusions violentes et fait aussi l'inventaire des utopies réformatrices qui tentèrent régulièrement d'en rationaliser la cruauté facilité. Trois parties enchaînent les ori-

gines de l'enfermement en tant que système de peine depuis le temps médiéval, sa généralisation et sa diversification de la Révolution française à la guerre de 1870, enfin sa survivance et son adaptation aux enjeux contemporains de la III^e République aux années 80. Dans sa préface, Michèle Perrot souligne dans ces textes l'heureuse combinaison de deux approches : l'une concrète qui décrit les lieux, l'organisation du quotidien, les usages et les révoltes, l'autre abstraite, qui souligne les logiques reliant ou distinguant ces pratiques et institutions punitives les unes des autres.

L'emprisonnement, quelles qu'en soient les formes, est toujours représenté comme une réponse à une menace, comme la défense d'un ordre social légitime. Le parcours de son histoire conduit aussi à la perception comme un ensemble de pratiques créant et diffusant le contenu même de l'ordre public au nom duquel s'énoncent les peines.

L'histoire de l'enfermement progresse ainsi. Tôt amorcée par Tocqueville et Beaumont (1833) dans leur perspective de réforme sociale, poursuivie par Rusche et Kirscheimer (1938) selon l'approche marxiste de l'École de Francfort, relancée par Foucault (1975) dans son analyse des pouvoirs disciplinaires, la connaissance se précise maintenant dans une voie plus empirique. L'impossible solution carcérale sera-t-elle réinterrogée par les apports de tous ces travaux ?

Le très prochain bicentenaire du code pénal français, adopté en septembre 1791, pourrait en être l'occasion (1).

Pierre Lascombes

(1) Un colloque organisé à l'Arche de la Défense, le 19 octobre sur ce thème.

La drogue du développement

Attention, toxique ! Serge Latouche s'en prend, une nouvelle fois, au modèle de croissance de l'Occident

LA PLANÈTE DES NAUFRAGÉS
de Serge Latouche.
La Découverte, 338 p., 115 F.

Un livre dur. Non parce qu'il assène des vérités désagréables mais parce qu'avec des ruses de Sioux, une logique lentement déployée et d'autant plus féroce, il met les Occidentaux, si fiers de leur modernité, face aux résultats planétaires. Serge Latouche, dans *Faut-il refuser le développement ?* (1) et *La mondialisation du monde* (2), avait déjà entrepris de remettre en question notre modèle de croissance. Des excès dans l'analyse et dans sa formulation tiraient de l'impact à son discours.

Son nouveau livre s'efforce d'éviter les dévies et, du coup, en acquiert plus de force. Il ne sous-estime plus les immenses progrès apportés à l'humanité par les découvertes du monde industriel, mais il les relativise avec d'impressionnants arguments.

Le plus convaincant est évidemment que le système dans lequel nous vivons est une machine à fabriquer des exclus, au Nord comme au Sud, à jeter par-dessus bord ceux qui ne s'ajustent pas aux règles de la manœuvre. « La planète des naufragés » est devenue « une autre société ». Comment survit-elle ? En réactivant les réseaux de solidarité, en « réenchantant » l'économie dans le social, en tournant le dos à la loi du « maximum » (néologisme pour signifier l'obtention d'un maximum d'effets avec le minimum de coûts), en s'adonnant à la production « informelle », qui permet des initiatives dans cette sphère incroyablement fertile des « petits boulots », de l'artisanat, de l'épargne, du crédit, etc.

Certes, en érigeant la vie en valeur suprême, la « grande société » conduit à un progrès indiscutable. Trop souvent, hélas, cette valorisation de la vie est purement quantitative. On s'intéresse aux mécanismes biologiques plus qu'à l'humanité de l'homme.

La « raison économique d'Etat » est bien dégelée par Serge Latouche, qui permet de justifier les crimes au nom du développement. « C'est maintenant à notre tour de polluer », déclarait un politicien brésilien. Et l'on massacre allégrement la forêt amazonienne avec, en prime, les derniers Indiens. De même a-t-on bien perçu la philosophie actuelle de « Que le meilleur gagne » ; le sous-entendu est : « Que les autres crevent ! ». Sa contestation de l'aide est originale : tenter de repêcher les naufragés du développement, c'est aussi les empêcher de prendre pied sur les îles et de s'auto-organiser.

A la rencontre d'Ilich

Quelles îles ? C'est la partie la plus difficile conçue par notre auteur, parce qu'il nous invite à combattre cet ethnocentrisme dans lequel nous coulons tous nos raisonnements. On nous propose de croire à une autre société que celle qui nous porte, à penser que le niveau de vie n'est pas aussi important que la qualité de la vie, que la réduction du bien au combien est une absurdité. Serge Latouche rejoint là les thèses d'Ilich, de Parant (qu'il cite souvent) et de Tévédjère (la Pauvreté, richesse des peuples), qui n'ont pas fini de secouer nos conformismes.

Notre auteur creuse alors cette idée, qui ne cesse de le hanter : il

faudrait même aller au-delà de ce que l'on appelle un autre développement, d'un « capitalisme aux pieds nus », afin d'explorer ce qu'il nomme « l'archipel de l'informel ». Selon lui, le « développement » est un mot « toxique », même s'il est « alternatif » parce qu'il conduit à l'occidentalisation du monde, c'est-à-dire à l'im-passe. Des exemples ? Serge Latouche dénonce les ambiguïtés de l'autosuffisance alimentaire, de ce qu'on a appelé « les besoins fondamentaux » et les « techniques appropriées ». Favoriser l'accroissement des richesses propres au tiers-monde : la solidarité, la solidarité, la production de biens collectifs, de la voirie aux activités culturelles (théâtre et fêtes), etc., lui paraît la seule alternative au système de l'accumulation des biens.

Serge Latouche sait bien que les obstacles aux réussites de ces nouvelles sociétés sont énormes. Ne serait-ce que du fait de la vague démographique. Mais la force des « exclus » est plus réelle qu'on ne le pense et notamment dans le rapport à la nature. « Que peut bien représenter la puissance d'un avion à côté de celle qui fait naître et pousser un arbre », disait un sage de Tanna (Vanuatu).

Dans cette courageuse analyse, Serge Latouche parie-t-il pour la rupture entre les deux systèmes (p. 252) ou pour « la synthèse entre le dynamisme de la société moderne et la solidarité des communautés traditionnelles » (p. 318), qui lui paraît « nécessaire et souhaitable » ? On ne sait. Il y a là sans doute débat intérieur qui pourrait en entraîner bien d'autres.

Pierre Drouin

(1) PUF, 1986.
(2) La Découverte, 1989 (Le Monde du 24 février 1989).
(3) J.-P. Garnier, Le Capitalisme high tech, Ed. Spartacus, Paris, 1983.

FRANÇOIS BOTT



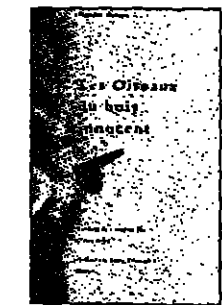
ROMAN
116 pages
70 F.



Flammarion



Le présent craint.
Le passé qui refuse de l'être.
Trois vies obscures dans
une Irlande mélancolique.



Deirdre Madden
ou la nouvelle littérature irlandaise.

HATIER

COLLECTION TERRE ÉTRANGÈRE

هكذا من الأصل

EN VITRINE

ROMANS POLICIERS

Traiko, « étrange étranger »

LES FILLES DE BELGRADE
NE M'ONT JAMAIS AIMÉ.
de Vladan Radoman.
La Table Ronde, 236 p., 89 F.

Si ce n'était que les filles de Belgrade... Mais ce pauvre Traiko est décidément voué à un destin de déceptions et, pour dire le moins, de malentendus. Cela commence très mal, immédiatement au lendemain de la guerre, avec l'instauration du communisme en Yougoslavie. Détour obligé - Serbie oblige - par d'antiques souvenirs sur le Kosovo, arrestation puis mort du grand-père, un peu trop ancien régime. La fin sera moins tragique, mais pas vraiment exaltante pour autant. Traiko a cru trouver l'amour, le vrai, à Nice, avec une sorte de Vénus africaine mais qui lui laisse un fils, noir comme l'ébène, en retournant avec son papa dans son pays d'origine.

Entre les deux, que ce soit à Belgrade - où il fait ses études de médecine - ou à Nice - où il

rejoint un chirurgien esthétique français, - rien n'ira jamais tout à fait comme il faut. Traiko ne sera jamais, constate-t-il, qu'un « vrai étrange étranger », hors normes et dont les affections, à l'exception de celle qui le lie à sa mère, ne seront jamais que fugitives. Ce n'est pas faute, pourtant, de s'essayer à tout, y compris à de brillantes performances sexuelles, mais aussi, outre la médecine, à la cuisine et à la divination. Expériences toujours sans lendemain, au terme desquelles un psychiatre le taxera d'« immaturité ». Jugement que l'on partagerait peut-être si, au fil de ces rencontres avec les personnages les plus improbables, de ces contes jetés un peu au hasard du récit, ne se dégageait une certaine tendresse, une humanité qui réconcilie le lecteur avec ce garçon si peu à l'aise avec son personnage.

Vladan Radoman est né en Serbie, mais écrit en français, dans un style drolastique où il excelle à se moquer perpétuellement de lui-même.

Alain Jacob

ROMANS

La geste de Raspail

Le prince Philippe Pharamond de Bourbon, captif, en 1999, à 3 heures du matin, entouré de trois jeunes hommes liges - y a-t-il un symbole dans ce chiffre ? - et de sa sœur, il sera sacré roi de France par Félix Amédée, cardinal, benédictin et archevêque de Reims.

D'un tel sujet, on peut attendre un plaidoyer pour la monarchie ou un roman de politique-religion-fiction. Si Jean Raspail ne semble pas désespéré à l'idée d'un Pharamond pour l'entrée dans le troisième millénaire, il ne se laisse pas entraîner dans la polémique des successions, et son roman dépasse les étiquettes. C'est d'une double aventure qu'il s'agit. Celle de Pharamond et de son entourage - quel beau personnage romanesque que le cardinal ! - et, dont dépend leur destin, celle de la sainte ampoule, « Pas de sainte ampoule, pas de roi ». Car il doit être oint de son contenu fait de saint chrême et d'une substance miraculeuse venue du ciel lors du baptême de Clovis. Las ! aussi acharnés contre les symboles que contre les personnes, les révolutionnaires ont détruit la sainte ampoule et si, de son contenu, quelque peu fut recueilli, il faut le retrouver pour que le sacre de 1999 puisse avoir lieu.

Mélangant l'aventure à l'érudition, la réalité historique d'hier au monde réel d'aujourd'hui et possible de demain, Jean Raspail fait de cette recherche un roman à facettes également passionnantes. La vie du jeune prince, ses aventures, sa foi et son parcours dans notre monde sont en contrepoint d'une espèce de nouvelle conquête du saint Graal.

Pierre-Robert Leclercq
Sire, de Jean Raspail, éditions de Fallois, 280 p., 125 F.

Sous le signe de Colette

Catherine Bosramier place son premier roman, *La Mauvaise Foi*, sous la tutelle de Colette, sujet du mémoire de la jeune héroïne, Juliette. La vie va mettre sur son chemin une autre femme de lettres, Léa, comme le personnage de Chéri, dont le style est « quelque chose comme du Proust allégé ou un Jean Rhys mâtiné de Modiano » - rien de moins ! C'est la révélation, « un état de grâce dû au miracle de l'écriture », insiste l'auteur. La jeune fille n'a de cesse de rencontrer son grand écrivain et de lui déclarer : « Je vous choisais, Léa, contre Colette ».

Dès lors, s'établit un trouble chassé-croisé. Où est la vérité ? Dans l'hymne à la vie et à la sensualité de l'auteur de *Sido*, pour qui « l'amour n'est pas un sentiment honorable », ou dans la célébration mystique de la littérature vécue comme un sacerdoce, option privilégiée par Léa Valère. Mais quand on a vingt ans, « l'amitié vraie passe par des actes ». Les mots même sont impuissants à la protéger de la passion. Léa choisit de se retirer du siècle, derrière les murs d'une abbaye bénédictine.

Juliette reprend la plume, pour vampiriser Léa Valère, dont elle fait l'objet de ses recherches universitaires - « manière indirecte, pense-t-elle, de lui prédire sa mort ». Conclusion logique de ce parcours initiatique où un écrivain chasse l'autre : le nom de Juliette sort de la fiction du roman inachevé pour venir figurer sur sa couverture. Même s'il n'évite pas toujours les clichés et les facilités, ce roman truffé de jolies variations sur la passion et les pièges de la création.

Florence Duthell

La Mauvaise Foi, de Catherine Bosramier, Ed. François Bourin, 236 p., 110 F.

CHRONIQUE SENTIMENTALE EN ROUGE

de Francisco Gonzalez Ledesma.
Traduit de l'espagnol
par Jean-Jacques Fleury.
L'Atalante, 332 p., 83 F.

HORS JEU
de Manuel Vazquez Montalban.
Traduit de l'espagnol
par Claude Bleton.
Christian Bourgois, 293 p., 120 F.

C'est Daniel Pennac qui le dit quelque part : « N'en déplaise aux historiens, les villes font leur lit dans nos mémoires par la grâce des romanciers amoureux... » Dublin est à jamais inséparable de l'œuvre de Joyce, Alexandrie de celle de Durrell et New-York, la plus adulée des Babylones modernes, peut s'enorgueillir des errances de Dos Passos, Lawrence Block ou Charyn.

Au panthéon des villes noires, Barcelone a de la chance. Avec Manuel Vazquez Montalban et Francisco Gonzalez Ledesma, elle est honorée par deux écrivains beaucoup plus soucieux de rendre hommage à l'histoire de son âme qu'au décor pittoresque de ses rues et aux archétypes d'humanité urbaine qui les peuplent. Et si, au travers de la disparité des styles et d'inspiration des deux écrivains, le parfum qui nous est restitué est la même tonalité, c'est bien le signe que l'objet de leur passion commune est de ceux qui forcent à l'écriture, qui s'imposent à l'imagination comme un désir unique et lancinant.

Pour ces deux Catalans, Barcelone est avant tout une ville torturée par la mémoire du fossé qui la déchira, une ville à double tranchant où chaque souvenir peut en cacher un autre, et où les étres jouent de l'amorçage pour éviter de jouer du couteau.

Dans cette ville-piège soudain ouverte à une modernité délicate, un excès d'illusion dans les veines d'un junkie, deux enquêteurs solitaires traquent leur lucidité harassée. Blindés par un cynisme à l'épreuve des formes les plus perverses de la foi et de l'espérance, ils cultivent des différences qui les rendent aussi semblables qu'un cliché et son négatif.

Pepe Carvalho, le « privé » de Montalban, se défait de sa mémoire en brûlant les livres qu'il a adorés, tandis que Mendez, le vieux fils de Ledesma, oublie la sienne en brandissant son impuissance sexuelle avec l'arrogance sarcastique d'un macho usé mais inamendable. Carvalho trompe l'ennui du présent en se comportant en gourmet vététaire, Mendez entreprend ses aigreurs diverses en pratiquant une gastronomie à rebours dans les pires gargotes de la ville. A l'ironie glacée de Carvalho s'oppose l'ahurissante grossièreté matoise de Mendez.

Et quand l'un, Carvalho, s'isole dans sa villa des hauteurs de la ville, l'autre s'enforce un peu plus dans la bauge qu'il sous-loue dans

l'arrière-salle d'un troquet des bas quartiers. Comment ne se sont-ils jamais rencontrés, ces arpenteurs de bitume, ces traqueurs de vérités si désuètes que ni les supérieurs de l'un, ni les clients de l'autre ne prennent la peine de les écouter jusqu'au bout ? Et comment croire que la petite pute toxico que Mendez rencontre dans *Chronique sentimentale en rouge* n'est pas celle que Carvalho tentera d'aider dans *Hors jeu* ? Peut-être s'évitent-ils pour ne pas avoir à confronter leur inutilité. Enfants de Marlowe et contemporains des détectives de James Crumley, ils ont, l'un comme l'autre, une haute idée de leur impuissance à changer un monde qu'ils ne prennent même plus la peine de juger.

Haï par ses collègues et méprisé par sa hiérarchie, Mendez pratique la police comme d'autres s'acharnent à jouer du rock n'roll dans un garage de banlieue. Il n'en attend rien d'autre que l'odeur et le bruit des rues, le plaisir de palper sur le tempo de sa ville et la satisfaction de continuer à enquêter ses voisins. Pour Carvalho, le métier de détective est une manière esthétique de gagner sa vie sans travailler tout en gardant le nez collé sur les dessous de sa ville. Mendez travaille en dilettante sur des affaires qu'on ne lui a pas confiées et Carvalho garde pour lui les résultats d'une enquête parce que, dans la Barcelone pré-olympique livrée à la rage des promoteurs, il n'y a plus personne qui veuille entendre la vérité.

EN BREF

La bourse de la biographie Goncourt à Odette Joyeux. - Dans le cadre du « Livre sur la place », une manifestation littéraire qui se déroule tous les automnes à Nancy et dont le thème est cette année « Du siècle à l'ordinateur », les membres de l'Académie Goncourt ont décerné leur bourse de la biographie littéraire à la comédienne Odette Joyeux pour *Le Troisième Ciel*, la vie de Nicéphore Niepce (Ramsay), un livre consacré à l'inventeur, en 1816, de la photographie.

Les Rencontres littéraires de Biarritz. - Organisées par la municipalité et la Maison des écrivains, dans le cadre d'un vaste festival culturel, « Le Temps d'aimer », les Rencontres littéraires de Biarritz se dérouleront du 28 au 30 septembre sur le thème des « Vagues », en présence de nombreux auteurs, parmi lesquels Florence Delay, Tony Cartano, Francis Marmontel, Arnaldo Calveyra et Mauricio Wacquez, qui participeront les matinées à des débats et les soirées à des suites de récits inspirés de leur œuvre et de leur histoire.

Prix d'automne. - Après s'être vu attribuer le prix de la Fondation Pierre-Lafue 1990 pour son ouvrage *Requiem pour un empire défunt*, *Histoire de la destruction de l'Autriche-Hongrie* (éditions Lieu commun), François Fajtić vient de recevoir, pour la traduction italienne de ce livre, le prix Giovanni Boccaccio Europe.

Quant au dix-huitième prix Marcel-Proust, il a été décerné à Ghislain de Diesbach pour sa biographie de l'auteur d'*A la recherche du temps perdu* parue aux éditions Perrin.

EN POCHE

Dans *Quel beau dimanche !*, un livre qu'il qualifie lui-même d'« essentiel », écrit en référence à *Une journée d'Ivan Denisovitch* de Soljénitsyne, Jorge Semprun raconte sa quête identitaire de double rescapé du nazisme et du stalinisme, en partant d'un dimanche de 1944 au block 40 du camp de Buchenwald (collection « Les cahiers rouges », Grasset, n°144). Dans la même collection, on peut lire les *Lettres à Van Gogh* de Van Gogh : couvrant les années 1881 à 1885 - la période hollandaise de l'artiste, - elles témoignent des liens établis avec le peintre néerlandais rencontré à l'Académie de Bruxelles, « le seul ami de Vincent parmi ses compatriotes », selon L. Roelandt, qui a assuré la traduction de l'ouvrage (n°148).

Monsieur le député suivi des Mafieux, deux courtes pièces de Leonardo Sciascia écrites en 1964 et 1965, sont éditées dans la collection « Biblio » du Livre de Poche. Elles dénoncent les tares de la politique à l'italienne et le minage social orchestré par la Cosa Nostra (n°162). La même collection publie *Sur les cimes du désespoir*, un livre de 1935 écrit par Clément Auloubert. Texte en français, d'explosion salutaire (n°4139).

Toujours au Livre de Poche, le merveilleux *Voyage de Wils Holgersson à travers la Suède* de Selma Lagerlöf est l'objet d'une traduction entièrement nouvelle et pour la première fois complète de Marc de Gouvenain (c'est la même traduction qu'a retenue Actes Sud pour une version plus luxueuse de l'ouvrage). Ecrit en 1906, le roman du Nobel suédois est devenu un classique mondial (n°6930). Signalons également une édition des *Contes et récits fantastiques* de Théophile Gautier établie par Alain Buisine et le Chevalier Des Touches de Jules Barbey d'Aurevilly, présenté et annoté par Patrick et Roman Wald Lasowski (n°6895 et n°6749).

En Poche encore, dans la collection « Biblio-Essais », est reprise l'essentiel des articles parus dans les *Cahiers de l'Herne* consacrés à Jung en 1984. Il s'agit, explique Michel Cazenave, qui assure la direction des *Cahiers*, d'ouvrir le débat « en rappelant les points forts de l'exemple de Jung, en soulignant les contours, en faisant ressortir les différences échappées, et en mettant en avant l'originalité d'une pensée » (n°4140). Le Livre de Poche publie également la biographie de Michel Foucault de Didier Eribon (n°7300).

Dans la collection « Folio-Histoire » des éditions Gallimard, Jacques Le Goff s'est attaché, avec *La Naissance du purgatoire* (n°31), à décrire la révolution mentale et sociale du système dualiste de l'au-delà intervenus au douzième siècle.

Dans le Savant et la foi, un ouvrage présenté par Jean Delumeau et publié dans la collection « Champs » (Flammarion), dix-neuf hommes de sciences s'interrogent sur le rôle constitutif de l'« aventure scientifique » dans « l'histoire sainte de l'homme » (n°248).

Dans la même collection, Alfred Grosser réfléchit sur *Le Crime et la Mémoire*. Conçu comme « un sens de la responsabilité à assumer pour un passé collectif », la mémoire doit, selon l'auteur, se faire action, « lutter contre les crimes en train de se commettre » (n°245). Dans « Champs » toujours, Eli Barnavi propose *Une histoire moderne d'Israël* (n°246).

Toujours chez Flammarion, « GF » reprend *Lancelot ou le Chevalier à la cheville* de Chrétien de Troyes. Traduit et annoté par Jean-Claude Aubailly. Texte en ancien français et français moderne (n°656).

A mi-chemin entre le document et l'écriture romanesque, Marie Rouanet restitue avec minutie et émotion la poésie quotidienne de son enfance bretonne au début des Trente Glorieuses dans *Nous, les filles* (« Presses-Pocket », n°5).

La collection « 10-18 », dans la série « Domaines étrangers », offre un recueil composé d'une sélection des quelque quinze cents (il) lettres d'amour qu'Henry Miller écrivit, au crépuscule de sa vie, à une actrice peu connue, *Lettres d'amour à Brenda Venus* est traduit de l'anglais par Denis Aubert (n°2210).

Dans la même série, chez le même éditeur, Nord Michigan, de Jim Harrison, traduit de l'anglais par Sara Oudin : Joseph, fils d'immigré, instituteur, même une vie sans histoire. Survient Catherine, l'une de ses élèves, dix-sept ans... (n°2205).

Dans la même collection encore, le *Mandarin du Portugal* Eça de Queiroz (1845-1900), traduit et annoté par Michelle Giudicelli (n°2207).

Folio-Gallimard a publié *Je suis un écrivain* de François Weyergans, ou la vie d'un romancier qui préfère passer ses nuits avec sa machine à écrire plutôt qu'avec Sylvie. La photo d'un hibou lui tient compagnie jusqu'à l'aube (n°2288). Dans la même collection paraît également *Le Soie et les Cendres* de Myriam Anisimov (n°2287) et *Tolne* de Guy de Maupassant. Ce recueil de nouvelles fait l'objet d'une réédition, présentée, établie et annotée par Louis Forestier (n°2278).

Comble de bonheur, les créateurs de ces deux personnages fascinants sont, aussi deux stylistes, deux écrivains qui travaillent leur langue avec un plaisir communicatif. Touffue et fleurie, audacieuse, souvent baroque, l'écriture de Ledesma colle à la fantaisie truculente de Mendez. Comme les façades de Gaudi, elle ignore la ligne droite. Elle flirte en permanence avec la préciosité et se rétablit dans l'éclat de rire d'un dialogue ou la surprenante virtuosité d'une description. Ledesma est un jongleur, et s'il faut un peu de temps pour pénétrer dans sa jungle, il en faut bien plus pour se résoudre à la quitter.

Aussi sournouement élégant que son héros Carvalho, le style de Montalban est toujours à contre-pied de ce qu'il décrit. Ironique, métaphorique, Montalban parle des choses en évitant de les nommer et ne les nomme que pour mieux parler d'autre chose. Tendue, imprévue, constamment intelligente jusqu'à frôler le maniérisme intellectuel, l'écriture de Montalban et la première aventure de Pepe Carvalho (*Les Mers du Sud*, 10/18) furent couronnées en 1979 par les jurés du Prix Planeta (l'équivalent espagnol du Goncourt). Onze ans plus tard, c'est Ledesma qui obtint le même prix pour *Chronique sentimentale en rouge*. A quand des auteurs de polars sur les listes du Goncourt ?

Patrick Raynal

ACTUALITÉS

La première sélection Renaudot

Voici la première sélection pour le prix Renaudot qui sera attribué le 4 novembre : *Sonate au clair de lune*, de Nicolas Bribhat (Mercure de France) ; *Eau de café*, de Raphaël Confiant (Grasset) ; *Marguerite devant les pourceaux*, de Claude Duneton (Grasset) ; *La Séparation*, de Dan Franck (Seuil) ; *Le Troisième Mensonge*, d'Agota Kristof (Seuil) ; *Un docteur*, de Jean-Marie Leclercq (Gallimard) ; *Liverpool marée haute*, de Luc Lang (Gallimard) ; *Ludo et compagnie*, de Patrick Lapeyre (POL) ; *Sven*, de Jean Lods (Calmann-Lévy) ; *Une peine à vivre*, de Rachid Mimouni (Stock) ; *Les Larmes de Pierre*, d'Eugène Nicole (François Bourin) ; *Au pèril de la mer*, de Bruno Racine (Grasset) ; *Le Tournesol déchiré*, de Boris Schreiber (François Bourin) ; *Le Roman du lincoln*, de René Swennen (Gallimard).

Le deuxième Salon de la revue


Inauguré vendredi 20 septembre par le ministre de la culture, M. Jack Lang, le deuxième Salon de la revue s'est tenu les 21, 22 et 23 septembre à l'Ecole des beaux-arts à Paris. Trois cent vingt publications y étaient réunies par l'association Entrevues, créée en 1986 et dirigée par Olivier Corpet, François Dufourmy, André Chabot et Yves Chevreuil.

Un catalogue, présentant cinq cent cinquante revues françaises d'art, de littérature, de poésie et de sciences humaines, a été publié à cette occasion pour défendre et promouvoir un genre spécifique, qui rencontre de graves problèmes financiers, liés notamment à une mauvaise distribution. La journée du 23 septembre a été ainsi réservée aux libraires et aux bibliothécaires pour les encourager à accueillir plus largement ce type de publications.

D'autant que, plus faciles d'accès pour les jeunes auteurs et plus accessibles à la nouveauté, les revues jouent un rôle essentiel dans la création et la recherche contemporaines. En témoignaient, au Salon, les stands de revues anciennes, souvent méconnues à leur époque, qui réunissaient pourtant des textes fondateurs. Sans doute ce deuxième Salon a-t-il aussi présenté, ça et là, ce que seront la littérature et les idées de demain.

Emmanuelle Nanez

Être vivant,
être seulement vivant,
ne jamais oublier
ce privilège...



Llewelyn Powys.

Un nom célèbre. Un prénom à découvrir.

HATIER

COLLECTION TERRE ÉTRANGÈRE.

هكذا من الاجل

LIVRES • IDÉES
LETTRES ÉTRANGÈRES

Une enfance africaine

Amadou Hampâté Bâ est mort, il y a quatre mois, à quatre-vingt-onze ans. C'était un conteur né. Mais ses Mémoires de jeunesse prouvent que ce talent se doublait d'un exceptionnel don d'écrivain.

AMKOUILLÉ L'ENFANT PEUL
d'Amadou Hampâté Bâ.
Préface de Théodore Monod.
Actes Sud, 410 p., 138 F.

Dans les temps très reculés où il était encore possible de regarder une émission de télévision sans risquer de gagner une raquette de tennis ou un voyage aux Seychelles, Pierre Dumayet avait proposé une merveilleuse et tonique rencontre avec un sage africain du nom d'Amadou Hampâté Bâ. A travers cet homme plein de noblesse qui alliait naturellement la vivacité à la sérénité, c'était la mémoire même des peuples de la haute vallée du Niger qui se livrait soudain.

Amadou Hampâté Bâ avait été le premier à présenter la grandeur et la fragilité de cette civilisation de l'oralité dont il s'était fait le défenseur le plus célèbre et le plus constant archiviste. « En Afrique, disait-il, quand un vieillard meurt, c'est une bibliothèque qui brûle. » D'où l'œuvre qu'il avait entreprise, qui recueillait, publiait, explicitait des récits initiatiques, des contes,

des légendes, des histoires vécues, et qui s'apparentait à une véritable mission de sauvegarde du verbe et du souffle traditionnels. D'où le genre littéraire auquel il se rattachait et qu'il avait plaisamment défini comme « oralité couchée sur le papier ».

Son talent de conteur se doublait pourtant, quoi qu'il dise, d'un exceptionnel don d'écrivain. En témoigne le livre de ses souvenirs d'enfance et d'adolescence qui paraît aujourd'hui, quatre mois après sa mort, à l'âge de quatre-vingt-onze ans. Car cet ouvrage, d'un formidable intérêt historique et ethnologique, s'impose aussi comme un ample récit de portée universelle, nourri de mille expériences et servi par une langue savoureuse, précise, puissante.

Coups du sort

Les vingt premières années de la vie d'Amadou Hampâté Bâ correspondent aux vingt premières années de ce siècle : années charnières pour cette Afrique où le pouvoir colonial se superpose à

l'ordre ancien, sans l'annuler complètement mais en le dévoyant. Et le destin du jeune Amkoulilé, rejeton d'une lignée princière quasiment exterminée au cours d'une guerre fratricide, suit au plus près les déséquilibres de l'époque, subissant tour à tour les coups du sort et les retours de fortune, comme si le cours de son existence était à l'exacte image d'une société blessée et désorientée.

« Chaque fois que mon existence commençait à s'engager sur une belle voie bien droite, le destin semblait s'amuser à lui donner une chiquenaude pour la faire basculer dans une direction totalement opposée, faisant régulièrement alterner des périodes de chance et de malchance. Cela commençait bien avant ma naissance avec mon père Hampâté, qui avait dû (et ses enfants après lui) hériter d'une chefferie dans le pays de Fakala, et qui se retrouva seul rescapé survivant de toute sa famille, réfugié anonyme au fond d'une boucherie. Réhabilité par le roi même qui avait fait massacrer tous les siens, voilà qu'il meurt trop tôt pour que je le connaisse vraiment et que le

sort fait de moi un orphelin de trois ans. Un riche et noble chef de province vient-il à épouser ma mère et m'adopter pour hériter et fils présumé, faisant planer au-dessus de ma tête le turban des chefs de l'Outa? Patastras! Nous nous retrouvons tous en exil et me voilà fils de bagnard. Enfin revenu à Bandiagara, où la vie semble reprendre son cours normal, voilà que l'on m'arrache brutalement à l'école des Blancs, alors considérée par la masse musulmane comme la voie la plus directe pour aller en Enfer. »

Les grands mouvements du livre sont là : dans de violents soubresauts collectifs qui agressent et déchirent le temps suspendu de la tradition, avec en écho de brutales épreuves individuelles qui viennent détruire le long et bienheureux équilibre des jours. Amkoulilé, l'enfant peul, forme l'un des derniers maillons d'une chaîne qui s'érode et se brise. Il est encore l'héritier de ces nomades, partout

présents, mais domiciliés nulle part ; il est déjà le témoin d'un monde qui voit ses valeurs entrer en agonie. Il entend et mémorise toute la geste des peuples de la savane. Geste transmis de génération en génération, et qui faisait à la fois office de texte fondateur, de table du droit coutumier et de code de l'honneur. Mais il perçoit également ce qui dérégle les comportements et les mentalités.

Un surcroît d'humanité

Amadou Hampâté Bâ parle de sa jeunesse, de sa famille où domine une mère qui est l'énergie même, de ses deux pères (le géniteur et le nourricier), de ses maîtres, de ses compagnons de jeux ou de rapines. C'est un débordement d'historiettes, d'anecdotes, de notations. Parfois le récit se change en épopée intégrant par pans entiers une fresque chargée d'exploits légendaires ou très contemporains. Parfois la remémoration saute de l'incongru au tragique, dévidant cette histoire d'enfance sur tous les registres, au

point de la lester d'un surcroît d'humour ou d'horreur : d'un surcroît d'humanité.

Une séquence retrace ainsi, sans périphrases, une expédition enfantine destinée à contrôler si, comme le bruit en avait couru, les excréments des « Blancs-blancs » étaient noirs! Une autre séquence, quelques pages plus loin, montre Amkoulilé en train de traverser un village en proie à la famine : au spectacle terrifiant des mourants déjà mêlés aux morts et livrés aux vautours, le garçon sent le cœur et la vue lui manquant, comme si une dernière poussière d'innocence venait de tomber de ses yeux.

Les Mémoires d'Amadou Hampâté Bâ ne suscitent que des sentiments forts, à la mesure d'une vie terrible et tendre, volonteuse et lumineuse, inspirée et tolérante. On lit ces feuillets où passent le timbre de sa voix et la rumeur d'un monde englouti avec le plaisir extrême d'être à l'écoute d'un personnage fabuleux, avec l'intuition désespérante aussi qu'il n'y a plus guère de place, en Afrique ou ailleurs, pour des hommes d'une telle envergure.

André Velter

Une femme qui fuit

L'ÂME DU VENT
de Oh Jung-hi.
Traduit du coréen
par Byoung-jou Lee.
Plouffe, 160 p., 92 F.

Tentons de n'être pas découragé par la présentation que l'éditeur fait de l'auteur : « Elle appartient à cette génération postérieure à la guerre et contemporaine de cette évolution industrielle des années 80 qui a placé son pays parmi les plus grandes puissances économiques. » On voit bien croire que l'institution qui a subventionné la traduction a inspiré cette curieuse propagande, mais elle risquerait d'avoir un effet réducteur sur le lecteur, et ce serait dommage : on aurait tort de passer à côté de cet écrivain.

L'Âme du vent est le récit étonnant d'une séparation. Une femme, peinte qui a abandonné son art pour le mariage, quitte régulièrement son mari et lui revient, après une nuit, deux jours, une semaine de vagabondage dans Séoul ou dans la campagne coréenne. Le mari, cadre dans une banque, est trop amoureux d'elle pour envisager le divorce. Mais la patience a ses limites. Sa belle-mère elle-même lui conseille de tuer sa femme s'il le faut.

L'air de Gelsomina

On suit la fugueuse dans les rues, sur les routes. Elle arrête le temps, contemple l'agitation citadine, l'activité des campagnes et, lentement, le passé resurgit, lointain et plus proche. La pensée lointaine, c'est son enfance : elle a été adoptée par celle qu'elle prenait pour sa mère. Le passé plus proche, c'est il y a un an : au cours d'une de ses errances, elle est violée par trois hommes dans la campagne. Elle ne confie aucun

de ces deux drames à son mari, qui la voit s'éloigner de lui, impuissant, d'abord résigné, puis révolté.

Un jour enfin, après une absence si prolongée que son mari ne veut plus d'elle, elle enlève son fils. Les moments de solitude de l'homme, les égarements de la femme, sont exposés avec une émotion sobre et précieuse. Étrangement, une référence cinématographique est donnée par l'auteur : celle de Fellini. Le mari achète une trottinette pour son enfant, un soir où, désespéré, il s'enivre et se souvient de l'air de Gelsomina, dans la Strada. On penserait plutôt à la folie de Monica Vitti dans le Désert rouge, d'Antonioni.

Réverie sur le vent

La lente découverte des causes de la révolte de la jeune femme (une scène traumatique qui eut lieu pendant la guerre des deux Corées, révisée à la fin du roman) s'accompagne d'une étonnante et poétique réverie sur le vent et les âmes qu'il transporte : « Le vent, c'est comme le geste de la main de deux personnes qui pensent l'une à l'autre avec le sentiment de se manquer réciproquement. »

Une brève nouvelle, la Soirée, qui décrit une société intellectuelle, et relatée, complète le volume. Bien que la technique narrative soit la même (avec une alternance imperceptible de voix, les « je » de la narratrice, de plusieurs personnages et de l'auteur se substituant l'un à l'autre), la rupture de ton y est trop grande, et l'on est surpris que l'éditeur ait voulu réunir les deux textes. Pourquoi ne pas avoir réservé la nouvelle pour un autre recueil plus cohérent qui nous permettrait de mieux connaître cette romancière?

René de Ceccatty

La prière de Melville

Suite de la page 19

Moby Dick fut-il accueilli comme étant le délire d'un fou? Cela n'empêcha pas Melville d'achever son sixième roman, le sombre et complexe *Pierre ou les Ambiguïtés*, drame centré sur l'angoisse tragique entre le protagoniste et sa demi-sœur, d'où se dégage le symbole de l'union incestueuse entre le Bien et le Mal.

L'échec, cette fois-ci, ne fut même pas retenu. Par surcroît, un an plus tard, en 1853, les entropies de l'éditeur brûlèrent, de sorte que plus aucun des romans de Melville ne devait être réimprimé. Mais, toujours fidèle à son destin intime bien plus fort que celui de la réalité quotidienne, il continua d'écrire - des essais ou des nouvelles pour les magazines, parmi lesquels quelques chefs-d'œuvre laconiques comme *Bartleby l'écrivain* ou *Benito Cereno* (2). Ensuite, il réécrivit, ou plutôt réinventait, les pseudo-Mémoires d'un héros inconnu de la guerre d'indépendance dans cet *Israël Potter* que voici dans une nouvelle version remarquable, ainsi que la préface, que l'une et l'autre (3) à Philippe Jaccottet ; avant de revenir pour une dernière fois au roman avec le *Grand Escroc* qui mérite toujours, peut-être, le sort qu'on lui réserva à l'époque.

Alors, ayant atteint la quarantaine, Melville renonce à la prose et se consacre, ou se résigne, à l'art confidentiel de la poésie, laquelle est avant tout une offrande et fut sans doute pour lui une sorte de prière. Comme Kipling dont, malgré les efforts de T. S. Eliot, l'œuvre poétique demeure elle aussi méconnue, Melville fait alterner avec bonheur dans ses poèmes le rythme vigoureux des ballades populaires et les métriques majestueuses de l'épopée.

Pierre Leyris - envers qui notre dette est immense si l'on songe que de John Clare à Emily Brontë, de Shakespeare à Hopkins, à Yeats, à John McGahern, à Jean Rhys... il a passé sa vie à peser dans ses délicates balances de traducteur les mots et les cadences d'écrivains jugés intraduisibles - a proposé naguère un choix du premier recueil de Melville, *Tableaux de bataille*, sous le titre de *Poèmes de guerre* (4). Aujourd'hui, il nous offre une très belle anthologie - toujours en édition bilingue - où l'on trouve le sublime poème en prose *John Marr* - dont paraît en même temps une autre version curieusement amputée de la soixantaine de vers qui le couronnent (5) - et l'épilogue de *Clarel*, l'immense roman en vers.

Quelques années après qu'il s'était voué à la poésie, le précoce aventurier - qui ne fut tel, en réalité, qu'en sa dix-neuvième et sa vingt-troisième année - avait obtenu un poste d'inspecteur des douanes à New-York, qu'il ne quitterait que dix-neuf ans plus tard.



Herman Melville en 1861.

Et pour finir, celui qui avait vécu adolescent les livres qu'il allait écrire revint à la prose - et de façon inlassable, jusqu'à sa mort et jusqu'à faire de son manuscrit un véritable palimpseste - il écrivit son livre-testament, son autobiographie secrète, *Billy Budd*, où l'autocensure à laquelle l'oblige sa situation de père de famille aboutit à l'art délicat de la litote et, pour tout dire, au grand art.

Comme tout un chacun, Herman Melville fut beaucoup d'hommes à la fois : un comptable, un instituteur, un gabier, un déserteur, un condamné à mort sauvé in extremis par ses juges, un écrivain sans lecteurs, un fermier, un douanier... Mais, par-dessus tout et toujours, il fut l'habitant d'un monde de fautes indéchiffrables et de sentiments énigmatiques où pesait le sens calviniste de la dépravation innée - l'homme, en somme, qui, selon Hawthorne, un moment son ami, n'aimait à raisonner que « sur tout ce qui est hors de portée du savoir humain ».

Dans *Redburn*, son quatrième ouvrage, Melville raconte l'histoire d'un fils de famille - lui-même - qui s'enrôle dans la marine marchande sur un navire en partance pour Liverpool. Il décrit le gosse chassé de bottes à hauts talons s'ingéniant à singer l'homme du monde devant un équipage prompt à humilier ce déclassé qu'il soumet à de cruels apprentissages ; et qui, enfin arrivé au port, d'énigme dans le labyrinthe des rues, se repère sur un plan vieux d'un siècle mais sur lequel il a soigneusement appris la topographie de la ville et l'emplacement de monuments depuis longtemps disparus. Peut-on s'empêcher d'y voir l'image, la métaphore même de son existence?

Il y a une cinquantaine d'années, au moment où Lawrence d'Arabie et D. H. Lawrence l'avaient découvert, Borges observait que le livre de Melville, avec ses quêtes interminables sur un espace se confondant avec l'univers, annonçait Kafka ; et que l'œuvre de celui-ci projetait sur son prédécesseur « une curieuse lumière ultérieure ». Et d'ajouter qu'une des traditions de la vaste Amérique était bel et bien celle du grand homme inconnu.

Serait-il interdit de rappeler en confidence que « la Pléiade », si empressée dernièrement à introduire des auteurs qui risquent, à court terme, de ternir son éclat, semble emprunter à l'égard de Melville l'allure distraite et pensive de la gloire elle-même?

Hector Bianciotti

(2) *La Vénus, Benito Cereno et le Marchand de porcelaines*. Traduits et présentés par Jean-Pierre Naugrette. Flammarion, coll. « G.F. Flammarion », 1991.

(3) Aubier. A paraître le 23 octobre.

(4) Gallimard. 1981 : « Poésie Gallimard ».

(5) Le Nouveau Commerce. Traduit par Anne Lecroart et Marcelle Fondreide.

La Librairie Internationale
71, boulevard Saint-Germain
Paris 6^e

A l'occasion de l'ouverture de sa Librairie Internationale, la Fnac vous invite le mercredi 2 octobre à 15h à une rencontre avec André Glucksmann, auteur de *Le XX^e commandement*, Edition Flammarion et Tour d'Alban, une des grandes figures de l'intelligentsia russe, président de l'Université de la Russie, historien, député, recteur de l'Institut des Archives de Moscou, et auteur avec Jean Daniel de l'ouvrage *Cette grande ligne à l'Est*, Editions Maren Sell.

Suivie à 18h, par une lecture des textes de Julian Barnes, auteur de *Le Parroquet de Humber*, *Une biographie du monde en dix chapitres* 1/2 et *Arrivé moi* par Julian Barnes et Claude Chabrol, présentée par Marie-Pierre Bay.

mac

BREVES

Africains. Caraïbes. Indiens. Européens.
Conteurs et écrivains.
Langue créole et langue française.
Sur les senteurs de la littérature antillaise.

"Lettres créoles."
Patrick Chamoiseau et Raphaël Confiant.

HATIER

هكذا من الأصل

JOURNAL DE 1920

d'Isaac Babel.
Traduit du russe
par Vladimir Berekowitch.
Balland, 204 p., 39 F.

CORRESPONDANCE
AVEC BORIS PASTERNAK
ET SOUVENIRS

de Varlam Chalamov.
Traduit du russe
par Sophie Benesch
et Lily Denis.
Gallimard, coll. « Arcades »,
220 p., 73 F.

CAHIERS DE LA KOLYMA

et autres poèmes
de Varlam Chalamov.
Traduit du russe
par Christian Mouze.
Ed. Maurice Nadeau,
100 p., 75 F.

PEU à peu émergent les faces cachées de l'iceberg. Les éclats de réalité qui entourent les mystères et les montagnes de secrets si longtemps inavouables... Isaac Babel (1894-1940), Boris Pasternak (1899-1960), Varlam Chalamov (1907-1982). Trois destins d'écrivains presque de la même génération, marqués, meurtris, dévorés par la révolution et qui, par le pur hasard des publications, se trouvent amenés à cohabiter dans nos lectures, puisque viennent de paraître un *Journal de 1920* de Babel, une *Correspondance* de Varlam Chalamov avec Boris Pasternak de 1952 à 1956, ainsi que des poèmes de l'auteur des *Récits de Kolyma*.

Babel n'a pas eu le temps de devenir un écrivain prolifique. Ses jours étaient comptés... Considéré comme l'un des représentants les plus originaux et les plus doués de sa génération, cet Odessite élevé selon la tradition juive était devenu célèbre dès la publication de son premier livre, *Cavalerie rouge*, une suite de récits sur la campagne de la 1^{re} armée de cavalerie soviétique pendant la guerre contre la Pologne en 1920 (1). Le texte avait scandalisé les autorités et indigné le maréchal Boudienny, qui commandait la 1^{re} armée. Dans une lettre à Maxime Gorki, il dénonçait cette œuvre « vulgaire et diffamatoire » et s'indignait : « Que raconte Babel, et qu'est-ce qui l'autorise à faire usage du titre sonore de Cavalerie rouge ? Écrivait-il. Il invente des colonnes, couvre de boue les meilleurs chefs militaires communistes, raconte des histoires inventées de toutes pièces ou ment, tout simplement. (...) Je pense que vous conviendrez avec moi que pour décrire cette lutte de classes immense, la première de l'histoire de l'humanité, il faut tout d'abord comprendre l'essence de cette lutte, c'est-à-dire être un dialecticien, un artiste marxiste même inexpérimenté. Babel n'est ni l'un ni l'autre. Sa prétention à représenter la vie quotidienne, l'organisation, les traditions de la 1^{re} armée de cavalerie n'a donc abouti qu'à une obscène caricature tout imprégnée d'esprit petit-bourgeois » (Lettre à la Pravda du 28 octobre 1928).

Auteur à succès, « coqueluche de Moscou », fêté pour ses *Contes d'Odessa* autant que pour ses pièces de théâtre jouissant d'une situation privilégiée grâce à l'amitié de Maxime Gorki ou de leïev, le patron de la Guepou, Isaac Babel sait certainement

qu'il n'est pas invulnérable. Mais il refuse toujours de quitter la Russie. En 1925, sa femme est partie vivre à Paris, il la rejoint en 1928-1929, puis en 1932 : sa fille Nathalie naît à Paris en 1929. En 1935, on le fait venir en catastrophe avec Pasternak à Paris au Congrès pour la liberté de la culture pour étoffer une délégation soviétique médiocre. Il revient en URSS, où il ne peut plus avoir accès à l'édition. Sa seconde femme, Antonina Pirojkova, donne naissance à sa fille Lidia. Il sera arrêté le 15 mai 1939 dans la datcha qu'on lui avait construite à Peredelkino, le village des écrivains proche de Moscou. Jugé pour trotskisme, espionnage, etc., le 26 janvier 1940, exécuté le lendemain, alors qu'on fait croire aux siens, à sa seconde femme, pendant quinze ans, avec un sadisme qui fait partie du système, qu'il est vivant, qu'on l'a vu dans des camps (2).

RETROUVÉ en 1955 à Kiev, patiemment déchiffré par Antonina Pirojkova, le *Journal de 1920*, qui paraît dans sa version intégrale aux éditions Balland, est passionnant pour plusieurs raisons : non seulement comme un élément capital de la genèse de *Cavalerie rouge*, non seulement comme un témoignage de la terrible lucidité d'un écrivain dans une guerre qu'il voudrait « juste » (« C'est l'enfer, la façon dont nous portons la liberté »), mais une œuvre vivante, une esquisse paradoxalement plus forte que l'œuvre achevée. Correspondant de guerre sur le front polonais, en Volhynie puis en Galicie, Babel note, entre le 3 juin et le 15 septembre, ce qu'il ressent, ce qu'il voit, des impressions, des images, des ébauches de portraits, sans se préoccuper de censure ou de contrainte stylistique. Sans se préoccuper du Bien et du Mal. Une sorte de coupe saignante, palpitante de vie, dans l'horreur vue par un homme douloureux, déchiré, devant une cruauté humaine indescriptible. « Le champ jonché de corps, ces blessures inavouables, les crânes défoncés, les jeunes corps blancs et nus qui brillent au soleil, les agendas, les feuilles, les livres militaires, les évangiles éparpillés, les cadavres parmi les céréales. » Loin d'Odessa et de la Moldavie, comme un crève-cœur, il sent un cafard sans fin : « Parce que je suis loin de ma maison, parce que nous détruisons, parce que nous passons comme un tourbillon, comme un torrent de lave, détestés de tous, la vie vole en éclats, j'assiste à un grand requiem interminable. »

Pogromes, villages pillés, femmes violées. Les Polonais, les Russes, les cosaques, la révolution et la syphilis sur cette terre où coexistent l'Eglise catholique, l'Eglise uniate, la synagogue, les juifs à longue barbe, longilignes dans leurs caftans noirs, dont il comprend le yiddish, mais qui sont si différents des Odessites

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

Babel, Pasternak, Chalamov...



Isaac Babel, élève de l'école communale d'Odessa

« Le mari, doux, la barbe noire. Une juive rousse, encolure, se lave les pieds. La fillelette à la colique. Le dîner - des beignets à l'huile de tournesol - le paradis. La voilà, l'épaisseur juive ». Les hasidim, pâles, avec des papillotes, spectacle incroyable, trois cents ans en arrière. Shtetls sinistres, sales, misérables, lieux du malheur juif dont il se sent à la fois solidaire et différent. « Toujours la même chanson, les juifs sont ruinés, la perplexité, ils attendaient le pouvoir des soviets comme des libérateurs, et tout à coup des cris, des cravaches, sales youpins. » Dans le chaos intérieur et extérieur, Babel se cherche lui-même. Mûrissant l'œuvre à venir. Sans savoir qu'il lui reste à peine vingt ans à vivre.

Chaque soir dans la surprise
De me savoir vivant,
Je me disais des poèmes
J'entendais à nouveau la voix.
(Au poète. Pour Boris Pasternak).
C'est de l'enfer, l'enfer de la Kolyma, que Varlam Chalamov a écrit ses *Cahiers de la Kolyma* dont il pense qu'ils « ne seront

jamais imprimés ni publiés » et qu'il adresse, en 1952, « au poète dont les vers l'ont fait vivre durant vingt ans ». C'est le début d'une correspondance qui durera un peu plus de quatre ans (de mars 1952 à août 1956) entre l'auteur des *Récits de Kolyma*, détenu encore astreint à résidence en Yakoutie, le poète sorti des camps, et l'auteur de *Ma sœur la vie*. Une belle correspondance que le futur auteur des *Récits de Kolyma*, convaincu de la force terrible de l'art, adresse au Poète par excellence : « Avez-vous jamais songé à cela ? Aux gens qui sont restés des êtres humains uniquement grâce à vos paroles, à vos dessins, à vos pensées qui les accompagnent sans cesse ? Que vos vers, on les récitait comme des prières ? »

En 1953, Chalamov a pu quitter Kolyma après seize ans dans les camps. Il vit dans la région de Kalinine (Tver), près d'une entreprise de tourbe. Revenu pour deux jours à Moscou, il retrouve sa fille de dix-huit ans, qu'il avait quittée à dix-huit mois, et, immense bonheur, rencontre

Boris Pasternak le 13 novembre 1953. Celui-ci, qui travaille en secret à son roman *Le Docteur Jivago*, fait lire le manuscrit inachevé à son visiteur, qui va disséquer le millier de feuillets qu'il a dévorés avec un soin tout particulier. Pour lui, « les écrivains sont des maîtres à vivre. Ils nous montrent ce qui est bien, ce qui est mal, ils nous font peur, empêchent notre âme de s'enliser dans les recoins ténébreux de l'existence. Une des caractéristiques de la littérature russe est sa dimension éthique. (...) Le Docteur Jivago relève incontestablement de cette dimension supérieure ». Chalamov va continuer, tout au long de l'élaboration du roman, à en être un des premiers lecteurs. « Votre description du camp n'est pas véridique, écrit-il à Pasternak en 1956 à propos de la seconde partie. Il y a longtemps, depuis 1929, qu'on ne les appelle plus des camps de concentration, mais des camps de rééducation par le travail, ce qui ne change rien, bien sûr, ce n'est qu'un maillet superflu dans la chaîne du mensonge. Il n'y a pas de poteau avec l'inscription « goulag... »

Suit tout un cours sur l'histoire et la géographie des camps : Belomorkanal, Potma, Dmitlag, Selavag, Bamlag, Irkutlag, Taichetlag, etc. (3). Et sur la perversion des âmes, la corruption de l'esprit et du cœur, qui est l'essentiel : « Quand, de jour en jour, une immense majorité des gens comprend qu'en fin de compte, on peut vivre sans viande, sans sucre, sans vêtements, sans chaussures, mais aussi sans honneur, sans conscience, sans amour ni sens du devoir. Tout se dégrade, et le dernier déclin est terrible. » Description impitoyable de cet autre monde par cet expert de l'enfer qui semble comme un préambule aux terribles *Récits de Kolyma* et d'où ressort une formidable volonté de vivre. « L'homme nait pour vivre et non pour se préparer à vivre. C'est absurde », commente-t-il, s'insurgeant contre l'héroïsme érigé en vertu à l'intention de la jeunesse. « Il est incontestable que la jeunesse mourait facilement. Mais quelle

jeunesse ne meurt pas facilement à la guerre ? Les jeunes ne savent pas, ils ne sentent pas ce qu'est la mort, ils ne comprennent pas, ne ressentent pas au fond d'eux-mêmes qu'on n'a qu'une seule vie. Dès l'école, dès le jardin d'enfants, on leur a inculqué que le monde dans lequel ils vivaient était la plus belle conquête de l'humanité. Ils avaient donc quelque chose à défendre. »

CETTE correspondance d'une hauteur de vue et d'une richesse exceptionnelles tient à la qualité des deux hommes et à la haute idée des poètes et de la poésie qui a commandé l'existence de Varlam Chalamov. Elle prend fin à l'automne 1956, lorsque Chalamov, enfin réhabilité, revient vivre à Moscou. Elle est complétée par des *Souvenirs* rassemblés sans doute après la mort de Pasternak. Il raconte bien leurs échanges, leurs conversations sur la rime, sur l'époque et il évoque l'enterrement du poète à Peredelkino le 1^{er} juin 1960, les larmes et les masses de fleurs pieuses par une foule où on avait l'impression qu'il y avait plus de journalistes que d'amis. « Le cercueil se mit à naviguer en direction du cimetière, et l'on se rendit compte qu'il y avait un millier de personnes. Était-ce beaucoup ou peu ? Pour des funérailles « à la Pouchkine », c'était beaucoup. Mais pour un dernier adieu au premier poète tyrique du monde, à un écrivain mondialement célèbre, à un lauréat du prix Nobel, c'était insignifiant. »

Varlam Chalamov, qui avait connu une vie pire que la mort, allait mourir en 1982, infirme, aveugle, dans un asile de vieillards. Seul.

(1) Publié en français en 1959, chez Gallimard, *Cavalerie rouge* reprend l'édition couronnée postérieure à 1929, éditée en URSS en 1957 avec une préface d'Ilia Erenbourgh sur la stabilisation de Babel (1954). En 1972, L'Age d'homme publiait le texte intégral de *Cavalerie rouge* dans une traduction de Jacques Cateau (reprise en collection de poche « Points-Séuil » R. 277).

(2) Antonina Pirojkova a réuni un volume de *Souvenirs* sur Babel (1938-1956) (Youspoussian & Babel), Moscou, 1989 (en russe).

(3) Après un excellent reportage sur l'Union Culturelle, Alain Brossat (en collaboration avec Sonia Combe et Lucien Moukoko) publie *Choung*, 1987/1988. Le système du goulag : travail forcé, révoltes, révoltes d'un camp stalinien. Un livre de souvenirs consacré à Choung, le « camp du lac », à 1 000 kilomètres au nord d'Irkoutsk, un des multiples Bors de l'Angélou où réapparaissent les visages déformés longtemps invisibles. (Autrement, série « Mémoires » n° 11, 288 p., 120 F. En librairie le 3 octobre).

L'un était Bleu et l'autre Gris

« Bouquins » publie la somme de James McPherson sur cette guerre de Sécession fratricide qui fit de l'Union américaine une nation

LA GUERRE DE SÉCESSION
de James M. McPherson.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)
par Béatrice Vienne.
Robert Laffont, coll. « Bouquins »,
1 040 p., 130 F.

Comparée à la guerre du Vietnam, la guerre de Sécession, ce sanglant stigmate de l'histoire américaine, ne fait pas recette en France.

Sur la première, des rayons entiers de bibliothèque, sur la seconde, pas grand-chose. Rien en tout cas de pertinent. Grâce soit donc rendue à Robert Laffont qui publie dans la collection « Bouquins » le désordre classique *Battle Cry of Freedom* (Cri de guerre : liberté) de James M. McPherson.

Professeur d'histoire à l'université de Princeton, McPherson a été couvert d'éloges en 1988 lorsque son ouvrage a paru. Sixième tome de la monumentale *Histoire des Etats-Unis* entreprise par Oxford University Press, cet ouvrage s'ajoute aux cinquante mille livres et brochures consacrés outre-Atlantique à la guerre de Sécession. C'est dire si ses mille pages relèvent du tour de force, celui d'avoir synthétisé en un seul volume, dense mais alerte, tout ce qu'il faut connaître sur la question.

L'édition française elle-même est digne de louanges, de la traduction à la préface de Philippe Raynaud en forme d'hommage au génie prémonitoire de Tocqueville, lequel, vingt-cinq ans avant le déclenchement du conflit, avait perçu ce que l'opposition entre le Nord et le Sud avait d'irréductible. Rien ne manque à cette version française, ni les notes à foison - certaines ajoutées à l'intention des lecteurs hexagonaux - ni la chronologie, ni la bibliographie originale, ni l'index. A l'exception de quelques scories typographiques et d'un oubli fâcheux - une table des cartes - ce « Bouquin » est une réussite.

La guerre de Sécession fit 620 000 victimes, plus que toutes les autres guerres réunies auxquelles les Américains ont été mêlés. Viet-

nam compris. Bleus (les soldats de l'Union) et Grises (les confédérés) se livrèrent des combats sans merci dont l'explication ultime est encore sujette à discussion. A l'opposé de la thèse en vogue chez certains historiens contemporains, McPherson est d'avis que l'esclavage fut bien l'enjeu principal de ce conflit fratricide, même si la nécessité de mettre fin à la sécession des Etats du Sud tint longtemps lieu, au Nord, de principale raison d'unique justification. Comme le président Lincoln lui-même, la plupart des partisans de l'Union ne se résolurent que tardivement à l'émancipation des Noirs. En même temps, McPherson montre bien ce que l'héritage des Pères fondateurs avait de potentiellement explosif. Antiesclavagistes eux-mêmes, ils avaient laissé l'esclavage gagner du terrain au-delà de leurs Etats d'origine, malgré leur conviction, proclamée par la Déclaration d'indépendance de 1776, que « tous les hommes naissent égaux ».

Une victoire indécise
Quatre-vingts ans plus tard, deux Amériques se tournaient le dos. Le Nord libéral et précapitaliste, le Sud aristocratique et cotonnier. Le livre de McPherson est d'une érudition limpide sur cette opposition dans laquelle, à rebours de l'opinion commune, il ne voit pas, malgré tout, la raison essentielle de la défaite de la confédération. Sans doute le Nord tira-t-il avantage de sa supériorité démographique et de son développement industriel, mais ce ne sont pas des gages absolus de

succès, les Yankees allaient le vérifier en Indochine un siècle plus tard.

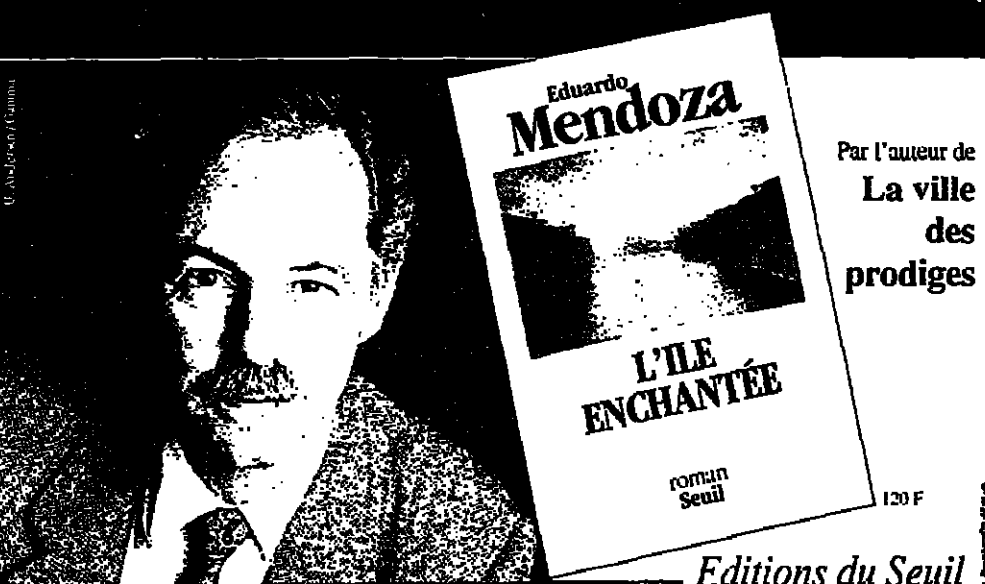
McPherson résume ainsi tout déterminisme. Il attribue plutôt la victoire de l'Union aux contingences de l'histoire, au talent changeant des généraux en chef, presque au hasard. A trois reprises au moins, rappelle-t-il, le Sud fut sur le point de l'emporter, fin 1862, en 1863 et même en 1864, l'avant-dernière année du conflit. Mais, par trois fois, le sort tourna en faveur du Nord, à peu de chose près, comme à Gettysburg, la bataille la plus fameuse de cette guerre d'affrontements indécis dont McPherson donne autant de récits minuscules.

Il n'est guère, aujourd'hui, à l'est du Mississippi, de petite ville qui n'ait son monument dédié à la guerre civile. Chaque fois qu'ils en ont l'occasion, les nostalgiques de la guerre de Sécession reviennent l'Union de Billy Yank, le nordiste, et de Johnny Reb, le sudiste, pour participer à la reconstitution d'une de ces batailles de légende. Le sang et les larmes ont séché. Cent trente ans après, ces reconstitutions rappellent à l'Amérique sa seconde révolution, celle qui, d'une union incertaine - c'est la conclusion de McPherson - a fait des Etats-Unis une nation.

Bertrand Le Gendre

À lire aussi, dans la collection « Les grandes batailles de l'histoire », Gettysburg 1863 de Marc Roland. Bataille décisive pour un universitaire américain, cet excellent petit livre est riche d'une iconographie qui fait défiler à nos yeux les figures de l'ouvrage de James McPherson. (Socpresse Éditions, 114 p., 79 F.)

EDUARDO MENDOZA



Par l'auteur de
La ville
des prodiges

Editions du Seuil

Le retour
M. Arafat

En 1990, le chef de l'OLP, Yasser Arafat, est retourné à la tête de son mouvement. L'OLP a obtenu le statut de partenaire officiel de l'État d'Israël. M. Arafat a été élu président de l'OLP. Il a été élu président de l'OLP. Il a été élu président de l'OLP.

Yasser Arafat a été élu président de l'OLP. Il a été élu président de l'OLP. Il a été élu président de l'OLP. Il a été élu président de l'OLP. Il a été élu président de l'OLP.

Yasser Arafat a été élu président de l'OLP. Il a été élu président de l'OLP. Il a été élu président de l'OLP. Il a été élu président de l'OLP. Il a été élu président de l'OLP.

Yasser Arafat a été élu président de l'OLP. Il a été élu président de l'OLP. Il a été élu président de l'OLP. Il a été élu président de l'OLP. Il a été élu président de l'OLP.

Yasser Arafat a été élu président de l'OLP. Il a été élu président de l'OLP. Il a été élu président de l'OLP. Il a été élu président de l'OLP. Il a été élu président de l'OLP.

Yasser Arafat a été élu président de l'OLP. Il a été élu président de l'OLP. Il a été élu président de l'OLP. Il a été élu président de l'OLP. Il a été élu président de l'OLP.

Yasser Arafat a été élu président de l'OLP. Il a été élu président de l'OLP. Il a été élu président de l'OLP. Il a été élu président de l'OLP. Il a été élu président de l'OLP.